

## La Mafia en campagne ?

L'ITALIE est en état de choc. La Sicile, en état de guerre : deux assassinats en deux jours, depuis le coup d'envoi de la campagne pour les législatives du 5 avril prochain. La Mafia, à son tour, serait-elle entrée en campagne ? Deux « exécutions » presque identiques, menées par des siciliotes en moto. Victimes : un trop bavard conseiller communal de l'ex-PCI, « punit » par le Camorra napolitaine, et « l'intouchable des intouchables », comme on l'appelait, l'onorevole Salvo Lima, soixante-quatre ans, député européen, mais aussi ancien maire de Palermo et pilier de la Démocratie chrétienne, à laquelle il appartenait depuis 1948.

Quand Salvo Lima entra dans un bar, un se leva, dit un témoin... Alors, comment ne pas voir dans l'assassinat de ce potentat local, jeudi 12 mars, en plein cœur de « sa » capitale sicilienne, un sanglant avertissement ? Oui, mais à qui s'adresse-t-il ?

CAR Salvo Lima était aussi un des politiciens les plus controversés d'Italie. On le disait justement lié de trop près à la Mafia, au sein de cette force démocratique-chrétienne dont l'emprise sur le pays depuis quarante ans n'exclut pas certaines zones d'ombre. Cité plus de trente fois dans les enquêtes sur les activités de la « piovra », son nom est toujours été blanchi, faute de preuve. Amadeo Forlani, le chef de la DC, a beau fustiger aujourd'hui ceux qui pour l'avoir « colonisé » l'ont désigné aux coups des tueurs, l'argument n'est pas convaincant.

Un autre « cadavre exquis », comme on dit féroce à Palermo, dans la longue liste de ceux qui de Pierantoni Mettarone, l'ex-président DC de la région, au général Della Chiesa il y a dix ans, sont tombés en luttant contre le crime organisé ? Cela semble en effet peu probable. Au point que dans cette classe politique italienne volontiers volubile, nombreux ont préféré se taire, déplorant simplement dans cette affaire « le drame humain ».

ALORS simple règlement de comptes entre « vieilles » et « nouvelles mafias » en lutte ouverte dans le jeu compliqué d'alliances politiques qui tendent peut-être, cette fois, à se renouveler, comme l'avance crûment la droite italienne ? Ou crime politique ? Et par delà la personnalité de Salvo Lima visait-on l'ensemble de la Démocratie chrétienne, cet insubmersible plus durement attaqué qu'a jamais - et même semble-t-il, légèrement entamé - par la féroce diabolique particulièrement corrompue qui règne en Italie depuis des mois ? La Sicile, après tout, n'est-elle pas encore, avec la Vénétie, la « grenier à voter » d'un parti qui se sait en perte de vitesse, au nord, devant le tourbillon contestataire des Ligues ? Et qui sait quels effets, négatifs et « intimidants » peut être, aura sur le vote du 5 avril cet assassinat dans une île que l'on dit aussi de plus en plus liée aux socialistes.

Malgré le Sicile, c'est avant tout un fief électoral du président du conseil, Giulio Andreotti, engagé dans une sourde lutte de pouvoir au sein de la DC. Ne serait-ce pas plutôt lui qui était visé dans la mise à mort de celui qui passait, à Palermo, pour son « procureur » ? « Aucune piste n'est à négliger », ont conclu prudemment, jeudi, les plus hautes autorités judiciaires. Plus courageuse, la présidente de la Chambre, M<sup>me</sup> Nilde Iotti, a tiré ouvertement les leçons de la fragilité de la démocratie italienne : « Il s'agit là d'une attaque contre l'État pour démontrer que dans des régions entières du pays, la criminalité organisée est une force prépondérante avec laquelle il faut toujours compter ».

Lire page 4 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS

M0147 - 0314 0 - 6,00 F



Alors que les combats s'intensifient

## M. Bush réclame un cessez-le-feu au Karabakh

Les combats se sont intensifiés, jeudi 12 mars, dans le Haut-Karabakh. Les milices arméniennes ont bombardé Agdam, une petite ville située en territoire azéri. Alors qu'à Washington le président George Bush a appelé les belligérants à conclure un « cessez-le-feu immédiat » et à résoudre le conflit « pacifiquement », le vice-premier ministre turc, M. Erdal İnönü, a indiqué à Paris que M. Hassanov, le chef du gouvernement azéri, lui avait aussi demandé d'intervenir pour arriver à un arrêt rapide des hostilités.

### Agdam, ville fantôme

AGDAM (Azerbaïdjan)

de notre envoyée spéciale

« Allez, la Française, écris encore que c'est les islamistes azerbaidjanais qui massacrent les pauvres Arméniens ! » Dans Agdam, chef-lieu azerbaidjanais aux portes du Haut-Karabakh, la vieille colère des Azéris contre les Occidentaux - « vendus aux Arméniens » - avait, ce jeudi 12 mars, encore de quoi s'alimenter. Pour la première fois, en effet, cette petite ville, d'une dizaine de milliers d'habitants, qui avait longtemps vécu à l'écart des combats, subit, depuis la nuit

de mercredi à jeudi, les mêmes bombardements aux roquettes que connaissent depuis de longs mois Stepanakert, l'Arménienne, et Choucha, la dernière localité encore aux mains des Azerbaïdjanais.

Agdam, elle, est à plusieurs kilomètres en dehors de l'enclave du Haut-Karabakh, en « territoire azéri », disent les Arméniens, ou grand dam des Azerbaïdjanais. Pour ces derniers, le Haut-Karabakh est tout entier, et depuis toujours, « terre azérie » que le Bas-Karabakh, dont le chef-lieu est précisément Agdam.

SOPHIE SHIHAB

Lire la suite page 3

En suspendant le transfert de ses armes nucléaires

## L'Ukraine relance son contentieux avec la Russie

A une semaine d'un sommet de la CEI consacré aux questions militaires, le président ukrainien a annoncé, jeudi 12 mars, que son pays suspendait le transfert vers la Russie de ses armes nucléaires tactiques. M. Kravtchouk a affirmé d'autre part que l'Ukraine restait déterminée à devenir une puissance neutre et dénucléarisée. Le premier ministre ukrainien, M. Vitold Fokins, a da son côté déclaré que l'Ukraine était prête à reconnaître sa responsabilité conjointe à l'égard de la dette extérieure de l'ex-URSS.



Lire page 3 l'article de notre correspondant JAN KRAUZE

Des mesures gouvernementales

## Un soutien au logement

Le gouvernement a annoncé, jeudi 12 mars, des mesures en faveur du logement, des routes et des transports en commun dont il espère la création d'environ 50 000 emplois. Un geste en faveur des classes moyennes et des professionnels en crise.

A dix jours des élections cantonales et régionales, le premier ministre a arrêté un plan de soutien au secteur du bâtiment et des travaux publics. Le volet logement prévoit que le plafond des prêts d'épargne logement sera porté à 600 000 francs pour un temps d'épargne raccourci à quatre ans.

Un avantage fiscal sera accordé aux investisseurs (dans du neuf) louant à un prix moyen ainsi qu'aux propriétaires améliorant leur logement ; des financements pour la construction de logements à loyer intermédiaire sont aussi prévus. L'Etat augmentera de 1 milliard de francs les crédits consacrés en 1992 aux routes et aux transports collectifs.

Lire page 16 les articles de FRANÇOISE VAYSSÉ

## Horreurs psychiatriques en Argentine

Le président Menem vient de visiter l'asile où auraient eu lieu pendant des années des trafics d'organes et même des assassinats

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Exhumations de cadavres sans yeux, dont les cavités oculaires ont été rebouchées avec des billes de verre, centaines de décès et de disparitions mystérieuses : c'est un véritable film d'épouvante qui vient d'être découvert dans l'un des principaux hôpitaux psychiatriques de la province de Buenos-Aires. L'existence d'un trafic de cornées mais aussi de sang dans la Colonia Montes de Oca, à une centaine de kilomètres seulement de la capitale, a été annoncée

officiellement par le ministre de la santé, M. Cesar Julio Aroz.

Les premières révélations, déjà macabres, pourraient bien n'être que la partie visible de l'iceberg. Plusieurs cadavres présenteraient aussi d'étranges cicatrices en d'autres endroits du corps, témoignant du prélèvement d'autres organes. On évoque même un trafic de bébés, devant le nombre surprenant de femmes enceintes et celui de nouveau-nés déclarés morts à la naissance. Photos et récits d'horreur alimentent les journaux, alors que le suspense

continue. Dans les prochains jours, la justice pourrait ordonner le drainage d'un marécage qui se trouve dans le parc de 260 hectares.

De la route, on peut entrevoir la légendaire Colonia Montes de Oca (fondée en 1908), avec ses deux bâtiments délabrés. Elle abrite mille deux cents patients surnommés paternellement « los chicos » parce que la maladie mentale les rend aussi vulnérables que des enfants.

CHRISTINE LEGRAND

Lire la suite page 6

## Des signes de redressement de l'économie aux Etats-Unis

L'économie américaine fournit depuis quelques jours des signes de redressement. Après plusieurs indices d'amélioration du secteur du logement, la consommation paraît elle aussi redémarrer : les ventes au détail ont augmenté de 2,1 % en janvier et de 1,3 % en février, après avoir pratiquement stagné en 1991. Quant aux banques et aux caisses d'épargne, elles semblent sortir progressivement de plusieurs années de sévères difficultés. Des signes de redressement qui tombent bien au moment où le président Bush affronte une campagne électorale difficile.

Lire page 17 l'article de SERGE MARTI

## Comptes rémunérés

Les banquiers critiquent le projet de La Poste.

Lire page 2 le point de vue de M. JACQUES DELMAS-MARSALET, président du groupe des Banques populaires

## Eléphants fragiles

Les pays défenseurs des espèces menacées ont accordé un nouveau sursis à l'éléphant

KYOTO

de notre envoyé spécial

Les conférences de la CITES (huitième conférence des pays signataires de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction), qui reposent en principe sur des critères scientifiques, se révèlent au fil des ans de plus en plus politiques. On a beau se pencher sur le sort international d'une orchidée ou d'une tortue, on ne s'en empêche pas moins à coups d'arguments politiques, comme dans les autres instances internationales. Et repartit inamalgamablement le clivage Nord-Sud, c'est-à-dire l'immense barrière qui sépare les pays riches, potentiellement acheteurs d'ivoire ou de bois précieux, mais qui peuvent s'en passer, et les pays pauvres, qui voudraient bien tirer

profit de leur patrimoine naturel, leur unique ressource.

Les débats de Kyoto se sont néanmoins déroulés dans un climat plus serein que ceux de la précédente session, en 1989 à Lausanne, où les organisations non gouvernementales avaient multiplié les manifestations, notamment en faveur de l'éléphant. La CITES a d'autre part élargi sa sphère de compétence à quarante-cinq nouvelles espèces de bois tropicaux et d'animaux marins. C'est ainsi que le palisandre a été inscrit à son Annexe I, où sont classées les espèces dont le commerce international est totalement interdit. Trente-cinq ont en outre été transférées de l'Annexe II (commerce réglementé) à l'Annexe I.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 10

### Climat tendu en Algérie

Alors que l'agitation universitaire continue, des difficultés économiques enlaidissent le climat politique.

page 6

### Les réformes en Chine

Une nouvelle offensive de M. Deng Xiaoping.

page 4

### SANS VISA

■ Voyage : Tenger, le grand réveil. ■ En France : Mende, l'ennui tranquille. ■ Anniversaire : des juifs chez Bajazet. ■ Percuteurs : Vikings, souche barbare. ■ Table. ■ Jeux.

pages 23 à 30

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

Édouard Masurel

## L'année 1991 dans Le Monde

Les principaux événements en France et à l'étranger

Préface d'André Fontaine



## DÉBATS

Politique

## Gardons les idées changeons le parti

par Jean-François Trans

EN cette période, la nécessité de se battre, la fierté de notre identité s'effacent pas le devoir de réflexion.

Il y a urgence. La gauche se fragmente. Les déboires dominicaux du Parti socialiste, le déclin du Parti communiste, l'émergence de forces écologistes plurielles, la survivance, même artificielle du centre gauche, dispersent un électorat déjà chahuté par le retrait civique, la lenteur inhérente à tout processus de transformation sociale et la durée même de notre gestion. Il y a danger si l'on se souvient de l'état de la gauche au début des années 60, écartée durablement des responsabilités et du pouvoir après le long brouillard de la IV<sup>e</sup> République. Il a fallu près de vingt ans pour voir de nouveau clair. Il y a pénitence si l'on songe aux effets du poison des affaires sur une opinion déjà suspicieuse à l'égard des partis, des militants, voire des élus, et plus que rétive à l'engagement politique et au régime parlementaire.

Et pourtant, au-delà des frustrations et parfois des désillusions, soyons justes. Ces dix années de responsabilité au pouvoir ont été jugées déterminantes pour le développement économique du pays comme pour son maintien dans les nouveaux équilibres du monde.

Citons la décentralisation et la modernisation de l'Etat, la vigueur du redressement économique et le succès de la désinflation, l'élargissement de la protection sociale, et le

RMI. Qui peut nier, malgré les déboires ou les rigidités du système, que de grandes réformes auront été réunies pendant cette décennie-là ?

Mais c'est maintenant que tout se joue : la persistance d'un niveau élevé du chômage, l'épuisement du système de protection sociale, l'absentéisme civique, la montée de l'extrême droite, le sentiment confus d'un profond malaise moral, l'attitude de la société face à l'immigration sont autant de défis majeurs pour la gauche. Les années 90 s'annoncent moins clivantes que la décennie écoulée. Les mirages s'estompent déjà, et, avec eux, le mépris de l'action militante, la surestimation de la communication au détriment des messages, le tout pouvoir de l'argent. Et c'est tant mieux ! Il faut aller plus loin encore et écarter avec résolution les propos de cours, les arguments convenus ou les vulgarités « pour faire peuple », retrouver un sens intrinsèque de l'action.

Le chômage dont les victimes sont les jeunes, les femmes, la main-d'œuvre non qualifiée, relève plus de l'organisation de la société, qu'il n'est un problème économique subordonné à l'augmentation de la demande intérieure ou à la baisse des charges. L'octroi d'une activité à chacun, le partage du temps de travail, l'équilibre entre emploi et productivité dans les services, la multiplication des tâches d'intérêt général, le lancement de grands équipements

et d'infrastructures dans le cadre de l'aménagement du territoire, sont avant tout des choix politiques. Avec la croissance et la richesse, ce serait plus facile, mais il va bien nous falloir inventer sans attendre l'incertaine reprise.

## Retrait de l'Etat et déclin civique

Plus généralement, les problèmes de société ne doivent plus être traités en marge des autres. L'émergence de « l'individu démocratique » hisse les questions de droit et d'éthique au premier rang des préoccupations publiques. Le refus des discriminations de tout genre, la compatibilité des expressions spirituelles et des exigences de l'Etat laïc, l'éthique du vivant et de l'aliénation du corps, l'émancipation juridique de l'enfance comme l'émergence de nouveaux modèles familiaux, l'explosion de la demande de droits et de justice sont à l'évidence des questions de tout premier ordre.

L'Europe est là, qui est un gage de démocratie, de stabilité et de paix. Le débat n'est plus sur sa nécessité mais sur son organisation. Elle demande confiance en nous, abandon de nos peurs et d'abord celle de l'Allemagne ; elle réclame une volonté d'ériger un modèle culturel et social susceptible d'être proposé au monde. Cela implique d'accroître le rythme, de sortir du « non-ron » économique : l'Europe a d'abord besoin de politique.

Avec le défi européen se repose la place de l'Etat. Sa perte en omnipotence, bico souvent surestimée, doit l'amener à regagner en efficacité ce qu'il a perdu en souveraineté, et d'abord à reconquérir des espaces laissés peu à peu en jachère : le logement, la télévision, la justice. Il ne s'agit rien de moins que de réaffirmer une logique de service public et le sens de l'Etat : le déclin civique est en effet la conséquence première de leur retrait. Enfin la nécessité de la construction européenne exige d'engager une pédagogie vigoureuse afin de faire triompher l'idée d'une grande nation française, ouverte, démocratique, en transition vers un autre monde, loin de la conception rétrograde d'une patrie rabougrie, tournée sur elle-même, triste et d'arrière-pensée de la pensée conservatrice. Sachons qu'un des champs de bataille avec l'extrême droite se situe là.

Nos concitoyens n'ont pas pour autant sombré dans le conservatisme. Tous les sondages indiquent qu'une majorité de Français seraient favorables à une coalition de progrès mêlant gauche et écologie. Si l'on rajoute à cela la position très avancée dans l'opinion publique de certaines personnalités socialistes, on ne peut dire que l'opinion a basculé à droite. Non, c'est une mode de représentation politique qu'elle sanctionne, des attitudes, des habitudes, une manière de faire et de concevoir la politique, des rapports au pouvoir, aujourd'hui dépassés, voire condamnés. Ce ne sont pas nos idées qui sont contestées, c'est notre façon de les mettre en œuvre. Alors changeons. Il n'est que temps.

Ce n'est pas notre identité ou notre histoire qui est atteinte, c'est la légèreté avec laquelle on s'en accommode trop souvent. Soyons donc nous-mêmes et évitons de laisser à d'autres le soin, pas toujours dénué de bon sens, de nous représenter. Nous sommes d'abord attachés à des valeurs et à des principes plutôt qu'à des structures ou des formes organisationnelles figées dans le temps. C'est aux socialistes de prendre l'initiative de leur propre transformation pour accélérer l'organisation du camp de la réforme.

S'il faut contracter de nouvelles alliances, passons-les, mais clairement. S'il faut reconstruire pour avancer, faisons-le, mais ensemble. S'il faut aller jusqu'à se fondre pour renaitre, qu'attendons-nous ? Mais disons-le clairement, et à tous.

Toute l'histoire de la gauche est celle du progrès contre l'ordre et le statu quo. C'est le choix constant des mutations et des formes d'organisations appropriées contre l'immobilisme et la sclérose. C'est son honneur. Qu'elle en soit fière.

► Jean-François Trans est le pseudonyme du groupe des transouverts, animé, au sein du PS, par Jean-Pierre Batigol, député de l'Aisne, Bertrand Gallot, député de l'Eure-et-Loir, François Hollande, député de la Corrèze, Jean-Pierre Jouyet, président de Démocratie 2000, et Jean-Pierre Mignard, avocat, vice-président de Démocratie 2000.

Banque

## Rémunérer la monnaie c'est tuer l'épargne

par Jacques Delmas-Marsalet

LE projet prêt à La Poste de lancer un nouveau produit liant de manière plus ou moins automatique un compte de chèques postaux à un fonds commun de placement monétaire vient de relancer le débat sur la rémunération des dépôts à vue. Dans ce débat, le ministre de l'économie et des finances serait préoccupé des conséquences négatives que pourrait avoir ce nouveau produit sur l'encours des CCP et sur la collecte du livret A ; la profession bancaire, de la « concurrence déloyale » que lui ferait un service public bénéficiant encore de certains « privilèges ». A ma grande surprise, seul le contre-argument fondamental n'a pas été clairement avancé.

Ce contre-argument tient à ce que la rémunération des comptes chèques à des taux proches du marché monétaire est contraire à la fois aux principes fondamentaux de la théorie économique et aux exigences d'une saine politique de l'épargne.

Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Keynes rappelait que l'intérêt est le prix de la renonciation à la liquidité, celui qu'il faut payer au détenteur de monnaie pour le faire renoncer à sa préférence naturelle pour les avoirs disponibles à tout moment. C'était dire qu'il ne saurait y avoir d'intérêt sans cette renonciation.

Une autre manière de formuler ce principe consiste à rappeler qu'il ne peut y avoir d'épargne sans un minimum d'immobilisation et que, s'il convient de rémunérer l'épargne, et ce d'autant mieux qu'elle est plus longue et plus risquée, il ne faut surtout pas rémunérer la monnaie.

C'est ce que, dans leur grande sagesse, les autorités monétaires avaient décidé dans les années 60 en l'interdisant – à juste titre – de rémunérer les comptes à vue sur lesquels on peut librement tirer des chèques du jour au lendemain. Cette règle subsiste toujours. Mais elle a été tournée à la marge depuis quelques années, sans que la profession et les pouvoirs publics réagissent avec la fermeté qui eût été nécessaire.

Si, à ma connaissance, aucune grande banque française à réseau ne s'est lancée dans la guerre suicidaire des « super comptes » espagnols, des établissements spécialisés, des banques étrangères ou des compagnies d'assurances en mal de clients ont proposé des produits présentés comme des comptes chèques assortis de rémunérations de 7 à 9 % net d'impôts. Encore faut-il entrer dans le détail et regarder ces comptes à la loupe pour s'apercevoir que la franchise d'impôt n'est acquise que si les retraits ne dépassent par un certain montant dans l'année, que la rémunération n'est pas toujours au premier frappe et que le dépôt minimum est souvent élevé. Mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel est, qu'en admettant qu'un compte de pures liquidités, tirable de chèques à tout moment et sans risque, puisse être rémunéré à des taux pareils, on a porté un mauvais coup à la véritable épargne qui est nécessairement à terme et, le plus souvent, à risque (celui-ci variant selon sa durée et son support).

Comment s'étonner que l'épargne soit insuffisante et refuse de s'investir à long terme alors que les particuliers peuvent s'assurer, sans faire aucun effort d'épargne

véritable, des rémunérations élevées pour la détention de liquidités placées en toute sécurité, c'est-à-dire, en définitive, pour la détention de monnaie ?

L'on pourrait objecter que cette critique vaut tout autant pour les Sicav et FCP monétaires sur lesquels, d'ailleurs, adossés les « vrais-faux comptes rémunérés ». Je réponds : oui ou, tout au moins, pas fatalement.

Il est un bon usage des Sicav monétaires qui consiste à les utiliser comme des instruments de capitalisation à terme – parfois même à long terme – investis dans des titres, ceux du marché monétaire, qui offrent une moindre sensibilité aux variations des taux d'intérêt, et donc une plus grande sécurité, que les titres obligataires longs, sans parler des actions. C'est d'ailleurs l'utilisation qui en est faite aujourd'hui par la majorité des porteurs. Elle n'est pas illégitime ni même totalement incompatible avec le souci d'encourager l'épargne, à condition qu'à moyen-long terme, leur rémunération soit moindre que celle des placements plus risqués. Cette condition est généralement remplie et les intermédiaires peuvent, par leur politique de commissionnement, contribuer à ce qu'elle le soit.

## L'usage pervers des Sicav

L'usage pervers des Sicav monétaires consiste à les utiliser comme des « porte-monnaie rémunérés ». S'agissant des Sicav directement placées par les banques, cet usage pervers a été fort heureusement limité par le rétablissement progressif des droits d'entrée ou des frais de souscription que, dans un moment d'égarement, les banques avaient pratiquement fait disparaître entre 1983 et 1990. Il n'en va pas de même des Sicav ou FCP utilisés comme support des « vrais-faux comptes à vue rémunérés ». Pour mettre fin à ce dévoiement et restaurer l'épargne à terme, il me paraît indispensable, d'une part, de ne plus faire bénéficier les cessions de parts de Sicav et FCP monétaires de la franchise totale d'imposition des plus-values dans la limite de 316 900 F par an, d'autre part, de ramener le taux d'imposition des comptes à terme – qui constitue la première forme d'épargne immobilisée – au niveau de celui applicable aux Sicav monétaires.

A ces conditions, il me paraît possible d'enrayer l'épidémie – encore limitée – des comptes à vue rémunérés moyennant un contournement de la réglementation, à des taux proches de ceux du marché monétaire. Les laisser s'étendre ne pourrait que faire baisser l'épargne et monter le coût du crédit, au détriment du financement de l'économie. Plus qu'une erreur, ce serait, de la part de la communauté financière française, une faute, comme toute attitude qui repose sur un oubli des principes et un renoncement aux valeurs sur lesquelles repose notre système économique.

Rémunérer la monnaie ? Allons donc ! Ce serait tuer l'épargne.

► Jacques Delmas-Marsalet est président du groupe des Banques populaires.

## Neutraliser Le Pen

par Olivier Bernard, Michel Narbonne et Claude Poizat

LES prochaines élections régionales constituent un enjeu sérieux, bien au-delà de la simple vérification en vraie grandeur des rapports de force partisanes, actuellement ressassés par les sondages. S'il enregistrait une nouvelle poussée électorale, le parti de Jean-Marie Le Pen se trouverait encore consolidé, son influence idéologique dans les conseils régionaux accrue, ses moyens techniques et financiers pour ses élus et leur propagande renforcés.

On le sait mieux aujourd'hui : pour qu'un candidat FN puisse être élu, il ne lui faut pas nécessairement une crise économique et sociale profonde, mais une simple situation particulière dont les caractéristiques sont : 1. une implantation convenable du candidat ; 2. la division de la droite ; 3. la confusion de la gauche ; 4. une forte abstention. A la vérité, ces conditions peuvent être réunies assez facilement.

L'importance de l'enjeu n'a pas échappé aux plus exposés à la vindicte d'exclusion : ce sont les jeunes, les communautés juives, qui se mobilisent et laissent espérer un recul plus général de l'abstention, réadhésion bienvenue aux valeurs démocratiques.

Durant les mois qui nous séparent des législatives, on emploiera

à isoler électoralement le parti de Jean-Marie Le Pen et à neutraliser son influence délétère : pour y parvenir, un certain consensus se dessine. Il s'agit d'abord de remettre à plus tard la question du scrutin proportionnel, d'abandonner l'idée du « front républicain » pour celle, plus efficace, d'un simple « désistement républicain », mais à la condition qu'il soit assumé avec la plus grande clarté, qu'il énonce la différence entre l'adversaire et l'ennemi politique, qu'il se situe dans le seul moment de l'élection, sans contraindre ni alliance et qu'il n'ait de la voix haute, comme dans la 4<sup>e</sup> circonscription du Nord, et non du bout des lèvres comme à Dreux.

Pour autant, pour le FN, son renforcement, plausible dans un futur immédiat, ne devrait pas être le raz-de-marée escompté ou fantasmatiquement annoncé par les thuriféraires lepénistes ; à trois ans de la présidentielle, le slogan « Le Pen Vite » commence à sonner creux. Ne pouvant apparaître plus compter sur les désunions de la « droite molle », le vieillissant leader de l'extrême droite croit-il encore à sa « chance historique » ou n'entend-il plus limiter sa mission qu'à tenter d'assurer la pérennité d'un appareil ?

Doit s'amplifier alors pour tous les opposants au Front un néces-

saire et patiot travail de pédagogie, condition d'une recombinaison du tissu social, dont le délitement nourrit les discours, les gestes et les analyses anachroniques de l'extrême droite, qui fait son miel de la peur, du rejet de l'autre, du ressentiment.

La classe politique semble de nouveau se convoier, car les idées et les maîtres du jeu électoral ne sont plus contradictoires avec la recherche encore fragile d'un débat plus riche, plus large, plus constructif en termes d'échanges d'idées, d'intentions programmatiques, sinon de projets de société : écologie, antiracisme, laïcité, antisémitisme, assistance humanitaire.

Perspective finalement encourageante : le « danger Le Pen » envisagé cette fois comme chose saisi pour le corps social pourrait être à l'origine d'une réhabilitation du politique au-delà des clivages traditionnels, d'un renouveau des conduites militantes et d'un regain de propositions démocratiques offensives, évolution que la gauche institutionnelle ne semble pas encore avoir tout à fait bien saisie.

► Olivier Bernard, Michel Narbonne, Claude Poizat, un géographe, un enseignant et un écrivain, ont signé « Contre Le Pen », dans *Le Monde*, du 11 septembre 1991.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au [1] 40-66-29-33

Imprimerie du Monde

12, r. M.-Gumbourg

94852 IVRY CEDEX

**Le Monde**

**PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président

Michel Cros, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75992 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-62-72-77

Télécopieur : (1) 40-62-72-77

Téléfax : 40-62-99-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**

36-15 Tapez LEMONDE code d'accès ABO

**ADMINISTRATION :**

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Téléfax : 261.311 F

**ABONNEMENTS**

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEINE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 600 F	2 246 F	3 160 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande). Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse délégués ou servent à nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

PP. Paris PP 201 MON 01

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros progressifs en capital à l'imprimerie.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication

Bruno Fraigne, directeur de la rédaction

Jacques Galt, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amaric, Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Varnet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

**ADMINISTRATION :**

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90

Télécopieur : 40-60-30-10

من الأصيل



## ETRANGER

A une semaine du sommet de la CEI

# L'Ukraine interrompt le transfert de ses armes nucléaires vers la Russie

L'Ukraine ne fait plus confiance à Moscou pour le contrôle et la destruction de ses armes nucléaires. A une semaine d'un « sommet » de la CEI une fois de plus consacré aux questions militaires, le président Kravtchouk a pris une décision qui touche un point particulièrement sensible et remet en question un accord réalisé entre les quatre puissances « nucléaires » de l'ex-URSS. L'Ukraine, a-t-il annoncé jeudi 12 mars au cours d'une conférence de presse, interrompt le transfert vers la Russie des armes nucléaires tactiques déployées sur son territoire. Plus de la moitié de ces armes ont déjà été acheminées vers la Russie, et l'opération était censée s'achever avant le mois de juillet de cette année, date à laquelle ne devaient rester sur les territoires de l'Ukraine, de la Biélorussie et du Kazakhstan que les missiles lourds stratégiques dont le démantèlement est prévu dans un délai de deux ans.

MOSCOU  
de notre correspondant

L'Ukraine, a expliqué M. Kravtchouk, reste déterminée à devenir une puissance neutre et démilitarisée. Cependant, elle se considère comme « hautement responsable » du sort des « puissances forces nucléaires » entreposées sur son sol, et entend savoir ce qu'il en advient. Or, a ajouté le président ukrainien, selon l'agence Tass, et

en faisant de toute évidence allusion à la situation en Russie, « en raison de l'instabilité politique et de la confusion, nous ne pouvons être assurés que les armes qui quittent notre territoire sont détruites, et ne tombent pas en de mauvaises mains ».

M. Kravtchouk considère par ailleurs que son pays a le droit de posséder ses propres installations pour la destruction des armes nucléaires et suggère qu'elles pour-

raient être localisées dans la région de Tchernobyl, site de la terrible catastrophe nucléaire de 1986. Ces installations, pour lesquelles l'Ukraine demande l'aide de l'Occident, pourraient également servir au traitement des déchets nucléaires civils, puisque, a indiqué M. Kravtchouk, la Russie refuse désormais de les accueillir.

En un sens, M. Kravtchouk, tout en justifiant sa décision par le désordre en Russie, en revient donc aux positions qui étaient les siennes à l'automne dernier : il expliquait alors que l'Ukraine était « hostile au transfert des armes nucléaires d'une République à l'autre » (c'était avant la dissolution définitive de l'URSS) et souhaitait leur destruction sur place, mais il avait fini par accepter, visiblement à contre-cœur, que cette destruction soit opérée en Russie, qui est seule présentement en mesure de mener à bien l'opération.

Prises littéralement, les déclarations du président ukrainien constituent une remise en question fondamentale d'un des seuls points

d'accord réalisés à ce jour entre les membres de la CEI, à la grande satisfaction des Occidentaux, et qui permettait d'y voir à peu près clair au moins sur cette question des armes tactiques (le Kazakhstan laissant pour sa part planer un certain doute sur le sort de ses fusées stratégiques). La nouvelle carte « nucléaire » qui semblait se dessiner sur le territoire de l'ex-URSS risque de ne pas se concrétiser avant longtemps si l'Ukraine attend vraiment pour se « dénucléariser » de se donner les moyens de la faire elle-même.

Un atout  
dans la négociation

Mais il est très possible que M. Kravtchouk, qui s'est acquis une réputation d'excellent manouvrier, ait surtout voulu adresser un double « message » à la Russie et à l'Occident. Selon des explications fournies vendredi matin par un porte-parole du ministère ukrainien des affaires étrangères, Kiev attend en effet à présent une réaction de la Russie, qui pourrait prendre la forme d'assurances données à l'Ukraine quant au contrôle et à la destruction des armes nucléaires.

De même source, on laisse entendre que la décision de M. Kravtchouk était justifiée par l'impossibilité faite à l'Ukraine de contrôler réellement le sort ultérieur des armes qu'elle transfère à la Russie : si l'on comprend bien, il suffirait peut-être que Moscou prenne des engagements et fournisse des garanties pour que les choses s'arrangent.

Que M. Kravtchouk, qui célébrait ce jour-là les cent jours de sa présidence, ait choisi de se manifester de manière aussi spectaculaire à une semaine de la réunion, à Kiev, des chefs d'Etat de la Communauté, n'est sans doute pas tout à fait fortuit. C'est à cette occasion que doivent être à nouveau abordées les questions épineuses qui s'agissent de résoudre les conflits en cours, et qui touchent aussi bien le commandement des forces nucléaires communes (l'Ukraine ne veut pas entendre parler de forces armées conventionnelles unifiées), le partage de la

flotte de la mer Noire que celui des biens « soviétiques » à l'étranger, sans parler de la dette extérieure. M. Kravtchouk a ainsi pu vouloir se donner un atout supplémentaire dans la négociation, quitte à prendre le risque de jouer à nouveau avec les nerfs de dirigeants russes déjà très irrités par ce partenaire particulièrement coriace.

Mais le président ukrainien n'a de cesse de proclamer haut et fort que le temps où Moscou faisait la pluie et le beau temps à Kiev est définitivement révolu, et qu'il ne saurait y avoir de « domaine réservé » à la Russie. Il avait en particulier réagi avec humeur aux propositions de désarmement faites par M. Boris Eltsine lors de sa visite à New-York et Washington, sans consultation aucune avec ses partenaires de la CEI. A la mi-février, il avait en conséquence revendiqué pour l'Ukraine, et par la même occasion pour la Biélorussie et le Kazakhstan, le droit de participer aux côtés de la Russie aux négociations avec les Etats-Unis sur l'application de l'accord START sur les armements stratégiques.

M. Kravtchouk précisait à l'époque que l'Ukraine était déterminée à respecter les accords de désarmement aussi bien nucléaire que conventionnel passés entre l'URSS

et les Occidentaux. De source ukrainienne, on réitère aujourd'hui cet engagement, mais il est probable que les dernières décisions de M. Kravtchouk, et plus encore la manière dont il les justifie, accroîtront l'incertitude des Occidentaux quant à ce qui se passe réellement sur le territoire ex-soviétique.

Mais à vrai dire, certains responsables russes font eux-mêmes tout pour accréditer l'idée, que de leur côté, la « confusion » est aussi grande que l'affirme le président ukrainien : le vice-président russe Alexandre Routsikov, général de son état, n'a-t-il pas déclaré, à la surprise générale, que « bien entendu » des armes nucléaires tactiques étaient toujours déployées sur le territoire de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, mais que leur contrôle était parfaitement assuré ? A la suite de quoi un autre général, Vladimir Korotkov, adjoint au commandant en chef des forces « unifiées » de la CEI, a rétorqué « en toute responsabilité » que « les dernières têtes nucléaires » avaient été retirées de ces Républiques caucasiennes « pendant l'été 1990 », et qu'il n'y en avait présentement aucune sur place.

JAN KRAUZE

Le conflit du Haut-Karabakh

## M. Bush appelle à un « cessez-le-feu immédiat »

Le président américain a appelé, jeudi 12 mars, à un « cessez-le-feu immédiat » dans le conflit du Karabakh. M. George Bush, qui a discuté de ce dossier au téléphone avec le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, a demandé aux deux parties de coopérer avec la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour trouver une solution pacifique à « cette tragédie », selon un communiqué publié par la Maison Blanche. Soulignant la « profonde préoccupation de la communauté internationale devant la violence qui menace de défigurer cette région », M. Bush a appelé les deux parties « à ne pas chercher d'avantage militaire temporaire en un moment d'incertitude et de tension accrue ».

De passage à Paris, M. Erdal Inönü, dirigeant du Parti populiste social-démocrate (SHP) et vice-premier ministre a indiqué, jeudi 12 mars, qu'il venait de recevoir un message du premier ministre azerbaïdjanais, M. Hassan Hassaov, lui signalant une « intensification des combats » au Haut-Karabakh et une attaque arménienne contre la ville d'Agdam.

M. Inönü a également indiqué que M. Hassaov lui avait demandé « d'intensifier ses efforts pour arriver à un cessez-le-feu immédiat ». Le ministre a précisé qu'il avait transmis ce message à M. François Mitterrand ainsi qu'à l'Internationale socialiste. Il a conseillé à cette organisation, à laquelle appartient son parti, d'envoyer sur place une mission d'ob-

servation parallèlement à la nouvelle mission sur place de la CSCE. Tout en ajoutant que les Azerbaïdjanais ressentent le besoin d'un plus grand « compréhension », M. Inönü a jugé, pour sa part, que « la situation s'aggrave de minute en minute » et qu'il faut donc « trouver le moyen d'arriver à un cessez-le-feu immédiat ».

« Notre gouvernement garde son sang-froid et cherche à suivre une politique de prudence », a expliqué M. Inönü, qui a toutefois estimé que le conflit prend son origine dans les « visées séparatistes des Arméniens de l'enclave » et que « cette attitude des Arméniens est en contradiction avec le droit international et les normes de la CSCE qui (...) reconnaît l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan ».

## Agdam, ville fantôme

Suite de la première page

Et pourtant, les Azerbaïdjanais se croient, jeudi, menacés de perdre aussi cette ville après avoir dû abandonner le village après village, leurs dernières positions dans l'enclave. Ce jour-là, Agdam n'était plus qu'une « ville fantôme » abandonnée par sa population et dont les défenseurs armés craignaient d'être eux-mêmes submergés.

La première salve de roquettes est tombée à 3 heures du matin. De l'hôtel du centre-ville, abritant quelques centaines de réfugiés, notamment de Khodjali, on voit deux colonnes de poussière s'élever à quelque 300 mètres au nord et deux luciers d'incendie, guère plus loin au sud. Réveillés par les explosions, les réfugiés se bousculent et tombent dans l'escalier de quatre étages plongé dans la nuit comme le reste de la ville. De loin, parviennent quelques bruits sourds de tirs d'artillerie : les avant-postes azerbaïdjanais répondent en direction des montagnes ennemies. A l'aube, ce sera la riposte : deux nouvelles salves de roquettes s'abattent sur Agdam.

Bilan de la nuit : une trentaine de blessés et cinq morts, selon Sattar Iagubov, un jeune chirurgien venu de Bakou. Avec ses collègues, il a accueilli toute la nuit les blessés à l'hôpital de campagne, installé dans un train à la sortie de la ville, au bout d'un chemin boueux. Dirigé par un colonel en grande tenue, médecin et ex-officier d'Afghanistan, cet hôpital des plus sommaires semble pourtant la seule institution un tant soit peu organisée à Agdam.

Partout ailleurs, règnent désordre et démoralisation sur fond de désaccords entre groupes d'autodéfense de diverses obédiences. Et quand, à midi, une troisième série de roquettes s'abat, non loin de là, la panique s'empare des foules de réfugiés et d'habitants désemparés qui contemplant les décombres de la nuit. Une file ininterrompue de voitures, cars et camions se forme immédiatement sur la seule route menant vers l'est, la voie de l'exode. Les familles les plus pauvres partent à pied, de même que des vieilles femmes seules chargées de paquets.

« Ils ont peur d'un second Khodjali, la peur d'être pris à leur tour en otage », explique un milicien qui se refuse à condamner leur fuite, comme n'hésitent pas à le faire, la

rage dans la voix, d'autres hommes à ses côtés. La place centrale qui était, il y a une heure à peine, encore pleine de réfugiés désarmés et réclamant des armes est désormais vide. Arrive un groupe d'hommes cherchant des renforts pour un poste avancé : les Arméniens, disent-ils, pourraient lancer des opérations de commandos dans la ville.

Les objectifs supposés de ces attaques éventuelles paraissent pourtant bien dérisoires : un « état-major », placé théoriquement sous la direction du pouvoir de Bakou, est installé dans un complexe sportif avec deux vieux tanks dans la cour ; ou, oon loin de là, le centre local du Front populaire d'Azerbaïdjan (FPA), la force d'opposition qui a renversé, il y a une semaine, le président Moutalibov (l'ex-dirigeant communiste), sans avoir réussi pour autant à prendre le pouvoir à Bakou où se poursuivent les tractations pour former un gouvernement de coalition.

« Lâcher  
une bombe atomique »

A Agdam, ce sont des militants du FPA qui s'engagent dans les rangs de la nouvelle « armée nationale ». Ce qui explique, selon l'opposition, le peu d'empressement de l'ex-président à la mettre sur pied. Plus grave, ces premières unités, lancées fin janvier dans des opérations hasardeuses contre des positions arméniennes, ont été décimées. Résultat, cette « armée nationale » compterait, en réalité, à Agdam, deux cents jeunes au plus, inexpérimentés et mal équipés. Les quarante-deux chars et blindés, pris récemment à l'armée russe par les Azerbaïdjanais, se sont avérés en grande partie inutilisables, comme l'étaient, en tout cas selon des correspondants étrangers, les deux chars déployés dans un avant-poste censé protéger Agdam.

Quant aux caisses de roquettes saisies parallèlement, elles seraient utilisées devant la ville par une seule et unique « katioucha », un engin à tubes multiples et mobiles. C'est suffisant pour bombarder les montagnes des Arméniens, mais tout à fait inefficace pour défendre une ville. L'« état-major » d'Agdam ne semble pas non plus disposer d'hélicoptère. « Si nous en avions, je parti-

rais moi-même au-dessus du Haut-Karabakh pour y lâcher une bombe atomique », lance un des membres de la direction locale du FPA.

Les autres, et notamment le chef, M. Allahverdi Bagirov, ne se permettent pas de tels écarts de langage. Ils répercutent fidèlement la ligne du Front (« Pour faire la paix, prépare la guerre ») mais ne savent pas du tout comment l'appliquer. Ils refusent l'alliance qu'avait voulu signer M. Moutalibov avec l'armée de l'empire russe – pour le moment celle de la CEI. Mais ils savent, aussi, qu'ils n'acquiescent pas de si tôt les forces leur permettant de réaliser le but proclamé par tous : reprendre les villages azéris aux Arméniens et soumettre ces derniers à la loi commune de l'Etat.

Alors, pressés par les réfugiés, ils mènent des négociations par radio avec les Arméniens d'en face pour des échanges d'otages. Début mars, une dizaine de ceux que les Arméniens détiennent depuis la prise de Khodjali (on avance à Agdam le chiffre de six cents) ont été libérés contre quelques « prisonniers de droit commun » – comme on dit à Agdam – réclamés par les Arméniens. Des récits d'horreur sont rapportés par les otages libérés. Un nouvel échange était programmé pour jeudi mais il a été annulé à cause des bombardements, accompagnés d'une reprise des affrontements le long de toute la ligne de front.

Les combats et les bombardements aveugles sur Agdam montrent que les Arméniens ne se contentent pas d'avoir, enfin, occupé tout le Haut-Karabakh, à l'exception de Chouchea, mais poursuivent leurs attaques à l'extérieur. Et ceci après que des correspondants étrangers à Agdam ont pu se convaincre que les femmes et les enfants fuyant Khodjali et mitraillés puis abattus à bout portant, les trois têtes scalées ou les doigts coupés, ne sont pas un produit de la « propagande azérie », mais la triste réalité d'un conflit où la sauvagerie n'est pas l'apanage d'un seul camp.

Le désarroi des Azéris est évident et il sera difficile à tout prétendant au pouvoir à Bakou de faire l'économie de paroles guerrières.

Pourtant, à Agdam, chacun répète que « tout le monde est fatigué de cette guerre ». Dans la nuit de jeudi à vendredi, la ville, vidée de ses civils, aurait été de nouveau la cible des roquettes arméniennes.

SOPHIE SHIHAB

Selon le ministre portugais des affaires étrangères

## La Communauté européenne pourrait bientôt reconnaître la Géorgie

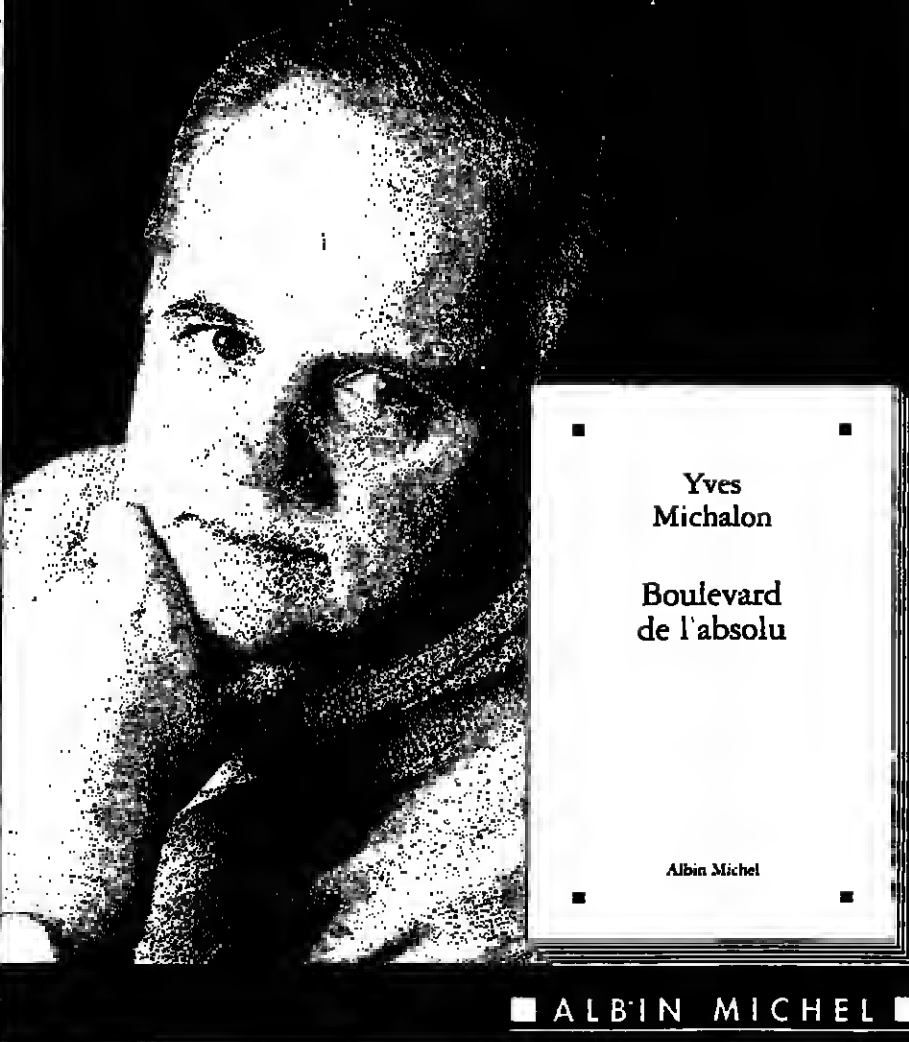
La CEE va vraisemblablement reconnaître bientôt la Géorgie – seule ex-République soviétique qu'elle n'a pas encore reconnue – a déclaré, jeudi 12 mars à Lisbonne, le ministre portugais des affaires étrangères, M. João de Deus Pinheiro, dont le pays assume actuellement la présidence de la Communauté. « Mon sentiment est que oui », a-t-il ainsi répondu à une question sur une éventuelle prochaine reconnais-

sance de la Géorgie. Des responsables de la diplomatie des Douze, réunis à Lisbonne, ont décidé d'entrer directement en contact avec l'ex-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, qui préside désormais le nouveau Conseil d'Etat au pouvoir à Tbilissi. Jeudi, l'ancien président géorgien, M. Zviad Gamsakhourdia, a estimé que ce Conseil était « illégal ». – (Reuter.)

## YVES MICHALON Boulevard de l'absolu

"Un essai hors des modes, mais parfaitement dans l'air du temps. Un petit bouquin déchiré, poétique, exigeant et, au total, absolument épatant."

Dominique de Montvalon, L'Express



Yves Michalon

Boulevard de l'absolu

Albin Michel

ALBIN MICHEL



## EUROPE

ITALIE : les élections législatives des 5 et 6 avril

## La « partitocratie » en accusation

Ce serait, avaient prédit experts et hommes politiques, la campagne qui allait tout changer, ou du moins, ce qui n'était déjà pas si mal, bousculer plus de quarante ans de monolithisme politique. En un mot, les élections législatives qui se tiendront les 5 et 6 avril prochains seraient, disaient-ils, le coup d'envoi de la deuxième République italienne. Or, qu'en est-il ? La Mafia, en faisant irruption, presque dans les urnes, a montré la fragilité de l'exercice.

ROME

de notre correspondante

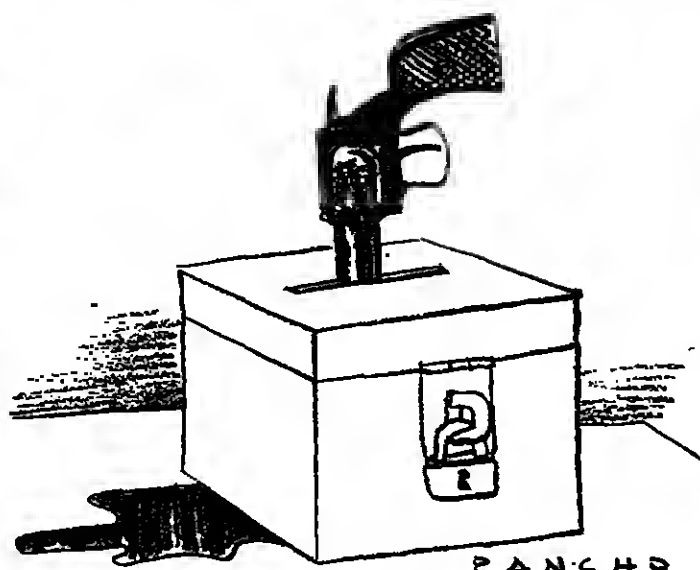
Tachée de sang, deux jours après son lancement officiel, mercredi 11 mars, par l'assassinat du député européen Salvo Lima à Palermo, la campagne se dilue déjà dans des querelles et des polémiques qui dévient et occultent son contenu. En admettant que les idées novatrices tant espérées figurent d'ailleurs dans les programmes. Seule certitude : onze mille candidats, dont les noms figurent sur quelque

Assez, cependant, pour prendre la menace au sérieux, et céder, même en apparence, au vent du changement. Encore que lutter contre l'immobilisme, dans le cas de la Démocratie chrétienne - le parti de majorité relative (35 % des voix) au centre de toutes les coalitions gouvernementales depuis 1948 - ne manque pas d'un certain piquant.

Il est vrai que la DC a depuis longtemps secrété sa propre opposition. A l'heure actuelle, ses différents courants s'affrontent, esquissent de nouvelles alliances ou s'efforcent d'en rajouter de plus anciennes, parfois contradictoires, au nom du « renouveau ».

## Le Diable et le Bon Dieu

Partenaires privilégiés : les socialistes, qui ont obtenu environ 14 % aux dernières législatives de 1987 et figuraient dans la coalition sortante avec deux petits partis (les libéraux et les sociaux-démocrates). Le secrétaire du parti, M. Bettino Craxi, déjà président du conseil entre 1983 et 1987, et qui, dit-on,



P. ANCHINO

par le président du conseil et accordant plus de facilités aux objecteurs de conscience pour effectuer un service « civil » auprès d'organismes souvent aux mains de communautés catholiques, avait été

alliances, regroupant en général progressistes ou chrétiens sociaux, est avant tout le désir de réformer la Constitution, souhait déjà à l'origine d'une bonne demi-douzaine de projets de référendum qui se tiendront au printemps.

## « Parti transversal » et référendums

Le grand animateur de ce mouvement, M. Mario Segni, qui représente l'aile gauche de la DC, soutient même la candidature d'un « Parti pour la promotion des référendums ». De même, la lutte contre la Mafia, qui a donné lieu ces derniers jours à de nombreuses manifestations dans tout le pays, sert de moteur à la Rete (« le réseau »), une sorte de Ligue du Sud anti-crime organisé, dirigée par l'ancien maire (DC) de Palermo, M. Leoluca Orlando.

Enfin, la chute du communisme avait donné à beaucoup l'espoir que le vote catholique serait enfin « libéré ». Une partie des socialistes et même des républicains qui, après être sortis de la coalition gouvernementale il y a quelques mois, semblent décidés pour l'instant à rester dans l'opposition, comptent sur ces voix, soigneusement engrangées jusqu'ici par la DC pour refaire leurs forces.

Espoir déçu : on n'a sans avoir l'air aussi, quelques diatribes bien senties sur le besoin de « moralité » en politique, l'Eglise italienne, inquiète du risque d'éparpillement de son électeur, a renouvelé plusieurs fois un appel pressant « à l'unité du vote catholique ».

Et mardi soir 10 mars, à la suite d'un nouvel appel en ce sens du cardinal Ruffini, président de la Conférence épiscopale italienne (CEI), le comte de M. Arnaldo Forlani, le dirigeant de la Démocratie chrétienne semblait à s'y reprendre à un énorme... merci !

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## EN BRIEF

AFGHANISTAN : le Hezb-i-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar refuse le plan de paix de l'ONU. - M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti islamiste afghan Hezb-i-Islami, a refusé, jeudi 12 mars, son rejet du plan de paix des Nations unies lors d'un entretien avec le représentant de l'ONU, M. Benan Sevan, rapporte l'agence de presse afghane (ANA). M. Hekmatyar considère comme « irréalisable » le projet de tenir une assemblée de paix inter-afghane le mois prochain à Genève, en prélude à la création d'une Assemblée et d'un gouvernement provisoire jusqu'à la tenue d'élections libres. Le parti obéit Shura-i-Milliati a adopté la même position. - (AFP)

ALBANIE : l'opposition pourrait remporter les élections du 22 mars. - Un an après sa défaite face aux communistes lors des premières élections pluriparties en Albanie, le Parti démocratique (opposition) semble s'acheminer vers une victoire aux législatives du 22 mars, selon un sondage publié jeudi 12 mars. Ce sondage, paru dans le journal indépendant *Buckhimi*, donne les démocrates grands vainqueurs avec environ 55 % des suffrages, contre 27,4 % pour le Parti communiste (ex-communiste). Au

total, l'opposition recueillerait deux tiers des voix. - (Reuters)

ALLEMAGNE : manifestation de locataires en colère de l'ex-RDA. - Environ deux mille habitants de l'ex-RDA ont manifesté, jeudi 12 mars, à Bonn, pour dénoncer les hausses massives de loyer intervenues depuis la réunification allemande et les menaces d'expropriation. Ils ont remis une lettre de protestation au ministre de la justice, M. Klaus Kinkel. Le colli du logement, resté pratiquement inchangé durant quarante ans dans l'ex-RDA, a été multiplié par cinq depuis 1989. - (AFP)

Information judiciaire contre quatre néo-nazis. - Le parquet fédéral de Karlsruhe a annoncé, jeudi 12 mars, son intention d'ouvrir une information judiciaire contre M. Meinhold Schoenborg, président de l'organisation néo-nazie « Nationalistische Front » (NF) et treize de ses amis, soupçonnés d'avoir tenté de créer une organisation terroriste. Le groupe aurait diffusé, à l'automne 1991, un tract recrutant des « combattants » pour « des commandos d'intervention nationaux », inspirés des commandos SS du troisième Reich. - (AFP)

ESPAGNE : un navire transportant des armes à destination du Yémen immobilisé à Ceuta. - Un navire battant pavillon hindouiste, qui transportait de nombreuses armes légères et des munitions de fabrication polonoise à destination de la République du Yémen, a été immobilisé dans le port de Ceuta (enclave espagnole au nord du Maroc), ont indiqué, jeudi 12 mars, des sources de la garde civile citées par l'agence espagnole EFE. La documentation du bâtiment, qui se ravitaillait en carburant à Ceuta, faisait état d'un chargement de sable. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : les travaillistes en tête dans les sondages. - Un sondage de l'institut MORI, publié mercredi 11 mars, indique les travaillistes de 41 % des intentions de vote contre 38 % pour les conservateurs et 16 % pour les démocrates libéraux. Le même sondage indique que si les électeurs avaient la conviction d'une victoire possible du candidat démocrate-libéral - fortement désavantagé par le mode de scrutin majoritaire à un tour - dans leur circonscription, les démocrates libéraux recueilleraient, au plan national, 35 % des suffrages, le Labour 33 % et les Tories 29 %. - (Corresp.)

IRLANDE DU NORD : un catholique assassiné à Belfast. - Un catholique de vingt-quatre ans a été assassiné par balle à son domicile de Belfast, jeudi 12 mars. C'est la trente-quatrième personne victime d'actes terroristes en Irlande du Nord depuis le début de l'année. - (AFP)

YUGOSLAVIE : les Serbes de Bosnie rejettent l'accord proposé par la CEI. - Les Serbes de Bosnie ont rejeté, mercredi 11 mars, le projet proposé par la CEI de règlement de la crise en Bosnie-Herzégovine, où de multiples incidents maintiennent une vive tension entre les trois communautés qui y cohabitent, Musulmans, Croates et Serbes. Ces derniers refusent de vivre dans une Bosnie indépendante. Ils ont créé une « République serbe de Bosnie » et se sont prononcés pour leur maintien dans une communauté yougoslave avec la Serbie et la Monténégro. Le document de Bruxelles, qui envisage la création d'un Etat fédéral en Bosnie où plusieurs unités constituantes partageraient le pouvoir avec une autorité centrale, a été approuvé avec des réserves par les partis des Musulmans et des Croates. - (AFP)

## ASIE

CHINE : la décision du PCC de relancer les réformes

## La dernière offensive de M. Deng Xiaoping

Réuni à Pékin les 9 et 10 mars, le bureau politique du PC chinois a décidé d'accélérer les réformes économiques et de « ne pas changer de ligne fondamentale pendant un siècle » (le Monde du 13 mars). Cette nouvelle orientation représente un succès pour M. Deng Xiaoping.

Première étincelle dans la graille retombée sur la Chine depuis la répression du « printemps de Pékin » - il y a trois ans le 4 juin prochain - cette réunion a officialisé l'accélération des réformes économiques impulsée par M. Deng depuis son discours de janvier dernier dans la zone économique spéciale de Shenzhen, et relancé la lutte pour le pouvoir à l'approche du XIV<sup>e</sup> congrès du PCC, prévu avant la fin de l'année. Depuis 1982, sous l'influence des conservateurs du parti, officiellement menés par le premier ministre Li Peng, la ligne était à l'« approfondissement » des réformes, c'est-à-dire en réalité au sur-place.

En décidant de secouer la morosité ambiante par un vigoureux coup d'accélérateur, le vieux dirigeant a montré qu'il n'avait pas renoncé à éliminer ceux qui, depuis le début, se sont opposés à sa politique. Ni, peut-être, à faire réhabiliter son ancien dauphin, M. Zhao Ziyang, révoqué au lendemain de Tiananmen.

S'appuyant sur ses fidèles, comme le président Yang Shangkun ou l'armée - pourtant lourdement impliqués dans la répression - ainsi que sur la nouvelle génération de technocrates, comme le secrétaire général du PCC Jiang Zemin, M. Deng a fait adopter par le Parti une ligne qui n'est en fait que la continuation de la politique qui lui avait si bien réussi de 1978 à 1988. Il a inversé la tendance récente qui voulait que l'opposition « de droite », c'est-à-dire accusée de vouloir pousser les réformes trop vite et trop loin, soit plus dangereuse que celle « de gauche », des idéologues encore influencés par le maoïsme. Le danger gauchiste a désormais repris le pas sur la dérive droite.

## « Un centre et deux grands points »

En déclarant que « pour juger si une évolution est socialiste ou capitaliste il faut « essentiellement savoir si elle bénéficie au développement des forces productives sous le socialisme, au renforcement de la puissance nationale (...) et à la promotion du niveau de vie », le bureau politique s'est en outre inspiré de la boutade célèbre de M. Deng : « Qu'importe qu'un chat soit blanc ou noir, pourvu qu'il attrape des souris ». Par cette volte-face savamment orchestrée depuis deux mois, le vieux dirigeant a voulu se débarrasser de sa déroute répressive pour porter à nouveau le masque de réformiste.

Selon l'agence japonaise Kyodo, il aurait pris sa décision fin décembre, après que le PCC ait annoncé le lancement d'une nouvelle campagne sur « l'étude du socialisme » dans les villages et critiqué certains de ses protégés. Reste à savoir si le coup de force de M. Deng permet-

tra de rallier une population qui a cessé de croire au communisme depuis Tiananmen. La discrétion des médias - reprises en mains en 1989 par des idéologues pour qui le seul moyen d'empêcher un effondrement à la soviétique est de renforcer la répression et l'endocinement - ne saurait cacher l'intense apreté de la lutte pour le pouvoir qui s'est déroulée entre les deux camps, et en particulier entre M. Deng et le vieil économiste marxiste Chen Yun, pourtant cloué depuis des années sur une chaise roulante. Une phrase du bureau politique indique - avec ce sens de la formule caractéristique des Chinois - le succès de M. Deng : la « ligne fondamentale » du PCC est désormais constituée d'« un centre et de deux grands points », le « centre » correspondant à la construction économique, et les « deux points » à l'idéologie et à la réforme.

Début février à Shanghai, M. Deng a réussi à imposer sa théorie d'« un seul centre » (le développement) face à celle de M. Chen, qui préconisait un « autre centre » (l'idéologie). M. Chen l'aurait accusé de vouloir mener la Chine sur le chemin de l'URSS et lui avait opposé, sans succès, la nécessité, selon l'ancienne manie, de « renforcer la construction de l'idéologie révolutionnaire, d'adhérer au principe d'un parti prolétarien, de renforcer la foi en le marxisme-léninisme », slogans qui, depuis des décennies, ont le don d'agacer M. Deng. Désormais l'idéologie est clairement prise de côté par l'économie.

Entré précipitamment à Pékin pour organiser la contre-offensive, selon le journal de Hongkong *Chingming*, M. Chen a été contraint de céder face au véritable « tourbillon » lancé par M. Deng. Celui-ci a fait publier le 24 février dans le *Quotidien du peuple*, pourtant tenu par le très conservateur bureau de la propagande, un éditorial réhabilitant le capitalisme dans la mesure où il sert les intérêts du communisme. M. Deng s'en est également pris aux conservateurs accusés de l'avoir combattu dès le début ; ceux-là mêmes qui, contre vents et marées, sans tenir compte de l'urgence de leur idéologie presque partout ailleurs, continuent de tracter des louanges à Mao Zedong, Staline ou au « soldat modèle » Lei Feng.

Il n'est pas question - le silence du bureau politique le confirme - de compléter la réforme économique sur le plan politique, et la répression se poursuit. M. Deng n'en a pas moins lancé récemment un appel aux dissidents réfugiés à l'étranger pour qu'ils rentrent au bercail, leur promettant impunité et emploi. On peut s'interroger sur la sincérité d'un tel geste de la part d'un partisan de l'ordre à tout prix. Mais sa réapparition au premier plan de la scène politique depuis Tiananmen. Pressé par M. Deng se devait d'agir vite. Il vient de montrer qu'il a quatre-vingt-sept ans, il en avait toujours la volonté.

PATRICE DE BEER

## Le boxeur, les sœurs ennemies du porno et la petite-fille du Duce

ROME

de notre correspondante

En point de mire : six cent trente sièges de députés et trois cent quinze de sénateurs. Mais comment les obtenir ? Faut-il, bien souvent, de programmes novateurs, la campagne pour les élections des 5 et 6 avril, où seront engagés onze mille candidats, semble avoir mis plus l'accent sur « l'ordalage » que sur la « mesure ».

Les néo-fascistes du MSI, profitant de la montée des droites en Europe, jouent les vieilles valeurs classiques et présentent à Naples Alessandro Mussolini, petit-fils du Duce et poulx-père de Sofia Loren. Délaissant le cinéma et les photos légères, la candidate, très appliquée dans sa nouvelle vocation, nous a confié, entre deux visites d'hôpital et un bain de

foie, vouloir « mesurer l'impact de son nom et du souvenir laissé par son grand-père ».

Se concentrant sur les nuisances de la Mafia, les écologistes alignent Pina Grassi, la veuve de l'industriel Libero Grassi, assassiné pour avoir dénoncé le racket en Sicile et, pour faire bonne mesure, le chanteur de variétés Domenico Modugno.

## Le « Parti de l'amour »

Le radical Marco Pannella a recours au cinéma avec la candidature Nino Manfredi, si l'acteur Gian Maria Volonté jouera un des rôles les plus difficiles de sa carrière en essayant de donner un visage au PDS, l'ex-PCI. Quant à Luciano Benetton, « le roi du pull over », il a été à l'assaut de la mode, le dossier républicain.

Ancienne égérie radicale aux seins nus, la « Cicciolina » a délaissé son nouveau mari pour reprendre du service en fondant avec son ennemi intime, et grande professeuse du porno, Moana Pozzi, le « Parti de l'amour ».

Les sportifs n'ont pas été délaissés non plus : la marathonienne Gellindo Bordin court pour les socialistes et l'ancien champion du monde poids lourd, Francesco D'Amico, se battra pour les républicains. Et pour l'honneur, car - premier avatar de son nouveau métier - le boxeur, qui a récemment disputé un match à Fano, sur l'Adriatique, a eu la mauvaise surprise de ne pas le voir transmis en direct, la télévision estimant qu'il y aurait peut-être eu une propagande électorale. L'essentiel, au politique aussi, étant de participer...

M.-C. D.

cent trente listes déposées (dont une quarantaine seulement au plan national) vont s'affronter en poussant rigoureusement le même cri de guerre : non à l'immobilisme et à la « partitocratie » !

Le message est martelé par des voix puissantes, dont celle des grands capitaines d'industrie qui, à l'heure de l'Europe unie, exigent du gouvernement la mise en route de changements fondamentaux afin que l'Italie ne soit pas la lanterne rouge de la Communauté. Pour ceux qui feignaient de ne pas entendre, l'élection municipale surprise de Brescia en novembre dernier aura été décisive : la Ligue lombarde, ce mouvement qui catalyse tous les mécontentements, en jouant sur un registre régional délibérément populiste et un tantinet raciste à l'occasion, était arrivée en tête tandis que tous les partis traditionnels enregistraient un préoccupant recul (le Monde du 28 novembre 1991).

Enflées par leurs premiers succès, les Ligues ont essayé, elles pourraient emporter jusqu'à 30 % des suffrages dans le nord du pays, qui se dit fatigué de travailler pour gagner un argent que dépensent ensuite les mafieux du Sud et les fonctionnaires inefficaces de Rome. Ce pourcentage se réduit toutefois à 10 % 12 % des intentions de vote au niveau national.

## RECTIFICATIF

M. Abdoulaye WADE, ministre d'Etat de la République du Sénégal, porte à la connaissance des lecteurs qu'il n'a pas signé la déclaration publiée par le Monde du vendredi 24 janvier 1992.

La qualité mentionnée sur ce texte remonte, de surcroît, à quelques années.

LE MONDE diplomatique

FRANCE

MAGHREB

EUROPE

AFRIQUE

ECOLOGIE

AMERIQUE

LITTÉRATURE

chez votre marchand de

من الأصيل



AFRIQUE

# Massacres au Rwanda

Alors que le pays s'ouvre timidement à la démocratie, de nouvelles violences ont éclaté entre les Hutus - au pouvoir - et les Tutsis

KIGALI

de notre envoyée spéciale

« Quand on veut brûler les mauvaises herbes, on commence par les mettre ensemble », ce dicton joliment agreste, appliqué à la communauté tutsie du Rwanda, va-t-il, longtemps encore, tenir lieu de bréviaire politique aux « ultras » du régime, opposés à l'ouverture démocratique ? Au lendemain des massacres commis dans la région du Bugesera, au sud-est de Kigali (le Monde du 10 mars) la question, si brutale d'elle puisse paraître, pourra difficilement ne pas être posée.

C'est en effet la première fois, dans une affaire semblable, que la responsabilité des autorités est aussi clairement avérée. Un tract aux accents violemment tribalistes, lu le 3 mars sur les ondes de la radio nationale, est « en partie » à l'origine du drame, a reconnu, lundi 9 mars, dans un entretien accordé à Radio France internationale (RFI), le premier ministre, M. Sylvestre Nsanzimana. Le chef du gouvernement a d'ailleurs précisé qu'il avait adressé un « blâme » aux responsables de cette curieuse bavure radiophonique.

Le tract en question, faussement attribué au Parti libéral (PL, opposition), affirmait qu'une vingtaine de personnalités d'origine hutue - éthnie majoritaire au Rwanda et dominante au sein du gouvernement - allaient être assassinées. La réaction de la population ne s'est pas fait attendre. Dès le 4 mars, la « mauvaise herbe » tutsie commençait à subir la colère des assaillants hutus, les troubles s'étendant rapidement à d'autres localités du Sud-Est. Ces violences auraient fait soixante morts, selon le ministre de l'Intérieur, cité le 11 mars par un diplomate, jusqu'à cent cinquante morts, selon l'opposition. Des centaines de maisons auraient été brûlées; entre six mille et neuf mille civils tutsis seraient aujourd'hui sans abri ni nourriture.

L'« akazu » du président

Le Rwanda, célèbre pour ses « mille collines », ses gorilles et ses brumes, serait-il condamné à faire de la haine tribale une spécialité nationale ? Qu'ils soient issus de la majorité hutue ou de la minorité tutsie, nombreux sont ceux que cette idée désole. « La seule solution pour banaliser les problèmes ethniques, c'est d'instaurer un régime démocratique », assure un militant de l'association de défense des droits de l'homme, Kanyarwanda, M. Fidèle Kanyabugoyi. Même credo chez les dirigeants de l'opposition : « Avant de penser « hutus » ou « tutsis », on doit penser « rwandais ». Notre pays doit faire sa révolution culturelle », renchérit pieusement un des responsables du Mouvement démocratique républicain (MDR), M. Faustin Twagiramungu.

A l'instar des autres partis de l'opposition, le MDR - auquel se sont ralliés nombre de dirigeants hutus de la première République - tout comme le Parti social-démocrate (PSD) ou le PL, ne mâche pas ses mots à l'égard du gouvernement et du Mouvement démocratique national pour la démocratie et le développement (MRNDD), l'ex-parti unique

au pouvoir. « Chaque fois que des difficultés surgissent, le régime allise les sentiments tribaux et agit le spectre de la guerre civile pour se maintenir en place », précise un des chefs de file du PSD, M. Félicien Gatabazi.

Successivement ministre des travaux publics, des postes, de la jeunesse et des sports, puis des affaires sociales, M. Gatabazi est, lui aussi, d'origine hutue. « Les vraies valeurs, c'est le programme politique », insiste-t-il. Et c'est sur cette base, explique-t-il en substance, que devrait se construire la réconciliation nationale. « D'ailleurs, tous les Hutus ne sont pas d'accord entre eux. C'est normal, cela fait plus de trente ans qu'ils sont au pouvoir : ils ont eu le temps de se chambriller », sourit-il.

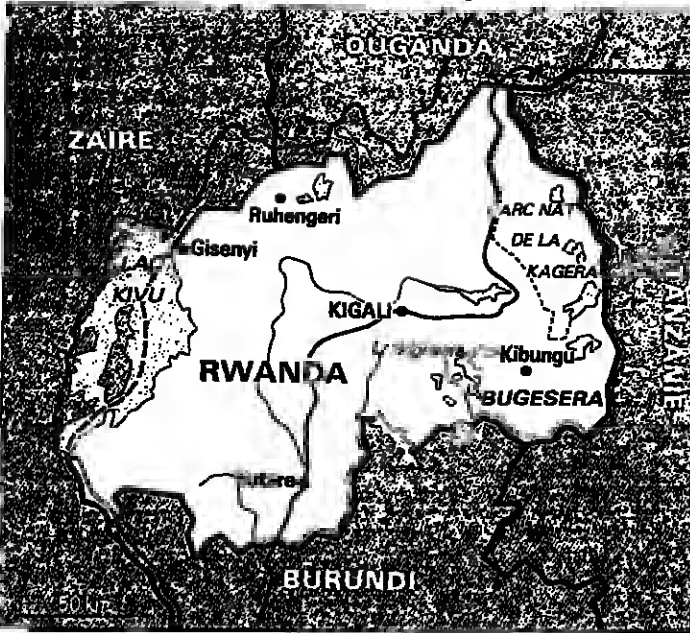
Le président Juvenal Habyarimana, natif de la région de Bushiru, dans le nord du pays, est fréquemment accusé d'avoir donné à son régime une « coloration nordiste », qui se serait « nettement accentuée » à partir des années 80. « Dans l'état-major de l'armée, 80 % des officiers sont originaires de sa région », chabote-t-on à Kigali. Les « bombes du président » que l'on cite le plus volontiers sont d'ailleurs tous des militaires. Et le cercle qu'ils composent serait aujourd'hui si fermé que les mauvaises langues l'ont baptisé, par dérision, « akazu », terme qui désignait le « premier cercle » de la cour, à l'époque de la royauté tutsie.

L'instauration du multipartisme, en juin 1991, a donné des ailes à la contestation. Le pays, qui compte quelque sept millions d'habitants, dispose désormais d'une douzaine de partis officiellement enregistrés et d'une soixantaine de journaux privés. Cette ouverture, réelle, n'est pas moins fragile et limitée.

Depuis le début de l'année, quatre journalistes de Kigali, accusés d'« outrage au chef de l'Etat », ont pu méditer, en prison, sur la grandeur et les servitudes de la toute nouvelle liberté d'expression. En revanche, le journal *Kanyama*, qui en appelle régulièrement au « salut du peuple bantou » et dénonce, à longueur de colonne, la « croisade » des Tutsis - ces « serpents venimeux », qui ont « vendu leurs filles-vipères aux Américains, aux Européens, et même aux Africains » - n'a jamais été inquiété.

L'opposition se plaint fréquemment de la « concurrence déloyale » du MRNDD. « Tous les dirigeants - le président et ses ministres, les députés, les fonctionnaires, les préfets, etc. - tous sont membres du parti au pouvoir et utilisent les moyens financiers ou logistiques de l'Etat », souligne M. Gatabazi. Selon le dirigeant du PSD, qui est pourtant un des partis les plus modestes de l'opposition, le maintien de facto de l'Etat-parti, qualifié d'« organisation tentaculaire », permettrait au pouvoir de « garder le pays sous sa coupe ».

Encore embryonnaire, l'opposition rwandaise semble soucieuse de ne pas brûler les étapes. Empreinte d'un pragmatisme et d'un sang-froid plutôt exceptionnels en Afrique, elle rêve à haute voix d'un changement en douceur, mené à petits pas législatifs. De laborieuses négociations pour former un gouvernement d'« union nationale » se sont ouvertes au début de l'année, entre la présidence et les représentants du MDR, du PL et du PSD. Elles



devaient se conclure, cette semaine, par la mise en place d'une nouvelle équipe, dirigée par un premier ministre issu de l'opposition. C'est du moins ce que l'on murmurait, il y a quelques jours encore, à Kigali.

Avant que ne survienne le massacre de Kigali.

Chargé de préparer les premières élections pluralistes, ce futur gouvernement, s'il voit le jour rapidement, aura surtout la tâche de faire cesser

la guerre civile, déclenchée en octobre 1990 par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). Une tâche cruciale pour l'avenir politique du pays, mais aussi, et peut-être surtout, pour sa survie économique. Alors qu'un début de « famine structurelle » frappe le sud et que le sida touche déjà 30 % de la population de la capitale, les espoirs de redressement se font de plus en plus incertains.

Présence militaire française

Les recettes du café et du thé, durement touchées par la chute des cours sur les marchés mondiaux, connaissent une baisse inquiétante. Quant aux espoirs suscités par le développement du tourisme, ils n'ont pas été fauchés net avec le déclenchement de la guerre. En 1991, le déficit budgétaire, censé ne pas dépasser 2,6 milliards de francs rwandais, a atteint 10,3 milliards. Les dépenses de l'Etat ont monté en flèche : les effectifs de l'armée, guerre oblige, ont quasiment triplé.

Tout en se défendant formellement d'avoir des contacts officiels avec les maquisards du FPR - qui recrutent essentiellement parmi les Tutsis « réfugiés » en Ouganda, - l'opposition est aujourd'hui considé-

rée comme seule à même de régler cet épineux dossier politico-ethnique. Elle dispose, pour ce faire, de l'appui officieux des Eglises chrétiennes et du soutien théorique de la France, devenue, de par la « défection » de la Belgique, un des principaux bailleurs de fonds du Rwanda.

La présence militaire française reste importante : aux cent soixante-huit parachutistes, officiellement cantonnés à Kigali pour protéger les ressortissants français depuis un an et demi, s'ajoutent une quarantaine de coopérateurs militaires, chargés d'apporter formation et assistance technique aux troupes locales. « Les militaires français ne combattent pas directement, mais c'est vrai qu'ils apportent un « plus » à l'armée rwandaise », admet-on dans les milieux diplomatiques.

Paradoxalement, cette présence française est à la fois critiquée par l'opposition et saluée comme une sorte de « gage » donné au processus de démocratisation. Même ceux qui la contestent admettaient, encore récemment, qu'elle avait permis d'éviter de « trop grosses bavures sur le plan humanitaire ». La France, garante de la démocratie ? La formule pouvait, il y a encore dix jours, prêter à sourire. Le massacre du Bugesera risque de changer la donne.

CATHERINE SIMON

Cette photo aurait pu être prise par hasard à Dublin le jour de la St-Patrick

(fête nationale irlandaise).



JAMESON Spirit of Ireland

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

## LE MONDE diplomatique

Mars 1992

- **FRANCE** : Vraie détresse et faux prophètes : Une citoyenneté au rabais, par Claude Julien. - Qui peut refonder la gauche ? par Bernard Cassen. - L'histoire, le fascisme et les paraboles, par Philippe Videllier. - Remise en cause de l'économie dominante, par René Passet.
- **MAGHREB** : La seconde libération, par Mohammed Arkoun.
- **EUROPE** : Une Allemagne à la limite de ses capacités, par Laurent Carroué. L'Europe industrielle naîtra-t-elle dans les régions ? par Jean-Pierre Huxson et Yves Pérez. La Grèce ou l'enfant gâté de la Communauté, par Christophe Chiclet.
- **AFRIQUE** : Les contradictions de la coopération française, par Jean-Pierre Alaux.
- **ÉCOLOGIE** : Radioactivité « naturelle » et déchets nucléaires, par Martine Deguillaume.
- **AMÉRIQUE** : Porto-Rico toujours en quête d'un statut, par James Cohen.
- **LITTÉRATURE** : « Le voleur », une nouvelle d'André Kédros.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F



## AFRIQUE

SOUDAN : la guerre civile

## L'opposition accuse l'Éthiopie, l'Iran et la Libye de soutenir l'offensive gouvernementale dans le Sud

L'opposition soudanaise a accusé, jeudi 12 mars, l'Éthiopie, l'Iran et la Libye d'aider les forces gouvernementales soudanaises dans l'offensive générale qu'elles ont lancée dans le sud du pays en profitant de la saison sèche.

Dans une conférence de presse tenue au Caire par trois des dirigeants du Rassemblement national démocratique soudanais (RND), groupant tous les partis d'opposition, les syndicats ainsi que le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) du colonel John Garang, le général Abdel Rahman Saïd a affirmé que la prise de la bourgade de Pochala, cette semaine, à la frontière d'Éthiopie par une force combinée soudano-éthiopienne marque le début d'une offensive générale baptisée « la fin du chemin », qui sera conduite sur cinq axes à travers le territoire du sud du Soudan.

Selon lui, l'opération en direction du sud de la province centrale du Kordofan, que l'Armée de libération des peuples du Soudan (APLS) du colonel Garang contrôle depuis 1989, est vouée à l'échec en

raison de la mobilité de la guérilla dans cette région. Il a affirmé que « les forces gouvernementales, appuyées par les milices et disposant d'une assistance logistique et technique iranienne, lanceront une attaque contre la ville de Torit, dans la province d'Equatoria, pour couper la route à tout renfort de l'APLS en provenance du Kenya ou de l'Ouganda ».

Le général Saïd, adjoint à l'ancien chef d'état-major passé dans l'opposition, le général Fathi Ahmad Ali, a déclaré que le gouvernement n'avait lancé cette offensive, préparée depuis plusieurs mois, qu'après avoir reçu des renforts de l'extérieur, notamment des armes chinoises financées par l'Iran. Il a accusé la Libye d'avoir apporté un soutien aérien aux forces gouvernementales en menant des bombardements contre les positions de l'APLS. Il a souligné que « ces raids effectués par des bombardiers lourds opérant à très haute altitude frappent la population civile innocente ». Il n'a pas épargné le gouvernement d'Addis-Abeba, qu'il a accusé d'avoir apporté un soutien logistique aux forces gouvernementales, notamment en ce qui concerne la reprise de Pochala, qui était contrôlée

depuis 1985 par l'APLS et qui n'est accessible aux troupes de Khartoum que par l'Éthiopie. Selon le général Saïd, huit cents Iraniens, des gardiens de la Révolution, participent actuellement aux combats aux côtés des troupes gouvernementales soudanaises, tandis que des milliers d'autres se préparent à se rendre au Soudan.

## Avertissements américains

A Washington, le département d'État, inquiet de la présence de groupes « terroristes » en Soudan, a averti jeudi ce pays qu'il pourrait être placé sur la liste des pays sanctionnés pour leur soutien au terrorisme. Les pays figurant sur cette liste (actuellement la Corée du Nord, Cuba, l'Irak, la Libye et la Syrie) n'ont pas droit à l'aide des États-Unis, qui bloquent le vote de crédits par les organisations financières internationales. Les États-Unis ont déjà adressé plusieurs avertissements de ce genre au Soudan, notamment lors d'une visite en décembre dernier du sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique, M. Robert Houdek. — (AFP).

ALGÉRIE : alors que l'agitation universitaire continue

## Les difficultés économiques alourdissent le climat politique

Les nuages s'amoncellent sur la tête du chef de gouvernement. A quelques semaines de l'expiration de son mandat, le président Chadli, face à une situation économique désastreuse, doit faire face à des difficultés économiques lourdes de conséquences politiques.

## ALGER

de notre correspondant

La première des difficultés pour le président Chadli est de résumer en un dilemme : faut-il injecter de l'argent frais dans les entreprises publiques couvertes de dettes et, pour un bon moment, encore inefficaces ? Dans la négative, estimant les responsables des firmes concernées, le chômage va croître dans d'énormes proportions. Dans le cas contraire, l'investissement risque de s'être à fonds perdus et d'aggraver d'autant la crise économique.

En mal de trésorerie, cent quatre-vingt-neuf des plus importantes entreprises du pays ont déposé un dossier auprès d'une commission ad hoc pour bénéficier de subides. Depuis déjà plusieurs mois, certains sont incapables de payer leurs ouvriers, d'autres ne versent les

salaires qu'à l'aide de crédits bancaires qu'elles sont incapables de rembourser. Toutes, ou presque, handicapées par une gestion déficiente, le manque d'argent, de pièces de rechange et de matières premières, tournent au ralenti. Circonstance aggravante : la piétine qualité de leur production rend celle-ci le plus souvent invendable sur le marché international, le seul qui leur permettrait d'accumuler des devises dont elles ont si grand besoin.

On estime ainsi que 400 milliards de dinars (environ 100 milliards de francs) sont nécessaires pour couvrir les dettes des entreprises et leur permettre de repartir d'un bon pied. Somme astronomique que le gouvernement est bien incapable de réunir. Il vient de s'engager à débloquer seulement 42,5 milliards de dinars (10 milliards de francs), montant que les gestionnaires du secteur public qualifient de « masorade » qui, cachant, en réalité, la volonté de couler leurs usines.

## Canards boiteux

Bien que M. Ghozali se défende de vouloir « liquider » le secteur public, son attitude est venue renforcer les craintes de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui redoute la privatisation de secteurs entiers de l'industrie, avec les licenciements massifs qu'elle ne manquerait pas d'entraîner. Cette méfiance syndicale se traduit aussi d'une récente déclaration du premier ministre sur les « canards boiteux », ainsi que des injonctions des organisations financières internationales qui lient la poursuite de leur aide à la privatisation.

Par la voix de M. Reda Hamiani, président de la Confédération algérienne du patronat (CAP), le secteur privé vient, pour sa part, d'enfoncer le clou en appelant à la privatisation des PME et des PML. Il estime que l'assainissement des entreprises publiques ne devrait bénéficier qu'à celles qui sont « viables », faute de quoi ce ne serait qu'un « nouveau prétexte pour confier une oligarchie de gestionnaires dans leurs privilèges ».

La conséquence de ces procès d'intention ne s'est pas fait attendre : la conférence tripartite réunissant, depuis plusieurs mois, gouvernement, centrale syndicale, gestionnaires publics et patrons privés, pour discuter des restructurations de l'économie, est aujourd'hui, dans l'impasse. Les chefs d'entreprises publiques refusent notamment d'y assister tant que la question de l'assainissement de leurs firmes ne sera pas réglée selon leurs vœux.

Or les membres de la conférence tripartite avaient été les éléments les plus actifs du front formé autour de M. Ghozali et de l'armée, au lende-

main du premier tour des élections législatives, pour barrer la route aux islamistes et écarter l'ancien président Chadli. Ils se montrent, aujourd'hui, très critiques à l'égard du premier ministre.

La commission exécutive de l'UGTA vient ainsi de dénoncer, dans une résolution, « le réaménagement intervenu dans les structures gouvernementales [qui] ne répond en aucune façon aux exigences et nécessités de l'étape actuelle ». Pour faire bonne mesure, elle rend un bon nombre d'entreprises, confortant ainsi les rumeurs qui font état de divergences de plus en plus nettes entre le président et le Haut Comité d'État et le chef du gouvernement. De son côté, la CAP appelle à un changement radical, « car ceux qui nous dirigent sont incapables d'imaginer un autre mode de gestion ». Bref, jamais M. Ghozali n'aura été aussi seul, isolé au milieu de ceux-là mêmes qui constituent sa clientèle naturelle.

Ces critiques interviennent dans un climat alourdi par l'agitation persistante qui affecte le fonctionnement des universités. Depuis plusieurs semaines, des étudiants proches du Front islamique du salut (FIS), groupés au sein du Mouvement universitaire pour la défense du choix du peuple (MUDCP), entretiennent, sur plusieurs campus, un mouvement de protestation, parfois violent, contre l'emprisonnement des responsables islamistes, l'interdiction du processus électoral et l'instauration de l'état d'urgence.

Tout à tour, les universités de Blida, Bab-Ezzouar, Annaba, Sétif et Constantine, ont été investies par la police, fermées, rouvertes, puis fermées à nouveau. Des étudiants ont été arrêtés, traduits devant les tribunaux ou les conseils de discipline. Loin d'isoler les perturbateurs, l'intervention de la police a parfois précipité une solidarité étudiante, expression d'un malaise plus général entretenu par les conditions de vie déplorables sur les campus.

Dans un récent entretien accordé au quotidien *El Moudjahid*, M. Djilali Liabes, ministre des universités et de la recherche scientifique, estimait qu'il s'agissait, certes, de « perturbations importantes », mais que celles-ci n'affectaient que 30 % des institutions universitaires. Il n'empêche : le calme n'est toujours pas revenu, laissant planer sur les étudiants, actuellement en période d'examen, la menace d'une année blanche. Le trouble est aujourd'hui si profond que des professeurs n'excluent plus de le voir servir de détonateur à un mouvement plus vaste, poussant ainsi d'autres catégories sociales à manifester leur mécontentement ou leur désarroi.

GEORGES MARION

Les affrontements entre islamistes et forces de l'ordre

## 103 morts en deux mois

Le bilan officiel des affrontements entre islamistes et forces de l'ordre au cours des mois de janvier et de février est de 103 morts (31 par le service de l'ordre) et de 414 blessés, a annoncé, jeudi 12 mars, le ministre de l'Intérieur, M. Larbi Belkheir. Il indique que sept centres de détention ont été ouverts dans le Sahara algérien, où étaient rassemblés, à la date du 10 mars, 6 786 personnes. Il s'agit des centres de Reggane (3 004 détenus), Ouargla (2 133), In-Salah (1 000) et Bordj-Omar-Driss (641) dans le département d'Illizi, d'El-Adrar (8) dans le département d'Adrar. Les centres

d'El-Mena et d'Ain-M'guel, dans le département de Tamanrasset, ne sont pas encore opérationnels.

Le ministre a souligné que parmi les personnes soupçonnées de mesures d'internement administratif et placées en centre de détention, il n'y avait ni femmes ni mineurs, mais que 528 étaient membres d'associations communales ou départementales. Il a précisé, à cet égard, que 350 assemblées populaires communales (APC) et 12 assemblées populaires de wilayas (APW) contrôlées par le Front islamique du salut (FIS) avaient été déclarées « défilantes ».

■ **AFRIQUE DU SUD** : attentats à la bombe contre le parti de M. De Klerk. — Deux attentats à la bombe ont ravagé un local et un bus du Parti national sud-africain (PN), la formation du président Frederik De Klerk, au cours de la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 mars, à Nyitroom et à Cullinan, à l'est de Pretoria. La campagne pour le référendum du 17 mars sur les réformes constitutionnelles a donné lieu à de nombreux incidents. Plus de deux cents Noirs sont morts depuis l'annonce du scrutin, il y a trois semaines. — (Reuters).

■ **BURKINA-FASO** : élections législatives le 24 mai. — Le conseil des ministres du Burkina-Faso a fixé au 24 mai la date des élections législatives, prévues à l'origine pour janvier dernier et reportées à la demande de l'opposition, qui réclamait une conférence nationale. A la suite de ce report, le chef de l'État, M. Blaise Compaoré, avait réuni un Forum de réconciliation nationale, qui s'est ouvert le 11 février et a été suspendu moins de deux semaines plus tard,

après des divergences sur l'opportunité de réintroduire ou non, les débats à la radio. — (AFP).

■ **CÔTE-D'IVOIRE** : le Parlement européen dénonce la répression. — Le Parlement européen a réclamé, jeudi 12 mars, la libération de toutes les personnes incarcérées en Côte-d'Ivoire à la suite de la manifestation du 18 février. Les députés européens ont également demandé aux États membres de la CEE d'intervenir en ce sens auprès des autorités ivoiriennes. — (AFP).

■ **MAÏ** : report de l'élection présidentielle. — M. Sada Diarra, ministre de la communication et porte-parole du gouvernement, a annoncé, jeudi 12 mars, que le premier tour de l'élection présidentielle, qui devait avoir lieu le 22 mars, a été reporté au 12 avril. Il a indiqué que cet report avait été décidé à la suite d'un entretien entre le ministre de l'Administration territoriale et les dix candidats au scrutin, pour « donner suffisamment de temps aux candidats pour parcourir l'immense territoire national ». — (AFP).

## AMÉRIQUES

## Horreurs psychiatriques en Argentine

Suite de la première page

Les conditions de travail déplorables et l'état d'abandon des malades ne sont pas une nouveauté. Des rumeurs alarmantes circulaient depuis sept ans déjà.

Depuis le 16 juin 1985 exactement, date à laquelle avait disparu, dans des conditions qui n'ont jamais été éclaircies, un des médecins traitants, M<sup>me</sup> Cecilia Giubileo. Mais il a fallu attendre que le directeur de l'asile, le docteur Florencio Sanchez, soit emprisonné pour escroquerie aux dépens de l'administration publique (portant sur plusieurs millions de dollars), et avec lui ses proches colla-

borateurs, pour qu'en quelques semaines les langues commencent à se délier. Soudain, le voile de nuit raconte comment le docteur Sanchez lui a enseigné à extraire les yeux des patients fraîchement décédés, pour en prélever soigneusement les cornées et les remplacer par des boules de verre ou de porcelaine au cas où les familles réclameraient les corps.

Depuis une dizaine d'années, le travail n'a jamais manqué. Les registres de l'hôpital font état de 87 morts et de 110 disparus en 1990; 94 décès et 113 « fugues » en 1985, année record où Cecilia Giubileo a bien pu se transformer en un témoin gênant pour le docteur Sanchez. Psychiatre,

médecin-légiste, chirurgien et même anthropologue, les longues années de spécialisation en santé mentale de Florencio Sanchez lui avaient valu d'être nommé à la tête de la Colonia Montes de Oca en 1977, en pleine dictature militaire.

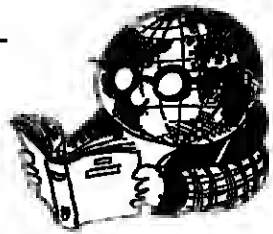
Pendant quinze ans, il a pu exercer ses activités sans jamais être inquiété. Après la découverte récente, en Colombie, d'un trafic d'organes prélevés sur des résidents, les autorités argentines se sont empressées de rappeler l'existence d'une législation sévère pour freiner les transplantations clandestines. Celle-ci n'a pas empêché le docteur Sanchez d'avoir sa propre banque de sang, dans une clinique privée dont il est propriétaire.

Le 10 mars, le président Carlos Menem a jugé bon de se rendre dans le centre psychiatrique. Il est vrai que ce fait divers retentissait à également des répercussions politiques. La cam-

pagne pour l'élection sénatoriale de la capitale bat déjà son plein, et le candidat officiel n'est autre que l'ancien ministre de la santé du gouvernement péroniste, M. Avelino Porto. Or, il y a un peu plus d'un an, alors qu'il était en poste, M. Porto avait effectué une tournée d'inspection dans l'asile; à la suite de cette dernière, il avait chaleureusement félicité son directeur.

Le texte de la lettre est brandi aujourd'hui par l'opposition qui dénonce non sans malice l'« aveuglement » de l'ancien ministre. Quant à M. Menem, qui a promis de revenir à la Colonia Montes de Oca pour suivre l'enquête, l'horreur ne lui a pas été épargnée; pendant qu'il visitait les locaux, une malade mentale s'est suicidée en se jetant d'une fenêtre.

CHRISTINE LEGRAND



## L'Amérique noire en chiffres et en images

Deux ouvrages récents dressent un portrait de l'Amérique noire, dont les problèmes n'ont guère été abordés jusqu'ici au cours de la campagne électorale. Le sort de la communauté noire est décrit sous forme statistique dans le premier des deux ouvrages, qui présente des études économiques et sociales toutes aussi alarmantes les unes que les autres. Le second ouvrage, plus inattendu, est sans doute la plus importante collection de photographies contemporaines sur le sujet.

## WASHINGTON

de notre correspondant

Il y a les chiffres et il y a les images. Et les uns et les autres, sans se contredire, ne disent pas tout à fait la même histoire. Les chiffres, déprimants, sont ceux du rapport annuel publié par la National Urban League, une des plus anciennes organisations de défense des droits civiques, sur l'état de l'Amérique noire. (1) C'est une copieuse compilation qui dresse un tableau trop connu : quel que soit le critère retenu, santé, éducation, emploi, niveau de revenu, l'Amérique noire reste derrière l'Amérique blanche.

L'Amérique noire est toujours malade d'une irréductible pauvreté. « Chaque 50 % des enfants noirs au-dessous de l'âge de six ans vivent dans la pauvreté », dit le rapport. Officiellement, trente millions d'Américains — toutes races confondues — sont classés comme

« pauvres », dont douze millions enregistrés à la catégorie « hyper-pauvres » ; « il y a un beaucoup plus grand nombre de Blancs que de Noirs » dans cette dernière catégorie, « ce sont proportionnellement les Africains-Américains qui sont quand même les plus affectés ». A l'heure de la récession, et dans un pays qui a « démoniaqué » l'impôt, nombre d'États ont procédé à des coupes féroces dans leurs budgets sociaux et dans leurs personnels : dans un cas comme dans l'autre, c'est la communauté noire, pour laquelle l'administration représente un gros employeur, qui en fait les frais.

La National Urban League estime que plus de 12 % de la population active noire est au chômage (d'autres sources avancent le chiffre de 14 %) pour une moyenne nationale d'un peu plus de 7 %. Cela donne le chiffre d'un million six cent mille « sans-emploi » dans la communauté noire. Mais cette estimation ne tient pas compte des Africains-Américains qui ne prennent plus le peine de se faire inscrire dans les agences pour l'emploi et, selon le rapport, pour avoir une idée du chômage noir, il faut ajouter un million deux cent mille personnes de plus.

## 58 % des revenus d'une famille blanche

Disparité dans les revenus : « Une famille noire moyenne dispose de 58 % du revenu d'une famille blanche moyenne. » Une des malédictions propres à la communauté noire est, précisément, la désintégration de la famille. Si la nombre de grossesses chez les adolescentes est en hausse

constante aux États-Unis, le phénomène est encore plus important dans la communauté noire. En 1988, 26 % des enfants américains étaient nés d'une mère célibataire ; le chiffre était de 64 % chez les Noirs.

La récession exacerbe les oppositions entre une partie des Blancs — qui, derrière la critique des programmes sociaux, cachent parfois des réactions ouvertement racistes — mais aussi avec les deux autres grandes minorités ethniques : l'Amérique compte aujourd'hui vingt-deux millions d'Hispaniques et sept millions d'Asiatiques. Selon les chiffres du recensement de 1990, la communauté noire compte un peu plus de vingt-neuf millions de personnes, ce qui représente 12 % de la population totale des États-Unis (248 millions d'habitants).

Mais les chiffres ne disent pas tout. Le hasard a voulu que la publication du rapport annuel de la National Urban League coïncide, ou à peu près, avec une autre publication, celle-là une « première », qui entend aussi, à sa façon, dresser l'état de l'Amérique noire. C'est un livre de photos, « Les Chants de mon peuple » (2), un magistral reportage réalisé dans tout le pays par cinquante des plus grands reporters-photographes noirs américains (dont quatre prix Pulitzer). Cet énorme travail, sans précédent, sur l'Amérique noire, est le fruit de trois hommes : Michael Cheers, vétéran de la presse noire, Eric Easton, un collaborateur du pasteur Jesse Jackson, et Dudley Brooks, reporter au Washington Post.

Au départ, il y a l'idée, justement, que les chiffres ne disent

pas tout, qu'ils réduisent l'Amérique noire à quelques clichés misérabilistes et pleurnichards ou, en tout cas, qu'ils occultent totalement la formidable diversité de cette communauté. Trop souvent, quand elle est filmée, l'Amérique noire se résume à de douteux exercices esthétiques : violences des « gangs » des ghettos urbains, sur fond de drogue, avec en bande-son la plus agressive des raps. Dans les sondages, pourtant, une bonne partie des Noirs américains disent appartenir à la classe moyenne. Qui en parle ? Cheers, Easton et Brooks ont voulu raconter toute l'Amérique noire.

C'est une histoire de fierté, de détermination, de courage, de tragédie et de triomphe, disent-ils, une histoire qui parle de nos réussites, de nos succès, de notre diversité, c'est-à-dire de notre héritage africain mais aussi de notre américanité ; c'est l'histoire de ceux d'entre nous qui ont réussi au-delà de leurs espérances et de ceux qui se battent quotidiennement pour survivre. Les cinquante reporters ont ramené 85 000 photos — dont 214 ont été publiées. Mais, disent les auteurs, « il n'y en a pas une qui raconte toute l'histoire ».

## ALAIN FRACHON

(1) *The State of Black America* janvier 1992, National Urban League, New York.

(2) *Songs of my People, African American* : a Self Portrait, Little Brown.

## PROCHE-ORIENT

## Le Conseil de sécurité accorde une nouvelle chance

Après deux jours de discussions, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, jeudi 12 mars, une résolution de médiation visant à résoudre le conflit israélo-palestinien. La résolution, adoptée à l'unanimité, appelle les deux parties à négocier directement sous l'égide de la médiation internationale. Elle réaffirme également le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un État indépendant à côté d'Israël.

La résolution, intitulée « Résolution 498 (1992) », a été adoptée par 14 voix contre aucune abstention. Elle réaffirme le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un État indépendant à côté d'Israël. Elle appelle les deux parties à négocier directement sous l'égide de la médiation internationale. Elle réaffirme également le droit du peuple palestinien à l'établissement d'un État indépendant à côté d'Israël.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, jeudi 12 mars, une résolution de médiation visant à résoudre le conflit israélo-palestinien. La résolution, adoptée à l'unanimité, appelle les deux parties à négocier directement sous l'égide de la médiation internationale. Elle réaffirme également le droit du peuple palestinien à l'établissement d'un État indépendant à côté d'Israël.

M. Bush fait l'éloge de son ami le roi Hussein. Le président américain a exprimé sa sympathie pour le roi jordanien et a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient.

Le président syrien a critiqué vivement les États-Unis. Le président Hafez el-Assad a déclaré que les actions américaines au Moyen-Orient étaient motivées par des intérêts égoïstes et qu'elles ne servaient que l'intérêt américain.

Le président syrien a également souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient. Il a appelé à une action coordonnée des États arabes pour faire pression sur Israël.

Le président syrien a également souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient. Il a appelé à une action coordonnée des États arabes pour faire pression sur Israël.

Le président syrien a également souligné l'importance de la coopération entre les pays arabes pour résoudre les problèmes du Moyen-Orient. Il a appelé à une action coordonnée des États arabes pour faire pression sur Israël.

مكتبة من الكتب



## PROCHE-ORIENT

Bien qu'insatisfait de l'audition de M. Tarek Aziz

### Le Conseil de sécurité de l'ONU accorde une nouvelle chance à l'Irak

Après deux jours de discussions avec M. Tarek Aziz, le vice-premier ministre irakien, le Conseil de sécurité s'est montré, jeudi 12 mars, insatisfait de ses réponses et a de nouveau exigé l'application immédiate de ses résolutions. Il a toutefois tenu compte de la démarche irakienne par une déclaration ferme sur le fond, mais très modérée dans le ton.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Tout en constatant que l'Irak ne se conforme pas aux résolutions impératives de l'ONU, les membres du Conseil se sont déclarés prêts à donner encore une chance à Bagdad. Ils demandent aux dirigeants irakiens « que la bonne volonté manifestée par le vice-premier ministre irakien soit suivie d'actes concrets ». La preuve de cette bonne disposition pourrait être fournie dès la semaine prochaine, lorsqu'une équipe d'inspection de la commission spéciale pour le désarmement de l'Irak arrivera à Bagdad afin de détruire les équipements pour la fabrication des missiles Scud.

Les diplomates ont constaté une « nette amélioration » dans l'attitude irakienne pendant la dernière journée d'audition. Alors que, la veille, il avait accusé certains membres du Conseil de « tyrannie », M. Aziz a en revanche créé une ambiance plus détendue jeudi.

Il a expliqué que toutes les armes de destruction massive que possédait l'Irak avaient été détruites et que son gouvernement était prêt à divulguer ses programmes militaires à la Commission spéciale pour le désarmement de son pays ainsi qu'à l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il a cependant souligné qu'on ne pouvait détruire des équipements et des installations susceptibles d'être utilisés à des fins civiles. M. Aziz a aussi accepté de

reprandre les discussions avec l'ONU sur la vente du pétrole irakien pour l'achat de vivres. Mais il a mis des conditions. Il a proposé que l'Irak vende du pétrole à quelques membres du Conseil et a cité à ce propos la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon, « nos clients avant la guerre », une proposition qui a été rejetée par les intéressés.

M. Aziz a nié que le gouvernement de Bagdad ait imposé un blocus au Kurdistan. Selon lui, il n'y a pas non plus de répression contre les chiites dans le sud de l'Irak. A une question posée le veille par le représentant français, M. Jean-Bernard Mérimée, sur la résolution 688, qui a permis l'intervention de l'ONU en faveur des Kurdes en Irak, M. Aziz a répondu que ce texte constituait une « ingérence » dans les affaires intérieures de son pays. Malgré les efforts de M. Aziz, l'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, a déclaré : « Je suis obligé de constater que le jeu de cache-cache de Bagdad avec le Conseil continue. C'est encore une fois un mauvais calcul de la part de l'Irak ».

Bénéfice du doute

D'ordinaire très dur à l'égard de l'Irak, le représentant britannique, Sir David Hannay, s'est montré prêt à accorder à M. Aziz le bénéfice du doute : « La position irakienne », certes, évolue, mais il faut des actes et non des mots. Selon l'ambassadeur français, M. Mérimée, « la position irakienne, bien qu'exprimée avec plus de souplesse et plus d'intelligence, n'a pas changé. L'Irak veut toujours négocier les résolutions ».

Pour la plupart des diplomates à l'ONU, le débat n'en a pas moins été utile car, selon l'un d'eux, « Bagdad n'a compris exactement ce qu'on en attendait. M. Tarek Aziz a certainement constaté que le Conseil n'attendra pas longtemps pour appliquer ses décisions ».

AFSANÉ BASSIR POUR

### Retrouailles américano-jordanien

### M. Bush fait l'éloge de son « ami » le roi Hussein

Le président George Bush a fait l'éloge, jeudi 12 mars, de son « ami » le roi Hussein de Jordanie et de son rôle « courageux » dans les négociations de paix au Proche-Orient, indiquant ainsi que les dissensions entre les deux pays suscitée par la crise du Golfe étaient du passé.

Au cours d'un entretien à Washington, le premier entre les deux hommes depuis août 1990 (peu après l'invasion irakienne du Koweït), M. Bush,

selon des responsables américains, a cependant souligné le nécessaire de maintenir la stricte sanction contre l'Irak tant que M. Saddam Hussein aura au pouvoir. A Washington, on indique que la Jordanie soutient l'embargo imposé à l'Irak. M. Baker avait indiqué en février au Congrès qu'il pouvait fournir des renseignements confidentiels prouvant qu'Amman ne violait pas l'embargo. — (AFP)

### Démentant qu'il ait reçu des missiles nord-coréens

### Le président syrien Assad critique vivement les États-Unis

Le président syrien Hafez El Assad a vivement critiqué les États-Unis, jeudi 12 mars, dans un discours qui est sans doute le plus violent à l'égard de Washington depuis deux ans. Devant le Parlement syrien où il prêtait serment pour son quatrième mandat, M. Assad a mis en question la neutralité des États-Unis dans le processus de paix au Proche-Orient.

Il a notamment fait référence à l'affaire du cargo nord-coréen Daegu-Ho qui a accosté cette semaine en Iran et qui, selon certaines informations, transporterait des missiles Scud destinés à la Syrie. M. Assad a démenti, mais a affirmé : « Nous avons des missiles, et nous continuerons d'en acheter les missiles dont nous avons besoin. » Il a ajouté que pendant que les États-Unis « tentent de bloquer des navires destinés à la Syrie sous prétexte qu'ils transportent des missiles et d'autres armes, Israël produit tous les jours chez lui diverses armes en utilisant la technologie et les crédits américains ». Les Américains, a-t-il encore déclaré, « encouragent Israël à produire des missiles en quantité, tout en essayant de nous empêcher d'en acheter un seul. Comment cela est-il compatible avec le rôle des États-Unis comme parrain

honnête des négociations de paix ? Comment cela est-il compatible avec ce nouveau monde dont ils parlent ? ».

Au Caire, le vice-président de la Corée du Nord a également démenti qu'un navire de son pays ait livré des missiles Scud à l'Irak. « Il est normal que des navires marchands nord-coréens se rendent dans plusieurs pays dans le cadre d'échanges économiques et commerciaux », a-t-il dit.

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater a confirmé jeudi que les États-Unis enquêtent sur la possibilité d'un transfert illégal de technologie du missile américain Patriot à la Chine, alors que Jérusalem et Pékin démentaient catégoriquement qu'il ait eu lieu. Selon des responsables du département de la défense, Israël a reçu des États-Unis en janvier 1991 deux batteries de Patriot, avec 5 lanceurs et 64 missiles, pour un coût de 117 millions de dollars. L'État hébreu a passé en outre commande, en mars 1991, d'une troisième batterie, avec 8 lanceurs et 57 missiles, dont les livraisons doivent s'étaler sur 1993 et 1994. — (AFP, AP, Reuters)

## Océan Indien

### Maurice est devenue République

Cessant d'être une « île de la Couronne », cet État démocratique et prospère n'en reste pas moins membre du Commonwealth

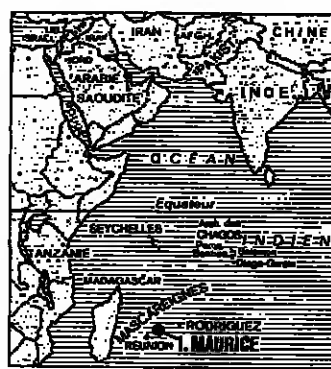
PORT-LOUIS

de notre envoyé spécial

Pour avoir été, en vingt-quatre ans d'indépendance, la plus vibrante des démocraties d'Afrique, Maurice n'en restait pas moins une « île de la Couronne ». Elle partageait le sort de seize autres anciennes possessions britanniques, où la reine d'Angleterre demeure chef de l'État. Jeudi 12 mars, Maurice a rompu ce lien symbolique, que beaucoup tenaient pour un anachronisme, en devenant la vingt-neuvième République au sein du Commonwealth.

La cérémonie a eu lieu sur ce même Champ-de-Mars de Port-Louis, où, le 14 juillet 1973, quelques notables du cru avaient, en un lointain écho aux clameurs parisiennes, décrété une République dans ce qui était alors l'île de France. Napoléon, puis les Anglais, rétablirent vite l'ordre ancien. Deux siècles plus tard, dans une ambiance à la fois solennelle et bon enfant, le dernier gouverneur général de Maurice, Sir Veerasamy Ringadoo, est devenu son premier président.

En une époque où le pays, avec sa stabilité politique et sa bonne santé économique, fait figure d'heureuse exception dans la région, le gouver-



vic politique quotidienne. Nommé pour cinq ans sur proposition du premier ministre, le président se contente de surseoir des conseils, et ne peut tout au plus que retarder l'adoption de certaines lois. C'est bien peu pour un chef d'État.

Maintien dans le Commonwealth

L'idée républicaine, on l'a vu, n'est pas neuve. Elle avait resurgi au début des années 70, lorsque les anciens administrateurs, devenus aujourd'hui d'honorables ministres, présentaient une « République libérale » au sein du Mouvement militant mauricien (MMM). Mais c'est en scellant leurs retrouvailles en juillet 1990, après une brève de sept ans, que le MMM de M. Paul Bérenger et le Mouvement socialiste mauricien (MSM) de M. Jugnauth s'engagèrent à instaurer la République.

Aux termes de leur contrat, la direction du gouvernement devait revenir au MSM, les fonctions de vice-premier ministre et de président de la République au MMM. Chef d'État de transition, Sir Veerasamy

Ringadoo laissera donc sa place au ministre de l'Industrie, M. Cassam Uteem (MMM), dans trois mois.

Réduite à la portion congrue au Parlement, l'opposition a choisi de bouter la République. L'alliance entre le Parti travailliste de M. Navin Ramgoolam — fils du « père de l'indépendance », Sir Seewoosagur Ramgoolam — et le Parti mauricien social-démocrate (PMSD), déplore, sans beaucoup convaincre, que la République « ait été imposée » au peuple et réclame l'élection du président au suffrage universel.

L'avènement de la République n'affectera pas les relations entre Port-Louis et Londres, l'île restant dans le Commonwealth. République ou pas, Maurice continuera de réclamer la restitution de Diego-Garcia, l'île stratégique de l'archipel des Chagos, cédée par la Grande-Bretagne aux États-Unis avant l'indépendance. Ce différend assombrit de temps à autre le climat entre Londres et son ancienne colonie. Mais, dans les jardins du Parlement de Port-Louis, rien ne semble devoir effacer l'éternel sourire de celle qu'une statue de pierre blanche honore avec sceptre et couronne : la « bien aimée et très regrettée Victoria, impératrice des Indes ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CHARGEURS

Le Conseil d'administration, réuni le 11 mars 1992 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a examiné les comptes audités de l'exercice 1991 qui seront soumis à l'Assemblée générale convoquée pour le 20 mai prochain.

#### 1 - CHIFFRES CONSOLIDÉS

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	10 267	10 988
Marge opérationnelle	314	146
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition, éléments extraordinaires et résultat des activités cédées	246	(212)
Résultat net	366	527
Investissements	782	944
Bénéfice net par action (en francs)	60,14	84,80
Situation nette par action (en francs)	1 036,95	1 024,40

Le bénéfice net 1991 inclut la plus-value nette de 352 millions de francs sur la vente de 12 % d'UITA. Il inclut les coûts financiers et la provision, pour un montant total de 183 millions de francs, liés à la détermination puis à la mise à la valeur du marché de quatre Boeing 737 vendus en 1992. Le bénéfice net enregistré également un produit d'impôt de 89 millions de francs qui s'explique par la réduction du passif d'impôts différés figurant au bilan.

#### TEXTILE

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	7 874	8 772
Marge opérationnelle	317	94
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition	(13)	(356)
Résultat net	(30)	(1 150)

Les différentes activités de Chargeurs Textiles ont connu les évolutions suivantes.

#### Négoce-peignage de laine

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	4 130	4 622
Marge opérationnelle	290	73

L'activité négoce-peignage de laine a bénéficié de la suppression, mi-février 1991, du système australien de prix minimum garanti aux éleveurs. La chute des cours qu'elle a provoquée a été suivie par une reprise très significative de la demande mondiale. Les installations industrielles de Chargeurs ont fonctionné à pleine capacité et ses activités commerciales ont amélioré leurs résultats.

#### Tissus d'habillement

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	1 927	2 158
Marge opérationnelle	(70)	(122)

L'activité tissus d'habillement a connu une deuxième année de fortes restructurations et de réorganisations. Le coût des opérations de restructuration a atteint 75 millions de francs. Les pertes des sociétés dont l'activité a été arrêtée au cours de l'année ont été de 127 millions de francs. Dans le même temps, les investissements se sont élevés à 237 millions de francs, soit plus de 12 % du chiffre d'affaires. A la fin 1991, les grosses opérations de réorganisation peuvent être considérées comme terminées.

#### Entoilage

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	791	661
Marge opérationnelle	110	82

L'activité entoilage a poursuivi sa progression, développant ses ventes notamment en Amérique et en Asie.

#### Tissus automobile, tissus sport et loisirs

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	688	869
Marge opérationnelle	(12)	32

Les tissus pour le sport et les loisirs ont connu en 1991 une baisse sensible de leur activité. En février 1992, Chargeurs s'est associé avec le groupe italien Spat pour créer avec sa filiale Delcor un ensemble leader en Europe sur ce marché. L'activité tissus automobile de Delcor a été affectée par la mauvaise tenue du marché automobile français.

### Résultats 1991

#### Ensemble consolidé

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	338	456
Marge opérationnelle	17	50

Plusieurs sociétés ont été cédées totalement, ou partiellement, au cours de 1991. A périmètre constant, les ventes ont baissé de 4 %.

#### COMMUNICATION ET NON OPERATIONNEL

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	400	285
Marge opérationnelle	(112)	(82)
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et résultat des activités cédées	234	76
Résultat net	378	1 614

L'ensemble constitué par les activités de Pathé et de Renn Productions et ses filiales a réalisé un chiffre d'affaires de 847 millions de francs en 1991. Seul le chiffre d'affaires de Pathé est consolidé dans le chiffre d'affaires de Chargeurs, pour 344 millions de francs. Les résultats 1991 ont été affectés par la baisse de la fréquentation cinématographique en France (- 8,2 % pour le circuit Pathé Cinéma) et par des provisions à caractère exceptionnel de Renn Productions.

La progression des résultats commerciaux de BSKyb a été exceptionnelle. En 1991, le nombre de foyers connectés a augmenté de plus d'un million pour atteindre 3 100 000 et le nombre d'abonnés à l'une ou l'autre des deux chaînes de cinéma a augmenté de plus de 600 000 pour dépasser 1 400 000 à la fin de l'année. Associées à une très forte réduction des coûts, ces performances commerciales permettent à BSKyb d'atteindre son équilibre opérationnel dès mars 1992.

#### AUTRES SECTEURS

en millions de francs	1991	1990
Chiffre d'affaires	400	285
Marge opérationnelle	(112)	(82)
Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition et résultat des activités cédées	234	76
Résultat net	378	1 614

Walon a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 1 710 millions de francs. Ses résultats ont été affectés par la mauvaise tenue du marché automobile européen.

Paquet, exploitée en commun avec Accor, a subi au cours du premier semestre 1991 les conséquences de la guerre du Golfe. Mais la campagne a retrouvé ensuite un bon niveau d'activité. Son chiffre d'affaires (non consolidé dans le chiffre d'affaires de Chargeurs) s'est élevé à 835 millions de francs.

Novacel a réalisé un chiffre d'affaires de 283 millions de francs en 1991. Le volume de ses ventes a progressé de 6 %.

#### BILAN CONSOLIDÉ

en milliards de francs	1991	1990
Immobilisations corporelles	3,8	3,9
Autres valeurs immobilisées	3,0	3,1
Actif circulant	7,7	9,1
Total actif	14,5	16,1
Capital et réserves	6,4	6,2
Passif à long terme	2,0	2,4
Passif à court terme	6,1	7,5
Total passif	14,5	16,1

Au 31 décembre 1991, l'ensemble des dettes bancaires du groupe était de 4 606 millions de francs, les titres de placement et dépôts à court terme s'élevaient à 2 497 millions de francs.

#### 2 - COMPTES ANNUELS DE CHARGEURS

Les comptes annuels de Chargeurs pour l'exercice 1991 font apparaître un bénéfice net de 886 millions de francs contre 2 188 millions en 1990.

#### 3 - DIVIDENDE

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée statuant sur les comptes de 1991 la maintien d'un dividende de 42 francs, avoir fiscal compris. Le Conseil proposera à l'Assemblée d'affirmer aux actionnaires la faculté d'opter pour le paiement du dividende en actions.



## PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

## POLITIQUE

## La préparation des élections

## Le rêve de Jean-Marie Bockel

Tête de liste du PS dans le Haut-Rhin, le maire de Mulhouse aimerait attirer à lui une partie des centristes pour conquérir la présidence de la région

## MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Comme d'habitude, Jean-Marie Bockel ennuie, se démène. Le maire de Mulhouse a encore accéléré la cadence pour la campagne des régionales. Tout est bon pour enfoncer son image d'homme politique jeune (quarante-deux ans), entreprenant et dynamique, snobé de modernité et prêt à tous les combats. Ne vient-il pas d'accepter d'être le plénipotentiaire du gouvernement pour expliquer aux autorités suisses la position française dans les négociations commerciales multilatérales du GATT? Ce jour-là, il a reçu une deuxième bannière nouvelle: l'Etat a donné son accord pour signer un contrat de ville avec la cité alsacienne.

La tête de liste socialiste dans le Haut-Rhin conduit son parti à la bataille électorale sans laisser apparaître le moindre doute: «Il faut y croire, autrement à quoi cela servirait-il d'y aller?» Alors, il préside pendant deux longues heures la réunion annuelle du conseil communal de prévention de la délinquance, qui cette année

élections obligent — est ouverte exceptionnellement à la presse. En bres de chemise, il écoute, avec une patience et une déconcentration parfois un peu forcées, le rapport des différents groupes de travail sur les expériences conduites par la municipalité.

La séance terminée, il prend le temps de serrer des mains et de s'entretenir avec quelques chargés de mission. Dans le couloir menant à son bureau, c'est de nouveau le maire. Entre deux portes, il explique l'initiative de Mulhouse, qui installe dans ses quartiers difficiles des «médiateurs volontaires» afin de prévenir la petite délinquance.

## «Faire la classe»

Il n'a pas le temps d'en dire plus. Il est pressé: deux élèves de l'ENA l'attendent pour s'entretenir avec lui de la politique de rénovation de l'habitat (dix mille foyers concernés) et d'insertion des immigrés (20 % des cent neuf mille Mulhousiens).

Finalement, il arrive en retard à la réunion du comité de campagne. Thuis les premiers de la liste sont là et les travaux d'organisation pour les prochains jours ont déjà commencé. Le président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale avait déjà établi sa tournée (écoles, marchés notamment) d'ici le 22 mars. Il dit qu'il est disponible pour aller soutenir sur leur terrain ses collègues, moins «porteurs», à la condition que «la coordination fonctionne».

Meis la grande question est la préparation du débat qu'organise FR 3 Alsace avec les autres têtes de liste dans le Haut-Rhin. Jean-Louis Hoffet, conseiller régional sortant, est catégorique: «Il faut que tu prennes la parole tout de suite, que tu trouves un truc et que nous honorions toutes les invitations afin que nous puissions faire la classe.» Jean-Marie Bockel acquiesce.

Nouvelle galopade: le maire de Mulhouse doit animer une réunion électorale dans un quartier de la ville. La salle d'une centaine de places n'est pas complètement

remplie. La tête de liste a dû mal à cacher son agacement. De nouveau, il tombe la veste, prend le micro et se jette à l'eau. Très vite, il prend la mesure de l'assistance et parvient à réchauffer l'atmosphère. Kouglof et vin blanc expédiés, il prend à l'écart le directeur de campagne: «Finalement, ça ne s'est pas trop mal passé mais la prochaine fois, il faudrait envoyer plus d'invitations et prévenir les gens plus tôt en précisant qu'il y aura des débats.» Il finit par dire entre les dents: «Je veux bien que ce soient les vacances scolaires mais quand même, il y avait trop de conseillers municipaux absents.»

## Un «pôle d'attraction»

Incontestablement, Jean-Marie Bockel est la vedette des socialistes dans le Haut-Rhin, et il le sait. Mais il a également conscience qu'il s'est engagé dans une partie difficile. Compte tenu des résultats des derniers son-

dages, il ne se fait guère d'illusions. Au mieux, les deux listes PS en Alsace ne pourront obtenir guère plus, convient-il. Qu'en 1986, soit dix sièges (contre au nord de la région et six au sud) sur quarante-sept conseillers régionaux. Cela ne l'empêche pas de penser à la présidence. Convaincu que la France va, à brève échéance, «recomposer son paysage politique», notamment par une coupure de la droite, il veut croire qu'il a une carte à jouer le lendemain du 22 mars.

Son idée maîtresse est de créer un «pôle d'attraction» pour les centristes sur lequel quelques élus écologistes pourraient venir se greffer. Dans cette hypothèse, il pense tirer son épingle du jeu pour la présidence et, au pire, devenir le numéro deux de la région. Il imagine ce schéma en pensant à un franc-tireur comme Adrien Zeller (CDS), qui conduit une liste dissidente de l'Union pour la France (UPF) dans le Bas-Rhin, ou même à Marcel Rudloff (CDS), président du conseil régional sortant, récemment nommé membre du Conseil constitutionnel, qui a cédé la première place

de la liste UPF à Daniel Hoefel (CDS) mais qui prétend conserver sa présidence.

Sauf accident, le liste conduite par M. Hoefel arrivera largement en tête (elle a recueilli, selon les sondages, 35 % des intentions de vote) et, dans ces conditions, ses collègues ne s'empresseraient pas que leur chef de file se retire au profit de M. Rudloff. Et en même temps, il n'a aucunement l'intention de jouer la division au sein de l'UPF, les chances de M. Bockel sont bien minces.

Il veut mieux changer de sujet. L'après-régionales lui fait penser que l'arrivée de Jacques Delors à Matignon serait une bonne chose. Le secrétaire d'Etat au commerce et à l'artisanat du gouvernement Fabius s'engagerait-il à redevenir ministre? Il est miouit. Jean-Marie Bockel ennuie à ressentir la fatigue. Il est temps d'aller dormir pour arriver tôt le lendemain à l'hôtel de ville et saluer les femmes de ménage qui disent du premier magistrat de la ville qu'il est «un bon maître» parce que «non seulement il dit bonjour mais en plus il serre la main».

MARCEL SCOTTO

## Le PS sous la barre des 20 % selon IPSOS et la SOFRES

Selon une enquête de l'Institut IPSOS publiée dans le Point du 14 mars, le PS recueille 19,5 % des intentions de vote aux élections régionales. La droite obtient 33 % des intentions de vote, le FN 14 %, le PC 8 %, les Verts 8 % et Génération Ecologie 7 %. Le sondage fait apparaître également un fort taux d'abstention (47 %). Aux régionales de 1986, le PS avait obtenu 30 % des voix, l'UDF et le RPR 39,5 %, le Front national 9,8 %, et le PC 10,2 %. Les écologistes n'avaient recueilli que 2,7 % des voix. Ce sondage a été réalisé

du 26 au 28 février auprès de deux mille six personnes.

Les estimations d'IPSOS sont confirmées par une enquête de la SOFRES, réalisée du 7 au 9 mars auprès de mille personnes et publiée dans la Tribune de l'Expérience du 13 mars. Selon la SOFRES, les listes du PS recueilleraient 18 % des intentions de vote, celles de l'UDF et du RPR 32 %, celles du Front national 15,5 % et celles du PC 8 %. En revanche, Génération Ecologie arrive devant les Verts avec 8 % des voix contre 6 %.

□ **Polemique autour d'un colloque sur la guerre d'Algérie.** — M. Jacques Chirac, président du RPR, qui participait, jeudi 12 mars, à un déjeuner de presse organisé par le mouvement du RECOURS-France, a donné raison à ceux des pieds-noirs qui critiquent les conditions dans lesquelles a été organisé par l'Institut du monde arabe et la Ligue de l'enseignement, les vendredis 13 et samedi 14 mars, à la Sorbonne, le colloque intitulé «Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie». Le RECOURS-France ayant appelé au boycott de cette manifestation en regrettant que «aucun représentant des parloirs de l'Algérie française» n'y ait été invité alors que les organisateurs «ont fait la part belle à ceux du FLN, du PC et des porteurs de valises», M. Chirac a abondé dans ce sens, parlant d'un «colloque honteux» composé de «faux témoins» et regrettant, d'une façon générale, que l'histoire de la guerre d'Algérie soit ainsi réécrite «au travers d'un prisme idéologique».

□ **GUAYANE:** mesures disciplinaires contre les dissidents du PS. — Onze membres de la fédération de Guyane du PS, qui ont choisi de se présenter aux élections régionales sur une liste dissidente «divers gauche», viennent de faire l'objet de mesures disciplinaires et sont considérés comme exclus du PS. Dans une lettre adressée aux instances locales du PS, le premier secrétaire du parti, M. Laurent Fabius, indique que «conformément à l'article 11-20 des statuts» les dissidents «se sont mis eux-mêmes en dehors du parti». Cette mesure concerne notamment M. Jean-Pierre Roumillac, maire rocardien et conseiller général de Matoury, le seul maire du PS en Guyane, qui conduit sa propre liste, celle de l'Union socialiste démocratique (USD), ainsi que le président du club rocardien «Convoicore», M. Jean Costo, conseiller municipal de Matoury.

□ **MAYOTTE:** installation d'une fédération socialiste. — Le PS dispose désormais d'une fédération dans la collectivité territoriale de Mayotte (océan Indien). Elle y a été installée, en décembre, par MM. Gérard Le Gall, chargé des élections au secrétariat national du parti, et Jean-François Merle, conseiller de M. Michel Rocard pour l'outre-mer. Elle sera animée par plusieurs personnalités mahoraises, en particulier MM. Hariti Ibrahim, ancien conseiller général, dissident du Mouvement populaire mahorais (MPM, parti dominant), Mouridi Ahmada, cadre à l'Institut d'émission des DOM-TOM, et Isahaba Abdallah, secrétaire du Syndicat des instituteurs mahorais, qui a dirigé une longue grève de deux mois menée au printemps dernier par les enseignants du primaire.

## M. Tapie condamné pour avoir traité de «salauds» les électeurs du Front national

M. Bernard Tapie, tête de la liste Energie Sud pour les élections régionales dans les Bouches-du-Rhône, a été condamné jeudi 12 mars pour «injure publique» par le tribunal de grande instance de Marseille, après avoir traité de «salauds» les électeurs de M. Jean-Marie Le Pen lors d'une réunion publique le mardi 28 janvier (le Monde du 30 janvier 1992).

Le tribunal a débouté vingt-six plaignants, considérant leur demande de dommages et intérêts «recevable mais mal fondée». Il a en revanche accédé à la requête de trois autres, dont les responsables ont été condamnés à verser à chacun des trois plaignants le franc symbolique de dommages et intérêts.

Par ailleurs, le tribunal de grande instance de Paris a débouté M. Jean-Marie Le Pen de son action contre les associations Alerie 1990 et le

manifeste. Cette dernière est présidée par M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris (le Monde du 25 octobre 1991). Le président du Front national s'était estimé diffamé par un texte de ces deux associations adressé aux maires de France lui reprochant d'avoir pris «le parti de l'ennemi» au moment de la guerre du Golfe et d'avoir «écarné des langues opprimées» à M. Saddam Hussein.

Le tribunal s'est rangé aux conclusions de M. Francis Terquem pour déclarer «irrecevable» la demande de M. Le Pen qui était allé raconter le président irakien à Bagdad, en sa qualité de président du groupe technique des droits européens à la tête d'une délégation de parlementaires siégeant à Strasbourg. Seul le tribunal correctionnel aurait été compétent pour statuer sur les prétentions de M. Le Pen.

## M. Le Pen débouté

Condamné aux dépens, le candidat devra verser à chacun des trois plaignants le franc symbolique de dommages et intérêts.

Par ailleurs, le tribunal de grande instance de Paris a débouté M. Jean-Marie Le Pen de son action contre les associations Alerie 1990 et le

## POINT DE VUE

## Non à la confusion et au subterfuge

par Jean Tibéri

APRÈS avoir tout fait pour en dramatiser l'enjeu, voilà que les socialistes nous présentent aujourd'hui les prochaines élections régionales et cantonales comme autant de rendez-vous secondaires. Loin de nous laisser prendre à ce nouveau revirement tactique, qui n'est pour but que de minimiser la portée de l'échec du parti ou pouvoir, rappelons en quoi ces élections constituent une échéance politique décisive.

Décisive, ces élections le sont parce qu'il s'agit d'abord de préserver les acquis de la décentralisation. Ces acquis, ne l'oublions pas, nous les devons à l'opposition, qui gère vingt régions sur vingt-deux, les deux tiers des départements et la grande majorité des communes. Le bilan de la décentralisation, en ce qu'il a de positif, n'est pas celui des socialistes. Les lois qui l'ont instituée, comme du reste les lois introduites que dans la perspective d'une «stratégie de rupture» et n'avaient pour ambition que de créer l'irréversible en élargissant des fiefs au bénéfice d'hommes pétris d'une «culture d'opposition» et d'une tradition d'affrontement avec le pouvoir central.

Grâce à la sagesse de l'opposition, cette décentralisation n'a pas entraîné les dangers qu'elle aurait pu comporter. Bien au contraire, les élus locaux ont joué loyalement le jeu, acceptant de prendre une part croissante des charges, bien au-delà de ce que la loi prévoyait, sans jamais rechercher l'opposition systématique ni les querelles stériles. A

l'inverse, on a vu, au cours des dernières années, le gouvernement durcir son attitude: attaques répétées contre Paris et l'île-de-France, volonté manifeste d'opposer les régions entre elles et avec la capitale, tentatives de reprise en main des compétences déléguées et de recentralisation des mécanismes de financement des collectivités locales.

Les socialistes ont fait la preuve de leur esprit partisan. Ils n'aiment les collectivités que quand ils les dirigent et la décentralisation que quand elle leur profite. C'est pourquoi il convient de les sanctionner et de confier la gestion des régions et des départements à ceux qui sont les plus qualifiés pour la faire.

Au-delà de cet enjeu premier, il est une autre raison, plus fondamentale, de considérer ces élections comme politiquement décisives. C'est qu'en effet il dépend d'elles de savoir si l'expression du suffrage populaire est encore à même de susciter une majorité, aujourd'hui dans le cadre régional, demain pour la représentation nationale elle-même.

En 1986 déjà, malgré un scrutin proportionnel, l'opposition, par sa détermination, avait réussi à l'emporter dans la quasi-totalité des régions. En 1992, plus une encore, elle oppose au même mode de proportionnel une logique majoritaire. Elle se bat loyalement, en annonçant qu'elle ne cherchera aucune alliance de circonstance. Elle rappelle que, dans une assemblée démocratique, la majorité doit se former autour du groupe majoritaire

et non par l'addition ou le renforcement de fortunes de minorités disparates.

Les socialistes, quant à eux, sont prêts à tout. Alors même qu'ils ne doutent pas des scores désastreux qui vont être les leurs par rapport à 1986, ils ne désespèrent pas de conquérir ici ou là tel exécutif régional et se préparent dans ce but à toutes les épreuves comme à tous les reniements. On se trouverait alors dans la situation paradoxale d'un parti discrédité et rejeté mais gagnant des positions nouvelles par le jeu de la confusion et du subterfuge. La démocratie exige le respect du suffrage. Le PS ne peut profiter à la fois et successivement de la logique présidentielle et majoritaire quand elle joue à son profit et d'une logique partisane et proportionnelle quand la confiance vient à lui manquer.

Or c'est bien à une nouvelle volte-face qu'il s'apprête, comme le démontre le soudain et unanime intérêt de ses dirigeants pour des modes de scrutin pervers et dangereux pour le fonctionnement des institutions.

Face à une telle dérive, seule l'opposition unie est en mesure de susciter une majorité claire et sans équivoque, aujourd'hui pour la gestion des départements et des régions, demain pour l'alternance attendue et la conduite des affaires du pays.

■ Jean Tibéri est député RPR de Paris et premier adjoint au maire de la capitale.

## Scène de chasse électorale

BAYONNE

de notre correspondant

En Béarn et au Pays basque, comme dans la reste de l'Aquitaine, les chasseurs n'ont pas hésité à présenter des listes aux élections régionales. M. Nicole Péry, qui conduit, dans les Pyrénées-Atlantiques, la liste du Parti socialiste, n'a pas hésité, elle, à publier une «Lettre aux chasseurs» dans laquelle elle fait l'éloge d'une activité qui appartient à l'histoire de la région.

«Les chasseurs traditionnels font partie de la culture et de la qualité de vie de notre région», écrit-elle, avant d'ajouter: «J'ai moi-même partagé l'attente patiente d'un chasseur à la palombe et le dîner entre amis, rustique et chaleureux, qui termine la journée de chasse.»

Vice-présidente du Parlement européen, M. Nicole Péry indique ensuite qu'elle tente de faire modifier à Strasbourg la directive de 1979 qui restreint le droit de chasse. «Quand les espèces ne sont pas menacées, affirme-t-elle, il n'y a pas lieu d'imposer des restrictions. Quand notre environnement n'est pas menacé, il n'y a pas lieu d'imposer des zones de protection spéciale qui limitent le droit des habitants des communes rurales.»

P. B.

## Wallis-et-Futuna: trente-deux listes en présence

Des élections territoriales auront lieu dimanche 22 mars dans l'archipel de Wallis-et-Futuna (Pacifique sud), régi depuis 1961 par le statut particulier des territoires d'outre-mer. Trente-deux listes de candidats solliciteront, à la proportionnelle, les suffrages des quelque sept mille électeurs, mais il faudra attendre la réunion de l'Assemblée, l'élection du président et de son bureau, le 25 mars, pour connaître sa coloration politique.

La plupart de ces listes, en effet, ne sont pas étiquées politiquement, et elles font référence à des intérêts locaux. Ce n'est qu'après le scrutin que les élus négocieront avec les responsables politiques et tenteront pour une appartenance en fonction des réponses apportées par les partis aux problèmes locaux.

L'assemblée sortante est présidée par M. Clovis Logologofou, appartenant RPR. Le RPR est actuellement majoritaire, puisqu'il détient treize sièges sur vingt, les sept autres étant partagés entre l'UDF, le MRG et divers petits partis.

le journal mensuel de documentation politique

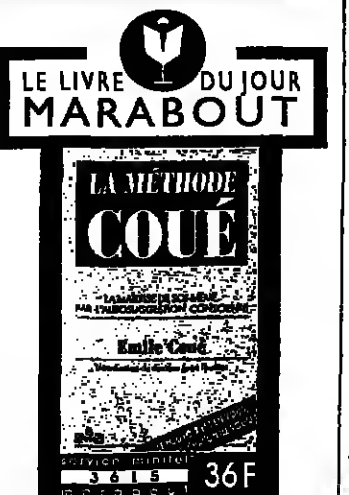
après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur:

L'EAU. PRÉSENCES ET ENJEUX

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)



هكذا من الضمير



# POLITIQUE



## régionales

### Côtes-d'Armor : pas d'exclusivité sur le blanc

SAINT-BRIEUC

de notre correspondant

Le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc a « blanchi », mardi 10 mars, M. Gérard Gautier, chef de file de la liste « Blanc », c'est-à-dire aux élections régionales dans les Côtes-d'Armor. Il avait été assigné devant les juges par M. Raymond Blanc, leader départemental du Front national, qui soutenait que l'adjectif « blanc » utilisé dans l'intitulé de la liste Gautier entrait en contradiction avec son nom propre. Aussi demandait-il la destruction de tout le matériel électoral de son adversaire et l'obligation pour lui de rétracter le mot « blanc » sur ses intitulés par un mot équivalent, mais différent.

La liste Gautier fait campagne pour la reconnaissance du vote blanc (aujourd'hui considéré comme nul, c'est-à-dire sous-traité du total des suffrages exprimés). Sa profession de foi énonce notamment : « Pour la première fois, grâce à la présence de notre liste élue, vous aurez la possibilité d'exprimer un véritable choix, de voter un point de vue pris en considération : soit de voter pour la liste représentant vos convictions, votre sensibilité ; soit, au lieu de vous abstenir, de voter blanc et de voir votre suffrage comptabilisé, totalement exprimé. » Les candidats de la liste Gautier s'engagent,

sur ce cas où ils seraient élus, à se démettre de leur mandat « dès lors que le vote blanc sera reconnu comme étant un suffrage exprimé ».

Le juge n'a pas retenu les demandes du chef de file du Front national. Il a fait remarquer que « M. Raymond Blanc n'avait pas acquis une notoriété telle que son patronyme symbolise au plan départemental le parti qu'il représente ». Il a aussi estimé que M. Blanc faisait « une véritable injure au bon sens » des électeurs désireux de voter pour le Front national en soutenant que l'emploi de l'expression « vote blanc » pouvait les détourner de leur choix initial et les conduire à voter réellement blanc ou sans du terme électoral. Le juge a également noté que, « malgré la richesse de la langue française », il voyait mal « par quelle périphrase ou locution différente l'idée du vote blanc pourrait être clairement exprimée ».

En notant que la liste menée par M. Gautier a pour objectif d'obtenir la modification du statut électoral du vote blanc, le juge a estimé qu'« interdire l'emploi de l'expression « vote blanc » reviendrait à mettre en cause, en entravant la libre expression de ses objectifs, l'existence d'une liste régulièrement enregistrée par l'autorité administrative compétente ».

P.-L. N.

### Lot : les Verts déboutés de leur action contre Génération Ecologie

La cour d'appel d'Agen (Lot-et-Garonne) a débouté, jeudi 12 mars, la liste des Verts du Lot qui avait assigné en justice la liste de Génération Ecologie pour usurpation de titre et de label. Les Verts estimaient que la liste de Génération Ecologie et des « Verts unitaires », dirigée par M. Michel Grindel, avait repris une appellation qui leur appartient en exclusivité depuis le dépôt en 1987 du label « Vert ». Mercredi 11 mars, le juge des référés du tribunal de grande instance de Cahors avait donné raison aux Verts, considérant que les documents électoraux de la liste Génération Ecologie étaient « de nature à provoquer une voie de fait et susceptibles de créer un dommage électoral ».

La cour d'appel a jugé au contraire que l'utilisation de l'expression « Vert unitaire » n'était pas de nature à provoquer un « trouble manifestement illicite ou un dommage imminent », et a débouté les Verts, condamnés aux dépens.

### Le mouvement de M. Lalonde retire son soutien aux écologistes de Loire-Atlantique

Après la mise au point effectuée, jeudi 12 mars à Nantes, par M. Jean-Gabriel Cohan-Bédit sur l'attitude qu'il avait eue, en 1979, dans le débat sur les bistoriques révisionnistes (le Monde du 13 mars), le secrétaire national de Génération Ecologie a retiré son soutien à la liste Ecologie-Solidarité conduite par M. Jean-Claude Demaure, adjoint au maire de Nantes, et sur laquelle M. Cohan-Bédit figure en dernière position. Le mouvement présidé par M. Brice Lalonde a jugé qu'il subsistait une « ambiguïté » dans les propos tenus par M. Cohan-Bédit. Regrettant la décision prise sur le plan national, M. Demaure a estimé, en revanche, que M. Cohan-Bédit avait « balayé les insinuations colonisatrices dont il a été l'objet et opposé la preuve de la mauvaise foi de ses détracteurs ».

## PROPOS ET DÉBATS

### M. LE PEN « L'orchestre glauque »

Une demi-douzaine de diplomates représentant, selon le Front national, le Québec, le Japon, la Finlande, le Pérou, le Pakistan, le Tchad et l'Indonésie, ont répondu à l'invitation de M. Jean-Marie Le Pen, qui s'est exprimé, jeudi 12 mars à Paris, devant la « presse étrangère » et le corps diplomatique. « Le programme du Front national n'est extrémiste ni dans ses méthodes ni dans sa doctrine », a-t-il déclaré. Il n'est pas plus raciste et xénophobe que fasciste. M. Le Pen a dénoncé « l'orchestre glauque » des médias parmi lesquels le Monde occupe, selon lui, une place de choix. Le président du FN a soupçonné le gouvernement français de vouloir appliquer au Front national « la méthode algérienne », en référence à la dissolution du FIS. « Le PS n'a pas de colonels », a-t-il cependant convenu. « Le FN n'est pas le FIS, la France n'est plus l'Algérie, mais il est important que les démocrates vrais sachent qu'il n'est pas possible, dans notre pays, d'utiliser ce genre de méthodes qui sont celles de régimes barbares ».

M. Séguin (RPR) « scandalisé » de l'attitude de M. Noir. — Venu soutenir, jeudi 12 mars, deux candidats aux élections cantonales à Lyon, un RPR et un UDF, M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, maire d'Épinal, s'est déclaré « scandalisé » que M. Michel Noir leur oppose deux membres de son mouvement Nou-

### M. ROCARD « Je me bats contre les faux remèdes »

M. Michel Rocard, en déplacement mercredi 11 mars à Vauvert (Gard), s'est inquiété du « réflexe de fuite et de peur » de l'électorat. « Aujourd'hui », a observé M. Rocard, « une consultation électorale est devenue une confrontation d'anxiété : un certain nombre de nos concitoyens ont un réflexe de fuite, 60 % ne votent pas, et d'autres ont un réflexe encore plus infantile, celui de chercher « papa » ou quiconque aurait une espèce de remède magique. » Dénonçant les idées du Front national, M. Rocard a estimé que l'extrême droite « a trouvé un coupable à désigner : l'autre. C'est le contraire même de la civilisation. Le Pen, c'est l'immoralité ».

Évoquant la situation économique, l'ancien premier ministre a affirmé : « Ce n'est pas le problème de fuite et de peur qui est le problème du gouvernement à résoudre. Il n'y a pas de fuite et de peur. Il y a une crise économique. Je me bats contre les faux remèdes et les prétentions d'avoir des baguettes magiques. »

veille démocratie (le Monde daté 8-9 mars). M. Séguin, qui a aussi fait référence à la participation du maire de Lyon, aux côtés d'élus socialistes et communistes, à une manifestation contre le Front national. « Nouvelle démocratie va-t-elle devenir la roue de secours du PS ? », a-t-il interrogé le maire d'Épinal. — (Corresp.)

## Alpes-de-Haute-Provence : les espoirs de M. Bianco

MANOSQUE

de notre correspondant

Seule certitude avant le renouvellement de seize des trente cantons des Alpes-de-Haute-Provence : il y aura, au lendemain du 29 mars, un nouveau président du conseil général. A soixante-dix-sept ans, M. Maurice Boiffard (UDF), doyen de l'assemblée, élu au bénéfice de l'âge en septembre 1988, a en effet choisi de ne pas se représenter dans son canton de Castellane, transmettant le flambeau au maire de la commune, M. Michel Carle (div. d.).

Dès lors, la droite, majoritaire depuis trois ans et demi grâce à la voix prépondérante du président, se prive d'un atout essentiel. Car, en cas de nouveau partage égalitaire entre la droite et la gauche — ce qui n'est pas une hypothèse d'école — la présidence reviendrait cette fois à un élu divers gauche, M. Roger Vial, conseiller de Moustiers-Sainte-Marie, qui vient de fêter ses soixante-dix-sept ans et qui est désormais le nouveau doyen de l'assemblée départementale.

La parité étant de mise depuis exactement dix ans au conseil général, on ne s'étonnera pas que, sur les seize cantons renouvelables, huit soient détenus par la droite (4 RPR et 4 UDF) et huit par la gauche (3 PC, 2 PS, 1 MRG, 2 div. g.). A moins d'une surprise, dix d'entre eux devraient garder la même couleur politique (ceux d'Annot, Banon, La Juvie, Manosque-Nord et Noyers-sur-Jabron pour la gauche, ceux de Barcelonnette, Castellane, Riez, Saint-André-Alpes et Valensole pour la droite). Mais pour les six autres toutes les hypothèses sont envisageables.

La gauche, grâce à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, tête de liste de la majorité présidentielle aux élections régionales, espère bien gagner le canton de Forcalquier aux dépens de M. Pierre Delmar, ancien député et ancien maire RPR. Elle peut aussi regagner le canton de Volonne, que M. José Escanez, maire rocardien de Châteauneuf-Arnaud, a perdu de quinze voix en 1988. Enfin, elle est bien placée dans le canton de Reillanne,

où le candidat communiste menace sérieusement le conseiller général sortant. En revanche, la droite a de bonnes chances de conquérir les sièges communistes de Barrême, de Manosque-Sud-Est et de Mézel. Une fois encore, ce serait le match nul, avec les conséquences que l'on sait.

Reste la glorieuse incertitude du scrutin, qui pourrait donner la majorité à l'un ou l'autre des deux camps. Ainsi suivra-t-on avec une attention particulière, dans le canton d'Annot, la bataille entre M. Yves Bono, conseiller sortant, qui vient de rejoindre France unie, et M. Jean Ballester, président-directeur général d'une entreprise florissante et président de la chambre de commerce et d'industrie, qui se présente hors de tout clivage politique. A l'initiative des Verts, en effet, les comptes — déficitaires de 60 millions de francs — de la commune d'Annot, dont M. Bono est le maire, viennent de prendre le chemin de la chambre régionale des comptes. Mais M. Bono a montré dans le passé qu'il savait naviguer par gros temps.

Les Verts seront présents, pour la

première fois, dans quatre cantons, tandis que le Front national présente onze candidats contre cinq en 1985. Le rôle d'arbitre que jouera l'extrême droite ne sera sans doute pas négligeable dans les deux cantons de Manosque.

Le PC pourrait être le grand battu des cantonales. Il est vrai que la décision prise par deux de ses meilleurs représentants, MM. Serge Dho à Barrême et Henri Rocca à Manosque-Sud-Est, de ne pas se représenter, est pour lui un lourd handicap.

Quant à la majorité présidentielle, qui souhaite faire élire M. Bianco à la présidence de l'assemblée départementale (le Monde du 22 février), elle ne pourra parvenir à ses fins que si elle conserve les cantons qu'elle détient, si elle gagne ceux de Forcalquier et de Volonne et si le PC sauve au moins deux de ses sièges.

Plus réservée, ou plus prudente, la droite, pour sa part, avance aucun nom pour la présidence, mais les volontaires ne manquent pas, à l'UDF comme au RPR.

FRANÇOIS DE BOUCHONY

## Drôme : la majorité socialiste menacée

LYON

de notre bureau régional

Malgré une avance de quatre sièges, la majorité socialiste du conseil général de la Drôme, en place depuis 1945, n'abandonne pas l'échec électoral dans la sérénité. Témoin de cet enjeu : cent trente-deux candidats se sont déclarés pour les dix-huit cantons renouvelables.

« Le renouvellement intervient dans un contexte difficile », M. Rodolphe Pesce, président (PS) du conseil général de la Drôme, ne subit pas seulement le discrédit qui, à l'instar de la Drôme, en place depuis 1945, n'abandonne pas l'échec électoral dans la sérénité. Témoin de cet enjeu : cent trente-deux candidats se sont déclarés pour les dix-huit cantons renouvelables.

Dispersés aux régionales avec une liste Génération Ecologie conduite par

M. Gérard Védries et une liste Gauche autrement, animée par M. Jean-Guy Pinède, maire (ex-PCF) de Portes-les-Valence, deux vice-présidents du conseil général, la majorité fait bloc aux cantonales derrière M. Pesce. « Nos adversaires n'ont qu'un slogan en guise de programme : sortez les socialistes », explique celui-ci en dénonçant « l'absence de projet alternatif » de la droite, qui a — difficilement — réalisé l'union autour de MM. Patrick Labaune (RPR), Jean Mouton, maire (UDF-CDS) de Pierrelatte, le « champion » virtuel, et Henri Durand, maire (div. d.) de Bourg-de-Péage. Pour sa part, M. Labaune s'inquiète de la forte poussée du Front national, notamment à Valence, qui, s'il se maintenait au second tour, pourrait, selon lui, aider les socialistes à préserver leur acquis.

La campagne porte essentiellement sur la situation économique, qui s'est fortement dégradée, avec 11 % de chômeurs, le plus fort taux de Rhône-Alpes. Le nouveau plan de reconstruction de Sextant-Avionique a été d'autant plus mal reçu que la capitale industrielle de Valence est appa-

riée sacrifiée au profit de l'unité de Châtelleraut, la ville de M<sup>me</sup> Edith Cresson. Avec l'ensemble des partis et des syndicats, M. Pesce a manifesté sa mauvaise humeur à l'égard du gouvernement, en se payant le « luxe » de refuser l'accueil de deux administrations transférées, considérées comme des « sucettes » (le Monde du 9 février).

Enfin, la querelle du tracé du TGV Méditerranée et le choix de ne pas sacrifier les vignes des côtes du Rhône — une solution en faveur de laquelle s'était prononcée M. François Mitterrand, malgré l'avis du conseil général — a laissé des traces que les Verts espèrent bien exploiter à leur profit. « La recomposition politique se fera dans la prochaine assemblée », annonce déjà M. Pesce. Libellé en soixante-six propositions, le « contrat » qui lui sert de programme préfigure l'ouverture qui, au troisième tour, celui de l'élection du président, sera peut-être nécessaire pour préserver la seule majorité socialiste des départements de Rhône-Alpes.

MICHEL DELBERGHE

## Indre-et-Loire : le président défilé dans son fief

Les élections cantonales ne devraient pas bouleverser l'équilibre politique du conseil général puisque la droite y possède une large majorité et que, sur les vingt cantons renouvelables, un seul est détenu par la gauche. Les regards seront tournés surtout vers le canton de L'Île-Bouchard, détenu depuis trente-sept ans par M. André-Georges Voisin, sénateur (rnp. RPR), président du conseil général, qui sollicite le renouvellement de son mandat. M. Voisin est en effet défilé sur ses terres par M. Marcelin Signonneau, qui avait été élu en 1985, à la surprise générale, dans une triangulaire, contre un autre sénateur, M. Marcel Fortier (RPR), et qui quitte son canton de Richelieu pour venir affronter le président du conseil général.

A Ambroise, M. Bernard Debré, député RPR, se présente au siège abandonné par son père, M. Michel Debré, le 24 janvier.

A. B.

## Ardennes : le PS absent dans sept cantons sur dix-huit

Dans les Ardennes, le Parti socialiste a renoncé à présenter des candidats dans sept des dix-huit cantons renouvelables. Dans quatre cantons, ceux de Tournon, Montheau, Signy-le-Petit et Raucourt, il se contentera d'apporter son soutien à des candidats se réclamant de la majorité présidentielle. Dans celui de Signy-le-Petit, le conseiller général sortant, M. Abel Norck, a préféré quitter sa formation politique d'origine pour se représenter devant ses électeurs sous l'étiquette divers gauche.

Dans trois autres cantons, Mechlin, Novion-Porcien et Omeux, la gauche communiste sera totalement absente. M. Lucien Baubart, premier secrétaire fédéral, fabiusien, convient qu'aucun socialiste ne s'est porté volontaire pour aller batailler dans ces trois cantons ruraux traditionnellement ancrés à droite.

Dans les cantons de Nouzoville, Moutbermé et Seden-Nord, les candidats socialistes devroient, en revanche, disputer une primaire politique d'origine pour se représenter devant ses électeurs sous l'étiquette divers gauche. — (Corresp.)

## Dordogne : la gauche en grand danger

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Depuis plusieurs mois, les Périgourds ne parlent que des cantonales. Au pays de Jacques le Croquant, le scrutin des 22 et 29 mars revêt une importance historique. Après un siècle de vie commune, la Dordogne pourrait en effet renvoyer la gauche dans l'opposition. Dans cette région à la fibre radicale et socialiste, où le souvenir de Lucien Delbos, Georges Bonnet et Robert Lacoste demeure vivace, la droite n'a jamais touché d'aussi près au bonheur.

Le Parti socialiste, qui gère le département avec l'appui du PC et du MRG, n'a que deux sièges d'avance (vingt-six contre vingt-quatre). Un faible vitalique, qui remet à la mode le Périgord l'air du grand chambardement. La Dordogne a longtemps été une terre de mission pour l'opposition. Au début des années 60, elle ne disposait d'aucun élu dans les rangs de l'assemblée départementale. Plus de vingt-cinq ans après la prise de la ville de Périgueux par M. Yves Guéna, les gaullistes espèrent enfin toucher les dividendes d'un patient travail d'enseignement.

En 1988, l'opposition avait failli créer la surprise. En présentant des

hommes jeunes, connus dans leurs cantons pour leur compétence et leur dynamisme, elle avait bouleversé bien des pronostics. L'entourage du président du conseil général, M. Bernard Bioulac, a parfaitement compris la leçon. Cette fois-ci, les socialistes n'ont pas hésité à investir des candidats étrangers au monde de la politique et du militantisme, quitte à faire grincer quelques dents dans les sections, où l'on n'a pas toujours apprécié de voir certains patrons s'engager avec la bénédiction du PS.

### Le « bonhomme » avant l'étiquette

Pour sa part, l'opposition fait campagne sur l'endettement « excessif » du département, la montée « anormale » de la masse salariale et du budget de fonctionnement et les « dérèglements » de la politique de soutien aux entreprises. Elle compte aussi bénéficier de la réaction de rejet qui affecte le PS. Inversement, le PS espère que les électeurs se « défouleront » pour les régionales mais se décideront sur des critères d'ordre local pour les cantonales. Le « bonhomme » avant l'étiquette...

La majorité sortante sait qu'elle se sera mise en difficulté à coup sûr dans deux cantons. A Sarlat, le RPR,

M. Jean-Jacques de Peretti, qui a ravi la mairie à M. Louis Delmon (PC) lors des dernières municipales, compte bien confirmer son succès au détriment de cette figure du PC. A Bergerac 1, M. Christophe Manet, fils du sénateur et maire socialiste de la ville, est engagé dans une lutte qui promet d'être sévère et dont l'issue est particulièrement incertaine. Mais ces deux cantons ne seront pas les seuls points chauds. En effet, sur les vingt-six renouvelables, douze au moins peuvent changer de couleur en fonction d'inconnues difficiles à estimer. Elles ont trait notamment à l'attitude des agriculteurs qui subissent de plein fouet la chute des cours de la viande et au report des voix communistes.

Le PC, qui rallie en Périgord plus de 10 %, a déjà, par le passé, sanctionné le PS, notamment en favorisant l'élection de M. Yves Guéna aux dernières sénatoriales. Bien que quatre conseillers généraux communistes aient permis à M. Bernard Bioulac de conserver la majorité au cours de ces dernières années, le PC dénonce aujourd'hui sans retenue « ces socialistes qui, par leur politique, ont déroulé le tapis rouge à la droite ».

DOMINIQUE RICHARD

## Saône-et-Loire : la droite et l'extrême droite soutiennent le même candidat à Digoin

MACON

de notre correspondante

Trois noms seulement ! En Saône-et-Loire, le canton de Digoin se distingue des vingt-sept autres cantons renouvelables : il y aura une triangulaire dès le premier tour opposant aux deux représentants de la gauche un seul candidat de droite, M. Georges Mercier, médecin. Celui-ci, est officiellement soutenu par le RPR, par l'UDF et par les non-inscrits du conseil général, alors que le conseiller général sortant (divers droite) ne se représente pas. Ses deux rivaux de gauche jouissent, comme lui, d'une certaine notoriété :

le candidat du PS est maire de Digoin depuis 1989 et celui du PCF fut conseiller général du canton de 1979 à 1985.

Les choses sont simples, à défaut d'être claires. Digoin est en effet le seul canton du département où le Front national ne présente pas de candidat. Cette absence est d'autant plus remarquable que le parti d'extrême droite s'était engagé à se présenter dans tous les cantons. L'explication, M. Jean Coupat, secrétaire départemental de ce parti, l'a fournie, sans réticence : « A la suite d'une entente avec le candidat non inscrit de Digoin, le docteur Mercier, avec lequel nous avons un certain nombre de convergences, nous avons accepté

de retirer notre candidat. Cela dans l'unique but de présenter un front commun face à la gauche. »

Le propos est confirmé par M. Mercier, qui déclare « n'être infidèle à aucun parti » et avoir effectivement fait une proposition écrite au Front national dans un souci d'efficacité. La lettre date du 29 janvier. « Un courrier extrêmement chaleureux et charmant », souligne M. Coupat. Le candidat n'écrit-il pas qu'il partageait un grand nombre de valeurs avec le Front national ? « Les électeurs voteront pour celui qui se rapproche le plus de leurs idées... », assure avec bon sens M. Mercier, en revendiquant tout autant un libéralisme rénové face au « collectivisme

ringard » que son appui à un certain nombre d'idées du parti léniniste en matière sociale ou sur l'immigration.

« Georges Mercier n'est ni UDF ni RPR, notent aujourd'hui les représentants de l'opposition parlementaire. Il nous a proposé sa candidature. Nous ne l'avons accepté comme candidat de l'opposition nationale qu'après nous être bien assurés qu'il n'avait pas l'intention de faire du Front national. Pour le reste, s'il y a eu des accords d'homme à homme, nous ne sommes pas au courant. » C'est désormais chose faite.

CLAUDINE METTETAL



## SOCIÉTÉ

## POLICE

## Levée de boucliers contre la « féminisation » des CRS

Dernier heaton interdit aux femmes dans la police, les compagnies républicaines de sécurité sont gagnées par le grogne depuis la décision gouvernementale de mettre un terme à cette situation (le Monde du 7 mars). Le dossier est explosif. Les forces mobiles de sécurité sont marquées par le conservatisme et le « machisme ». Au point qu'à la sortie du conseil des ministres ayant décidé de la mixité, mercredi 4 mars, M. Philippe Marchand avait pris soin de taire la nouvelle aux commandants de CRS qu'il réunissait ce jour-là en séminaire.

« La grogne est motivée à la fois par la misogynie et par la tradition para-militaire, observe un syndicaliste de base. La boutique est tellement bousculée par la féminisation que chacun essaie de trouver des parades. » Dans les états-majors, on remercie que rien n'obligeait le conseil des ministres à aller aussi loin : l'arrêt de la Cour européenne de justice condamnant la France pour discrimination entre les hommes et les femmes, le 30 juin 1988, obligeait certes à supprimer les « quotas » par sexe dans la police — ce qui a été fait — mais les juges européens admettaient, dans le même temps, que certaines fonctions policières — dont les missions de maintien de l'ordre — pouvaient

être réservées aux hommes. Les tenants du conservatisme insistent sur les « qualités exclusivement masculines » et la force physique nécessaires dans ce métier, reprenant les traditions des propos discriminatoires ou sexistes (les femmes doivent s'occuper des enfants, etc.). Sans vouloir convenir : « Pour les femmes comme pour les hommes, note un responsable de la formation des policiers, des épreuves sportives feront le tri des candidats. »

### L'exemple allemand

Par ailleurs, les situations d'effacement avec les manifestants sont très minoritaires dans l'emploi du temps des compagnies, qui n'y sont confrontées qu'à une unité constituée présentant une masse d'une centaine de fonctionnaires. Pour la reste, le tout venant du métier — présence de sécurité aux marges d'événements publics ou surveillance des pèlerins — apparaît à celui de corps urbain où la féminisation est allée honorer ces dernières années sans perturber davantage la marche des services.

Plus convaincant sont certains des arguments touchant aux conditions de vie collective et au nomadisme professionnel : une compagnie républicaine de sécurité se déplace environ deux cents

jours par an hors de sa ville d'affectation. « On vit en communauté, les uns sur les autres, explique un gardien. La féminisation imposerait d'avoir des chambres, des vestiaires, des douches séparées. Mais les budgets sont déjà insuffisants. » Aussi des policiers volent-ils dans la féminisation un moyen d'obtenir davantage de crédits. Ils s'inquiètent toutefois de ce qui se passe en Allemagne : dans le Land de Rhénanie-Westphalie, les écoles de la police de maintien de l'ordre (Bereitschaftspolizei) prévoient des chambres mixtes et, même, des casiers réglementaires où placer des préservatifs...

En France, la gendarmerie a résolu différemment le problème de la féminisation de ses effectifs. L'accès des sous-officiers féminins à certaines fonctions est filtré : elles se voient fermer la porte des unités de gendarmerie mobile, où les emplois « ne peuvent être tenus que par des hommes » selon un arrêté signé le 9 juin 1983 par le ministre de la défense Charles Hernu, et toujours en vigueur. Les officiers de sexe féminin peuvent, en revanche, être affectés en escadrons de la gendarmerie mobile, qui ne compte, à l'heure actuelle, que trois officiers féminins.

ERICH INCIVAN

## JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Grenoble

## L'ancien maire de Cauro (Corse) jugé pour corruption

L'ancien maire de Cauro (Corse-du-Sud), M. Antoine Biggi, qui fut également conseiller régional UDF, a été inculpé le 13 juin 1987 pour ingérence, corruption, faux et usage de faux. Son procès était évoqué mardi 10 mars devant le tribunal correctionnel de Grenoble. Dans l'incapacité de se rendre devant ses juges, il avait été entendu à son domicile quelques jours avant le procès par le président du tribunal, M. Pascal Lacroix. Pour raison de santé, M. Biggi a abandonné tous ses mandats électifs il y a six mois.

## GRENoble

de notre correspondant.

M. Antoine Biggi avait été dénoncé par l'un de ses adjoints, M. Mathieu Bogagnon (divers droite), qui reprochait au maire d'avoir corrompu des « irréguliers » lors de la vente à un promoteur d'un terrain communal de 43 hectares. Celui-ci aurait dû accueillir deux cent cinquante villas et il aurait ainsi grossi la population de ce village de six cents habitants, situé à la périphérie d'Ajaccio (I). Vendu officiellement 1 600 000 francs, le terrain fit l'objet d'un dessous de table d'un montant de 700 231 francs, versé à une société en nom collectif, la

SAET, créée spécialement pour cette opération par M. Biggi, lui-même entrepreneur. A l'époque des faits qui lui sont reprochés, son entreprise connaissait de graves difficultés financières et il s'apprêtait à vendre l'appartement qu'il occupait, à Ajaccio, pour rembourser des dettes.

Son fils Clément Biggi, gérant de la SAET, fut chargé, après chacun des trois dépôts d'argent effectués, par chèques, par le promoteur Jacques Lejeune, de verser aussitôt le compte en remettant au maire les sommes en liquide. Elles lui permettaient ainsi de rembourser une partie de ses créances personnelles. L'enquête du service régional de police judiciaire a établi que la SAET, qui n'enregistrait dans sa comptabilité que ces seules opérations, servait à blanchir l'argent destiné, in fine, au maire de Cauro, à l'aide de fausses factures.

### « Une atteinte aux piliers de l'Etat de droit »

Selon le procureur de la République, M. Jean-Louis Bergez, les trois hommes, qui relèvent tous des mêmes chefs d'inculpation, avaient mis en place « un mécanisme de corruption dissimulé seulement par une société fantôme chargée d'habiller les faits ». D'autre part, il a estimé, dans son réquisitoire, que le premier magistrat de Cauro devait être également condamné pour ingérence puisqu'il avait favorisé la passation de mar-

chés entre sa commune et sa propre entreprise. « Le contexte national, porteur pour ce type de dossier, réclame des sanctions exemplaires. Les infractions commises portent atteinte aux deux piliers de notre Etat de droit, le principe de l'égalité des citoyens devant la loi, et celui de la neutralité de la puissance publique », a indiqué M. Bergez. Il a réclamé une peine de trois ans de prison, dont six mois fermes pour le maire, ainsi qu'une forte amende et des peines de prison assorties de sursis pour ses complices.

Les avocats des inculpés ont fait valoir que la première remise illécite d'argent au maire de Cauro était intervenue deux ans après la signature du compromis de vente du terrain et donc « qu'aucun pacte présumé n'avait été établi pour justifier un acte de corruption ». Le promoteur se serait contenté d'avancer de l'argent à la société du maire pour des travaux futurs et pour l'aider à surmonter des difficultés financières passagères. Finalement, selon ses avocats, le maire de Cauro n'aurait été victime que d'un règlement de compte entre adversaires politiques.

Jugement le 24 mars.

CLAUDE FRANCILLON

(1) Finalement une seule maison-bébé fut construite sur ce terrain mais elle devait être placée par un groupe indépendantiste corse. Depuis lors, les 43 hectares de terre sont redevenus un maquis.

## La police allemande acquiert un système français de reconnaissance d'empreintes digitales

La police allemande sera bientôt équipée du système automatisé de reconnaissance d'empreintes digitales utilisé par les enquêteurs français depuis 1985. Le ministère de l'Intérieur allemand vient de signer un contrat d'un montant de 204 millions de francs mis au point par la société française Morpho Systèmes, filiale de la Caisse des dépôts et consignations (holding technique de la Caisse des dépôts et consignations). Le système était déjà utilisé par plusieurs polices américaines, notamment celles de la ville de l'Etat de New-York. En France, cette méthode d'enquête de la police scientifique et technique a permis de confondre 1 300 personnes ayant utilisé un nom d'emprunt et, tous les jours en 1991, d'identifier formellement 110 malfaiteurs à partir d'une empreinte découverte sur la scène d'un crime ou d'un délit.

Après un vol à main armée, par exemple, le système permet de comparer en une vingtaine de minutes les empreintes digitales relevées sur les lieux à celles d'une base de données comportant à l'heure actuelle 130 000 noms avec les dessins digitaux correspondants. Le système repose sur des techniques automatisées d'analyses des empreintes digitales et des moyens électroniques de stockage des informations. Sa rapidité et sa capacité (quatre millions de personnes pourraient être fichés) sont ses principaux atouts. Certains services de police utilisent cependant toujours des fiches manuelles : la préfecture de police de Paris dispose ainsi de 4 millions de fiches, dont une bonne partie concernent des personnes décédées.

E. IN.

## Décès du lieutenant-colonel Mollaret

Le lieutenant-colonel de gendarmerie Jean-Jacques Mollaret, grande figure du sauvetage en montagne, est décédé mercredi, à l'âge de cinquante-deux ans, dans un établissement hospitalier de Briançon (Hautes-Alpes) où il se trouvait depuis le 24 décembre dernier, date à laquelle il avait été victime d'une avalanche.

(Né à Megève (Haute-Savoie) le 16 septembre 1939, Jean-Jacques Mollaret fait l'essentiel de sa carrière dans les services de la gendarmerie spécialisée dans les secours en montagne. Arrivé avec le grade de lieutenant en avril 1969 au PSHM (Peloton spécialisé de haute montagne) de Chamrousse, il crée en 1973 la compagnie de Chamrousse et dirige les secours en montagne des Alpes du Nord. En 1979, le lieutenant-colonel Mollaret prend la direction de la station de La Four-Allaz (Hautes-Alpes). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la montagne, notamment *Au-delà des crêtes et du Mont-Blanc, refuge de l'éternité*.)

## Eléphants fragiles

Suite de la première page

La CITES, en ces temps de sur-enquête écologique, doit aussi rappeler quelle est sa mission : il s'agit d'une convention sur le commerce international des espèces menacées et non d'un accord général de protection des ressources naturelles. « La CITES risque d'être appelée à traiter des questions qui ne sont pas de sa compétence, nous dit le spécialiste de zoologie anglais, M. Martio Holdgate, directeur de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), qui préside les travaux d'uo des deux commissions de la CITES à Kyoto. Elle ne doit pas se substituer à un instrument global de protection des espèces. Or elle tend à devenir l'organe de ceux qui s'opposent par principe au commerce des animaux. »

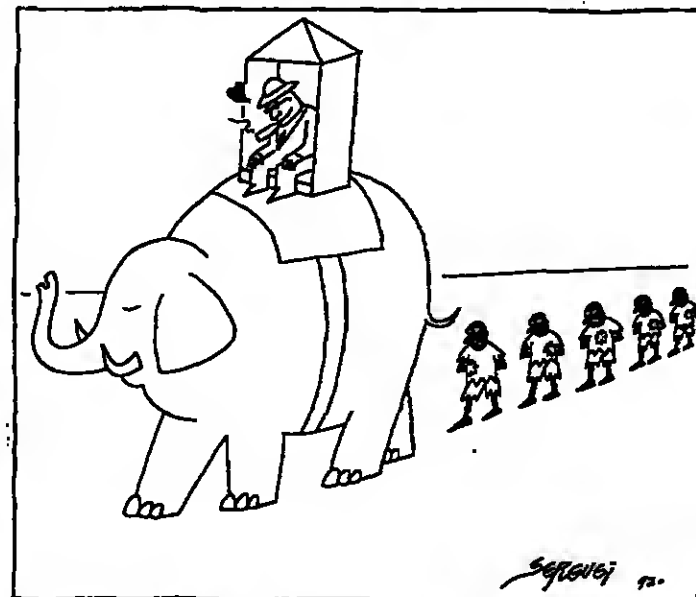
L'augmentation du nombre des espèces menacées reconnues par la CITES est significative de l'aggravation de la situation et de la nécessité de ne pas se limiter à la « mégafaune », ces animaux « nobles » qui mobilisent l'attention de l'opinion publique dans les pays riches. Ils doivent certes être protégés, mais au même titre que les espèces plus discrètes et, de ce fait, moins attractives. Une pierre dans le jardin des ONG, qui tirent de solides subsides de l'attention portée par les opinions publiques à la « mégafaune charismatique »...

Le commerce des oiseaux exotiques, dont la mortalité pendant les transports peut atteindre jusqu'à 70 %, passe beaucoup plus inaperçu que le trafic de l'ivoire ou de la corne de rhinocéros. Il est néanmoins dévastateur pour certaines espèces, et il fait l'objet à Kyoto de nouvelles mesures de contrôle, afin d'assurer de meilleures conditions d'acheminement.

En revanche, le débat sur le thon rouge de l'Atlantique ouest, également gravement menacé, a été escamoté : les intenses pressions du Canada, des Etats-Unis et du Japon ont abouti à un retrait de la proposition de la Suède d'interdire son commerce en contrepartie d'une réduction des quotas de prises. Engorgement dont Américains et Japonais se sont empressés de souligner le caractère limité.

La disparité dans les critères, selon qu'il s'agit d'un pays riche ou d'un pays pauvre, risque d'entamer la crédibilité de la CITES. « C'est du néocolonialisme, estime le député suisse M. Dollinger. Les délégations des pays riches sont arrivées à Kyoto avec des positions dictées par des considérations politiques, plus que par un examen scientifique des dossiers. » M. Jorge Thomsen, directeur de TRAFFIC, l'organisation de protection de la nature, émet les mêmes réserves.

Le lobbying des Américains et des Canadiens a été, en revanche, moins fructueux dans le cas de l'ours noir d'Amérique, menacé par le commerce intensif de sa resque biliaire en Asie. Son sort, expédié



so commission, a été remis en question en session plénière et il a été finalement inscrit en Annexe II. Le Japon, l'un des plus gros importateurs, s'est abstenu.

### Le thon sacrifié

Si le thon a été sacrifié aux intérêts économiques des grands pays pêcheurs, l'éléphant a bénéficié, lui, d'un ouvrage suris. Le débat a été relancé d'entrée de jeu par une proposition de quatre pays de l'Afrique australe (Botswana, Malawi, Namibie et Zimbabwe) et une autre de l'Afrique du Sud, qui demandait le retour de l'éléphant d'Afrique à l'Annexe II, c'est-à-dire l'autorisation d'uo commerce limité. Les pays d'Afrique australe, qui possèdent le plus grand nombre d'éléphants du continent, faisaient valoir que leurs animaux ne sont pas en voie d'extinction et qu'il doit être tenu compte des efforts de conservation accomplis : les pays détenteurs de richesses en faune doivent pouvoir en tirer profit à condition qu'un certain niveau de population de cette faune soit maintenu, précisent-ils.

Ces pays, et en particulier le Zimbabwe, qui a réalisé des investissements importants dans le domaine de la protection de la faune, entendaient consacrer à cet objectif les revenus d'une reprise du commerce.

L'éléphant d'Afrique figure en Annexe I depuis la session de la CITES de 1989. C'est effectivement une espèce menacée dont le

nombre est passé de 2,5 millions à 350 000 en dix ans pour toute l'Afrique. Plus que l'abattage pour la viande, source de protéines pour les populations de la savane humide, c'est le commerce de l'ivoire qui est à l'origine du massacre de l'espèce par les braconniers. Or une faible partie de ce commerce, évalué à 500 millions de dollars par an, revient au pays d'origine de l'animal.

éléphants, ces pays peuvent commercer avec les cinquante nations membres de la CITES. Les pays d'Afrique francophone, opposés à la reprise du commerce, ont, pour leur part, été surpris du profil bas adopté par la France dans cette réunion (bien qu'elle se soit opposée à une reprise du commerce).

### Trafic de rhinocéros

Derrière le débat sur les éléphants s'en profile un autre, opposant les défenseurs de l'éco-développement, c'est-à-dire l'exploitation rationnelle du patrimoine naturel, et ceux qui donnent la priorité à la protection. Pour M. Holdgate, « il n'y a pas d'intérêt des populations autochtones à leur survie. La poursuite est une menace au commerce. Il s'agit de concilier au plan mondial conservation et développement ». La CITES n'a pas vocation de faire du monde un zoo », a déclaré pour sa part M. Mostapha Tolba, directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement.

« L'utilisation durable des espèces sous-entend qu'il n'y a pas diminution, estime en revanche M. Pierre Pflieger, directeur de recherches en zoologie au CNRS, qui se bat depuis de longues années pour la protection des grands mammifères d'Afrique. Or dans le cas des éléphants et des rhinocéros, il y a un déclin. Il faut une pause. Le temps de gestion de l'éléphant est de deux ans. Le seul moyen de protéger les espèces menacées est d'agir sur la demande en interdisant le commerce. Dans le cas des éléphants, il y a eu des progrès remar-

quables. Dans celui des rhinocéros, dont le nombre en Afrique est tombé en vingt ans de 160 000 à quelque 8 000 spécimens, on s'y est pris trop tard. »

Un autre facteur dans le cas du rhinocéros (qui figure en Annexe I depuis 1976) est l'importance du commerce illégal, notamment à destination de pays non membres de la CITES, tels que Taïwan : bien qu'officiellement les autorités aient interdit son commerce, l'île reste grande consommatrice de corne de rhinocéros destinée à la pharmacopée chinoise. Une résolution a été adoptée à Kyoto permettant un renforcement des pressions sur les pays ou signataires.

Le commerce illégal des animaux, dont les profits considérables viennent juste après ceux du trafic de drogue, est la deuxième cause de leur disparition après la destruction de leur environnement. Les marchés sont les pays riches.

Dernière, et non la moindre des contradictions de cette session de la CITES : les pays riches qui, pour des considérations électorales, font étalage de bonnes intentions lorsqu'il s'agit de la faune du tiers monde, ne semblent pas prêts à assumer son coût : celui-ci revient aux pays pauvres. Il faut 250 millions de dollars pour protéger les éléphants d'Afrique (le prix d'un avion cargo porte). La Grande-Bretagne a offert 1 million et les Etats-Unis 100 000 dollars pour former les douaniers à distinguer une banane d'une corne d'éléphant », selon l'expression d'uo délégué africain.

PHILIPPE PONS

## EN BREF

Cent treize jours au fond d'une grotte. — Muri volontairement depuis le 22 novembre dans la grotte de la Cocalière, au cœur des Cévennes gardoises, le spéléologue jurassien Pascal Berrier devait retrouver la lumière du jour vendredi 13 mars, après ceot treize jours d'isolement total. L'emmuré volontaire devait être déporté vers Montpellier, dans le service du professeur Michel Billard, spécialiste du sommeil.

Nucléaire : manœuvres à la sûreté à Cadarache. — La direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) vient de faire savoir qu'elle suspendait jusqu'à nouvel ordre les activités de deux ateliers du Centre d'études nucléaires de Cadarache (Bouches-du-Rhône). Des manœuvres à la sûreté concernant la manipulation de matières fissiles (uranium enrichi et plutonium) ont en effet été constatées, les 4 et 5 mars, par la DSIN dans l'atelier de traitement de l'uranium enrichi du Commissariat à l'énergie atomique et dans celui du traitement du plutonium

## JUSTICE

## Un lieutenant de d'incend

## L'empoisonné amo

## VENTES PAR ADJUDI

## PROPRIÉTÉ SUR TERRAIN

## JOINVILLE-LE-PONT

## APPARTIEMENT A PARIS

## UNE PROPRIÉTÉ A VITRY-SU

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

## APPARTIEMENT A PARIS

هنا من الأصل



## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Un contre-feu en question

## Un lieutenant de pompiers est inculpé d'incendie volontaire

NICE  
de notre correspondant régional

Un lieutenant volontaire de sapeurs-pompiers, M. Denis Gola, du corps de Cavaleire (Var), a été inculpé, jeudi 12 mars, de destruction volontaire d'objets mobiliers et de biens immobiliers par M. Franck Landou, juge d'instruction à Toulon. Il lui est reproché d'avoir allumé un contre-feu qui aurait été à l'origine de la mort de quatre sapeurs-pompiers dont un blessé et fait une douzaine de blessés, lors d'un incendie qui s'est déclaré, le 21 juin 1990, à Cabasson, sur la commune de Bornes-les-Mimosas, dans le

presqu'île du cap Bénat. Le 21 juin 1990, deux incendies avaient pris naissance, à trente-cinq minutes d'intervalle, près du hameau de Cabasson. La rencontre des deux foyers avait provoqué des masses d'air chaud et un rayonnement thermique intense fonctionnant comme un piège dans lequel avaient péri les quatre sapeurs-pompiers membres d'un détachement du corps de Cues.

D'après les experts désignés par le magistrat instructeur, le deuxième incendie se serait développé à partir d'un contre-feu allumé volontairement par M. Gola. Fils du chef de corps de Cavaleire, celui-ci a bien reconnu s'être trouvé sur les lieux

lorsque l'incendie s'est déclaré mais nie fermement avoir allumé un contre-feu. Selon lui, le sinistre aurait eu pour cause un brandon provenant du premier incendie.

L'affaire pose le problème de la pratique du contre-feu. Encore en usage dans les villages des massifs forestiers varois où les anciens la considéraient comme un moyen efficace de lutte contre les incendies, elle est généralement considérée comme une arme désuète et de surcroît dangereuse, par les sapeurs-pompiers professionnels. Elle exige des conditions précises (le feu doit être allumé sous le vent et « à la recule », c'est-à-dire quand l'incendie descend une pente) et doit être complété par des mesures de lutte classique après la réalisation préalable de pare-feu. Si ces conditions sont réunies, le contre-feu va, alors, au-devant de l'incendie originel et peut l'anéantir.

A Cabasson, affirment les responsables du SDIS, le déclenchement d'un contre-feu était, en l'occurrence, totalement contre-indiqué et le lieutenant Gola n'en aurait pas pris l'initiative. Aurait-il, éventuellement, obéi à des ordres de ses supérieurs? C'est ce que le juge Landou veut savoir et c'est la raison pour laquelle il compte entendre prochainement des responsables du commandement du SDIS qui ont eu à coordonner la lutte contre le feu de Cabasson.

GUY PORTE

Aux assises de l'Isère

L'un des membres présumés du trio à la 205 rouge provoque un incident à l'audience

GRENOBLE

de notre correspondant

Le président de la cour d'assises de l'Isère devant laquelle comparaissent, depuis lundi, les membres présumés du trio à la 205 rouge a dû, jeudi 12 mars, recourir à la force pour contraindre à comparaître l'un des trois accusés, Michel Schmitt. Contre toute attente, la victime du viol collectif qui constitue l'un des épisodes les plus violents de la série meurtrière (le Monde du 11 mars) s'était présentée le matin devant la cour pour apporter son témoignage.

A l'issue de celui-ci - entendu à huis clos - la cour devait ordonner l'examen des accusés par un expert aux fins de confirmer la présence sur leurs anatomies de signes particuliers. Bien que réclamé par ses défenseurs, l'examen fut refusé par Michel Schmitt qui, ensuite, ne voulut plus retourner à l'audience. Sa comparution forcée fit monter d'un cran la tension, son épouse, M<sup>me</sup> Kheira Bouras, lui hurlant de se débattre publiquement. « Sous mon autorité, la cour d'assises ne se transformera jamais en cirque », devait déclarer le président, M. Jean-Claude Buet, avant de renvoyer l'audience au lendemain.

NICOLE CABRET

### SPORTS

## Le Centre de droit et d'économie du sport de Limoges est associé au CNRS

Le Centre de droit et d'économie du sport (CDES) de Limoges travaillera désormais en association avec le CNRS. C'est la première fois que le Centre national de recherche scientifique accorde son label à un institut uniquement consacré à la recherche dans le sport. Plus intellectuelle que financière, cette association marque le début de la reconnaissance de la recherche dans le domaine sportif. « Elle entraînera sans doute d'autres associations avec des cellules de recherches spécialisées en sociologie, philosophie ou psychologie du sport », explique M. Jean-Pierre Karakulic, directeur du CDES. Professionnel ou amateur, le sport prend, en effet, une place croissante dans la vie sociale. Il est désormais indispensable d'informer et de former les cadres du sport français.

Créé en 1978, au sein de la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges, le CDES a deux activités. La recherche, tout d'abord, orientée sur les rapports entre sports et collectivités territoriales, les réglementations françaises et européennes et les règles juridiques ou économiques qui

régissent le sport. Cette petite cellule d'une vingtaine de personnes se vante d'ailleurs d'être la seule institution de recherche « sportive » en matière de droit, d'économie et de gestion dans le monde.

Lieu de formation permanente pour les dirigeants, les animateurs ou les éducateurs sportifs, le CDES propose depuis 1984 un DESS de formation juridique et économique aux professions du sport qui permet chaque année à une quinzaine d'élèves d'accéder aux métiers de l'administration sportive ou à l'animation de clubs. Le CDES propose également de nombreuses publications, dictionnaires, ouvrages et guides pratiques, fruits de ses activités. L'un de ses plus fervents soutiens, le Comité national olympique édite en outre sa Revue juridique et économique du sport. Le centre est également très fier d'avoir contribué à l'élaboration, dans les murs de l'université de Limoges, d'une petite bibliothèque spécialisée dans le droit et l'économie du sport.

B. M.

► CDES, 4, place du Piédestal, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 85-50-74-09.

VOILE : Coupe de l'America

## Nette défaite de « Ville-de-Paris » face à « Il-Moro-di-Venezia »

Le voilier français Ville-de-Paris a été nettement battu jeudi 12 mars à San-Diego par le voilier italien Il-Moro-di-Venezia dans la cinquième régata du troisième tour des éliminatoires de la Coupe de l'America. Les Italiens ont franchi la ligne d'arrivée avec une avance de 3 minutes et 14 secondes et se sont qualifiés pour les demi-finales des « challengers ». Après la qualification, mercredi, des Néozélandais et des Japonais, il reste à connaître le dernier qualifié pour ces demi-finales qui débuteront le 29 mars. Les Français et les Espagnols restent seuls en lice, avec un net avantage pour le défi français qui rencontrera samedi Spirit-of-Australia.

Les autres régates de la journée ont vu la victoire de Spirit-of-Australia sur Espanso-92, de Nippon sur le voilier suédois Tre-Kronor et de New-Zealand sur Challenge-Australia. Au classement provisoire des « challengers », New-Zealand et Nippon sont premiers ex-aequo avec 66 points, devant Il-Moro-di-Venezia (53 pts), Ville-de-Paris (45 pts), Espanso-92 (30 pts), Spirit-of-Australia (27 pts), Challenge-Australia (8 pts) et Tre-Kronor (5 pts) sont d'ores et déjà éliminés. Dans la neuvième régata comptant pour le troisième tour des « défenders », America-3 a battu Defiant et creuse ainsi son avance (40 pts) sur Defiant (12 pts) et Stars-and-Stripes (11 pts).

► BIATHLON : victoire de Pascal Bailly-Sallins à Skautval. - Vainqueur, jeudi 12 mars, de l'épreuve du 10 kilomètres de Skautval (Norvège), Pascal Bailly-Sallins est devenu le premier Français à remporter une épreuve de la Coupe du monde de biathlon. Chez les dames, la Française Delphine Buret s'est classée deuxième de l'épreuve du 7,5 kilomètres, derrière la Russe Anfissa Reztsova.

► ATHLÉTISME : retour record pour Said Aouita. - Le Marocain Said Aouita, âgé de trente-trois ans, a amélioré mercredi 11 mars à Athènes le record du monde du 3 000 mètres en salle : il a couvert la distance en 7 mn 36 s 66. Le précédent record (7 mn 37 s 31) avait été établi par le Kenyan Moses Kiptanui trois semaines auparavant. Vingt mois après une opération des mollets, le champion de demi-fond revient donc au premier plan quand on ne l'attendait plus. Anuite, qui avait établi les records en plein air des 1 500, 2 000, 3 000 et 5 000 mètres entre 1985 et 1989, a en effet connu une période noire, marquée aux championnats du monde 1991 à Tokyo par une onzième place en finale du 5 000 mètres.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION

### ÉDUCATION

Avant la journée nationale du 19 mars

## Multiplication des manifestations de lycéens et d'étudiants en province

A l'approche de la journée nationale du 19 mars, lycéens et étudiants multiplient en province les manifestations contre le projet de rénovation pédagogique des lycées et le projet de réforme universitaire du ministère de l'éducation nationale. Après Nîmes et Strasbourg cette semaine, Nice a vu défiler, jeudi 12 mars, mille cinq cents étudiants de la faculté de lettres et de sciences humaines, en grève depuis trois jours. Au Mans, ce sont mille cinq cents lycéens, selon la police, qui ont manifesté à

l'appel du comité des lycéens et de la coordination étudiante. A Angers, deux mille lycéens sont descendus dans la rue.

Enfin à Brest, cinq cents lycéens ont réclamé le retrait de la réforme Jospin qui, pour leur coordination, est « une énorme économie budgétaire sous des prétextes bidons ». La manifestation n'a cependant pas eu l'ampleur de leur précédent rassemblement, le 5 mars, où lycéens et étudiants brestois avaient formé un cortège de 4 000 personnes.

## Mikhaïl Gorbatchev au Collège de France?

L'assemblée des professeurs du Collège de France envisage de créer une chaire à vocation internationale, et a souhaité, lors de sa dernière réunion du 23 février, que son premier titulaire soit M. Mikhaïl Gorbatchev. Cependant, même si depuis Napoléon III aucun nom n'a jamais été refusé par les autorités de tutelle, il n'est pas dit que l'ancien président de la défunte Union soviétique franchisse la porte de la vénérable institution, créée sous François I<sup>er</sup>.

Il existe actuellement cinquante-deux chaires « nationales » confiées à des titulaires permanents et une chaire « européenne » à titulaire annuel, créée en février 1989, aujourd'hui occupée par le sociologue allemand Wolf Lepenies. L'éventuelle entrée de M. Gorbatchev est soumise dans un premier temps à l'approbation par le ministère de l'éducation

nationale de la création de la nouvelle chaire, que les professeurs du Collège de France souhaiteraient voir occupée par une personnalité des pays de l'Est. Dans un deuxième temps, la proposition serait soumise au principal intéressé, qui, contrairement à l'usage, et faute de désignation, n'a pas été contacté avant l'annonce de sa nomination.

Depuis les « élections royales » du seizième siècle, il est dans la tradition du Collège d'inviter des professeurs étrangers pour quelques leçons dans l'année. Actuellement, outre la chaire « européenne » permanente, une cinquantaine de personnalités étrangères officient chaque année pour de brèves périodes, parmi lesquelles l'ancien président sénégalais, M. Léopold Sédar Senghor ou l'actuel secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali.

J.-M. Dy

### WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 14 mars

Festalebleau, 14 h : tapis anciens, La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : automobiles, bijoux.

Dimanche 15 mars

Chantilly, 14 h 30 : tableaux modernes, Chartres, 14 h : mobilier, tableaux, Cbatois, 14 h : mobilier, livres, L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes, mobilier, Provins, 14 h : tapis d'Orient, mobilier, Rembaillet, 14 h 30 : sculptures modernes, Sens, 14 h 30 : archéologie, tapis d'Orient, Tonnerre, 14 h 30 : armes, décorations, Versailles (Cheval-Légers), 14 h 30 : peintures russes, 14 h 15 : tableaux modernes, mobilier.

PLUS LOIN

Samedi 14 mars

Aix-en-Provence, 9 h 30 : sciences, jouets, 14 h 30 : mobilier, argenterie, Bergerac, 14 h : bijoux, Marseille (Prado), 14 h : mobilier, argenterie, Nantes, 14 h 30 : argenterie, bijoux, Orléans, 14 h 30 : tableaux modernes, Périgueux, 14 h : affiches, Toulon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art, Villefranche-sur-Saône, 15 h : vins millésimés.

Dimanche 15 mars

Angoulême, 14 h 30 : mobilier, objets d'art, Arles, 14 h : tableaux modernes, Aubagne, 10 h : art africain, 14 h 30 : tableaux, gravures modernes, Avignon, 14 h : gravures et dessins anciens, Blois, 14 h 15 : tableaux modernes, objets d'art, Bourg-en-Bresse, 14 h 30 : sculptures anciennes et modernes, Lyon (Brotteaux), 14 h 30 : art nouveau, art déco, tableaux modernes, Davaizeux, 10 h : bijoux, 14 h 30 : armes, mobilier, Dax, 15 h : mobilier, objets d'art, Donai, 14 h : arts d'Asie, Honfleur, 14 h 30 : mobilier, objets d'art, La Flèche, 10 h et 14 h 30 : vins et spiritueux, Les Andelys, 14 h 30 : mobilier, argenterie, Lille, 14 h 15 : mobilier, objets d'art, Limoges, 14 h : art nouveau, art déco, mobilier, Mâcon, 14 h 30 : tableaux, mobilier, Parthenay, 14 h 30 : tableaux modernes, Reims, 14 h : mobilier, objets d'art, Tours, 14 h 15 : tableaux modernes, Villers-Semance, 14 h : mobilier, objets d'art, Vitry-le-François, 14 h : Extrême-Orient, tapis d'Orient.

FOIRES ET SALONS

Paris (halle de la Villerie), Chatou, Perpignan, Mortemare, Echirrolles, Dole, Verdun, Bourbon-Lancy, Boos, Thoury, Saint-Dizier.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.16 CODE A37 puis OSP

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 26 MARS 1992 à 9 h 30  
**PROPRIÉTÉ SUR TERRAIN 593 m<sup>2</sup>**  
comprendant pavillon élevé sur caves - Rez-de-chaussée : deux pièces, cuisine - 1<sup>er</sup> étage : deux chambres, cabinet de toilette  
**JOINVILLE-LE-PONT (94)**  
25, avenue Gilles - MISE A PRIX : 500 000 F  
S'adresser à M<sup>re</sup> Patrick VARINOT, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 166 bis, Grande-Rue (94130), NOGENT-SUR-MARNE. Tél. : 48-71-03-78.

Vente s/ais. imm. Pal. Just. PARIS, le JEUDI 26 MARS 1992, à 14 h 30. EN 3 LOTS :  
**APARTEMENT à PARIS-16<sup>e</sup>**  
37, bd Exelmans - avec chambre et 2 parkings  
1<sup>er</sup> lot : 5<sup>e</sup> ét., 5 PIÈCES, cuis., 2 w.c., 2 s. de b., 1 déb., dégar., 2 couloirs, 2 caves - Park. 3 s.s. - 2<sup>e</sup> lot : 1<sup>er</sup> étage, 1 CHAMBRE, cab. toil., plac., salle d'eau - 3<sup>e</sup> lot : 1 PARK. 3 s.s.-sol.  
**M. à P. : 1<sup>er</sup> lot 300 000 F - 2<sup>e</sup> lot 40 000 F - 3<sup>e</sup> lot 25 000 F**  
S'adr. à M<sup>re</sup> J.-P. COHEN, avocat, 16, place Vendôme à PARIS 75001.  
Tél. : 47-43-38-43. Sur pl. pr vis. le LUNDI 23 MARS 1992, de 16 h à 17 h.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de CRÉTEIL, Jeudi 26 mars 1992, à 9 h 30  
**UNE PROPRIÉTÉ à VITRY-SUR-SEINE**  
(94) 25, rue Germain-Defresne  
**à usage COMMERCIAL ou INDUSTRIEL**  
Mise à prix : 400 000 F  
S'adr. : M<sup>re</sup> T. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or, CRÉTEIL (94).  
Tél. : 49-80-01-85 - SCP. BRUN & ROCHER, avocat, 40, rue de Liège, PARIS (89).  
Tél. : 42-93-50-40 - VISITES s'péc. LE VENDREDI 20 MARS 1992, de 14 h à 15 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'EVRY le MERCREDI 1<sup>er</sup> AVRIL 1992 à 14 h, en UN LOT  
**APARTEMENT au 4<sup>e</sup> étage**  
comp. entré, cuisine, séjour, 2 ch. salon, séjour, sal. eau, W.C. - cave au s/s sol  
**à ATHIS-MONS (91) - Résidence Mozart**  
101 à 115 av. du 18-Avril, Chemin de la Muette et Chemin de la Forge  
Mise à Prix : 137 500 F  
S'adr. à M<sup>re</sup> BREMARD, avocat à SAVIGNY-SUR-ORGE, 4 bd Aristide-Brind, S'ad. à M<sup>re</sup> J.-P. COHEN, avocat, 16, place Vendôme à PARIS 75001.  
Tél. : 45-67-98-84 - M<sup>re</sup> GRIMAL, avocat à EVRY, 3, rue du Village. Tél. : 60-77-96-10. - Tous autres avocats près le TGI d'EVRY.  
Sur place pour visiter.

la grande halle  
LA VILLETTE • 12 - 15 MARS  
MÉTRO PORTE DE PANTIN

la grande halle

ANTIQUITES  
BROCANTE  
PEINTURE

Organisation : Joël GARCIA - BROCANTE BASTILLE  
2 bis, rue Jules-Greth, 75013 Paris - Tél. : (1) 43 31 49 49 - Fax : (1) 43 36 02 81



# Les visions d'Evgen Bavcar

Mais prends, ce sont mes images. Je ne  
révis pas, photos je les crée. Elles  
viennent de loin, comme des souvenirs  
effaçés qui retournent à la surface et  
que je définis parfaitement avant la  
prise de vue. Je ne suis pas photogra-  
phe mais iconographe au sens où  
je crée des images. C'est moi qui cré-  
erai l'image ont l'illusion de maîtriser  
le processus. Moi, je n'ai pas cette  
illusion.

**IMAGES MENTALES :** « Ma photographie est un acte mental. J'ai fait des nus alors que la fille n'était pas encore déshabillée, mais comme l'idée était déjà dans ma tête... S'il y a une distance énorme entre mon enfance et mon environnement actuel, il n'y a pas de séparation entre le monde de mes rêves et celui que je vis.

**LE CADRAGE :** « On me demande souvent « comment » Je fais mes photos alors que le plus important, c'est « pourquoi ». Je choisis mes photos en me faisant conseiller par des amis dont je suis sûr que le regard n'est pas l'expression de leurs fantasmes. Et

« Quand on me parle de cadrage, je demande : par rapport à quelle dictature, par rapport à quelle esthétique ? Avant, on ne jurait que par le nombre d'or, et puis les goûts et les habitudes ont changé. Le cadrage les lie tout le long de la pellicule, et ça n'est pas la même pellicule et la géométrie de Cartier-Bresson. Mais la vie est souvent très mal cadrée... J'avais photographié un ami en le « couplant » au milieu du visage. C'était encore un portrait identifiable. Certains photographes identifient leur sujet par le couplant, mais pas photographier en aveugle. C'est un jeu, une illusion, du théâtre dans lequel l'acteur ne va pas mourir. Moi, je ne joue pas. En fait, toutes ces questions d'esthétique et de goût, ce n'est pas mon problème, puisque je ne suis pas un artiste. Ça m'intéresse à faire de l'histoire de la photographie. Je me situe par rapport à tout autre chose : les bruits, les parfums et surtout mon expérience de la lumière ».

**LE POKRAIT :** « Il faut que je tienne le regard avant de déclencher, mais un regard indéfini, ce fameux regard qui me sépare des choses. Mon absence » facilite le regard éternel de la nature. C'est en ce sens que je suis un voyeur absolu ». Nous sommes tous des voyeurs, mais, moi, je ne me cache pas derrière l'objectif, je ne regarde pas à travers un trou, je tiens l'appareil au niveau de la bouche. Je suis un voyeur parfait car je n'ai pas besoin de serrure pour regarder à travers.

«Le Voleur absolu», de  
Jürgen Baur. Collection « Fic-  
tion et Cie ». Seuil, 130 pages,  
5 F.

## La folie dans le ménage

Yves Reynaud aurait pu éviter un prologue et un épilogue inutilement explicatifs. Ses intentions passaient dans des détails de mise en scène qui pervertissent le jeu, détournent le vaudeville vers un absurde effrayant.

C'est le cas au Maillon, où les gens finissent au bar après la représentation, et se parlent. Il y a mille cinq cents abonnés, et plus encore d'habituels. Les spectacles proposés ont soit pas complaisants. Il est vrai que Strasbourg a une vie culturelle ancienne et ambitieuse, entraînée par le TNS, le seul théâtre national hors de Paris.

COLETTE GODARD

**chorus**  
DES HAUTS-DE-SEINE  
Mercredi 1<sup>er</sup> avril  
**Jane**  
**BIRKIN**  
**47 32 24 42**

En tête des pièces finalistes figure *Cuisine et dépendance* du tandem Jaoui-Bacri (actuellement au Théâtre Montparnasse), puis *Célimène* et *le Cardinal* de Jacques Rampal, avec Ludmila Mikael et Gérard Desarthe. *l'Antichambre* de Jean-Claude Brisville avec Suzanne Flan et Henri Virlogeux. *C'était bien* de James Saunders, et enfin *le Temps et la Chambre* de Botho Strauss, mis en

scène par Patrice Chéreau. Pour le  
héros du meilleur acteur, Marcel  
Maréchal semble bien placé pour  
*Mattéo Puntilla* et son valet *Mattéo*  
mais aussi Gérard Desarthe, Stéphane  
Freiss, Henri Virlogeux et  
Lambert Wilson. Pour les dames :  
Béatrice Agenin, Suzanne Flon,  
Anouk Grimsberg, Lucélia Santos,  
et pour le meilleur de l'année :  
Jean-Pierre Bacri, Stéphane Froiss,  
Judith Godrèche, Emmanuelle Mes-  
singer, Jacques Rampal. Metteurs  
en scène : Patrice Chéreau, Jorge  
Lavelli, Marcel Maréchal, Stephan  
Maldeg, Bernard Murat. Autours :  
Jean-Claude Brisville, Jacques  
Lévy, Jean-Louis Barré, Bernard-Marie  
Koltes, Roger Planchon, Jacques  
Rampal.

2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

## La Nouba fait long feu

C'était mal connaître le marché parisien du spectacle, où un événement doit attendre plusieurs mois à l'avance. La Noubu se contentera finalement du Zénith pour onze soirées. C'était encore trop ambitieux. La suite est une succession de retards, de rages, de contrats contestés, d'*"arrogance de gosses de riches"*, explique Frédéric Mitterrand. A mi-février, la Générale, qui avait promis de louer le Zénith, lui impose pour des productions étrangères, est mis sur la touche. Une dérogation est accordée par le ministère de la culture, qui permet à Tunisie Productions de louer directement avec le Zénith. Le plan de la soirée est arrêté. Mais cinq cents invitations imprimées pour la conférence de presse, dans les timbres

Tout n'aura donc pas été perdu pour tout le monde et la troupe – de très bons artistes – sera au moins sortie de l'ombre. « Evidemment, commente M. Beji, avocat de Tunisie Productions, c'est facile de faire la respiration artificielle à quelqu'un que l'on vient de noyer, juste pour se poser en sauveur. » Et Jean-Pierre Dusseaux, en écho : « Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage. » Au-delà des batailles de proverbes, on peut constater que les musiques traditionnelles n'ont rien à gagner de la mégalomanie.

► Diffusion sur Antenne 2, lundi 16 mars à 0 h 30.

## L E 1 8 M A R S



# CULTURE

## CINÉMA

### Comment l'histoire se filme

« Pourquoi nous combattons », la série de propagande produite par Frank Capra, sort en cassettes

Le 11 février 1942, Frank Capra, 1935, avec le grade de commandant, était à Washington où il fut affecté au service cinématographique du Signal Corps. D'abord au département du « moral », il fut chargé par le général George C. Marshall de produire des films d'information destinés à expliquer aux soldats américains pourquoi ils devaient porter l'uniforme et se battre. C'était une priorité absolue pour le gouvernement et l'armée des États-Unis. Frank Capra devint ainsi le producteur de la série « Pourquoi nous combattons », dont il réalisa la plupart des sujets avec Anselme Lajvak. Il y en eut sept, composés d'archives alliées ennemies : *Prélude à la guerre* (1942); *Les nazis attaquent* (1942); *Diviser pour régner*; *L'Europe en flammes* (1943); *la Bataille d'Angleterre* (1943); *la Bataille de Russie* (1943); *la Bataille de Chine* (1943) et *L'Amérique entre en guerre* (1945).

Enthousiasmé par le premier épisode, le président Roosevelt recommanda que la série, qui, en principe, n'était pas destinée au public, soit diffusée dans les salles. Les forces alliées l'utilisèrent. Elle circula dans divers pays d'Europe et d'Asie. Elle percuta en France, fin 1943, mais sans les deux derniers épisodes — on ne sait pas trop pourquoi. On peut, depuis quelques semaines, la trouver, complète, en cassettes vidéo, publiée par Prosopée et Sélection du Reader's Digest (1). Pour les épisodes 1 à 5, le commentaire est doublé en français. Pour les épisodes 6 et 7, il est en version originale sous-titrée (voix de Walter Huston et Anthony Weiler).

Dans son autobiographie, Frank Capra raconte à quel point il avait été impressionné par l'arme psychologique que constituait le *Triomphe de la volonté*, documentaire de Leni Riefenstahl à la gloire d'Hitler et du régime nazi. A ce « super-film de propagande » de notre temps, il voulait opposer une contre-attaque. Personne n'éleva d'objection contre la manière extrêmement partisane (n'était-ce pas pour la bonne cause ?) dont furent filmés, montés et commentés ces épisodes d'histoire contemporaine. Dans *Prélude à la guerre*, hebile résumé des circonstances qui provoquèrent le conflit, les ennemis sont désignés comme des monstres avec des plans de destruction mondiale soigneusement établis : Hitler, l'empereur du Japon Hiro-Hito et, accessoirement, Mussolini.

#### Staline n'a droit qu'à une image

Les épisodes 2 et 3 passent sur la faiblesse des démocraties occidentales et sur le pacte germano-soviétique, pour fustiger les monstruosités d'Hitler, son absence de sens moral et sa traîtrise, son goût de la destruction. Les images de combats et de bombardement des populations civiles, qui devaient être réutilisées par la suite dans bien des films de montage, ont gardé, dans leur organisation tragique, leur impact foudroyant. *La Bataille d'Angleterre*, qui comporte quelques fictions, est un hymne à l'héroïsme du pays.

Les surprises commencent avec *la Bataille de Russie*. Dans un rappel historique, l'URSS est donnée comme une nation dont tous les peuples sont unis dans le même amour de la patrie, fréquemment menacée, au cours des siècles, par les invasions occidentales. Staline, chef révé, n'a droit qu'à une image et quelques secondes; le pacte germano-soviétique est justifié, avec les mêmes arguments qu'avaient employés les communistes français. Et l'essentiel du film (le mieux monté, le plus riche en documents vrais) tient à la lutte acharnée contre l'invasion allemande de 1941, au siège de Leningrad, qui venait de se terminer par la victoire soviétique. On n'a jamais, depuis, montré avec autant de réalisme, de vérité, de clarté dans l'exposé des opérations militaires, cette phase de la guerre, l'horreur et l'héroïsme. On veut penser qu'au-delà des consignes du ministère de la guerre américain, l'humanisme de Capra y fut pour quelque chose.

Dans *la Bataille de Chine* — alors alliée de l'Amérique — sont esquissés les remous de l'histoire chinoise depuis Sun Yat-Sen, les révolutions, les exactions des seigneurs de la guerre, et le rôle des communistes chinois. On ne parle que du peuple tombé sous la coupe des Japonais, ces nazis asiatiques, 40 000 personnes massacrées à

Nankin en 1937) et de l'exode de trente millions de Chinois à 3 000 kilomètres dans l'Ouest montagnard où ils emportèrent jusqu'aux usines et aux voies de chemin de fer pour organiser leur résistance (ces images extraordinaires sont empruntées à un documentaire de Joris Ivens). Et dans *L'Amérique entre en guerre* qui, en 1945, reprend l'histoire depuis le début, Capra, l'humaniste, l'idéaliste, exalte les valeurs sur lesquelles se construit la démocratie américaine, rappelle les grandes heures de la nation en oubliant l'esclavage, la guerre de Sécession, la question noire et l'antisémitisme, mais s'élève contre la relative indifférence avec laquelle certains politiciens accueillirent la montée des périls avant l'agression japonaise à Pearl-Harbour, le 7 décembre 1941. Ce dernier épisode était, il est vrai, destiné à la consommation interne.

#### Considérations racistes

Or une autre pièce s'ajoute à ce dossier. Un nouveau volet de *L'Amérique en guerre*, publié par les éditions Montparnasse dans leur collection « Cinéma de l'histoire » (2). C'est encore un film de Frank Capra, participant à une autre série du ministère de la guerre « Sachez reconnaître votre ennemi ». Il s'agit toujours du Japon, désigné comme la bête mal faite à abattre par tous les moyens.

Les considérations sur les Japonais, leur physique, leur mentalité et leurs façons de vivre sont carrément racistes. Le film fut tourné juste après la capitulation de l'Allemagne. L'Amérique s'indignait à bon droit du sort fait à ses soldats prisonniers et aux populations civiles dans les camps de concentration découverts après la libération des Philippines. Au-delà d'un étonnant document sur le militarisme nippon et un système totalitaire dont les États-Unis avaient ressenti directement les effets, il semble bien être question du péril jaune. Et l'on peut se demander si, en cette année 1945, il ne s'agissait pas de préparer les esprits à la dernière phase du combat contre ce Japon qui ne se décidait pas à capituler : la bombe atomique d'Hiroshima.

JACQUES SICLIER

(1) En vente dans les magasins spécialisés et à la FNAC; 129 F la cassette. Il semble que le tirage soit limité.  
(2) En vente dans les magasins spécialisés, les grandes surfaces et à la FNAC; environ 150 F la cassette.

**ACTUELLEMENT**

MICHAEL DOUGLAS  
MELANIE GRIFFITH

Berlin 1940.  
Il était  
lui livrer son secret,  
elle devra  
lui pardonner sa vie.

**UNE LUEUR DANS LA NUIT**

LAURENCE D'ARRELL  
JEAN-PAUL BELMONDO  
JEAN-PIERRE LÉAUD  
JEAN-LOUIS TRINTI  
JEAN-PIERRE LÉAUD  
JEAN-LOUIS TRINTI  
JEAN-PIERRE LÉAUD  
JEAN-LOUIS TRINTI

### Overdose

David Cronenberg a adapté le roman « le Festin nu » de William Burroughs : pari impossible

LE FESTIN NU  
de David Cronenberg

Qui pouvait affirmer le contraire ? Sans début ni fin, tout en fragments incandescents, à la fois scatologique, poétique, polémique, comique, pédant, politique, satirique, pathétique, dégoûtée et important, *le Festin nu* de William Burroughs était inadaptable.

Qui peut s'en étonner ? David Cronenberg, le seigneur de Toronto, le seul qui pouvait s'y risquer, a adapté *le Festin nu*, après avoir porté cette œuvre en lui pendant trente ans. D'une indéfectible élégance dans

l'horreur, d'une logique imperturbable dans le traitement cinématographique des aberrations (génétiques, technologiques, psychologiques), champion des métamorphoses, fouailler glacé des chairs et des âmes, n'avait-il pas déjà transformé un biologiste en diptère (*la Mouche*), un directeur de chaîne de télévision en magnétoscope vivant (*Videodrome*), des jumeaux gynécologiques en ingénuables frères siamois de l'affect (*Faux-sémiants*) ? Qui mieux que lui était habilité à plonger dans les enfers beuveux de Burroughs sans s'y noyer ? Personne. La déception est à la hauteur de l'admiration que

l'on porte à David Cronenberg. Naviguant, sans doute par respect envers le vieux junkie statufié (qui se répand en congratulations), dans un « premier degré » à la fois glauque et distant, il propose une divagation roublarde sur la douleur d'écrire, une démonstration appliquée des méfaits jouissifs de diverses substances, une histoire nauséabonde qui se mord la queue comme un scorpion anémique.

Certes le scénario est habile, qui décrit les hallucinations spectaculaires d'un exterminateur de cancrélats, écrivain drogué, menacé par des forces obscures, rencontrant d'autres drogués, qui écrivent aussi, tuant

deux fois la même femme dont la sienne, se retrouvant à Tanger sans avoir quitté New-York, croyant ne taper que des rapports incertains pour des services secrets absurdes, mais ayant finalement, dans ses délires, pondu un chef-d'œuvre, *le Festin nu*. Du Burroughs, rien que du Burroughs, mais organisé, compilé, agencé, et septuagésime, malgré les monstres caoutchouteux qui ont l'air de sortir du bar de la *Guerre des étoiles*, version hard, avec leurs six pénis plantés gracieusement sur le haut du crâne.

Certes l'idée est excellente d'avoir substitué aux drogues désormais « classiques » de Burroughs (héroïne, opium, morphine, paillum, etc.) des cocktails autrement plus exotiques et linéaires, poudre jaune à tuer les cafards, extraits de scolopendres géants, sperme de Mugwumps (les monstres précités). Mais de là à représenter de manière naïve et quasiment naïve, la « réalité » des visions du héros toxicomane... Il se shoote. Aussi, il voit sa machine à écrire, une belle Clark Nova, se transformer en scarabée ignoble pourvu d'un sphincter qui parle. L'ennui, c'est que nous aussi nous le voyons, et que nous n'avons rien prévu.

Il n'est évidemment pas exclu que tout homme (ou femme) ayant à écrire, ne se soit vu qu'une lettre d'amour, soit plongé de temps en temps (sans être camé) dans un tel désespoir d'impuissance qu'il (ou elle) voie dans l'instrument de sa torture (la machine à écrire) un animal obscène. Mais pas souvent, pas tout le temps. La troisième fois que l'anus de la machine se met à proférer de carassantes cochonneries, on en envie de crier.

Ni l'interprétation impressionnante et silencieuse de l'ex-Robocop, Peter Weller, ni la partition remarquable de Howard Shore, griffée par les riffs du saxophone d'Ornette Coleman, n'y peuvent plus rien changer. Après une longue grossesse nerveuse, David Cronenberg, avec *le Festin nu*, a accouché d'un grand film mort-né.

DANIEL HEYMANN

### Au début était le livre

L'influence de William Burroughs sur les arts et les lettres (américains en particulier, anglais en général) est considérable. Des romanciers contemporains, des rockers tels que David Bowie ou des cinéastes tels que Gus van Sant (*Drugstore Cowboy*) s'en réclament ouvertement, affirmant à sa suite (comme à celle de Jack Kerouac et d'Allen Ginsberg) leur désir de transposer les détails de leur vie réelle en fantasmes ou hallucinations. Toute représentation, fût-elle autobiographique, est fiction : une bonne partie de son œuvre, écrivait Burroughs, lui venait sous forme de rêves, fruits d'une imagination en roue libre que ne freinaient ni un souci de naturalisme ni la préoccupation d'une structure narrative classique.

Fantasmagorie intrigue traditionnelle se déroulant sur un univers à la Jérôme Bosch peuplé de prostituées et de fumeurs d'opium, *le Festin nu*, publié en 1959 à Paris, fit scandale lors de sa parution aux États-Unis trois ans plus tard. Norman Mailer vanta « l'humour sauvage et

associé » du livre, que *Time Magazine* qualifia de pornographique. « Un *missus* revêtant de perversion sans relâche, estime le juge de la Cour suprême du Massachusetts qui eut à trancher de l'affaire (le roman fut acquitté).

Capitol per son rejet du « fil conducteur » (figure jusqu'ici imposée dans la littérature américaine) autant que pour sa vision apocalyptique de la politique, de la drogue et de la sexualité, *le Festin nu* connut un impact d'autant plus fort qu'en ce début des années 60, le révolte commençait à fermenter dans les campus. N'entrant jamais dans la catégorie des « *catchers* » d'images positives, Burroughs se posait en visionnaire : il disait souvent que ses textes prévoyaient l'avenir. Certains de ses premiers écrits ne décrivent pas un virus fatal, transmis sexuellement, dont les symptômes ressemblent étonnamment à ceux du sida ?

Le scénario de Cronenberg mêle au *Festin nu* d'autres textes de William Burroughs — *Junky*, *Exterminateur* — et celui que des

éléments biographiques abondamment documentés : son emploi de dératiseur, l'homicide de son épouse Joan Vollmer au Mexique, son emménagement à Tanger avec Paul et Jane Bowles (reconstitué par Cronenberg), son passage à New-York, Allen Ginsberg (avec qui il eut une liaison) et Jack Kerouac, en passant de devenir le pape de la *beat generation*.

C'est d'ailleurs ce dernier qui, retrouvant Burroughs partagé entre ériés de désespoir et « voyages » narcotiques dans un petit hôtel de Tanger, découvre sur le plancher des monceaux de feuilles mouillées : le manuscrit du *Festin nu*, que Kerouac s'efforçait immédiatement de taper à la machine.

Et ce fut Allen Ginsberg, également de passage avec son nouvel amant, qui s'en fit le « rédacteur en chef », donnant ainsi corps au roman. Trois hors-la-loi pour le prix d'un...

HENRI BÉHAR

**chorus**  
DES HAUTS-DE-SEINE  
Vendredi 3 avril  
**Liane FOLY**  
47 32 24 42

REPRODUCTION INTERDITE

**Le Monde**  
**L'IMMOBILIER**

appartements ventes

**6<sup>e</sup> arrdt**  
PRX INTÉRESSANT  
**3 CARRE, ODEON**  
Bon imm. 3<sup>e</sup> ét. asc. en cours. Sél., ch., cuis., bain, 44 m<sup>2</sup>. Sem., dim. 14 h à 17 h.

**10<sup>e</sup> arrdt**  
GARE DE L'EST  
BEAU STUDIO, Entrée, cuis., tout confort. 260 000 F. 48-04-84-84

**11<sup>e</sup> arrdt**  
NATION près MÉTRO  
BEAU 2 P. 11<sup>e</sup> ét. 2<sup>e</sup> ét. Clair, Digicode, Chauffage, bois, Placards, 440 000 F. CREDIT: 43-70-04-84

**14<sup>e</sup> arrdt**  
IMM. PIERRE DE T.  
Achatneur  
2 P. ET 0 P.  
Surfaces aménagées  
A PARTIR 19 000 F/m<sup>2</sup>  
Visite samedi et lundi de 13 h 30 à 16 h 30  
S. R. FORGER-MARCAZ  
26, R. HENRI-REGNAULT  
2 P., studio à rénover  
A PARTIR DE 450 000 F  
Visite samedi et lundi de 12 h 30 à 16 h 30.

**M<sup>e</sup> SAINT-JACQUES**  
2/3 PCES, Clair, amovibilité.  
PRX 900 000 F.  
TEL.: 45-00-94-75 (répondre).

**15<sup>e</sup> arrdt**  
PRX INTÉRESSANT  
**M<sup>e</sup> BOUCAUT**  
Bon imm. 3<sup>e</sup> ét. a/r. Cuis., Sél., 1 ch., bain, 42 m<sup>2</sup>. 40, rue DURANTON  
Sem., dim. 14 h à 17 h.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
PRX INTÉRESSANT  
**M<sup>e</sup> PTE-DAUPHINE**  
Bon imm., 11 ét. 5<sup>e</sup> ét., salon, s. à manger, 2 chbres, dressing, cuis., bain, 120 m<sup>2</sup>. 20, rue Spontini  
Sem., dim. 14 h à 17 h.

**PRX INTÉRESSANT**  
**M<sup>e</sup> POMPE 165 m<sup>2</sup>**  
Imm. pierre de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> ét. a/r. et jrd. 8 P., cuis., bain, 51 m<sup>2</sup>, rue de la POMPE. Sem., dim. 14 h à 17 h.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
**M<sup>e</sup> MARX-DORMOY**, Paris.  
BEAU 2 P. SUPERBE VUE dégagée. Dble expo. Ent., cuis., 11 cont. Cave. 350 000 F. 48-04-84-84

**locations non meublées demandées**

**Paris**

Jeune couple cherche à louer appartement 2 pièces à Paris ou proche banlieue avec REI.  
3 500 F/mois maximum.  
Tel. à M. ou au 43-41-71-90 de 10 h à 15 h.  
Du mardi au samedi inclus.

**maisons individuelles**

**DOMEROY 20**, Mais. bourg, 1850, 12 PCS à vendre par. Dépendances, Jrd. 5 ares. 210 000 F. T. 40-41-41-90

**propriétés**

**SOLOGNE**, 1 h 30 Paris. Paré 18 ha. agréab. heb. 500 m<sup>2</sup>. 7 chbrs + mais. ent. + jardin. Tout état. état. Ag. BOLLARD 87 330 VIERZON. Tel.: 48-71-24-99

**bureaux**

**Locations**  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
**DOMICILIATIONS**  
et services. 43-55-17-50

**DEMANDES D'EMPLOIS**

**EUROCOMMERCIAL**  
CONFIRMÉ  
Produits, soc High-Tech, transco, anglais, allemand. Tél. (16) 11 39-55-48-68

**L'AGENDA**

**Animaux**  
Pension pour chiens à la campagne. Box indiv. Parc de détente, vétérinaire à prox. 70 km ouest de Paris. LA FERME DE RONDEVILLE. Tel.: 37-51-28-00

**Bijoux**  
**BIJOUX BRILLANTS**  
Le plus formidable choix : « que des bijoux exceptionnels », écrit le guide « Paris pour chér », tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, armoires. ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX  
**PERRON OPERA**  
Angle bd des Italiens 4, Chevreuil d'Artin (opposé à l'ÉTOILE 37, av. Victor-Hugo) Autre grand choix.

**Cours**  
**PRÉPARATION ÉCOLES DE COMMUNICATION ET DE JOURNALISME**  
CELSA, CFI, EFAP, CPSS  
PRÉP ATHENA  
TEL.: 48-24-14-11

**Associations**

**Appel**  
Conférence publique à AQUIBUS, 20 h 30  
54, rue Ste-Croix-de-la-Bretonnerie Paris-5<sup>e</sup>. Entrée libre et gratuite. Mercredi 17 mars, « L'UNITÉ TÊTE-CŒUR : ou de BETHLEEM à GOLGOTHA ».  
Mairie sans frontières. AGO le 15 mars 92 Paris. MEMBRES ACTIFS N'AYANT PAS REÇU CONVOCATION, CONTACTER SECRÉTARIAT. TEL.: (16) 51-21-55-37.  
La formation : UN ENJEU PHILOSOPHIQUE pour repenser les pratiques et les questions sociales. Cycle des conférences en mars : mardi 17 mars à 19 h. Groupe de travail avec B. LÉVY (CHAM) : « La reconnaissance des écarts ». Jeudi 19 mars à 19 h. J.-M. VINCENT (prof. PARIS-VIII) : « Théorie du social, nouvelles identités ». Jeudi 25 mars à 19 h. D. BIGNON (PSYCHANA. LVSTE, PHILOSOPHE) : « On le technique ». Prog. complet et renseign. : L. F. RECHERCHE, 40, rue de Valenciennes, 75022 Paris. Tél.: 40-33-04-31.

**UTOPIE OU RÉALITÉ**  
Famille, mineurs, chômage, pollution ne sont pas isolés. « L'écologie », mouvement soutenu par diverses heures personnelles, permet de les surmonter à la réécriture. Info : 30 mars à 19 h 45. 28, rue Abbé-Grégoire (6<sup>e</sup>). Pkg méro St-Pierre, Rens. Tel.: 30-71-12-21.

**Sessions et stages**

**JAPONAIS**  
par la suggestion  
45-45-03-58. Fax 40-44-58-58.

**YOGA**  
SIVARAMA : stage d'introduction commençant le 18, 17 h à 24. Essai gratuit. Méditation. Vacances yoga. Professeur. Boulogne. Centre Sivananda, 123, bd Ségur (21<sup>e</sup>). Tél.: 40-26-77-49.



مع: امين الخليل



MARIAGE...MARIAGE...MARIAGE (Publicité) MARIAGE...MARIAGE...MARIAGE

# LE RENDEZ-VOUS NOUVEAUTÉS

Un lieu historique pour vos réceptions

**LES CAVES DE ST-SULPICE**

Réceptions, mariages, dîners, soirées, anniversaires.

10, rue Servandoni, 75006 PARIS.

Tél. : 43-54-43-41.

**MON IMPER**

Dépositaire de grandes marques Burberry, a. Barons, Blizzard, Glavereil (Duffie Coat), etc.

63, rue de la Fg-Poissonnière, 75009 Paris.

**BIJOUX BRILLANTS**

Le plus formidable choix "Une des affaires exceptionnelles" écrit le guide "Paris pas cher" : tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argentées.

**LISTE DE MARIAGE**

**ACHAT-ÉCHANGE-BIJOUX**

**PERRONO OPERA**

Angle Bd des Italiens 4, Chaussée d'Antin

Magasin à l'étage

37, AV. VICTOR HUGO

Autre grand choix

**Lyne Dorat**

Couture - Prêt-à-porter

Sur mesure

11, rue Dupont-des-Loges, PARIS-7

Tél. : 45-51-78-73

Pour votre Lune de Miel

**LE CLUB SANGHO AGADIR**

vous propose

**une semaine de Rêve**

à partir de 4 500 F par personne Paris-Paris

**CONTACTOURE**

30, rue de Richelieu, 75001 Paris

Tél. : 42-96-02-25

NOUVELLE BOUTIQUE, RIVE DROITE

**Toutes griffes dehors**

LE SPÉCIALISTE DU GRIFFÉ DÉGRIFÉ DES GRANDS COUTURIERS

Jupe à partir de 350 F. Veste ou blazer à partir de 490 F. Ensemble jupe et haut à partir de 790 F. Robe soie à partir de 690 F.

\* Dans la limite des stocks disponibles.

84, rue de Sévres, 7. 45-67-00-64 - 76, rue St-Dominique, 7. 45-51-68-14

146, rue de Courcelles, 17. 40-53-02-11 - 17, rue Lacourbe, 15. 45-67-87-85

ici le LUXE déclare la guerre aux PRIX

2.500 F le costume, en super 100 S, coupé dans un tissu griffé Dormeuil, Guabello, Loro-Piana, Scabal.

Pour Elle, une collection unique de tailleurs de printemps

**DAVID SHIFF**

Club des Dix

13, RUE ROYALE ET 1, RUE MARBEUF, PARIS (8<sup>e</sup>)

60 BIS, RUE DE PARIS 75002 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 5, RUE DES BORDERS IVON 2

**VOS regards se croisent. C'est le coup de foudre !** Il vous demande en mariage et vous répondez oui. Vous ne saviez pas alors que ce qui allait déclencher ! Ainsi commence un long cortège de vols de colombes, de listes de cadeaux. Allez-vous choisir la ménagère 372 pièces ou le restaurant ? Et les garçons et les demoiselles d'honneur, et ce riz qui ne colle jamais, et cette sortie d'église avec ce joli honquet retenu par deux gants de dentelle blanche, et ces grands rubans de monnaie autour de la Rolls Royce de mariage. A l'église ? A la mairie ? Dans cette page, tout pour vous aider à préparer ce jour qui sera ensoleillé : celui de votre mariage, bien sûr. Lisez-la, et laissez-vous vivre.

**LE SPÉCIALISTE DU GANT**

Avec le renouveau des mariages en grande pompe, voici les indispensables gants. C'était bien difficile d'en trouver de beaux dans un grand choix. Heureusement il y a Hélion, bientôt le seul spécialiste du gant à Paris, qui vous en propose toute une collection. Avec, notamment, un grand choix de modèles classiques en blanc cassé ou ivoire, très harmonieux avec leurs soies et leurs dentelles. Pour les teintes habillées, voici des gants mi-longs ou courts, en suède ou chevreau glacé, qui s'assortissent aux chapeaux et autres accessoires. On peut également en faire faire d'après échantillon, délai 10 jours, à partir de 350 F. Pour les messieurs, les gants gris en agneau velours sont de rigueur. 360 F. Hélion, 22, rue Tronchet 75008 Paris.

**UN GRAND CHOIX POUR HOMME**

Chez DGM, qui veut dire Dépôt Grandes Marques, les hommes n'auront que l'embarras du choix pour faire de bonnes affaires, à commencer par les smoking noirs, signés de grands noms comme, par exemple, Jacques Fath, Cerruti, Renoma, etc., vendus à des prix défiant toute concurrence, à partir de 2 250 F ! Les chemises, à cet égard, pour

**POUR MOINS CHER**

Dans les boutiques Toutes Griffes Dehors, on trouve toujours de très bonnes affaires au féminin. Signées et parfois dégriffées des plus grands noms de la couture. Cela pour des vêtements de la saison en cours. Il s'agit de fins de séries ou de retours de l'exportation. Vous allez beaucoup aimer les tailleurs en toile de jena aux tons pastel. On trouve également de très belles pièces pour les mariages et les communions, signées d'un grand couturier parisien. Les jupes sont droites, très belles et de toutes les couleurs. 350 F. Retenons une robe de soie drapée à 690 F. Mais attention, quantité limitée ! 146, rue de Courcelles, 17, rue Lecourbe, 84, rue de Sévres et 76, rue Saint-Dominique, à Paris.

**LA BAGUE A TOUS PRIX**

Perrono est le nom d'une charmante boutique où l'on trouve toutes sortes de bijoux, créations maison, d'occasion ou anciens, et cela à des prix très intéressants. On peut y découvrir, par exemple, une bague de fiançailles en or ornée d'un brillant pour 800 F, des solitaires à partir de 1 000 F, ou bien encore des bagues avec un saphir allant de 1 000 F à 100 000 F, tout dépend bien sûr de sa qualité, etc. On trouve aussi des alliances en or d'occasion à partir de 200 F... Pour ceux qui aiment l'argenterie ancienne, un

grand choix est proposé grâce à une jolie liste de mariage. Perrono 4, rue de la Chaussée d'Antin 75009 Paris.

**L'ESPRIT COUTURE**

Chez Lyne Dorat, cette griffe de prêt-à-porter de luxe, on aime d'abord l'esprit couture et l'amour du travail bien fait, que l'on retrouve d'ailleurs, sans cesse, depuis l'accueil jusqu'aux finitions. On vient ici en confiance pour se faire conseiller par de vraies professionnelles sans que cela vous nuise. Le rapport qualité-prix est très intéressant, grâce à une clientèle fidèle et exigeante qui aime à la fois l'allure, l'élégance et le confort. Elle trouve tout cela dans les superbes ensembles à veste longue dans les tons pastel très doux, jaune, bleu ou corail, à porter sur une jupe plissée jaune coordonnée, ou alors, tombera-t-elle amoureuse de ces belles robes en soie naturelle à 3 300 F et des blouses à partir de 680 F... 11, rue Dupont-des-Loges 75007 Paris. Tél. : 45-51-78-73.

**CHEZ NOUS**

S'installer à deux, c'est bien joli et mignon, mais le budget est parfois serré ! Saviez-vous qu'il est possible de s'offrir un beau salon de grande qualité de 30 % à 50 % moins cher ? En effet, nous avons trouvé un Dépôt de Fabrique, une usine où le fabricant expose quelque 80 salons, uniquement en cuir et d'une très bonne réalisation, avec une garantie de 5 ans assurée. Il est également possible de faire faire à l'importe quel canapé ou fauteuil de votre choix. Pour un salon classique, canapé trois places et deux fauteuils, il faut compter environ de 12 000 F à 24 000 F et un délai de 3 à 6 semaines, plus pour le sur-mesure. Dépôt de Fabrique, 1, rue Saint-Pierre 91170 Viry-Châtillon. Tél. : 69-24-90-12.

**FAITES LA FÊTE**

Ce n'est pas toujours facile de savoir à qui s'adresser pour la réalisation d'une soirée de noces. Nous avons trouvé un organisateur, Eclipsé Dimension, proposant un très bon rapport qualité-prix et, par ailleurs, sélectionné par la revue *Casual & Millou* et le guide de Paris pas cher. Il vous proposera un très bel endroit, XVII<sup>e</sup> siècle, deux caves voûtées tout près de l'église Saint-Sulpice et d'environ 150 m<sup>2</sup> au total le Châlet du lac, charmant, près du bois de Vincennes, avec jardin. Au choix, plusieurs formules clés en main allant de 50 F à 500 F par personne, selon les prestations, qui peuvent aller du buffet traditionnel au plus typique : mexicain, russe, suisse, écoto... bref, on réalisera tout selon vos

souhaits ! Renseignements, tél. : 42-80-60-39 de 14 heures à 19 heures.

**HABILLER LE CORTÈGE**

Le mariage a-t-il été unique-ment la fête des mariés, elle est celle de tous, y compris du cortège, qui vient être tiré à quatre épingles et cela à des prix vraiment intéressants. Il suffit pour cela de choisir Le Club des Dix, où David Shiff propose une superbe sélection de robes et d'ensembles en soie, signés de grands noms comme Azzaro, Tencente et Mondri, et toujours à des prix très alléchants. Les messieurs pourront choisir dans un de ces deux clubs feutrés à l'accueil si chaleureux des smoking à partir de 2 500 F signés d'un grand couturier - noir, marine ou blanc - ou encore des costumes habillés à 2 500 F, prix moyen. 13, rue Royale (du lundi au samedi), 4, rue Marbeuf (du mardi au samedi) 75008 Paris.

**LE VOYAGE DE NOCES**

Les jeunes mariés qui choisiront un des clubs Sangho se verront offrir des attentions particulières, avec des fruits et des fleurs dès l'arrivée dans leur chambre, ainsi que d'autres prestations, selon le club. Dîner à la carte, chambre avec vue, etc. Il existe deux clubs en Tunisie et deux autres au Maroc, dont le dernier vient d'ouvrir à Marrakech, avec grande piscine serpentine à l'extérieur, l'autre ébauffée à l'intérieur. L'architecture est de style typique au bord de la palmeraie. Bref, le déplacement total par vol direct de Paris. Une semaine en pension complète en Tunisie à partir de 3 450 F et en demi-pension au Maroc, à Agadir, pour 3 995 F. Contact Tour, 30, rue de Richelieu 75001 Paris. Tél. : 42-96-02-25 et le catalogue « Club Sangho » dans les agences.

**MON IMPER**

C'est le nom sympathique d'une boutique qui l'est tout autant. Elle permettra une rencontre facile avec le printemps. En effet, cette boutique propose, en permanence, un stock impressionnant de vêtements, aussi bien pour Madame que pour Monsieur, à commencer par les imperméables, bien entendu, avec, notamment, un grand choix sous la signature de Burberry. Voici encore des vêtements en Gore-Tex et autres micro-fibres, si pratiques pour le printemps. Enfin, sachez que Mon Imper propose également de superbes tailleurs pour Madame et de belles vestes pour Monsieur, toujours signés de grands noms et à des prix très alléchants. Mon Imper, 63, rue de la Fg-Poissonnière 75009 Paris.

**HELION GANTIER**

22, rue Tronchet, Paris 8<sup>e</sup>

**MIROIRS ET ÉMAUX de JACQUES GAUTIER**

Miroir de forme géométrique "aux Émaux noirs" de JACQUES GAUTIER.

Exposition de miroirs et de bijoux

du 22 février au 31 mars 1992

36, rue Jacob, 75006 PARIS

Tél. : 42-60-84-33

**MODE MASCULINE**

On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques

Vente sans intermédiaires

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms).

Les collections printemps-été 92 au prix de dégriffé.

du 38 au 64

**atelier de retouches**

ouvert

du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures

D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)

M<sup>e</sup> Bourse. Tél. : 42-96-99-04

recommandé par « Paris pas cher » et « Gault et Millou »

**DEPÔT DE FABRIQUE**

Pour les adeptes des grandes surfaces spécialisées dans le canapé en cuir, les mêmes modèles des mêmes fabricants se trouvent ici 40 à 50 % moins cher avec une garantie de 5 ans.

**DEPÔT DE FABRIQUE**

1, rue Saint-Pierre

91170 VIRY-CHÂTILLON

Tél. : 69-24-90-12

Mardi au dimanche, 11 h à 19 h.

## UTILES ET FUTILES

**Un cadeau d'exception.**

Vous avez un cadeau à faire, mais pas comme les autres, plus spécial, d'exception ? Alors, n'hésitez pas, allez faire un tour chez Kin Lison, un antiquaire parisien qui s'est justement spécialisé dans les petits objets exceptionnels et débordants de charme. On y trouve beaucoup de personnages en régule montés en lampe, de style aussi bien romantique qu'orientaliste. Voici encore une superbe sélection de terres cuites du XIX<sup>e</sup> siècle avec leurs polychromes d'origine, personnages noirs genre Lorientais, et aussi de très belles boîtes à tabac... 81, rue du Bac à Paris. Tél. : 45-48-80-85.

**Attaquez les soins.**

Voilà, madame, il faut bien s'en occuper ! D'autant plus que cette partie du corps n'est pas assez protégée ! Ne laissez rien au hasard, grâce à Sothys, qui vient de mettre au point une ligne de soins composée de trois produits ayant pour mission de raffermir, de régénérer et de régénérer, cela grâce aux liposomes de cellulose, aux tourmalines et à la pré-lase. Sothys, 128, faubourg Saint-Honoré à Paris. Tél. : numéro vert : 05-19-12-12.

**Offrez-vous une chemise !**

Qui ne rêve d'une belle chemise d'un grand tailleur anglais. Faites-vous la offrir ! Cette idée amusante vient du groupe Savoy. Voici une chemise à vos mesures, réalisée par Hildieh & Key Shirt pour tous ceux qui passent un week-end dans un des très beaux hôtels de la chaîne à Londres, The Berkeley, Claridge's ou The Savoy, chacun avec son style, chacun avec son propre charme. Dans ces forfaits, deux nuits à l'hôtel avec english breakfast ainsi qu'une bouteille de château Couhins-Lurton 1988, dans la chambre, lors de votre arrivée ! 237,50 livres sterling par personne dans une chambre double. Pour tout renseignement : James Thomas à Londres. Tél. : 071-379-5421.

**Tea-time.**

Une des plus charmantes adresses pour les amateurs de thé ! Betjeman and Barton, où vous pouvez choisir parmi quelque cent soixante variétés. Mais le thé, dans cette boutique, est bien plus qu'une simple boisson, on trouve autour d'elle de vrais délices comme, par exemple, des petits biscuits très fins parfumés au thé, ou au jasmyn ou au Earl Grey, très chics et élégants à présenter quand five o'clock sonne, 33 F les 150 grammes. Vous avez également le choix entre trois cents thés, dont les nouvelles japonaises, sublimes, en fonte, bleues, vertes ou noires et de toutes les formes, à partir de 390 F. Betjeman and Barton, 23, boulevard Malesherbes à Paris.

**Délicieux Hédiard.**

Chez Hédiard, on a débuté la saison en fanfare avec un grand choix de nouveaux produits qui sauront faire taire les bees les plus fins parmi vos convives : par exemple, trois nouvelles montardes dans de petits pots pour 14 F environ, aux baies roses, à l'anchois et aux olives noires ou une au safran. Voici également trois vinaigres de grande finesse, au vin blanc, à l'origan, au clous de girofle ou, encore, au vieux vin rouge. 20 F la bouteille de 25 centilitres.

GUNNAR P.







## ÉCONOMIE

Conseiller du gouvernement de Moscou

### M. Jeffrey Sachs juge les deux prochains mois cruciaux pour l'économie de la Russie

Plus de deux mois après son lancement, la thérapie de choc lancée par le gouvernement russe pour tenter d'enrayer la crise économique est encore loin de porter ses fruits.

Selon plusieurs membres du gouvernement, cités jeudi 12 mars par le quotidien *Izvestia*, le déficit budgétaire atteindra 10 % du PNB (produit national brut) de la Russie au premier trimestre, alors qu'une diminution de 1 % avait été annoncée. La réduction du déficit budgétaire est l'un des clés du programme de stabilisation lancé début janvier en Russie.

D'autre part, selon les responsables interrogés par les *Izvestia*, la chute de la production commencée sous la présidence de M. Gorbatchev se poursuit, sans entraîner pour autant la restructuration nécessaire au redémarrage de l'économie.

De passage à Paris jeudi 12 mars, M. Jeffrey Sachs, professeur à Harvard et conseiller du gouvernement russe (après avoir été celui du gouvernement polonais, il y a deux ans), a lui aussi dressé un tableau très noir des perspectives économiques de la Russie.

Selon lui, les mesures drastiques entrées en vigueur en janvier (libération des prix, réduction du déficit budgétaire, restriction de la politique monétaire) étaient les seules envisageables compte tenu de l'ampleur des dérèglements économiques du pays.

#### La décision du FMI

Le resserrement de la politique monétaire (diminution des avances budgétaires et des crédits faits aux entreprises) n'a cependant pas été suffisant. Les deux prochains mois

seront cruciaux, averti M. Sachs, car l'on saura rapidement si le programme lancé en janvier est voué à l'échec. Si tel était le cas, il sera impossible de redresser rapidement la situation et les institutions démocratiques pourraient être mises en péril.

La Russie présentera lundi 16 mars les bases de son programme économique au Fonds monétaire international (FMI). Si ce programme est approuvé et lorsque la Russie deviendra officiellement membre du Fonds (probablement en mai), elle pourra bénéficier de crédits internationaux.

Selon M. Sachs, les experts du FMI ont calculé qu'au cours de l'année 1992, 12 milliards de dollars seront nécessaires, au minimum, pour assurer l'équilibre de la balance des paiements du pays.

F. L.

Alors que les caisses d'épargne sortent du « rouge »

### Aux États-Unis, les banques ont vu leurs profits augmenter de 15 % en 1991

Onze grandes banques américaines figurant parmi les quinze premières ont encore perdu de l'argent en 1991, mais l'ensemble de la profession a vu ses profits augmenter de 15 % l'année dernière, indique la Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), qui assure les 11 920 principaux établissements bancaires américains à l'échelon fédéral.

#### NEW-YORK

de notre correspondant

A la fin décembre 1991, le total des bénéfices des banques américaines atteignait 18,6 milliards de dollars (104 milliards de francs) contre 16,1 milliards en 1990, un chiffre qui est encore loin des 24,8 milliards enregistrés en 1988 avant que le système bancaire américain vacille

sous le poids des pertes du secteur immobilier et des effets de la récession, tant auprès des particuliers que de ses entreprises clientes. Cette amélioration a été surtout sensible au cours du dernier trimestre 1991 - lorsque les profits de la profession ont totalisé 3,68 milliards de dollars contre 907 millions pour la même période de l'exercice précédent - et proviennent essentiellement de la baisse des taux d'intérêt (qui a diminué d'autant le coût de collecte de l'argent) et, surtout, des revenus tirés des opérations sur valeurs mobilières grâce à la hausse de Wall Street. Sans ces éléments, le total des revenus des banques américaines aurait baissé de 1,2 % en 1991 pour s'établir à 14,8 milliards de dollars contre 15 milliards l'année précédente sur des données comparables.

#### Une facture de 130 milliards de dollars

M. William Taylor, le nouveau président du FDIC, a refusé de dresser la liste des grandes banques mal en point, mais chacun sait que les établissements californiens ont une convalescence difficile (« le Monde Économique » du 10 mars) et que la Citicorp, le numéro un de la profession, est toujours mal en point malgré les importants « dégraissements » auxquels la banque de M. John Reed a procédé. La « liste rouge » de la FDIC, régulièrement mise à jour par cet organisme fédéral et qui recense les banques à problèmes, contient encore plus de mille noms, et le Congrès se demande comment la profession va pouvoir rembourser les quelque 70 milliards de dollars injectés dans le système depuis cinq ans, sur deniers publics.

Par ailleurs, les caisses d'épargne américaines - dont les pertes colossales, depuis plusieurs années, constituent un « scandale du siècle » à répétition - ont enregistré en 1991

leur première année bénéficiaire depuis cinq ans avec un profit de 1,97 milliard de dollars pour l'ensemble de la profession, contre une perte de 7,90 milliards de dollars en 1990 et de 132 milliards en 1986 lorsque a éclaté l'affaire. Là aussi, la baisse des taux d'intérêt a eu un effet bénéfique sur 86 % des 2 096 *Savings and Loans* (caisses d'épargne) qui, en 1991, sont sorties du « rouge ».

Un bilan qui doit être relativisé en rappelant qu'au cours des trois dernières années, le tiers des caisses d'épargne ont disparu, reprises par d'autres établissements ou, à l'encontre, par la puissance publique via le Resolution Trust Corp, un organisme créé pour liquider et revendre au plus offrant les centaines d'établissements en faillite. A la fin décembre 1991, les actifs des caisses d'épargne ne représentaient plus que 876 milliards de dollars, contre 1 300 milliards trois ans plus tôt lorsqu'on comptait encore près de trois mille caisses d'épargne.

En communiquant ces informations, M. Timothy Ryan, le directeur de l'Office of Thrift Supervision, l'organisme de contrôle des caisses d'épargne, a indiqué qu'elles témoignaient d'une « stabilisation de la situation » et constituaient peut-être le signe annonciateur de la fin de cette débâcle qui, à la fin décembre 1991, avait déjà coûté 105 milliards de dollars au contribuable américain. Un chiffre qui vient de s'alourdir de 25 milliards de dollars supplémentaires puisque la commission bancaire de la Chambre des représentants vient de voter, le 12 mars, une nouvelle enveloppe de 25 milliards de dollars, portant à 130 milliards de dollars, à ce jour, la facture totale des caisses d'épargne américaines.

SERGE MARTI

## INDICATEURS

### ESPAGNE

● Inflation : + 0,7 % en février. - L'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,7 % en février, a annoncé l'Institut national de la statistique espagnole jeudi 12 mars. Ce mauvais résultat porte le taux d'inflation enregistré en glissement annuel (février 1992 comparé à février 1991) à 6,3 %. La persistance d'un taux d'inflation élevé pourrait contraindre les autorités espagnoles à revenir à une politique de taux d'intérêt élevés, alors que le crédit a été légèrement assoupli le mois dernier.

### ÉTATS-UNIS

● Ventes au détail : + 1,3 % en février. - Confirmant une reprise de la consommation, les ventes au détail ont augmenté de 1,3 % en février après une progression de 2,1 % (chiffre révisé en hausse) en janvier. C'est la première fois depuis 1985 que cet indicateur augmente de plus de 1 % pendant deux mois consécutifs, a souligné le département du commerce. Sur l'ensemble de l'année 1991, ces ventes avaient enregistré une hausse limitée à 0,8 % (contre 3,8 % en 1990 et 6 % en 1989).

### La production pétrolière russe ne se redressera pas avant 1996

La production pétrolière de la Russie risque de ne pas dépasser 360 millions de tonnes en 1992 (contre 550 millions de tonnes en 1983, année record), selon le président de la société russe d'Etat Rosneftgaz, M. Lev Tchoumilov, cité par l'agence Interfax.

En 1991, la Russie avait produit 450 millions de tonnes de pétrole et prévoyait, en dépit de ses difficultés actuelles, d'atteindre 400 millions cette année et 345 millions en 1993. En fait, les prévisions officielles, selon les *Nouvelles de Moscou*, ne tablent pas sur une remontée du rythme d'extraction avant 1996.

Pour M. Tchoumilov, le rétablissement de la situation passe par un retour à une structure de direction de type centralisé et par une libération des prix à la production. Dans son programme de réformes économiques présenté fin février au Fonds monétaire international, Moscou a proposé de multiplier par « quatre ou cinq » les prix de l'énergie. La tonne de pétrole passerait ainsi de près de 500 roubles par tonne à 2 200 roubles environ. Du fait de la dévaluation du rouble, « cela correspondrait, selon la revue spécialisée *Pétrostratégies*, au tiers du prix du marché international », contre 3 % actuellement.

## COMMUNICATION

L'avenir de La Cinq

### M. Berlusconi se plaint des manœuvres de ses concurrents

M. Silvio Berlusconi, président de Fininvest et candidat à la reprise de La Cinq, semble avoir des difficultés à mettre en place un tour de table. Le magnat italien avait promis de recapitaliser la chaîne grâce à de nouveaux partenaires qui apporteraient ensemble 1,5 milliard de francs. Jeudi 12 mars, M. Berlusconi s'est plaint des manœuvres de ses autres chaînes de télévision. « Nous avons offert à une opposition dure de la part de ceux qui veulent profiter de la disparition de La Cinq pour accroître leur part d'audience et de recettes publicitaires », a affirmé M. Berlusconi à la sortie d'une réunion du patronat italien. « Tous les partenaires que nous approchons sont

aussitôt contactés par nos concurrents qui les traitent de « collaborateurs ». Il est très difficile de trouver quelqu'un qui ait le courage d'aller contre cet établissement. »

Pour la première fois depuis le mois de décembre, date à laquelle La Cinq a déposé son bilan, M. Berlusconi s'est montré pessimiste. « Je suis déterminé mais je ne peux pas être au-delà de la raison, même si nous trouvons actuellement à rechercher s'il est ou non possible d'accomplir un miracle. Chaque jour qui passe nous coûte 500 millions de francs » (2,3 millions de francs). M. Berlusconi a aussi fait état de « difficultés politiques » sans donner d'autres précisions.

En Grande-Bretagne

### Claques publicitaires interdites

Un spot publicitaire pour une boisson gazeuse à l'orange a été interdit en Grande-Bretagne, pour avoir donné aux enfants l'idée de s'infirmer des palettes de claques, a indiqué jeudi 12 mars, l'Independent Television Commission (ITC), chargée du contrôle de la publicité télévisée en Grande-Bretagne. Dans le film incriminé, un bon génie da couleur orange assène des deux mains, en même temps sur les deux joues, des claques « ravivantes » à un buveur du

jus dynamisant, l'objectif étant de montrer l'effet produit par la boisson.

L'ITC a reçu vingt-huit plaintes de parents, de médecins et d'enseignants, inquiets de voir des enfants se taper dessus. Jusqu'à aboutir à une perforation des tympans, dans deux cas. La commission a d'abord demandé que l'annonce publicitaire ne soit diffusée que le soir, mais les plaintes continuant à affluer, elle l'a tout bonnement interdite. - (AFP)

■ Jean-François Renault nouveau président des journalistes sportifs. - Jean-François Renault, rédacteur en chef de *l'Équipe*, a été élu président de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (USJSF), au cours du 34<sup>e</sup> congrès, réuni les 10 et 11 mars à Agde (Hérault). Le bureau comprend plusieurs vice-présidents : Michel Fradet (*Sud-Ouest*), Guy Mislin (*France Football*), Jean-Etienne Deschuet (*le Républicain lorrain*), Lionel Lestang (*la Dépêche du Midi*) et Daniel Pégis (indépendant). Jean-Marc Michel (FR 3-Côte d'Azur) est délégué pour l'audiovisuel tandis qu'Albert Courrière (*le Progrès de Lyon*) et Michel Dorier (*le Bien public*) sont secrétaires généraux et Bernard Marcoux (AFP) trésorier.

■ Jean Férriot nommé président du conseil de surveillance de l'Événement du jeudi. - Le conseil de surveillance de l'Événement du jeudi a décidé de coopter Jean Férriot à la présidence de la société éditrice. Il succède à Bruno Monnier, récemment décédé (*le Monde* du 19 décembre 1991). Cette nomination devra être ratifiée par une prochaine assemblée générale. Jean Férriot, soixante-trois ans, s'est consacré à la presse de journaux avant de diriger les rédactions de *France-Sport* puis de *l'Express*, tout en assurant des chroniques à RTL et à la télévision. Le conseil de surveillance de l'Événement du jeudi est désormais composé de MM. Jean Férriot, Herbert Axelrad, Jacques Derozy et Daniel Morgaine.

## EN BREF

■ Accord international sur la sécurité des pétroliers. - A l'occasion de la 32<sup>e</sup> session du comité de la protection du milieu marin de l'Organisation maritime internationale (l'« OMI de la mer ») réunie à Londres du 2 au 6 mars, des mesures ont été arrêtées concernant les nouvelles règles de construction des navires pétroliers. La conception, avancée par la France, de navires à « pont intermédiaire » situés à 6 mètres de fond a été reconnue par les autres pays ; elle a été jugée au moins équivalente à celle des pétroliers à double coque préconisée par les États-Unis. Quant aux pétroliers existants, les contrôles seront plus fréquents et les tankers de plus de 30 ans seront éliminés de la flotte.

■ Aggravation du déficit du commerce extérieur des produits de la mer. - Avec un déficit de 11,2 milliards de francs en 1991, le commerce extérieur français des produits de la mer poursuit une évolution déjà observée depuis quelques années. Malgré une relative stabilité des volumes échangés (en baisse de 1,3 % à 512 000 tonnes), de fortes hausses de prix ont contribué, surtout à l'importation, à une aggravation de 9,5 % (en valeur) du déficit. Les importations de saumon, en progression de 13 % en volume pour atteindre 2,6 milliards de francs, expliquent en grande partie cette dégradation.

■ Service maritime franco-russe entre Le Havre, Dunkerque et Saint-Petersbourg. - La Compagnie générale maritime (CGM) et la compagnie russe Baltic Steamship Company ont décidé d'ouvrir un service commun entre la France et la Russie. Cette liaison maritime entre Le Havre, Dunkerque et Saint-Petersbourg implique une politique tarifaire commune et des barrières altérées des navires mis en ligne. La CGM met en service un petit bateau porte-conteneurs, le *CGM Tehekhn*, et la Baltic le *Mekhanik-Evgrafov*, un cargo polyvalent.

## EXPOSITION MINÉRALOGIQUE

SAMEDI 21  
DÉMARCHE À 10 HEURES  
VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX  
FOSSILES - BIJOUX  
PIERRES PRÉCIEUSES  
HOTEL HILTON  
18, avenue de Suffren, 75015 PARIS

La politique commerciale de Washington en question

### L'accord de libre-échange nord-américain pourrait nuire au commerce international, selon les experts du GATT

La formation d'espaces économiques régionaux est peut-être positive pour les pays participants, mais se révèle parfois nuisible pour le commerce multilatéral. Tel est le message adressé jeudi 12 mars par les experts du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) aux responsables américains. « La taille des économies en jeu dans un accord de libre-échange entre le Canada, le Mexique et les États-Unis pourrait, par un déplacement des courants d'échanges, nuire au commerce de pays tiers avec les États-Unis », souligne le rapport.

Les experts de Genève rappellent que les États-Unis, premier importateur mondial, ont une responsabilité majeure dans l'aboutissement

des négociations multilatérales en cours depuis six ans, à un moment où l'on « craint de plus en plus que le régionalisme, le bilatéralisme, l'unilatéralisme, ou diverses formes de commerce « administré » n'affaiblissent les principes fondamentaux du GATT ». En dehors de l'accord de libre-échange négocié avec le Canada et le Mexique, les États-Unis ont mis en place un régime préférentiel avec Israël et négocient actuellement avec l'ensemble de l'Amérique latine, dans le cadre de l'initiative pour les Amériques lancée par le président Bush en 1990.

Au cours des deux dernières années, les États-Unis ont pris un certain nombre de mesures favorables au commerce international : le

Congrès a prolongé l'autorisation donnée à l'administration de mener des négociations commerciales accélérées ; le principe de la clause de la nation la plus favorisée a été étendue à plusieurs pays (Pologne, Tchétchouvanie, Chili) ; la législation a été mise en conformité avec les principes du GATT dans plusieurs secteurs. De plus, les États-Unis ont déclaré que leurs nouveaux accords préférentiels suivraient les règles du GATT.

Malgré ces efforts, le GATT a jugé bon de lancer un « avertissement en rappelant que le système de commerce multilatéral traverse actuellement une phase critique ».

## SOCIAL

Un millier de poids lourds bloqués à Hendaye

### Les transitaires en douane protestent contre la disparition de leur métier en 1993

BAYONNE

de notre correspondant

Près d'un millier de poids lourds sont bloqués sur une file qui s'étire sur une quinzaine de kilomètres sur l'autoroute A 63 au Pays basque. Telle est la conséquence d'un nouveau mouvement de grève des transitaires en douane à la frontière franco-espagnole. Des mouvements similaires ont également été observés à la frontière catalane où, en milieu de semaine, la police espagnole a démantelé les barrages.

Depuis le mois de février, les transitaires en douane demandent un plan de reconversion et des mesures sociales pour leur profession, très menacée du fait de la suppression des barrières douanières au sein du marché unique européen. Deux cent cinquante personnes vivent de ces activités de transit du côté français et un millier environ du côté espagnol.

A la fin du mois de février, les transitaires avaient bloqué les passages de camions, provoquant une situation jamais connue en pays basque : les véhicules immobilisés

étaient alignés sur une vingtaine de kilomètres entre la frontière et la ville de Biarritz sur l'A 63. A la suite de ce mouvement, un haut fonctionnaire français, M. Philippe Lacarrière, avait été chargé par le ministère des transports de proposer des solutions pour la mi-avril.

En principe, les transitaires doivent reprendre leur travail aujourd'hui. Toutefois, les autorités savent que ces professionnels, « accablés et qui n'ont plus rien à perdre », maintiendront la tension. Une cellule de crise a été mise en place par les autorités françaises à Hendaye.

PATRICK BUSQUET

### La hausse des dépenses d'assurance-maladie a été limitée à 0,3 % en janvier

Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont atteint 30,9 milliards de francs en janvier, en progression de 0,3 % par rapport au mois précédent. Cette évolution modérée, indique la CNAMTS, s'explique notamment par le taux de croissance nul enregistré dans le secteur de l'hospitalisation privée (après 3,1 % en décembre) comme dans celui des prescriptions et par le recul des baux privés (-0,3 %). On relève en particulier une poursuite de la baisse des remboursements d'actes de biologie et de radiologie.

En revanche, les versements aux hôpitaux publics progressent de 0,7 % après 1,9 % en décembre.

■ Nouvelle grève des dockers. - A l'appel de la fédération CGT des ports et docks, les dockers devaient observer de nouvelles grèves vendredi 13 et lundi 16 mars, ce qui va perturber gravement durant quatre jours consécutifs le trafic portuaire. « Gouvernements et patrons, devant l'immense gâchis qu'ils ont organisé, seraient bien inspirés de prendre en considération les revendications des marins dockers : il en est encore temps », indique-t-on à la fédération. Pour leur part, les chargeurs (c'est-à-dire les exportateurs) maritimes français ont décidé, pour tenir compte de l'aggravation de l'insuffisante fiabilité des ports, d'appliquer une surcharge tarifaire de 400 dollars (2 300 francs) par conteneur embarqué à Anvers ou Rotterdam vers les États-Unis, faute de pouvoir l'être au Havre ou à Marseille.















# RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 14 mars

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Scandale !

C'ÉTAIT soirée acendable sur TF 1. Pauvre Patrick Poivre d'Arvor ! On souffrait pour lui, dans la boue, choisi pour punching-ball par une Béatrice Dalle en furie, qui lui enfonçait le tibia dans le sein de ses vilénies. On pensait à ces scènes conjugales, dans les restaurants, qui font progressivement se retourner les convives, avides de ne pas en perdre une miette. Elle était pâle, et on lui avait laissé l'antenne, à lui faire un « reality show » grandeur nature toute la soirée.

Tout avait pourtant gentiment commencé. Elle était venue vendre son film, le dernier Lelouch. Une scène de genre habituellement balisée. Vous êtes formidable, quelle présence, vous en êtes un autre, regardons un extrait, et voilà les pubs et la météo.

L'ère dallienna sembla provoquée par une question inattendue sur ses démolitions judiciaires : elle a été récemment surprise dérobant des bijoux dans un magasin. A première vue, la question pouvait effectivement paraître indélicate, sauf qu'il semble que son rôle dans le film comporte précisément une scène de kleptomanie. Quand vérité et fiction s'emmêlent...

En tout cas, tout y passa. On avait promis à Béatrice qu'on ne parlerait que du film, et pas de son casier judiciaire ; l'assistant

qui l'avait emmené jusqu'au plateau ne connaissait même pas le nom du metteur en scène ; et de repeller, venimeuse, que PPOA lui avait, jadis, envoyé « des lettres ».

Vialement touché sous la ligne de flottaison - et pourtant, il en faut pour lui faire perdre pied, - Poivre écopait avec les moyens du bord : non non, il n'avait jamais mentionné dans son Journal les annués de Béatrice ; oui oui, il avait vu le film, l'avait beaucoup aimé, et d'ailleurs avait tourné lui-même avec Lelouch (était-ce bien le moment de repeller sa propre carrière cinématographique ?).

Il ne reprit pied qu'en fin de soirée. On avait cessé de faire du scandale, on en discutait. A l'ébri bienveillant d'un intitulé-cache-sexe (« A-t-on le droit de tout dire en politique ? ») « Le Droit de savoir » nous offrit, avec Tapie et Marie-France Stirbois en vedette, la séance de catch habituelle, affaires contre affaires, citations tronquées contre casier judiciaire (encore), et un appel téléphonique instigué de Philippe de Villiers. Tellement tenté que la règle de l'émission tenait toute prête sa photo : au moins autant que la reste, c'est ce genre de minuscules trucs, fleurant le copinage et les arrangements à l'évidence, qui finissent par donner des envies de longues vacances aux Galapagos.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 13 mars

avec l'hebdo

**Investir**

120 PEP

PLAN D'ÉPARGNE POPULAIRE

**TROUVEZ LE VÔTRE**

en vente dès samedi

- TF 1**
- 20.45 Variétés : Toi et là Une.
- avec l'hebdo**
- Investir**
- 120 PEP**
- PLAN D'ÉPARGNE POPULAIRE
- TROUVEZ LE VÔTRE**
- en vente dès samedi
- 22.40 Magazine : 52 sur la Une. Amour médis.
- 23.40 Journal et Météo.
- 23.45 Sport : Funboard.
- A 2**
- 20.50 Jeu : Le Pisto de Xapatana.
- 22.15 Feuilleton : Camille Claudel. (3<sup>e</sup> épisode).
- 23.15 1, 2, 3. Théâtre.
- 23.20 Cinéma : Jules et Jim. ■■■■ Film français de François Truffaut (1962).
- 1.05 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Magazine : Thalassa. Les Méneurs du corail.
- 21.40 Magazine : Caractères. Invités : Pierre Dumayet (La vie est un village), Ana Durand-Rauchet (Mister Caracul), Christian Gailly (Dring), Michel Jouve (le Sommeil et la Réve et le Château des songes), Rufus (Cent et une histoires inventées pour séduire Didier).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Magazine : Musicales. Une Lempereur chante Kurt Weill.
- CANAL PLUS**
- 20.00 Football. Coupe de France : Auxerre-Monaco.

- 22.00 Flash d'informations.
- 22.05 Documentaire : La Réincarnation de Khensur Rinpoche. Le Journal du cinéma.
- 22.56 Cinéma : Opération Comed Beef. ■ Film français de Jean-Marie Poiré (1990). Avec Christian Clavier, Jean Reno, Isabelle Renaldi.
- 0.45 Cinéma : Les Dealers de Hongkong. ■ Film chinois (Hongkong) de Yen Wo Ping (1990).
- LA 5**
- 20.50 Téléfilm : Meurtres en stéréo.
- 22.35 Téléfilm : Valentina.
- 23.45 Concert : Les Gipsy Kings.
- 0.40 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : La Femme trompée.
- 22.25 Série : Equalizer.
- 23.15 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
- 23.45 Capital.
- 0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 21.00 Téléfilm : La Metouette.
- 21.45 Court métrage : Jonathan.
- 22.05 Téléfilm : Le Front dans les nuages.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Poésie arabe.
- 21.30 Musique : Black end Blue. Harmonia Blues, avec Gérard Herzberg (l'Encyclopédie du blues).
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Le vrai et le faux (4).
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de Jacques Meunier.
- 0.50 Musique : Coda. Le rock tchèque (10 et fin).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert. Symphonie pour cordes n° 10 en si mineur, de Mendelssohn ; Concerto pour piano et orchestre en sol mineur op. 35, de Dvork ; Symphonie n° 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre symphonique des Mitteldeutscher Musik, dir. Jia Lu.
- 23.10 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du New Morning à Paris : Kenny Werner, piano, Eddie Gomez, contrebasse, Randy Brecker, trompette, Bill Orewes, saxophone, John Riley, batterie.
- 1.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Gorenfeld. Le Château de Berbe-Bleue, de Bertok.

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. L'Espagne des secies, d'Alain Taulère.
- 13.50 Jeu : Millionnaire.
- 14.05 Avec la série « Pour l'amour du risque ».
- 16.55 Sport : Football. Coupe de France (16<sup>e</sup> de finale) : Caen-Lens, en direct de Caen.
- 18.50 Jeu : Une famille en or.
- 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Tercé.
- 20.50 Variétés : Surprise sur prise.
- 22.30 Magazine : Ushuaia. La patrouille acrobatique de volonte aérienne Ecco.
- 23.35 Journal, Météo et Trafic infos.
- 23.40 Magazine : Formule sport. Football : Coupe de France ; Football à Bercy.
- A 2**
- 13.30 Magazine : Objectif sciences. Bâton lumineux. Fuses électroniques. Et si demain il n'y avait pas de pétrole ?
- 14.00 Magazine : Animella.
- 14.50 Magazine : Sports passion. Tennis : championnat de France (Cholet-Roanne) ; Cyclisme : Paris-Nice.
- 15.15 Tercé, en direct d'Enghien.
- 18.05 Série : ENG.
- 18.50 INC.
- 18.55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.25 Série : Sylvie et compagnie.
- 19.50 Trois minutes pour faire lire. Traversée de la neige, de Miyazawa Kanji.

- 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Magazine : Le Nuit des héros.
- 22.45 Sport : Boxe. Championnat du monde des légers, à Andover.
- 0.00 Magazine : Double jeu. Spécial sexy.
- 1.15 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.00 Variétés : Eurotop.
- 14.30 Magazine : Mondo Sono. Invité : Monica Passos.
- De 15.00 à 17.30 La SEPT
- 17.30 Magazine : L'Heure du golf.
- 18.00 Magazine : Montagne. Le Crépuscule des montagnards. Comment les anciens guides vivent leur vieillesse.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.00 Le 19-20.
- De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- De 20.00 à 1.00 La SEPT
- CANAL PLUS**
- 14.05 Téléfilm : Capone contre Capone.
- 15.35 Sport : Les Superstars du catch. Le Royal Rumble.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Décade pas Sunny. Dessin animé : Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : Pour le meilleur et pour le pire.
- 22.05 Les Nuls... l'émission.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.03 Le Journal du cinéma.
- 23.07 Cinéma : Slaughter High (Le Jour des fous). ■ Film américain de George Duggdale, Mark Ezra, Peter Litten (1985).

- 0.35 Cinéma : Le Discrète. ■■ Film français de Christian Vincent (1980). Avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurice Godel.
- LA 5**
- 13.20 Série : K 2000.
- 14.15 Série : L'homme qui valait 3 milliards.
- 15.05 Un inventeur obstiné. En lutte contre des promoteurs immobiliers.
- 16.50 Série : Lou Grant.
- 17.40 Série : TV 101.
- 18.30 Magazine : Intégral.
- 19.05 Série : L'Enfer du devoir.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.50 Série : Commissaire Schimanski. L'enfant qui en savait trop. Un gamin, déjà traumatisé par le meurtre de son père, est enlevé.
- 22.25 Série : Deux flics à Miami.
- 23.20 Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.
- 0.10 Journal de la nuit.
- M 6**
- 13.55 Série : Supercopier.
- 14.50 Série : Laredo.
- 15.45 Feuilleton : Deux ans de vacances.
- 16.45 Série : Vegas.
- 17.35 Série : Le Saint.
- 18.25 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.30 Les Dantes de l'humour.
- 20.40 Camp de vacances à Cucamonga. Un endroit de rêve pour adolescents menacés de fermeture.
- 22.20 Téléfilm : Paa me fille. Des parents découvrent que leur fille se drogue.
- 23.55 Musique : Flashback.

- 0.25 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 14.00 Documentaire : Boulez. 100 ans. 1. L'harmonie.
- 15.00 De 15.00 à 17.30 Sait-on jamais. 15.05 Danse : Noces ; 15.40 Le Salon de musique : Claude Helffer ; 16.30, Tours du monde, tous du ciel.
- 17.30 Documentaire : Les Sentiers de la réussite.
- 18.00 Magazine : Avis de tempête.
- 19.00 Documentaire : Patrick Dupond au travail.
- 20.00 La Dessous des cartes.
- 20.05 Histoire parallèle.
- 21.00 Documentaire : Les Frères des frères.
- 22.45 Le Courrier des téléspectateurs.
- 22.50 Soir 2.
- 23.50 Téléfilm : La Metouette. Magazine : Mégamix.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Alfred Pacquement, conservateur du Musée du Jeu de paume.
- 20.45 Dramatique. Le Peller, d'après Giuseppe Manfridi.
- 22.35 Musique : Opus. Pat Matheny, guitariste de jazz.
- 0.05 Rencontre au clair de la nuit. Isabelle Dussut, à propos du 6<sup>e</sup> Festival du cinéma nordique de Rouen.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Opéra (donné le 10 mars salle Pleyel) : Siegfried, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol : Toni Kramer, Eva Marton, James Morris, Graham Clark, Ekkehard Wlasche, Jadviga Rappé, Julia Kaufmann, Philip Karig.
- 0.08 Les Bruits du siècle.
- 1.30 Les Sortilèges du flamenco. Par Robert J. Vidal.

## Dimanche 15 mars

- TF 1**
- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter, Inspecteur choc.
- 15.15 Série : Columbo.
- 16.35 Disney parade.
- 18.05 Magazine : Téléfoot. A 18.55 Loto sport.
- 19.05 Magazine : 7 sur 7.
- Invité : Pierre-Clément Gennes, prix Nobel de physique 1991.
- 20.00 Journal, Tercé, Météo et Tapis vert.
- 20.50 Cinéma : L'Évadé d'Alcatraz. ■ Film américain de Don Siegel (1979). Avec Clint Eastwood, Patrick McGowan, Robert Blossom.
- 22.50 Magazine : Ciné dimanche.
- 23.05 Cinéma : Corps à corps. ■ Film français d'André Halimi (1987). Avec Philippe Khorsand, Stéphane Audran.
- 0.45 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.20 Dimanche Martin (et à 15.45).
- 14.50 Série : Mec Gyver.
- 17.20 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
- 18.10 2, 3, Tercé.
- 18.15 Magazine : Stade 2. Basket-ball : Football : Omnisports : Rugby : Boxe : Cyclisme : Ski nordique : Ski alpin : Voile : Handball.
- 19.25 Série : Maguy.
- 18.59 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Série : Maigret.
- Invité : Michel Tournier.
- 22.30 Magazine : Bouillon de culture.
- Invité : Michel Tournier.
- 23.55 Documentaire : Picasso.
- 0.45 Journal et Météo.
- FR 3**
- 13.50 Magazine : Faut pas rêver. Niger : le paradis d'amour des Bortons ; Antilles : Marie-Galante ; France : la magie du bois.

- 14.45 Magazine : Sports 3 dimanche. La Super-Fundoor ; Basket-ball américain : Cyclisme. A 15.55, Tercé à Autoul.
- 17.15 Le Choix de Lulo.
- 18.15 Magazine : A vos amours.
- 19.00 Le 19-20.
- De l'information.
- 20.05 Dessin animé : De nouveaux habits pour les contes défaits.
- 20.10 Série : Benny Hill.
- 20.45 Spectacle : 16<sup>e</sup> Festival international du cirque de Monte-Carlo.
- 22.05 Magazine : Le Diven. Invité : Farid Aichouna, journaliste.
- 22.25 Journal et Météo.
- 22.50 Dessins animés : Special Tex Avery, Happy Go Lucky (1944) ; Wild and Woolly (1944) ; Lonesome Lenny (1946) ; Uncle Tom's Cabana (1947) ; Slap Happy Lion (1947) ; What Price Beauty (1948) ; Half Pint Pygmy (1948) ; Outfoxed (1949) ; Cock & Doodle Do (1951) ; Symphony in Slang (1951) ; Rock a Bye Bear (1955) (v.o.).
- 0.15 Musique : Mélomanuit.
- CANAL PLUS**
- 14.00 Téléfilm : Le Prix du chantage.
- 15.35 Magazine : 24 heures.
- 16.35 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.00 Les Nuls... l'émission.
- 17.56 Le Journal du cinéma.
- 18.00 Cinéma : Mystic Pizza. ■ Film américain de Donald Patric (1988). Avec Julia Roberts, Annabeth Gish, Lili Taylor.
- En clair jusqu'à 20.30
- 19.40 Flash d'informations.
- 19.45 Ca cartoon.
- 20.20 Dis Jérôme... ?
- 20.25 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
- 20.30 Cinéma : Henry V. ■■ Film britannique de Kenneth Branagh (1989). Avec Kenneth Branagh, Derek Jacobi, Simon Shepherd.
- 22.40 Flash d'informations.

- 22.45 L'Équipe du dimanche. Football. Boxe.
- 0.50 Le Journal du hard.
- 0.55 Cinéma : L'Allumeuse. Film américain classé X, de John Lasker (1990).
- 2.20 Documentaire : Requins, les tumeurs de l'océan.
- LA 5**
- 13.20 Série : L'Homme de l'Atlantide.
- 14.10 Série : Simon et Simon.
- 15.00 Série : Soko, brigade des stupés.
- 15.55 Série : Lou Grant.
- 16.50 Feuilleton : Un Français libre.
- 18.15 Série : Le loi est la loi.
- 19.05 Série : L'Enfer du devoir.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.50 Cinéma : Malediction d'amour. ■ Film français de Jacques Deray (1987). Avec Nastasia Kinski, Jean-Hugues Anglade, Michel Piccoli.
- 22.55 Magazine : Reporters.
- 23.55 Magazine : Top chrono.
- 0.45 Journal de la nuit.
- M 6**
- 13.50 Série : L'Incroyable Hulk.
- 14.45 Variétés : Multitop.
- 16.15 Jeu : Hit hit hit hounra !
- 16.20 Série : Chai de lune.
- 17.15 Série : Le Saint.
- 18.05 Série : Tonnerre mécanique.
- 19.00 Série : Les Routes du paradis.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.40 Téléfilm : Le Tort d'aimer. Une histoire de divorce avec en toile de fond le racisme.
- 22.20 Magazine : Culture pub.
- 22.50 Cinéma : Les Confidences érotiques d'un lit trop accueillant. ■ Film français de Michel Lemoine (1973).

- 0.10 Six minutes d'informations.
- 0.15 Magazine : Sport 6.
- LA SEPT**
- 14.15 Musique : Repons de Pierre Boulez.
- 15.05 Flash d'informations (et à 16.05, 17.55, 18.55, 19.20, 19.55).
- 15.10 Documentaire : Personne ne voulait entendre.
- 16.10 Téléfilm : Le Front dans les nuages.
- 18.00 Documentaires cubains.
- 19.00 Documentaire : François Morellat.
- 19.25 Documentaire : Gérard Garouste.
- 20.00 Documentaire : Les Sentiers de la réussite.
- 20.30 Le Courrier des téléspectateurs.
- 20.35 Cinéma : Se Permuta. ■■ Film cubain de Juan Carlos Tabo (1983).
- 22.05 Cinéma : Monsieur Taxi. ■■ Film français d'André Hunebelle (1952).
- 23.30 Court métrage.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. TSF-Répro-radio : le Diable dans la bibliothèque, de Georges Perec ; Le Jeu de Po-Go, de Tona Scherchen ; Voyage à travers les ondes, de Maurice Kagel.
- 22.35 Musique : La Concert (donné le 6 décembre au Théâtre du Châtelet) : Variation et fugue op. 132 sur un thème de Mozart, de Reger ; Un arioso, de Messiaen ; Concerto pour piano et orchestre n° 27 K 595 en si bémol majeur, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. Christian Zacharias, piano.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.35 Concert (donné le 31 janvier au grand auditorium de Radio-France) : Sextuor pour deux coras et quatuor à cordes op. 81b, de Beethoven ; Octuor pour cordes et vents D 803, de Schubert, par les solistes de l'Orchestre national de France.
- 22.15 Mémoire d'orchestres. Par Philippe Morin. Festival Honneger.
- 23.35 Mère obscure, père ambigu et fils accompli. Par René Kœring. Le piano romantique. Œuvres de Frédéric Chopin, Tchaïkovski, Glinka.
- 1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Flûte d'Irène du Nord, par Harprasad Chaurasia.

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

15 Mars

**Marguerite GENTZBITTEL**

Le Proviseur qui veut changer l'Ecole

Rediffusion à 1 heure du matin



L'arbre  
aux mille écus

Selon une tradition instituée par M. Raymond Barre, M<sup>me</sup> Edith Cresson a planté, jeudi 12 mars, un arbre dans le parc de l'hôtel Matignon, comme l'avaient fait ses prédécesseurs au poste de premier ministre. L'arbre choisi par le chef du gouvernement est un ginkgo mâle de quarante ans.

Le ginkgo (*Ginkgo biloba*) est un grand arbre originaire de Chine, mais introduit très anciennement au Japon où les Européens l'ont découvert en 1690. Il porte des feuilles en éventail à deux lobes, caduques, devenant, à l'automne, d'un superbe et éclatant jaune d'or qui lui a donné son surnom français d'« arbre aux mille écus ». Il y a des arbres mâles dont les branches sont dressées et des arbres femelles dont les branches sont horizontales et dont les feuilles tombent une quinzaine de jours après celles des arbres du sexe opposé.

Le ginkgo est la seule espèce d'un genre, lui-même unique dans sa famille, laquelle constitue tout un ordre. Il fait partie — comme les conifères — de la sous-classe (ou sous-embranchement, selon une autre nomenclature) des gymnospermes, c'est-à-dire que ses graines sont dans des fruits ouverts et non pas fermés comme ceux des angiospermes. Sa famille est apparue vers le fin du permien, dernier étage de l'ère primaire (soit entre 260 millions et 245 millions d'années). Et elle a connu son apogée pendant l'ère secondaire (de 245 millions à 65 millions d'années) pour disparaître à l'ère tertiaire. Il n'en reste aujourd'hui qu'une espèce, un fossile vivant, comme l'a souligné le premier ministre en plantant « son » arbre dans le jardin de l'hôtel Matignon ? Nous laissons à M<sup>me</sup> Cresson la responsabilité de cette affirmation.

Y. R.

Tout en se démarquant du projet de la Commission

Le Parlement européen se montre  
divisé sur la réforme  
de la politique agricole communeSTRASBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Pas plus que les ministres de l'agriculture des Douze, le Parlement de la CEE n'arrive à dégager une position sur la nouvelle réforme de la politique agricole commune (PAC). Le débat, mercredi 11 mars, a tourné court sur la baisse des prix des céréales, au centre de l'édifice conçu par la Commission de Bruxelles. Le conseil agricole du 3 mars s'était achevé dans la confusion. Le vote aigüé a procédé l'assemblée de Strasbourg n'a guère clarifié la situation, bien au contraire. Pourtant, le rapporteur, M. Reinhold Böckel (chré-

tien-démocrate allemand), recommandait une réduction des prix des céréales sensiblement plus faible que celle préconisée par Bruxelles. Cette formule, susceptible d'aller dans le sens des préoccupations des agriculteurs allemands, n'a visiblement pas suffi. Elle a même accentué l'opposition des parlementaires danois, britanniques et néerlandais qui, s'ils sont favorables à une forte diminution, sont hostiles à des compensations équivalentes aux pertes de revenus. Au bout du compte, la proposition de M. Böckel a été rejetée.

L'autre grand dossier — le lait — n'a pas non plus suscité de réponse précise. Le Parlement ne s'est pas prononcé sur la baisse de prix de 10 % sur trois ans que souhaite la Commission. S'agissant de la réduction des quotas de production, il s'est sensiblement écarté du projet de Bruxelles : - 4 % en l'espace de huit ans contre - 3 % sur trois ans pour Bruxelles. Le règlement sur le contingentement des livraisons date de 1984 et expire le 31 mars.

MARCEL SCOTTO

Début des négociations  
constitutionnelles  
au Canada

Des négociations destinées à éviter la sécession du Québec ont débuté jeudi 12 mars à Ottawa entre responsables du gouvernement fédéral, des provinces anglophones et de la communauté indienne du Canada. La province francophone avait envoyé deux observateurs. Sa décision de tenir un référendum le 26 octobre prochain a accéléré ces discussions sur l'introduction de réformes constitutionnelles au Canada.

Les négociateurs ont toutefois repoussé d'un mois, jusqu'à la fin mai, la date limite de dépôt d'un projet de réformes. Le ministre des affaires intergouvernementales de l'Alberta, Jim Horgan, a déclaré que sa province ne pouvait accepter que le Québec dispose d'un statut spécial ou d'un droit de veto sur le projet. (Reuters)

BOURSE DE PARIS  
Matinée du 13 mars

## Timide

Après deux séances consécutives de baisse, le marché tentait timidement de se reprendre au cours des premières séances du vendredi 13 mars. L'indice CAC 40, après avoir ouvert en hausse de +0,13 %, se maintenait à +0,20 % en fin de matinée.

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Politique : « Gerdons les idées, changeons le parti », par Jean-François Trane ; « Neutraliser Le Pen », par Olivier Bernard, Michel Nerbonne et Claude Poizat. Banque : « Réaménager la monnaie, c'est tuer l'épargne », par Jacques Delmas-Marsalet. 2

## ÉTRANGER

L'Ukraine interromp le transfert de ses armes nucléaires vers la Russie. 3  
M. Bush appelle à un cessez-le-feu immédiat au Haut-Karabakh. 3  
Chine : la dernière offensive de M. Deng Xiaoping. 4  
Italie : les élections législatives des 5 et 6 avril. 4  
Massacres au Rwanda. 5  
Algérie : les difficultés économiques s'aggravent. 5  
Offensive gouvernementale au Soudan. 6  
Le Conseil de sécurité de l'ONU accorde une nouvelle émanée à l'Irak. 7  
La proclamation de la République à Maurice. 7

## POLITIQUE

La préparation des élections régionales. 8 et 9  
Le renouvellement des conseils généraux. 9

## SOCIÉTÉ

Justice : l'ancien maire de Cauro (Corse) jugé pour corruption. 10  
Police : levée de bouillie contre la « féminisation » des CRS. 10  
Un lieutenant de pompiers est inculpé d'incendie volontaire. 11  
Education : Mikhaïl Gorbatchev au Collège de France ? 11  
Multiplication des manifestations de lycéens et d'étudiants en pro-

vince, avant la journée nationale du 19 mars. 11

## CULTURE

Les visions d'Eugen Bavcar, photographe aveugle. 12  
Théâtre : Feydeau and Co, d'Yves Reynaud. 12  
Cinéma : Comment l'histoire se filme : Overdose, de David Cronenberg. 13

## ÉCONOMIE

Dispositions en faveur des classes moyennes, de l'amélioration de l'habitat et de l'aménagement du territoire. 16  
RVI renoue avec les profits en 1991. 16  
La politique commerciale des États-Unis en question. 17

## SANS VISA

• Tanger, le grand réveil • Mende, l'annuel tranquille • Des jiffs chez Bajazet • La table • Vikings, sautes barbares. 23 à 30

## Services

Abonnements. 2  
Annonces classées. 13  
Cartes. 20  
Jeux. 28  
Loto, Tac-o-tac. 18  
Marchés financiers. 18 et 19  
Météorologie. 20  
Philatelia. 20  
Radio-télévision. 21  
Spectacles. 14  
Week-end d'un chineur. 11  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 mars 1992 a été tiré à 489 484 exemplaires.

Avant la ratification  
des accords de MaastrichtLes Länder allemands  
demandent  
que la structure  
fédérale de l'État  
soit protégée  
par la Constitution

Les ministres-présidents des seize Länder allemands, réunis à Bonn, ont réclamé, jeudi 12 mars, à l'unanimité, un changement de la Constitution avant la ratification des accords de Maastricht, afin de protéger le fédéralisme allemand. Les ministres-présidents ont toutefois souligné qu'ils ne souhaitent pas une renégociation des traités sur l'union politique et l'union économique et monétaire signés en décembre dernier.

Les Länder souhaitent la modification de plusieurs articles de la Constitution, pour compenser leurs pertes de compétences au profit de la Communauté européenne. Les gouvernements régionaux souhaitent, par exemple, que le Bundesrat (la chambre haute du Parlement, qui représente les Länder) soit toujours consulté, même s'il y a transfert de certaines compétences des Länder aux instances européennes. Ils demandent l'assurance que l'Europe et le gouvernement allemand n'aient pas accès aux budgets régionaux. — (AFP)

## EN BREF

Paris et Bonn favorables à la création d'une commission d'arbitrage européenne. — La France et l'Allemagne souhaitent la création d'une « commission de conciliation et d'arbitrage » au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), du type de celle créée par les Douze pour la crise yougoslave. Les ministres français et allemand des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, ont émis cette idée, jeudi 12 mars à Paris, lors d'une entente consacrée en grande partie à la sécurité européenne. — (AFP)

Strasbourg : M<sup>me</sup> Trautmann refuse toujours une salle au FN. — Pour la seconde fois, jeudi 12 mars, M<sup>me</sup> Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg, a refusé la location d'une salle municipale au Front national. Afin de tenir un meeting, le parti d'extrême droite avait déposé une nouvelle demande mardi, après que le tribunal administratif de Strasbourg ait annulé un premier refus de la mairie, pour une demande similaire. M<sup>me</sup> Trautmann explique que les salles du Parc des expositions sont indisponibles et qu'un tel meeting comporte une « menace réelle et actuelle de troubles à l'ordre public ». — (Reuters)

M. Hechter : « Le Pen et ses amis en ont assez dit pour qu'on les interdise ». — M. Daniel Hechter, tête de la liste Energie-Sud dans le Var, a déclaré mercredi 11 mars, sur Radio communautaire judaïque FM, que, « personnellement », il pense que « Le Pen et ses amis en ont assez dit pour qu'on les interdise ». « La démocratie a ses limites », a précisé M. Hechter.

ÉTATS-UNIS : le jeune homme qui préférait être castré plutôt que d'aller en prison revient sur sa décision. — L'avocat d'un jeune homme poursuivi pour viol et qui avait demandé à être castré ou lieu d'être jugé a fait savoir jeudi

12 mars que son client avait changé d'avis et ne désirait plus subir cette intervention chirurgicale. « Je n'ai jamais voulu me faire castrer. Je voulais juste conserver toutes mes options », a dit à son avocat Steven Allen Butler, âgé de vingt-huit ans, accusé de viol aggravé sur une fillette de treize ans. — (AP)

Les victimes de tortures subies à l'étranger pourront porter plainte devant des tribunaux américains. — Le président George Bush a signé, jeudi 12 mars, une loi permettant de poursuivre devant des tribunaux américains les auteurs de tortures ou de meurtres dans des pays étrangers. M. Bush a cependant marqué des réticences face à cette loi préparée par le Congrès. « Cette loi risque d'entraîner les tribunaux américains dans des affaires difficiles et sensibles dans d'autres pays (...), a-t-il estimé dans un communiqué. La nouvelle loi autorise citoyens américains et étrangers vivants aux États-Unis à porter plainte devant la justice américaine pour des actes de torture ou des meurtres commis par des individus étrangers dans des pays étrangers. — (Reuters)

MADAGASCAR : violents heurts entre deux groupes politiques. — La presse malgache a rapporté, jeudi 12 mars, que vingt personnes avaient été blessées, dont trois grièvement, au cours d'affrontements, la veille, entre des « fédéralistes » et des membres des Forces vives, à Antsirana, dans le nord du pays. Favorables à un Etat unitaire, ce mouvement d'opposition dénonce le « fédéralisme » prôné par le président Didier Ratsiraka. — (AFP)

NIGÉRIA : libération de détenus politiques. — Le président nigérian, le général Ibrahim Babangida, a ordonné, jeudi 12 mars, la mise en liberté immédiate de onze parents des auteurs présumés de la tentative de coup d'Etat du 22 avril 1990. Des organisations humanitaires avaient mené une vigoureuse campagne en faveur de ces libérations. — (AFP)

M. Pierre Joxe et M. Alain Juppé invités du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, qui conduit la liste socialiste à Paris pour les élections régionales du 22 mars, et M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui dirige celle de l'UPF dans la capitale, seront les invités du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 15 mars, de 18 h 30 à 19 h 30.

Au cours de ce débat, ils répondront aux questions d'Henri Marquet, de RTL et d'André Passeron, du Monde.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## D'où que tu parles ?

VOUS parlez quoi, vous ? Oui, bon, OK, français. Mais lequel ? Le français pub, nouvelle cuisine, presse, médias, rap, football, coco, salon de coiffure ou showbiz ? Vous parlez décédé ? Alors vous dites : challenge, positif, malotru, ego-training, eurodoute, visage-marque, synergie et productique. Où j'ai pris ça ? Dans le dico français-français de Philippe Vandol, décapitante analyse de ces différents dialectes.

Au niveau du vécu, les stars de l'écran ont adopté le vocabulaire babacool crypto-gaucheiste des années 70. Elles assument complètement, quelque part elles sont cosmiques et leurs amis sont des génies. Elles aussi. Bien que parfaitement énormes. Dans le Sentier on pratique avec une saveur à la Roger Hanin l'art du pronom « d'où » : D'où tu me parles comme ma mère ? D'où que le parcêtre il est à 5 francs de l'heure ? Et on ignore l'article indéfini : Il s'est fait brancher LE laser dans LA Golf. Tiens, à propos d'hanin, je vous signale que chez les fics un navarro, c'est un beaufrère policier : Tu sais quoi, mes

deux frangines m'ont ramené des navarros. Le genre de truc qu'on choisit pas.

Auteuil, Neuilly, Passy, vivre comme des sauvages dans sa villa en Corse signifie sans domestique, et dînette sur le pouce un « wine end cheese » pour sobante personnes. Maintenant, si vous ne tenez pas à passer pour un croulant, évitez les mots à l'ancienne genre chendail (pull-over), gentil (joli), eroquignolet (trognon), inverti (gay), jus (petit noir), marcel (T-shirt), louffer (garçon de café).

Très courant, le faux jeune, truffé d'anglicismes du style fun, cool, flip et flash, ne lésine pas sur les préfixes ultra, hyper, extra, giga, hypra. Exemple : Martine, je le connais hypra-bien. Ni sur les suffixes en « os » : craignos, tranquillos, gratos, branchados. Ou en « oche » : Mario-Cloche, téléche, baloche, bastoche.

Exercice recommandé aux politiciens écumant les banlieues, traduisez en langue de bois : Ziva ! Prête-moi d'ta neutu ! Zi-av ! 100 keusses, j'les rends ! Il est ouf, lui ! J'suis un homeboy ! J'suis pae d'le caillare ! Tu me néco !

Alors qu'arrivent les premiers « casques bleus »

Le Japon invité à fournir le tiers du budget  
de l'opération de l'ONU au Cambodge

Alors que les premiers « casques bleus » sont arrivés, jeudi 12 mars, au Cambodge, le responsable de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), le Japonais Yasushi Akashi, s'est rendu à Tokyo pour demander au gouvernement japonais une contribution massive à l'opération. Selon M. Akashi, le Japon devrait prendre en charge le tiers des quelque 2 milliards de dollars que coûtera l'opération au Cambodge et y déployer policiers et observateurs civils. D'autre part, le secrétaire général de l'ONU a nommé plusieurs responsables au sein de l'APRONUC : M. Dennis McNamara (Nouvelle-Zélande) à la tête du département des droits de l'homme, le professeur R. H. F. Austin (Zimbabwe) pour les élections, M. S. Viera de Mello (Brésil) au rapatriement des réfugiés, M. Benjamin Bernander (Suède) à la réhabilitation ; le colonel Klaus Ross (Pays-Bas) sera responsable des 3 500 policiers internationaux. — (AFP)

HORS SERIE  
SCIENCE  
& VIE  
NEOLITHIQUE  
LA PREMIERE  
REVOLUTION  
SOCIALE

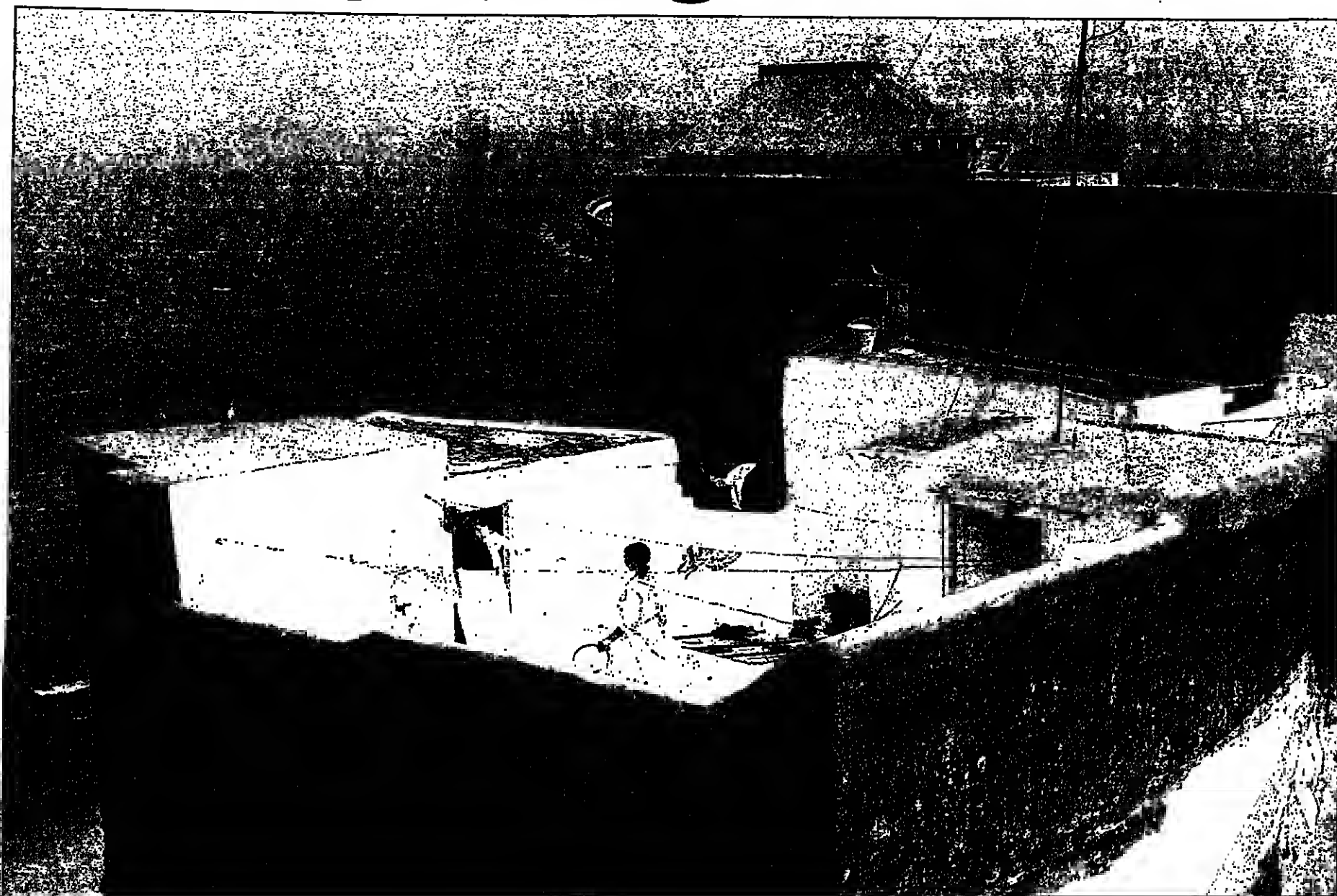
L'homme marque  
de son empreinte  
la nature  
et peut développer  
les premiers réseaux  
d'échanges commerciaux  
et socio-culturels.

UN NUMÉRO HORS SÉRIE  
DE SCIENCE & VIE



# S A N S V I S A

## Tanger, le grand réveil



Tanger peut-elle devenir autre chose que cette ville habitée de fantômes et de songes que l'on traverse aujourd'hui sans rien reconnaître des origines de sa légende ? Une nouvelle aventure, une nouvelle jeunesse, sont offertes à cette belle paresseuse. L'heure du grand réveil est sans doute venue.

**T**ELLE une femme mal aimée, séduite et incomprise, Tanger n'est plus cette « colombe perchée sur l'épaule de l'Afrique » dont parlait Henri de Montherlant. Elle a fini par se laisser aller, livrée à elle-même, oubliée de ses amants, défigurée par ses promoteurs indisciplinés.

La porte de l'Afrique, la fenêtre sur l'Europe ressemble de plus en plus à la fin d'un couloir où la femme de ménage dissimule la poussière, les mégots de cigarettes et les croûtes de chien. Lentement, sans qu'elle s'en rende compte, elle est devenue la principale victime de ses mythes et légendes.

Pour certains, cette ville est un roman picaresque où tout est possible : la liberté du corps, le délire de l'imaginaire, la passion du mystère. Quel mystère ? Elle vit sur cette idée, mais personne n'est capable d'en décoder les racines. Pour d'autres c'est le lieu de quelques trafics plus ou moins avoués. Une chose est sûre : ceux qui y font fortune ne sont pas d'authentiques Tangérois. Ils viennent d'ailleurs, surtout du Nord. Pour tous les autres, c'est un territoire de passage. On traverse Tanger en longeant une avenue qui aurait pu être belle, mais qu'on ne regarde pas, on force sans se retourner. On ne fait que passer. Deux fois par semaine, le superbe paquebot *le Marrakech* (il aurait pu porter le nom de la ville du détroit) qui relie Sète à Tanger déverse des centaines de touristes pour qui cette ville n'est pas assez exotique. Là, la ville n'a rien changé à ses rides. L'avenue d'Espagne se maintient avec ses hôtels modestes, ses bazars, ses cafés, ses faux guides, ses charlatans qui parient sur la folie et ses jeunes sans occupation. Il faut vraiment faire attention pour remarquer les dessins hispano-mauresques de certains balcons à la sortie du

port. A gauche, la voie ferrée longe la plage.

Ce visage qui incite « le prince des voyageurs », Ibn Batouta (né et mort à Tanger, 1304-1369), à parcourir le monde, doit renoncer à ses grimaces. Tanger est appelée à changer. Tout devrait se transformer parce que la belle endormie, la superbe lassitude, la main lascive où les bagues ont perdu leur éclat, va devoir se réveiller. Elle aurait bien aimé prolonger son doux sommeil, laisser ses habits s'élancer et continuer à séduire avec quelques beaux restes. Dur sera le réveil ; tant de paresse et d'abandon a pris petit à petit les dimensions d'un drame national. Alors que la plupart des provinces du Maroc se développent et évoluent, il semble qu'une sorte de malédiction pèse sur le destin de Tanger, mal considérée et surtout mal défendue.

Un projet de loi faisant de Tanger une place financière offshore a été ratifié par le Parlement marocain le 7 juin 1991. Le texte de loi a été scellé par le roi et sera publié au *Bulletin officiel*. (1) Au port, il y a bien une zone franche, limitée et sans grand intérêt pour la population. Là, le gouvernement marocain a vu grand : en créant cette place financière offshore, il espère drainer une partie des mouvements internationaux de capitaux et en faciliter le recyclage dans l'économie marocaine tout en contribuant au développement économique de Tanger, troisième zone industrielle du pays.

Bien sûr Tanger est bien placée, mais le fait de la mettre au travail risque de la brusquer. Avant de recevoir tant d'invités, elle doit faire sa toilette, se secouer, changer de mentalité et rompre avec ses vieilles habitudes. Ville de la paresse, certes, mais aussi de la culture des mythes. Ce qui n'est pas un mythe c'est sa beauté, sa

lumière et ses colères que fait résonner le fameux vent d'est, personnage important de sa légende. Ce vent, parait-il, lave les rues et expulse loin du centre microbes et déchets. Il énerve les pêcheurs réduits à observer la mer à partir du café, rend encore plus fous les chômeurs et autres niais qui se réfugient dans ce port en attendant un jour émigrer vers l'Europe. Depuis l'instauration des visas pour les pays de la CEE, des candidats à l'émigration clandestine s'entassent dans des embarcations douteuses. Certains y laissent leur vie comme ce fut le cas dans la nuit du 5 au 6 février dernier au large d'Almería, où dans la panique il y eut deux morts et une vingtaine de disparus.

Certes l'idée même de mythe a attiré dans le temps quelques écrivains : Jean Genet, Tennessee Williams, Allen Ginsberg, William Burroughs, Juan Goytisolo et bien entendu le plus tangérois de tous, Paul Bowles, qui ne sait plus quoi penser de ce lieu ni quoi en faire. Le phantasme s'éloigne. La ville n'est plus un lieu d'écriture. Mieux que cela elle est devenue matière à roman ; elle est romanesque par l'inquiétude et même l'angoisse qu'elle peut dégarer. Il suffit de se promener dans les nouveaux quartiers (au-delà des anciens bidonvilles de Béni-Makada et de Casa-Barata) pour constater que le réel est telle une marmite qui bout, où le visible est plus fort, plus violent que la fiction. En même temps, c'est une source de création innée pour le romancier. On pourrait en dire autant de la plupart des villes du Maroc. C'est vrai, mais ici la tentation est grande de faire de chaque quartier un roman et de chaque vagabond un personnage de théâtre.

Les gens de la vieille génération aiment rappeler que la lumière de

Tanger a su retenir Matisse et Delacroix. Matisse a aimé observer les couleurs étranges de la médina à partir de sa chambre de l'Hôtel Villa de France, aujourd'hui menacé par les appétits d'un promoteur immobilier. En 1832 Delacroix séjourna dans la ville, fréquenta les grandes familles. Ce fut grâce à Abraham Bencimol, interprète au consulat de France, qu'il a pu s'introduire dans les milieux israéliites et qu'il a peint la fameuse *Noce juive*.

Et puis une autre image s'éloigne : Tanger, ville internationale jusqu'en 1957, où les grandes nations se partageaient des privilèges, où le cosmopolitisme ne signifiait pas métissage puisque les Marocains étaient tenus dans leur majorité à l'écart des affaires et des décisions.

Aujourd'hui, en été, la ville ressemble à ces embarcations surchargées. Elle se remplit et manque de s'étouffer. La population passe de cinq cent mille à un million deux cent mille habitants. On y circule mal, on se fatigue vite, on s'ennerve et on cherche le moyen de fuir. Les touristes surtout nationaux, les émigrés et leurs familles remplissent les nombreuses plages sur l'Atlantique et sur la Méditerranée. Quant aux superbes maisons de la vieille montagne ou de la casbah, certaines sont louées à des prix exorbitants à des stars de la haute couture, du théâtre, du show-biz. Les soirées très mondaines ont un goût de nostalgie et finissent par être drôles à cause du grotesque de certaines situations.

**Ah, les étés de Tanger !** Il y a comme un besoin de folie, un désir d'euphorie, un peu comme des scènes du film d'Antonioni *la Nuit* ou alors comme les scènes surréalistes du film de Bunuel *l'Ange exterminateur*. Les soirées sont dédiées à la fête : des person-

nages de Paris, de Milan, de Rio, défilent dans la bonne humeur, la joie et l'insouciance : on danse, on chante, on drague, le tout sous l'œil médusé des cuisinières et serveurs marocains, très gentils comme il se doit. Ah, ce Maroc rendu si proche par les petites folies tangéroises !

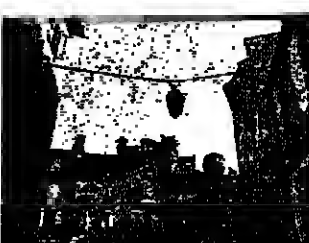
Et puis il y a les soirées plus calmes, plus classiques où on dîne chez Toni au restaurant San Remo malgré la chaleur et les vapeurs de cuisine, ou bien dans le patin de l'hôtel El Miozab, où la cuisine marocaine est bonne. Et le peuple, loin de toutes ces festivités, fait le paseo sur le boulevard Pasteur, tranquille, nonchalant, sans manières. Le même peuple se déplace au bord de la mer, avenue des Forces-Armées-Royaumes. Il marche. Tout simplement.

De notre envoyé spécial

Tahar Ben Jelloun

Lire la suite page 26

### AU SOMMAIRE



Monde, l'ennui s'empare ..... p. 25

La Conciergerie, manque la guillotine ... p. 24

1492, le troisième départ ..... p. 27

Les Vikings, pas ceux qu'on croit ... p. 30

Escapes (p. 24) • Table (p. 24)

Jour (p. 28) • Table (p. 29)

que tu parles ?

SERIE

SCIENCE

VALE

LITHIQUE

PREMIERE

EVOLUTION

SOCIALE

comme marque

son empreinte

la nature

peut développer

premiers réseaux

pages commerciales

socio-culturels.

NUMEROUS SERVICES

SCIENCE & VIE



## Le Bottin sanglant

Il manque une guillotine à la Conciergerie, tous l'affirment. Les visiteurs qui la réclament, qui la cherchent, les gardiens et les confédérés qui sont dans l'embrasement, veulent même de ne pas avoir sous la main l'objet de toutes les démonstrations. Le Bicentenaire, qui a retardé l'endroit, avait pensé un moment en installer une : comme neuve, copie à l'identique de l'une de celles dont on avait entendu s'abattre la lame durant les heures d'exaspération au cours desquelles la Révolution s'éclaboussait du sang de la Terreur. Après réflexion, il fut décidé de s'en tenir à des évocations moins rudes et de ne pas heurter la sensibilité des curieux, ni flatter leur appétit de morbide et de macabre. Donc pas de guillotine, là où, au demeurant, elle n'avait rien à faire puisque cette prison ne servait que d'antichambre au supplice et que les condamnés, comme on le sait, bénéficiaient d'une ultime promenade en plein air avant d'être conduits jusqu'au pied de la machine; jusque sous le couperet de la «veuve», comme on la nommait plus tard.

Reste que l'endroit, malgré l'absence regrettable de l'instrument, est remarquablement lugubre et qu'il demeure largement en tête des visites déprimantes que l'on peut entreprendre dans la capitale. Economies de leur effroi, les Parisiens ne s'y rendent que rarement, laissant aux étrangers ou aux provinciaux le soin de rafraîchir leur mémoire par eux. C'est dommage, ils pourraient prendre connaissance de la «Liste générale et très exacte des 2780 condamnés à mort de Paris», tous envoyés au trépas par les servants d'un tribunal révolutionnaire auquel, le plus souvent, il ne restait de raison que la crainte de voir se retourner

contre eux l'expéditif abolement de leur verdict.

On connaît le mot du condamné qui, glissant sur la première marche de l'échafaud, reprend sa dignité en murmurant : «Ça commence bien...» L'humour noir aux portes des téobres. Les geôliers, eux aussi, faisaient de l'esprit. A la bache, comme il se doit. Les prisonniers, promis pour le lendemain à Sanson ou à ses commis bourreaux, sont désignés selon un cérémonial appelé la «feuille de route» ou le «journal du soir». Que des mauvaises nouvelles. On lit, sur les murs d'une petite pièce réservée à cet usage, saisis dans le désordre lyrique et romanesque de l'ordre alphabétique, les noms de ceux qui emprunteront la ébarrette sans retour : «Baillet, rappeur de tabac; Bugnot, chirurgien-major; C.-H. Estaing, ancien amiral; Joulin, gendarme; Lorenzo, homme de lettres; Lirzin, limonadier; Guillier, ex-noble; Normand J.-C., navigateur; Mauriceau, épicière; Perceval Frileuse Charles-André, fermier général; Peusselot Jean-Baptiste, capucin; Moreau, soldat vétérans...»

COMMENT s'étaient-ils retrouvés là tous ces «ennemis de la liberté»? Souvent par accident : délit de sale gueule, règlement de comptes, mots de travers, perruque trop poudrée, dénonciation. Les politiques, eux, avaient au moins l'avantage de savoir pourquoi ils se retrouvaient dans cette galère — un groupe de grands, dans la nuit précédant leur exécution (l'his-



toire est donné pour fausse, mais exemplaire), organisera même un banquet, pour fêter ça, — mais pour ces professionnels de l'action républicaine, combien d'ébriétés partaient vers les bois de justice en réclamant un chef d'accusation qui ne fut pas dicté par le vertige de conjurer les éraintes que la Nation avait de ses propres errements? «Noël Jean-François, confiseur; Valtor J. C., professeur d'odontologie; Tibello, serrurier; Pleron, copiste; Sayer Antoine, ramonneur; Louise Solron, tourière carmélite;

Dubois, journalier; Boyer, journaliste; Mezmen Hyacinthe, froteur; Marteau, postillon...»

Tout de même, il ne s'agissait que de quelques minutes, que de quelques secondes d'épouvante à supporter : la provocation pouvait servir d'exécutoire au granguignolesque. Puisque plus personne ne savait, au juste, pourquoi le châtiment suprême devait impérativement s'abattre sur ceux que le sort avait désignés pour servir de victimes expiatoires, certains, plus fulgurants encore que l'époque qu'ils traver-

saient, jouaient avec la fatalité et donnaient à la dérision et à l'ironie de quoi se renouveler. On parodiait le tribunal révolutionnaire en s'inventant des plumets tricolores, et en faisant tomber des sentences souvent plus gringantes et mieux vues, que celles dont on allait être victime. «Desalm Kirbourg, prince d'Allemagne; Duffour Marie-Louise, femme de compagnie; Fabre d'Eglantine Pierre-François, homme de lettres, député à la Convention; Maran J., vivandier de son bien; Jean-Antoine Teyssier, baron; Wuldenfele, bonquier; Luckner Nicolas, maréchal de France; Kersaint Harmand, gentilhomme breton; Gaboriau, notaire public...»

La liste s'allongeait, toujours plus rouge. Il fallait, selon les recommandations des sections de la Convention, «mettre la terreur à l'ordre du jour». Pris d'impudence, le tribunal réclamait une procédure plus rapide, moins laxiste. On lui accorde les pleins pouvoirs : désormais, plus de témoins, plus de témoignages, l'accusé est nu. Mais qui est l'accusé? Tous et personne. Le juge Dumas, président des agités, se fait déposer en plein procès et jeter au cachot séance tenante; cas unique de suspension d'audience pour cause d'arrestation de magistrat. La besogne — vingt-trois suspects — sera tout de même terminée dans la journée. Ne pas perdre la main. «Elle, dame d'honneur de la ci-devant femme Capet...» «Ducontent P., ex-prêtre; Dupont Duertre, ex-mi-

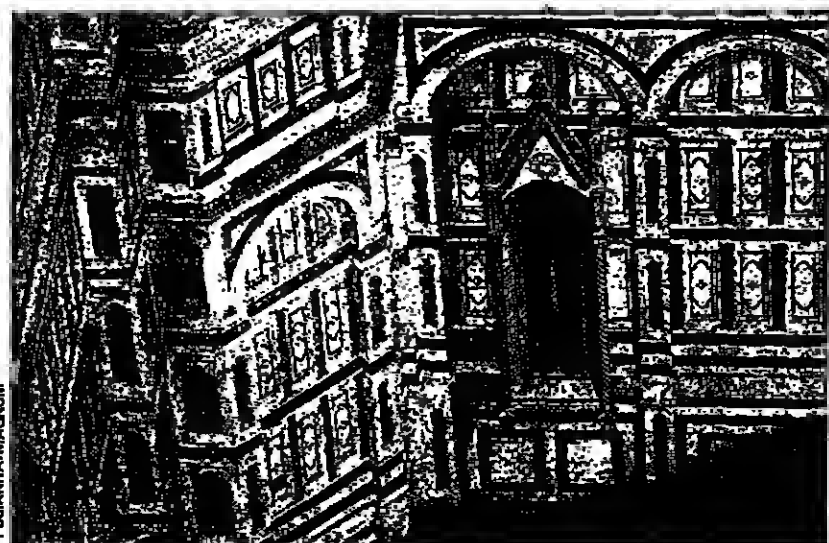
nistre de la justice; La Tour du Pin J. Frédéric, ministre de la guerre; Pothe G., prisonnier de guerre; Prudhomme François Louise, poissonnière; Yvon L. J., courrier de malle; Damour, aubergiste; Houchard J. Nicolas, général en chef de l'armée; Mallette, marchand de fer; Calmette, chandelier; Guerite, volontaire; Robert B., dragon; Binnet, coupeur de velours; Bochet, toucheur de bœuf; Berthier, fondeur et doreur...» «Ah ! ça ira, ça ira...»

Il y avait un exemple qui disait jusqu'où on pouvait aller trop loin. Entre un certain «Loubet André, notaire» et «Louvatière J. B.», sans profession ni fonction particulière, on lit le nom d'un homme qui n'avait jamais pensé pouvoir être aussi étroitement lié à l'histoire de son peuple : «Louis XVI, dit Capet, dernier roi de France». Son personnel est là aussi : «Estor J. L., ex-garde du tyran»; Doyen Gabriel, cuisinier de la femme du tyran, Rousseau A. B., maître d'armes des enfants de Capet, Bertrand P. L., officier de gobelet chez le tyran. Et, en cherchant un peu on n'aura pas de mal à trouver les noms de «Fouquier-Tinville Antoine Quentin, ex-accusateur du tribunal révolutionnaire», ni celui de «Danton Georges Jacques, avocat député de la Convention nationale», ni celui de «Robespierre Maximilien, ex-député de la Convention», encore moins celui de «Desmoulins Benoît Comille, homme de lettres, député de la Convention nationale», expédié aux enfers pour avoir hasardé à trop haute voix que l'œuvre était repue et que le temps de la démenace devait arriver.

Constitué le 10 mars 1793, le tribunal révolutionnaire mettait la clé sous la porte en mai 1795.

Jean-Pierre Quélin

### ESCALES



La cathédrale de Santa-Maria-Novella

### Florence la Magnifique

Le printemps sera toscan. Florence célèbre en effet le cinquième centenaire de la mort de Laurent le Magnifique par un ensemble impressionnant d'expositions. Florence ne serait peut-être pas Florence sans la bienveillance éclairée que ce prince de la Renaissance témoigna aux artistes de son temps. Lettre lui-même, il était à même d'apprécier leurs dons de créateurs. Cet épithète glorieuse ne lui fut pas attribuée en vain. L'influence du «Magnifique», on la mesure au simple énoncé des manifestations. Toutes les composantes du Quattrocento sont examinées. Le 8 avril, trois expositions importantes ouvrent leurs portes : «L'architecture à l'âge de Laurent le Magnifique à Florence et en Toscane» (hôpital des Innocents, jusqu'au 26 juillet), «Le temps revient, fêtes et spectacles dans la Florence de Laurent le Magnifique» (palais Medici-Riccardi, jusqu'au 30 août), et «Le dessin florentin à l'âge de Laurent le Magnifique» (musée des Offices, jusqu'au 8 juillet). Cette dernière présentera des œuvres de Filippo Lippi, Botticelli, Ghirlandajo, Léonard de Vinci et Michel-Ange, en provenance des collections européennes et nord-américaines. A partir du 8 mai, trois expositions plus confidentielles : «Sous l'ombre du laurier», consacrée aux livres de l'époque (Bibliothèque laurentienne, jusqu'au 30 juin), «Laurent après Laurent» (Bibliothèque nationale, jusqu'au 30 juillet), évoquant le destin historique du «Magnifique», et «Cœuvres politiques et changements institutionnels à l'époque laurentienne» (Archives, jusqu'au 30 juillet). Le 6 juin, coup de projecteur sur «L'Eglise et la ville à Florence au XV<sup>e</sup> siècle» (crypte de San Lorenzo, jusqu'au 6 septembre). Le 30, «Le jardin de San-Marco» (Casa Buonarroti, jusqu'au 19 octobre), une présentation de peintures, marbres et bronzes se rapportant à la bataille des Centaures, de Michel-Ange. Le 18 septembre, inauguration des «Ateliers de peinture à Florence au temps de Laurent le Magnifique»

(jusqu'au 31 décembre), où l'on voit le rôle de ces ateliers dans la transmission du savoir et la formation de la personnalité artistique. «La vie à la campagne» sera évoquée à la Villa di Cafaggiolo. Sans omettre nombre de manifestations culturelles à travers la Toscane, qu'il s'agisse d'itinéraires à thème ou de concerts. Le programme complet (dépliant illustré) est disponible à l'office italien du tourisme (23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-03-96). Une lecture d'accompagnement : *Art et humanisme à Florence au temps de Laurent le Magnifique*, d'André Chastel (PUF).

Pour un séjour en harmonie avec la richesse des expositions, on peut consulter la brochure *Cit Evasion* intitulée «Joyaux d'Italie», dont les forfaits associent le voyage, en train ou en avion, à deux nuits en chambre double avec petit déjeuner dans des établissements prestigieux de Florence et des environs. Un exemple : week-end à l'hôtel Villa Médici : 3 710 F (train 1<sup>re</sup> classe), 4 350 F (avion). Au départ de Paris et de la province. La brochure «Italie 1992» présente des séjours et des circuits beaucoup plus

abordable, dans des deux, trois ou quatre étoiles et pour deux ou sept nuits. Week-end à partir de 1 440 F (train) ou 2 615 F (avion); sept jours à partir de 2 580 F (train) ou 3 755 F (avion). Renseignements et réservations auprès de la Cit (3, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42-66-00-90).

### Le beau Danube bleu

Bleu ou pas, le Danube rustera à jamais, grâce à Johann Strauss fils, un fleuve musical. Une affinité qui sera mélodiquement illustrée lors de la croisière musicale du M/S Rousseau, du 19 au 25 avril, à travers l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Au total, 770 kilomètres sur les traces des grands maîtres avec une succession de concerts, à bord (où un orchestre de chambre interprétera musique classique, valses et musique tzigane) et lors des escales joliment un périple qui partira de Vienne pour y revenir. La capitale autrichienne offrira une préface particulièrement dense avec *Aida* de Verdi et *Salomé* de Richard Strauss à l'Opéra national, *Wiener Blut* de Johann Strauss et gala de Robert Stolz à

l'Opéra populaire, sans oublier le concert d'un orchestre viennois dans un palais local et une promenade à pied à la recherche des fantômes de Haydn, Liszt, Mozart et Strauss. Après la visite de la superbe abbaye de Melk (concert d'orgue), Budapest et son opéra offriront à *Lombardi* de Verdi, Bratislava pontuant le tout d'un concert à la Philharmonie. Un Festival qui, de Vienne à Vienne, et selon la catégorie de la cabine choisie (toutes extérieures avec douche/WC) coûtera entre 9 550 et 15 000 schillings autrichiens (1 SA = env. 0,49 F) par personne, pour 7 jours en pension complète avec les programmes musicaux à bord, les places d'opéra (autour de 5 400 schillings pour les cinq représentations programmées) ainsi que certaines excursions étant facturées séparément. Renseignements auprès d'une agence de voyages ou à l'Office du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57.

Sélection établie  
par Patrick François  
et Danielle Tramad

### TÉLEX

**La forme et le goût associés**, du 22 au 28 mars, au complexe hôtelier Atlantal d'Anglet-Chiberta, sur la côte basque, avec cure de thalassothérapie et Festival de cuisine légère. A l'affiche, les saveurs des régions françaises, avec des menus gourmands mais équilibrés et diététiques. Au piano, six chefs renommés venus des quatre coins de France. Forfait du dimanche au samedi, de 13 000 F à 15 650 F (selon la chambre) pour deux personnes, en pension complète, non compris la cure : 2 420 F par personne. Renseignements au 59-52-75-75 ou réservation centrale des hôtels Concorde au 40-68-53-00.

**La chaîne Latitudes** (dix mille lits dans quatorze hôtels de loisirs) élargit son réseau de distribution concentré jusqu'alors sur les agences Havas Tourisme. Pour l'été 1992, ses produits (mer, golf, arrière-pays et montagne) figurent dans deux des brochures (Auto-touring et Moyen Courrier) du voyagiste Chorus et sont ainsi présents dans près de trois mille agences de voyages.

**L'annuaire chèque vacances** 1992 est sorti. Il présente au plus de trois millions de bénéficiaires les cent mille points d'accueil, classés par département et par site. Vendu 55 F, il s'obtient auprès de l'Agence nationale pour les chèques vacances (67-69, rue Martre, 92110 Clichy-la-Garenne). Une nouveauté : le service Minitel 3615 Vacances. Il donne toutes les informations (réductions, avantages) sur les chèques et permet de consulter l'annuaire des prestataires affiliés.

**Les «Univers juifs»**, thème d'une exposition exceptionnelle qui se tient à Berlin jusqu'au 26 avril : 2 500 objets, tableaux et manuscrits venus de tous les coins du monde. «Jüdische Lebenswelten», Martin-Gropius-Bau, Stresemannstrasse 110, Berlin 61. Tous les jours de 10 h à 20 h, le vendredi et le samedi jusqu'à 22 h. Tél. : 19-49-30-25486108. A noter un excellent catalogue (en allemand) avec de nombreuses reproductions en couleur.

**Festival international du cinéma d'aventure**, du 2 au 5 avril à Dijon, en association avec la Guilde européenne du Raid. Documentaires, longs-métrages, expositions de photos, rencontre avec les auteurs et signatures de livres sont au programme de même qu'un colloque, le 4 avril à la Fnac de Dijon, sur Joseph Conrad et l'aventure dans la littérature de son temps : Stevenson, Kipling, Wells, Jules Verne, Dickens, etc. Renseignements au 43-26-97-52.

**Plus de 400 bateaux exposés à Marseille** dans le cadre du Salon nautique de printemps, du 21 au 29 mars, au Prado-Plage, dans la baie du Centre municipal de voile. Parmi les animations prévues, le championnat de France de maquette navale, des régates et l'entraînement des équipes olympiques qui ont choisi ce lieu pour préparer les J. O.

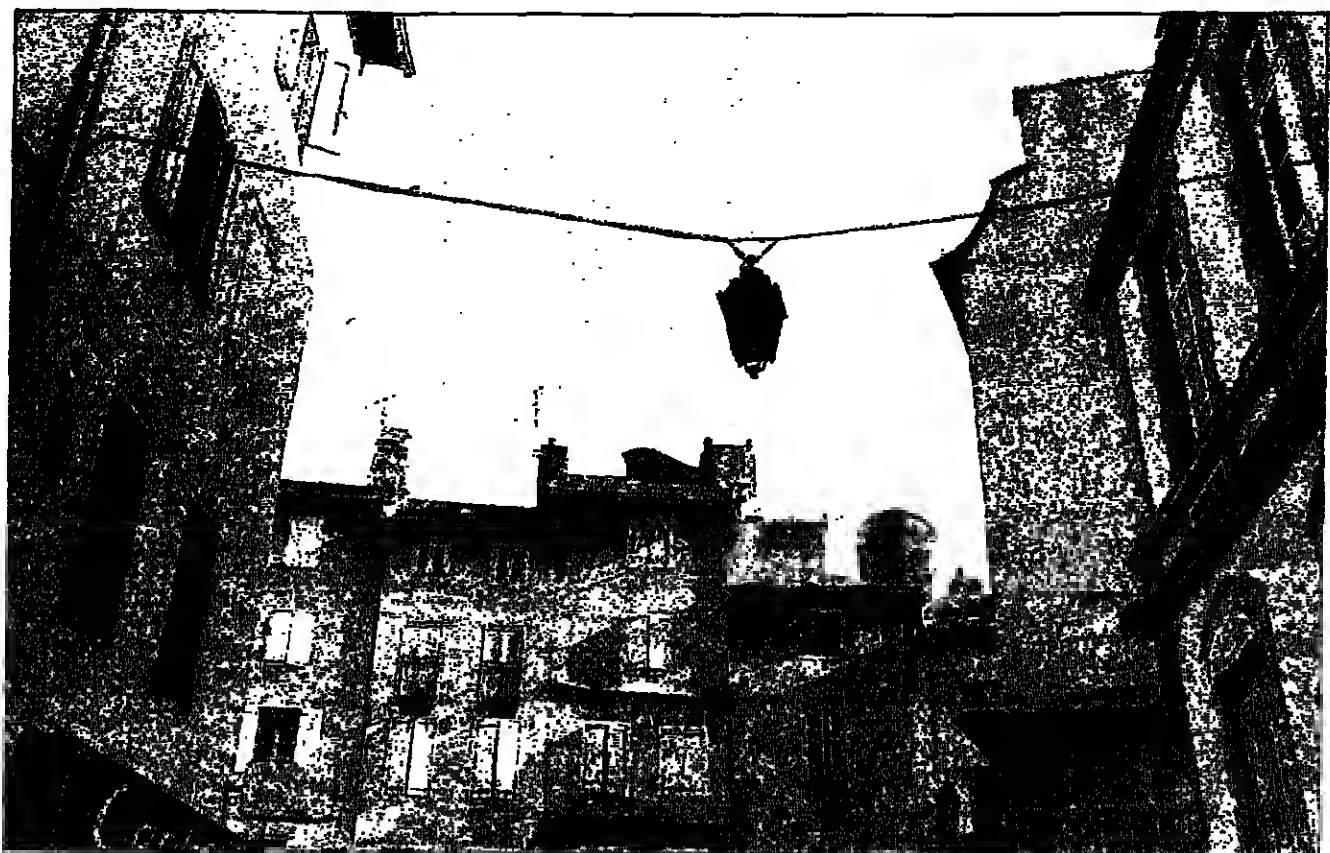
**L'écrit et la ratatouille** sur les pas de Sylvie Lallemand aller... allemand (et anglais). Elle appartient à une longue et haute lignée de cuisinières provençales : dans son mas, près de Gordes (Vaucluse), elle organise, depuis dix ans, des «stages de cuisine provençale» où elle délivre ses secrets sur la façon d'accommoder ratatouille, daube, soupe au basilic, tapenade, aïoli, brandade et, bien sûr, les treize desserts de Noël. Stages toute l'année sauf en juillet-août : 2 600 F pour une semaine de cours, le logement et la nourriture (vin en sus). Mas des Mégathèses, 84220-Gordes. Tél. : 90-72-23-41.

**Trois Vidéo Guides Hachette** : la Réunion, Attractions Floride et Londres. Pour tout voir et tout savoir en 55 minutes. La collection compte dix-sept titres. A paraître : Tunisie, Maurice, Texas/Nouveau-Mexique et Châteaux de la Loire. En librairie, 183 F. Ou via Media 9, 102, rue Nollet, 75017 Paris. Tél. : 42-26-44-46.



# Mende, l'ennui tranquille

On s'y ennue beaucoup, c'est vrai. Mais pas n'importe comment et sans en souffrir plus que ça. Un vieux fond de révolte continue de donner à l'existence de solides et farouches qualités. Portrait d'une ville fermement enclavée au cœur du Massif central. Mende.



**M**ENDE, 12 113 habitants, chef-lieu et préfecture de la Lozère, bonjour ! Bloie au creux d'une vallée encaissée du Lot... Au pied de ce mont Mimai d'où lui viendrait son nom (Mimote, Memde, Mende)... La tranquille cité des comtes-évêques dresse ses maisons aux toits gris autour des deux clochers, l'un ouvrage dans le style itolien, l'autre plus simple, de so cathédrale-basilique, dont la construction fut entreprise au quatorzième siècle par l'un de ses fils les plus célèbres, avec le chimiste Chaplat, Guillaume de Grimoird, le pape Urban V...

Serait-ce l'effet de la fatigue due à la longueur du voyage - pas loin de huit heures ? Ou bien celui de la torpeur, comme une brusque chute de tension, qui saisit dès l'arrivée ? Lorsque, venant de Paris, après avoir changé de train à La Bastide pour emprunter une micheline le long de la ligne à voie unique du célèbre Translozérien, l'on découvre, de la petite gare surélevée de Mende, le panorama de la ville, l'on croit entendre la voix suave et toute en broderies vocales de Lucien Jeunesse, l'animateur du « Jeu des 1 000 francs ». Non point - o priori tenace - que l'ex-capitale du Gévaudan se présente immédiatement comme une enclave « arriérée » ; mais elle exhale d'emblée tout un parfum, toute une « qualité de la vie » qui évoque celle de la « Douce France », chantée jadis par Trenet.

Bond dans l'espace, qui équivaut presque à un saut à rebours dans le temps. Un unique taxi-ambulance break, le toit planté sous un amoncellement de cantines et de paquets d'osier, repart chargé de toute une famille vêtue de noir en direction de Marvejols. En contrebas, sur une esplanade au bord du Lot, près d'un vieux pont de pierre, des groupes d'hommes en casquette jouent silencieusement aux boules. Pas d'embouteillages, bien qu'il soit 5 h de l'après-midi - Mende ne comptait, jusqu'à il y a cinq ans, qu'un seul feu rouge place Charles-de-Gaulle, ex-place d'Angiran !

Mais - seul rattachement apparent de la ville au monde « contemporain » - beaucoup de jeunes, collégiens ou lycéens, habillés comme partout ailleurs en jeans-bousses-baskets, qui siroient des bières ou des menthes à l'eau aux tables des cafés de la Paix, du Commerce et du Palais, aux portes de verre constellées d'affiches annonçant tel match de foot de l'Eveil mendois contre l'introuvable Champolauso, ou le FC Martigues, ou encore tel « bal des anciens » dans un village environnant.

Impossible de se perdre dans les rues étroites et tournoyantes du Vieux-Mende. La présence des voitures le long du boulevard circulaire bordé de peupliers - notre « périphérique », ironisent les Mendois - qui enserrait la ville à l'endroit où s'élevaient jadis les remparts, ramène constamment le piéton vers le centre, vers cette cathédrale monumentale, un peu trop grande par rapport à son environnement et qui la domine en tous points. Partout des croix, des oratoires ou des petites statues de la Vierge nichées dans les murs - « Notre-Dame de la Paix, Priez pour Nuus » ; « Notre-Dame du Bon-Secours (ou de la Consola-

tion), PPN » etc. - rappellent qu'une ville, aujourd'hui laïque et essentiellement fonctionnaire, fut de tout temps l'un des bastions du catholicisme, lieu de pèlerinage pour saint Privat, évangelisateur du Gévaudan.

Ici, chaque coin de rue de la vieille ville semble imprégné de ce passé de foi irrationnelle et parfois obscure. Il n'est pas jusqu'à l'air, au fond frais en toutes saisons, qui descend des Causses qui ne rappelle, comme à Burgos en Espagne, celui, immobile et dense, chargé de renuages d'eau moisissantes, des églises.

**A la voir aujourd'hui** si tranquille, aux sons comme assourdis, comme si, à Mende, l'on chuchotait plus qu'on ne parlait, qui s'imagineraient toutes les horreurs qui furent ici commises au nom de la foi ? Symbole du catholicisme, au beau milieu d'un pays gagné par la Réforme - sa devise en latin n'est-elle pas *Tenebrae non comprehendunt* (les ténébres - de l'hérésie - ne l'ont pas envahie) ? - Mende connut une Saint-Barthélemy sanglante : fut successivement prise et reprise par les tenants de la Réforme, puis par ceux de la Contre-Réforme ; sa cathédrale détruite, à l'exception de ses deux clochers ; et ce qui était son orgueil, la *Sans-Pareille*, la plus grosse cloche de la Chrétienté, pas moins de vingt tonnes de bronze, fondue par un certain capitaine Mathieu le Merle, roturier bugenot devenu seigneur de guerre pour venger son maître assassiné par les catholiques, afin d'en faire - transmutation sacrilège - des canons...

Qu'ils semblent loin ces temps de haïe et de passion ! Dès 7 heures du soir, le Bar-Hôtel du Marehé, derrière la cathédrale,

n'est plus fréquenté que par les quelques consommateurs désœuvrés qui, tous les soirs depuis vingt ans, devant la même marque de bière ou d'apéritif, racontent leur service militaire. Au coquet Hôtel de France, les dîneurs, tous des hommes solitaires, cadres ou fonctionnaires en déplacement, passent à table, expédiant ce silence leur soupe aux pois cassés, tout en regardant devant eux le même point imaginaire. Et, dès 10 heures du soir, dans les rues pavées du Vieux-Mende, où résonnent, à travers les volets uniformément clos des maisons, les éclats de rire un peu forcés de « Sacrée soirée », mis à part le balo de lumière que dessinent les deux bars, le Lozérien et le Palais, encore ouverts, la nuit s'installe, souveraine, à peine troublée par les miaulement des chats errants.

**Mende, capitale de l'ennui ?** Facile, mais pas très juste. Encore faudrait-il que ce « gros bourg », ainsi que l'appellent affectueusement ses habitants, revêt à d'autre chose que lui, d'être une ville plus grande, plus importante, plus ouverte. Or, c'est bien l'inverse qui frappe ici. Dans cet « anti-Saint-Tropez par excellence », ainsi que l'a défini bizarrement le Guide du routard et où, selon un autre guide américain, « les seuls monuments remarquables, mis à part la cathédrale et le pont Notre-Dame, sont les boulangeries et les charcuteries », c'est sûr qu'il ne se passe rien. Et après ? Il y a la gastronomie, le magret, le pâté de sanglier ou de lapin aux myrtilles, la chasse, la pêche et, bien sûr, la nature environnante.

Dans le Vieux-Mende, on ne recense ainsi pas moins de trois armureries et tous les débits de tabac arborent en vitrine des

panoplies entières de « laguioles », ces couteaux paysans du Massif central. Plus qu'une idéologie, l'écologie est le pain quotidien de ces Mendois qui regardent, effarés, le fond du Lot s'envaser et se dépeupler de ses poissons et se plaignent de ce que les eaux de la piscine municipale s'y évacuent. La qualité de la vie, tel est bieu le maître mot d'une ville où, selon un proverbe des fonctionnaires qui s'y voient muter : « On arrive en pleurant, mais on en repart aussi en pleurant ».

Bien sûr que tous ici rêvent, comme l'on dit en langage administratif, de « désenclavement ». Mais ce n'est pas nouveau. Mende a dû batailler ferme, au siècle dernier, pour avoir « son » chemin de fer. L'Etat lui donna deux lignes... dont aucune ne passait par elle. A l'ouest, la Compagnie du Midi bâtissait le Transcévénol qui, via le viaduc de Gabarit dessiné par Eiffel, rejoignait Saint-Flour à Béziers en passant par Marvejols ; et, à l'est, la compagnie PLM prolongeait la ligne Paris-Brioude vers Alès, en desservant Langogne et La Bastide. Ce n'est que vingt ans plus tard, en 1902, que Mende eut enfin sa gare, avec la ligne à voie unique transversale Marvejols-La Bastide.

Les masochistes ne manquent d'ailleurs pas une occasion d'évoquer ce « serpent de mer » qui refait périodiquement surface : le démantèlement de la Lozère entre ses départements voisins, au terme duquel Mende, capitale essentiellement administrative, sans plus d'industrie depuis la faillite de celle de la laine, deviendrait une véritable ville morte. Et les inquiets ne cessent d'en recenser les signes prémonitoires. Il y a encore deux ans, le pittoresque

aérodrome de Mende sur le Causse - avec sa piste en toboggan qui se relève et décroche au-dessus d'une falaise et où furent tournées certaines scènes de la *Gronde Vadrouille* - accueillait un vol quotidien moyen-courrier Montpellier-Mende-Clermont-Ferrand. Supprimé pour cause de non-rétabilité. Et, depuis un mois, pour la même raison, il est désormais impossible de remonter, les samedis et les dimanches soirs, sur Paris par le train de nuit via La Bastide...

Dans quelques mois, il y aura tout de même l'autoroute Paris-Béziers ; mais elle devrait passer une trentaine de kilomètres à l'ouest. Est-ce trop loin ? Ou, au contraire, trop près ? Les Mendois, à la vérité, en leur for intérieur, hésitent. Ces rêves paradoxaux voudraient bien être « désenclavés »... tout en conservant le bénéfice d'être loin de tout, difficiles à joindre.

**Pour vivre heureux...** Ce n'est peut-être pas pour rien que le légendaire Mandrin vint ici se cacher et que la ville abrita, dans les années 50, un pensionnaire célèbre, bien qu'aujourd'hui personne ne se mêle trop de le revendiquer : Joanovici, « le chiffonnier milliardaire », « le Napoléon des non-ferreux », « le plus grand escroc depuis Stavisky ». « M. Joseph », qui, après son procès, avait préféré, pour résidence forcée, Meode à Florac - la justice, magnanime, lui avait laissé généreusement le choix - vécut, en effet, six ans ici, chambre 21 de l'Hôtel de Paris, devenu depuis deux ans la chambre des métiers.

Les autochtones l'aimaient bien, cet homme truculent, qui appréciait la bonne chère, avait réussi, sans jamais mettre un pied sur les

terrains de foot, à hisser la petite équipe locale de l'Eveil mendois en première division, gérait son empire international sans jamais sortir de sa chambre avec un téléphone et une secrétaire - les P et T lui avaient même affecté une opératrice à temps complet pour lui tout seul - et recevait les industriels locaux en quête de capitaux ou de quelque appui à la capitale. Au point que, le 4 octobre 1957, lorsqu'il se permit de s'écarter, c'est très benoîtement en « empruntant » la DS 19 d'un de ses débiteurs que M. Jo s'enfuit, avec peut-être - du moins peut-on l'imaginer - une larme de regret pour cette petite ville qui l'avait si bien accueilli...

**Telle est Mende** : tranquille, alanguie, atone, un peu amorphe en apparence, mais secrètement déviante, rebelle, comme une sorte de « Corse intérieure » au beau milieu du Massif central. Ici, on a beau vivre des subsides de l'Etat, on considère les autorités comme des passants. On les laisse parler, on fait le gros dos et on vit civilement, par derrière, comme on l'entend. Alors, bien sûr qu'on s'y ennue ; bien sûr que, de temps en temps, il est nécessaire de se rendre à Montpellier ou à Clermont-Ferrand, plus anonymes, pour faire les quatre cents coups. Mais, pour le reste, qu'on est bien entre soi ! Que ceux qui s'ennuient trop à Mende s'en aillent ! Ici, le temps s'est comme arrêté, dans une parfaite immobilité. Et si le danger pour qui y reste est de s'y enliser, cela se fait sans bruit, sans cris, sans frustrations, naturellement. Le bonheur, en quelque sorte...

De notre envoyé spécial  
Patrice Bollon

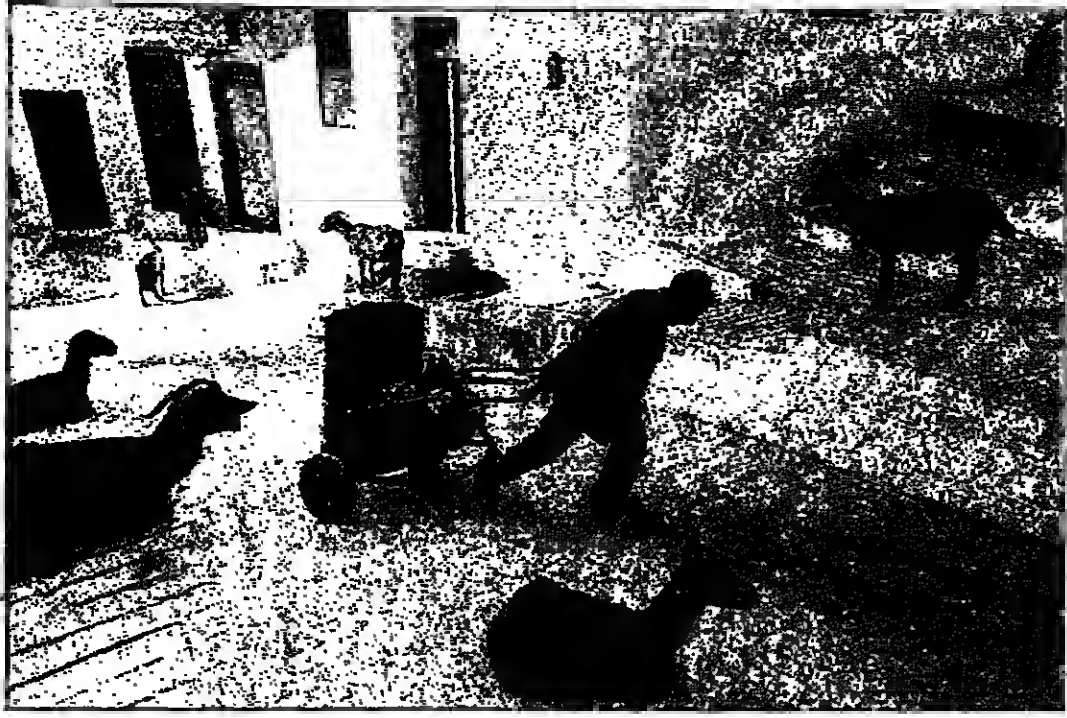
**ISLANDE**  
geysers  
et volcans  
avec votre voiture  
à bord du  
car-ferri "Norröna"  
de la Smyril Line  
Votre agent de voyages  
ou agent général  
Voyages AGREPA  
42, rue Etienne-Marcel  
75002 Paris. Tél. : 45 08 81 50

**Islande**  
Découvrez une terre  
de contrastes  
A PARTIR DE  
**4450 F**  
Avion + location de voiture  
(base 4 pers)  
VOYAGES Renseignements  
et inscriptions  
UTA 3, rue Meyerbeer  
75008 Paris (opéra)  
Tél. (1) 48 24 74 74  
Info minitel  
3615 CODE OTISLANO

**L'ISLANDE avec ALANTOURS**  
"Le Panorama de l'Islande"  
Circuit accompagné  
11 jours Paris/Paris. **13 150 F**  
Demandez la brochure ALANTOURS ISLANDE  
à votre agent de voyage ou ALANTOURS :  
5, rue Danielle Casanova - 75001 Paris - Tél. : (1) 42 96 59 78

**FINLANDE :**  
l'entracte Nature !  
A moins de 3 h. de vol de Paris, LA  
FINLANDE, Pays du temps de vivre,  
vous attend.  
Ici, tout est harmonie : la terre et l'eau  
s'unissent en milliers d'îles et de lacs  
où voguera votre barque avant de  
rejoindre votre chalet et son sauna.  
Ici, roulez sans hâte. Arrêtez-vous pour  
écouter les chants d'oiseaux à la lisière  
des forêts embaumées.  
Vivez, le temps de vos vacances, tout  
près de la nature.  
Saisissez l'occasion de vous relaxer : un  
corps neuf : canoë sur les lacs, pêche,  
randonnées pédestres ou en 4x4,  
bateau, planche à voile, natation,  
V.T.T...  
Plus haut, en LAPONIE, découvrez à  
l'infini la toundra : les rennes y paissent  
librement.  
Vous pourrez, aussi, assister aux nom-  
breux festivals de musique, de danse,  
d'opéra...  
LA FINLANDE est multiple.  
Cet été, goûtez les soirées dorées sous  
les rayons du soleil de minuit...  
OFFICE DU TOURISME  
DE FINLANDE  
13, rue Auber 75009 PARIS  
Tél. : (1) 42 66 40 13  
Minitel 36 15 Finlande  
Quel que soit votre choix : avion, car-ferri avec votre voiture, train, voyage organisé...  
vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ M \_\_\_\_\_  
**Finlande**  
naturellement votre





HARRY GRUYAS/IMAGINUM



MARTINE VOYEUX/METIS

## Tanger, le grand réveil

Suite de la page 23

L'été est ainsi : Tanger se trompe et trompe les autres sur ses capacités, sur ses charmes et sur ses mythes. Il faut aller la voir l'hiver. Replée sur elle-même, elle cultive l'ennui et la répétition du même. C'est aussi son charme, vraiment discret.

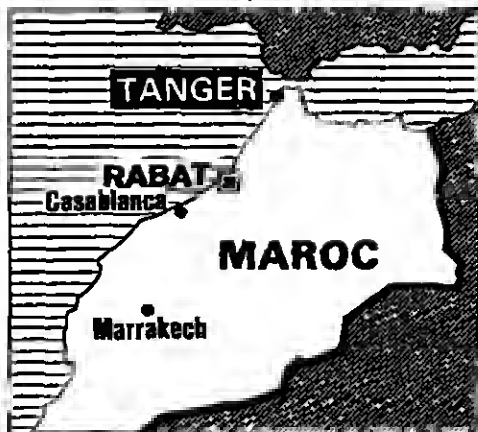
Comme les autres villes du pays, Tanger grandit de manière anarchique : à l'entrée puis à la sortie, de nouveaux quartiers naissent, sans arbres, sans espaces verts, mais avec beaucoup de poussière, de béton et de conformisme. Des villas inachevées ou d'autres, de véritables forteresses, rivalisent de laideur. Au centre, entre 4 000 et 6 000 appartements neufs sont inoccupés. Certains disent que ce sont « des immeubles de la menthe » dont la construction aurait servi à blanchir de l'argent (en 1991 le conseil municipal a délivré 651 permis de construire dont 469 pour des villas et 103 pour des immeubles). Cette anarchie vient du fait qu'il n'existe pas d'agence urbaine ; ajoutez à cela la disparition de la région des autochtones (une dizaine de hui appartements à une société privée assurent, bien mal, le transport d'une population d'un demi-million de personnes !). Tout le monde en convient, Taogor n'a pas d'ange salvateur, une sorte de Zoro ou de Rambo, face aux affairistes venus du Nord-Est, sans culture, si ce n'est celle inavouable et dont personne ne parle.

Il s'agit à présent pour Tanger de présenter un nouveau visage et un nouvel esprit. Pas question de rater cette chance et de décevoir

les banquiers et industriels européens, arabes et marocains. Pour le moment, une vingtaine de demandes sérieuses émanant de grandes compagnies bancaires européennes pour s'installer à Tanger ont été enregistrées auprès de la Banque du Maroc. Du fait que les places financières européennes offrent quelques avantages vont devoir caduques en 1993 et du fait que la Suisse n'est plus le refuge bancaire qu'elle était, Tanger semble bien indiquée pour prendre la relève et redonner encore plus forte la confiance que les investisseurs ont dans l'évolution de l'économie marocaine et dans la stabilité politique du pays.

Pourquoi Tanger ? Est-ce à cause de son passé de ville internationale, à cause de son histoire qui remonte à l'aube des temps ? (Les gens de la ville aiment bien rappeler que Tanger serait née du déluge ; l'arche de Noé serait venue s'échouer là ; une colombe libérée par Noé serait revenue le bec souillé de glaise et Noé se serait exclamé : « Tin Jaa » — la glaise est venue.) Ou tout simplement parce que le fait d'être une porte et une fenêtre entre deux continents suffit pour convaincre les investisseurs, que d'un point de vue pragmatique, ce lieu est idéal ? Elle est à vingt minutes de vol de Malaga, à une heure de Madrid et à deux heures et demi de Paris. Un banquier a besoin de peu de chose pour travailler : un téléphone, un télécopieur et une ligne aérienne quotidienne qui lui permette de venir le matin et de rentrer chez lui le soir.

L'Office des télécommunications prévoit l'installation de quatre mille lignes de téléphone ; quant à la compagnie nationale Royal Air Maroc, elle étudie le projet de cette ligne quotidienne, hésitant entre Paris et Madrid. Une liaison Séville-Tanger sera assurée à partir de l'ouverture de l'exposition universelle. Taogor, en temps normal, est reliée deux fois par semaine avec les deux grandes villes espagnoles (Madrid



et Barcelone), deux fois à Bruxelles et à Amsterdam et deux fois seulement à Paris. Les compagnies étrangères, Air France et Iberia, qui ont déserté Tanger, ont, de l'avis des experts, fait un mauvais calcul. Le projet d'Air France d'ouvrir une ligne hebdomadaire entre Paris et Taogor a été, semble-t-il, abandonné à cause de la crise du Golfe. Peut-

être que la compagnie française attend l'installation officielle de la zone offshore pour revenir sur sa décision. L'aéroport est en train de s'agrandir. Il est prévu l'extension de la piste et du tarmac.

Quant au port, son extension est sérieusement envisagée malgré les protestations de quelques Tangerois qui se sont découverts une passion tardive et, d'après certains, suspecte pour l'écologie. La quantité des camions TIR (transport routier international), transitant par Tanger a, entre 1980 et 1989, augmenté de 110 % et le nombre des camions ayant transité par ce port est passé

En 1957, Tanger avait trois hôtels cinq étoiles. Aujourd'hui, elle n'en a qu'un seul, le fameux El Minzah qui vient d'être racheté et qui, lui aussi, est appelé à se transformer et à s'agrandir. Tanger reste cependant la deuxième ville du Maroc en lits d'hôtel (8 000 lits), mais, curieusement, c'est la seule ville du pays où la capacité hôtelière diminue (l'Hôtel Malabata, en face du Club Méditerranée, est fermé depuis plus d'un an ; quant à l'Hôtel Tanger, il s'est transformé en appartements et en bureaux).

La ville manque de bons restaurants comme elle manque de lieux de loisirs. Il y a bien un club équestre et un golf, mais est-ce suffisant ? Il faut à cette ville qui reste malgré tout un symbole de tolérance un peu plus de volonté pour développer ses atouts. Avec ses deux synagogues (seule celle du boulevard Pasteur, « Châsar Raphaël » est ouverte), son foyer juif pour personnes âgées, sa cathédrale, son église Notre-Dame-de-l'Assomption, son Saint Andrew's Anglican Church, son American Church, son église italienne Saint-Fraçois-d'Assise, Tanger donne l'exemple d'une parfaite coexistence entre les cultures et les religions. Cela, elle l'a hérité de son époque internationale et aussi de la volonté du souverain marocain d'inscrire le pays dans cet esprit de tolérance au quotidien.

Avec ses écoles espagnole, américaine, son lycée français (le lycée Régnaud qui a presque quarante ans, compte 340 élèves dont 70 % de Marocains ; les frais de scolarité sont de l'ordre de 6 000 dirhams par an, ce qui est beaucoup pour nombre de parents ; en tout cas, ce n'est pas en augmentant ces frais qu'on encourage le développement de la francophonie !), Tanger pourrait

renouer avec l'esprit du cosmopolitisme qui la caractérisait et s'ouvrir sur le métissage culturel.

Avec toutes ces potentialités, il est à parier, si toutefois elle se débarrasse de son apathie légendaire et de son insouciance, que Tanger devienne autre chose qu'un lieu de passage où on jette les débris. Avec le nouveau statut offshore, elle pourrait opérer une transformation radicale et entamer une nouvelle vie, une nouvelle jeunesse.

En 1963, Abraham L. Laredo, président de la Société d'histoire et d'archéologie de Tanger (2) a prononcé une conférence sur « Tanger, de la légende à l'histoire ». Il a rappelé qu'en 1808 le capitaine Antoine Burel, en mission au Maroc, aurait recensé à Tanger 5 000 âmes dont 800 juifs et 150 Européens. Il a dit par ailleurs : « C'est dans ce creuset privilégié par la nature que la fusion des peuples les plus divers a pu produire, à chaque époque, le type du Tangerois que nous sommes tous et que vous connaissez bien, facilement assimilable et grand assimilé ». En 1992, l'occasion est offerte à ce type de Tangerois de tirer de la zone offshore le meilleur profit pour le développement de sa ville et pour sortir définitivement de l'image du parcsseux assis au café devant son télé ou son crâne qui attend qu'un miracle se produise et l'enrichisse d'un coup de baguette magique.

De notre envoyé spécial  
Tahar Ben Jelloun

(2) Hommage à Abraham L. Laredo. Édité par la Société d'histoire et d'archéologie de Tanger ; 1969.

## COURRIER

### Réalités du catalanisme

À la suite des articles consacrés à la Catalogne dans « le Monde sans visa » du 29 février, mais plus particulièrement après celui intitulé « Penser en Catalan, vivre en Espagnol », nous avons reçu de M. Gérard Combes, de Labastide-Saint-Pierre, (Tarn-et-Garonne), une lettre dont nous publions les extraits suivants.

Barcelone a une municipalité socialiste et cette instance tient le rôle majeur dans l'organisation des Jeux olympiques (...). C'est normal et c'est bon, en ce sens que la Catalogne a le cœur comme les humains. Mais vous n'ignorez pas le poids des idéologies, en particulier à gauche. En Catalogne, par idéologie, les socialistes ont négligé le catalanisme (régionalisme ou séparatisme, comme vous voudrez). C'est la raison pour laquelle domine le parti du président Puig (Convergència), qui incarne le catalanisme. La Généralitat n'est pas conservatrice, tout au plus centriste, mais essentiellement catalaniste.

Barcelone occulte plus ou moins ce fait majeur par infodation idéologique à Felipe Gonzalez et à son parti. (...) Il est déjà très exagéré de prétendre qu'à Barcelone, ville très cosmopolite, 50 % des

habitants ne sauraient pas pratiquer le catalan. Mais avancer ce chiffre pour l'ensemble de la province est simplement ridicule.

L'histoire catalane montre que ce peuple a dominé la Méditerranée du onzième au quinzième siècle. Et qu'il lutte depuis la mort du dernier souverain catalan, Martin le Jeune (1410 je crois), contre la volonté d'absorption castillane. Qu'il n'ait tenu cinq siècles contre une répression constante parfois féroce, toujours actuelle. (...) Malgré les brimades séculaires, de l'interdiction de commercer avec l'Amérique au seizième siècle aux tracasseries de nos jours, le PNB catalan tire toujours en avant le PNB espagnol. (...)

Plus fondamental : le mythe du drapeau catalan. Il y a plusieurs versions. La plus connue met en scène Charles le Chauve, blessé au cours d'une bataille contre les Maures. Son allié, Guifré le Velu (tombeau à Ripoll), sauve la bataille. Guifré le Velu est le fondateur de la dynastie des comtes de Barcelone. Au soir de la victoire, Charles le Chauve remercie Guifré en lui offrant un écu d'or et, trempan sa main dans sa plaie, trace avec ses doigts sur l'écu d'or les quatre barres de sang. Ce mythe résume l'âme catalane et son génie.

Car il y a un génie. Un de vos interlocuteurs souligne que la bourgeoisie catalane n'a pas compris les

phénomènes artistiques modernes. C'est sûrement exact. Le rôle de la bourgeoisie a souvent été limité au progrès économique. Mais, en Catalogne, les classes moyennes, anciennes, ont eu un rôle majeur dans la vie nationale, la vie culturelle. Contrairement à ce qui s'est passé presque partout dans les nations annexées par leurs voisins, les classes moyennes ont toujours été en Catalogne à la pointe de la lutte contre les Castillans et notamment pour la défense de la langue catalane. Seules quelques très grandes familles aristocratiques ont collaboré avec l'occupant.

De ces luttes et du génie catalan est issue une brillante civilisation. Faut-il parler de la pléiade de peintres de renommée mondiale du dix-neuvième siècle ? De tous les arts graphiques de nos jours. Sait-on que Falla, Albéniz, Granados... tous sont des catalans. Faut-il évoquer Casals, Caballé, Carreras...

Vous vous demandez peut-être d'où procède ma passion pour la Catalogne ? Je répondrai simplement que le catalan est le nouveau vivant de la langue d'Oc (mon pays). Le français parle par un palais catalan, par la bouche d'un Perpignonnais par exemple, est vulgaire, horrible. En revanche, quand la même personne s'exprime en catalan, c'est un enchantement. Le catalan est la langue d'Oc (restée un patois) ce que le français de la

Loire est aux autres accents de notre pays. Le catalan a souvent réduit les mots latins à leur racine (pa, vi, mon = pain, vin, montagne). C'est une langue... pressée, ardente, avec un extraordinaire balancement entre ces sons durs (racines presque sans voyelles) et la douceur des u (prononcés ou) et surtout des a (une différence fondamentale avec le castillan, où le a est très dur), très proche de la prononciation française des e.

### Les « fortifs » de Louis-Philippe

Après la parution de l'article « Préhistoire du périphérique » dans « le Monde sans visa » du 1<sup>er</sup> février, nous avons reçu de M. Bernard Marrey, historien à Paris, le point de vue que nous publions ci-dessous.

J'ai beaucoup apprécié votre article sur le périphérique. Il appelle de ma part une petite rectification historique et m'invite à vous soumettre une appréciation différente.

La responsabilité des fortifications n'est pas imputable à Thiers comme le veut l'attribution traditionnelle, les fortifications de Monsieur Thiers, aussi fausses que venues, mais bien à Louis-Philippe. D'abord parce que Louis-Philippe détenait le pouvoir exécutif, alors

que Thiers ne fut président du conseil que sept mois, dont seulement six semaines après avoir arraché le vote décisif de la construction des fortifications, mais surtout parce que c'est Louis-Philippe qui, voulant marquer son pouvoir sur la capitale d'une trace durable, avait décidé, bien avant l'accession de Thiers au ministère de la construction, des fortifications, et même avait choisi Thiers en partie dans ce but : il le jugeait plus apte qu'un autre à obtenir l'accord de la Chambre. (Pour plus de détails, je vous renvoie à un chapitre de mon livre La Ville et ses projets écrit par L'Arsenal, intitulé « Vies et mort de l'enceinte de Thiers », ce qui montre que les responsables de publication ne lisent pas les articles qu'ils publient.)

Mais qu'elles aient été voulues par Thiers ou Louis-Philippe, finalement importe peu, le fait est qu'elles furent réalisées, et rapidement, pour le malheur de la ville et surtout de sa croissance. Pendant un siècle, et maintenant sans doute bien davantage, la ville fut coupée des communes alentour. Elle n'en souffrit pas trop au début, ayant du terrain libre de reste à l'intérieur de l'enceinte, mais bientôt l'asphyxie gagna, les communes de banlieue se développant sans lien avec la ville, et donc dans le désordre inextricable que l'on peut apprécier depuis un bon demi-

siècle. Et ce qui s'y construisait actuellement fait penser qu'il ne s'agit que d'un début.

Ce n'est pas tout : « la feue ceinture verte » offerte aux ingénieurs des Ponts et Chaussées qui régissent l'équipement du pays (puisque l'urbanisme n'est plus reconnu au moins au niveau ministériel) une réserve de terrain à bon compte, ils refirent avec allégresse la même erreur que leurs aïeux un siècle plus tôt. Ceux-ci avaient lutté contre les compagnies privées pour imposer un plan radioconcentrique des voies ferrées dont on n'a pas fini de payer les conséquences. Non instruits par cet exemple, leurs descendants firent de même pour les autoroutes et découvrirent quelques années plus tard que Paris était embouteillée.

Si Paris n'avait pas disposé de cette réserve, il est permis d'espérer que l'on aurait alors été contraint d'envisager le plan autoroutier autrement et de prévoir une autoroute de contournement, non pas aux portes ni à 10 kilomètres de la ville, mais bien à une centaine. Reste que le périphérique est là, encerclant Paris de son mur de bruit, de pollution et de pollution. Prolongeant les fortifications, il pérennise la coupure de la ville de son agglomération. Pour le plus grand mal de l'une et de l'autre.

هكذا من الشغل



ANNIVERSAIRE



FREDERIC BRENNER

Trois générations de juifs stambouliotes.

# Des juifs chez Bajazet

Il y a un demi-millénaire, 1492 fut une année très chargée en Espagne : non seulement l'exil des derniers Maures andalous vaincus à Grenade (le Monde sans visa du 2 novembre 1991) et l'embarquement de Colomb pour des Indes qui devaient être les Amériques (le Monde sans visa du 1<sup>er</sup> février 1992), mais encore l'expulsion des juifs du royaume ultracatholique. Les descendants de ces israélites ibériques restés dans la Turquie actuelle y célèbrent avec éclat l'arrivée de leurs ancêtres.

LORSQU'EN 1869 - après avoir inauguré le canal de Suez - Eugénie de Montijo, impératrice des Français, née espagnole, accompagna un voyage officiel chez le sultan-calife de Constantinople, elle fut fort surprise d'entendre le grand rabbin de l'Empire ottoman la haranguer dans sa langue maternelle ou tout au moins en vieux espagnol.

Il faut préciser à la souveraine qu'une partie des juifs turcs étaient originaires d'Espagne d'où ils furent chassés en 1492, mais qu'ils en avaient conservé l'idiome de ce temps-là pour leur usage propre. Ce *ladino* ou plus précisément *judeo-espagnol* « est aujourd'hui à l'agonie comme le *yiddish* », selon l'expression de Nafiz Güler, un des 160 000 juifs ayant dû quitter l'Espagne catholique, on estime que 90 000 se réfugièrent chez les Ottomans. 10 000 allèrent en France.)

Historien, juriste, homme d'affaires, M. Güler est l'un des notables juifs stambouliotes en vue. Il est également vice-président de la Fondation du cinquième centenaire de l'arrivée des séfarades (1) en Turquie. Il explique : « La lente disparition du judeo-espagnol ne signifie nullement la fin de notre communauté qui compte aujourd'hui vingt-cinq ou vingt-six mille membres dans le Grand Istanbul. Nous y avons deux écoles, des cercles sportifs, un hôpital et un hôpital à Smyrne. Les juifs sont particulièrement actifs dans le commerce et l'industrie, mais aussi à l'Université et un peu dans la presse. Forts de cinq cents ans de liens harmonieux avec les musulmans de Turquie, nos rapports actuels avec les autorités et nos compatriotes non israélites sont sans problème. »

Et c'est vrai que cette minuscule communauté, dans un immense pays qui franchira dans peu d'années la barre des soixante millions de musulmans, fait bonne figure

avec son *haham-bachi* (le grand-rabbin David Asseo, coopté à vie en 1961 par le Conseil rabbinique, lui-même élu par les fidèles mâles), sa trentaine de synagogues, sa vingtaine de boulangeries, ses mille deux cents enfants de moins de seize ans et sa nouvelle école en construction sur les confortables collines stambouliotes d'Ulus, ses élites brillantes, tel le célèbre éditeur du quotidien *Milyet* Samy Cohen, le ténor du barreau Rifat Saban ou le roi des arts ménagers Jak Kamhi.

Président et mécène de la Fondation du cinquième centenaire, M. Kamhi, dont le groupe *Profilo* fournit 30 % du marché turc des « produits blancs » (appareils ménagers) et des téléviseurs, symbolise à lui seul l'intégration économique des israélites, mais aussi sociale, par son mariage avec une musulmane, au-delà des interdits, préjugés et usages des deux bords. On a recensé ces dernières années 10 % de mariages mixtes parmi la communauté juive locale, alors qu'il y a quelques générations, rapporte Elias Canetti dans *Histoire d'une jeunesse* : « Il eût été inimaginable même qu'un séfard épouse une todesca, une ashkénaze. »

Cette réussite des séfarades de Stamboul, Smyrne, Brousse et autres lieux ottomans n'est pas une nouveauté, y compris au plan international, quand on se souvient - et si nécessaire, les juifs du Bosphore se font un plaisir de vous y aider - que les fameux romanciers Albert Cohen (1895-1981) ou Elias Canetti (né en Bulgarie turque en 1905; Nabe de littérature 1981), sont « turco-séfarades », tout comme feu les artistes de variétés

Dario Moreno et Ray Ventura. Sans oublier la « colombe » Itzhak Navon, chef de l'Etat israélien de 1978 à 1983.

Tout visiteur ébloui par les collections françaises conservées au musée Nissim-de-Camondan à Paria, sera curieux qu'on lui déroule, dans l'ancienne Constantinople, l'histoire rutilante et tragique des Camondo; ces futurs « Rothschild de l'Orient », expulsés du Portugal après que ce royaume eut imité l'Espagne, n'arrivèrent en territoire ottoman qu'au dix-huitième siècle via Venise; comtes italiens car ils favorisèrent plus tard le rattachement de la Sérénissime à l'Italie, banquiers philanthropes et fondateurs de synagogues en Turquie où ils s'attirèrent les faveurs sultaniennes jusque et y compris le jour de leurs funérailles; francophiles à en mourir pour la France d'une de ses guerres contre l'Allemagne, les dévotiers Camondo s'éteignirent en déportation.

S'ils avaient moins aimé Paris, s'ils étaient restés sur la Corne d'or, les malheureux auraient été sauvés. Durant la seconde guerre mondiale, la République turque n'eut pas la tentation de pousser la germanophilie jusqu'à livrer ses ressortissants israéliens à Hitler. Le Führer en personne ne s'y était pas trompé qu'il, arrachant ses juifs à Salonique grecque, ordonna de ne point toucher à ceux détenant un passeport turc.

Rares sont les judéo-ottomans, surtout en cette année d'anniversaire, à vouloir s'exprimer sur « les nuages passagers » qui, sans remettre en question un bilan positif, tempèrent quand même un peu la satisfaction tous azimuts des notabilités. Ainsi les séfarades, depuis

leur arrivée en Méditerranée islamique, à la fin du quinzième siècle, et jusqu'à la proclamation de l'égalité juridique de tous les sujets califaux en 1856, furent soumis, comme les chrétiens, à la « dhimmitude », statut inégalitaire, aggravé parfois de divers abus. Bernard Lewis (voir encadré) nous apprend que le même Bajazet II, qui ouvrit ses Etats aux exilés d'Ibérie, ferma d'autorité plusieurs synagogues... Aux dix-septième et dix-huitième siècles, « la population juive de l'Empire est écrasée de taxes, de capitations, de rachats de tout ce qui est indispensable pour vivre (...). La garnison des janissaires de Salonique peut descendre à volonté dans les quartiers juifs voler les marchandises et les filles », indique Béatrice Leroy dans *L'Aventure séfard*.

Le seul drame, au reste récent (1986), mais dans lequel, autant que l'on sache, aucun Turc ne fut impliqué - et que les juifs stambouliotes évoquent donc sans trop de réticences - est le mitraillage de la synagogue Nove-Chalom - « Chemin-de-Paix », - la principale d'Istanbul, située au pied de la vieille tour génoise de Galata. Avant d'être abattus, les deux terroristes, réputés arabes, avaient eu le temps de tuer une vingtaine de fidèles.

« L'idée de remercier les Turcs, les Turcs musulmans, pour l'hospitalité réservée jadis à nos aïeux s'inscrit hors d'Espagne par les Rois catholiques, était légitime, encore que le sultan Bajazet II ne les accueillait sans doute pas par compassion mais parce qu'ils étaient porteurs de techniques économiques, financières et artisanales dont les Ottomans manquaient alors », estime Raphaël, ancien élève du lycée franco-turc de Galata-Sérail, en instance de départ pour étudier aux Etats-Unis. Le jeune homme poursuit : « En revanche, l'idée d'une fondation permanente et surtout de festivités, galas et autres démonstrations voyantes, comme la

création d'un musée de la vie commune judéo-turque, ou le don d'un jardin public, me paraissent susceptibles d'attirer sur nous l'attention des musulmans radicaux, toujours à l'affût pour dénoncer notre naissance, notre influence. »

Il est vrai en tout cas que la presse des islamistes ou assimilés (environ 16 % des voix aux élections législatives de 1991) est friande de piques sur le sionisme, la politique israélienne, voire le judaïsme. Mais elle n'est pas la seule. L'hebdomadaire israélien d'Istanbul, *Chalom* (édité en turc, avec quelques articles en *ladino*), élusait récemment au pilori une question d'Histoire à connotation antijuive lors d'un examen universitaire...

Les dirigeants de la Fondation du cinquième centenaire croient au contraire que la visibilité de leurs opérations montrera à leurs compatriotes mahométans « la reconnaissance mais aussi la loyauté des juifs turcs ». Le refus de l'administration de laisser la Fondation restaurer le tombeau de Bajazet II est quand même peut-être l'indice d'une légère irritation gouvernementale devant tant de zèle. Les juifs se sont donc contentés de réhabiliter, dans le quartier populaire de Balat, jadis à dominante israélienne, la synagogue Ahrida, la seule encore debout dans la cité à avoir été construite avant la prise de Constantinople par les Turcs en 1453.

Une interrogation majeure en ce siècle fut, pour les judéo-turcs, non en doute, la création d'Israël en 1948. Fallait-il abandonner la douceur de vivre dans les îles de la mer de Marmara, sur les bords de la baie de Smyrne, ou au creux des divans en velours de Brousse, pour les incertitudes spartiates du nouvel Etat ? Environ quarante-cinq mille personnes, soit les deux tiers des juifs de Turquie, choisirent finalement la seconde solution. Ankara ayant reconnu Israël dès

1949 - les deux gouvernements ont toutefois attendu 1992 pour échanger des ambassadeurs, - les partants eurent le privilège, refusé aux judéo-arabes, de maintenir tous les liens, familiaux, humains, économiques, aériens qu'ils souhaitaient avec leur ancienne patrie. Ceux qui sont restés sur le sol natal continuent, avec peut-être une petite pointe d'ironie, d'appeler « les idéalistes » leurs frères devenus israéliens.

Le demi-millénaire fécond simon toujours paisible de l'aventure séfard en Méditerranée orientale valait certainement la peine d'être fêté. Entre Ottomans et juifs d'Espagne il y eut une assez rare coïncidence d'intérêts, génératrice de vrais bonheurs. Les Arméniens, hier, furent bien moins chanceux tels, sous nos yeux, les syriaques, ces derniers chrétiens des confins turco-syriens, pris en tenaille entre les violences kurdes et la passivité turque.

Si nous étions citoyen turc - et juif - la seule chose qui nous déplaierait dans cet Etat dont chaque discours rappelle la « laïcité », ce serait d'avoir, sur notre carte d'identité, la marque en toutes lettres de notre confession : *musevi* (de *Moïse*, *Musa* en turc). Il est vrai que musulmans et chrétiens sont également estampillés de la sorte...

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) *Sefarad*, « Espagne » en hébreu, et *Espana*, « Allemagne » dans la même langue, ont donné leurs dénominations présentes aux deux grandes catégories d'israélites, ceux ayant essaimé en Méditerranée et ceux implantés en Europe non latine. Les véritables différences entre séfarades et ashkénazes ne sont pas doctrinales mais culturelles. Sur près de quinze millions de juifs dans le monde, moins d'un tiers sont séfarades, comme environ la moitié des quelque 600 000 juifs français.

## Festivités judéo-hispaniques

Créée en 1989 par un groupe de Turcs juifs et musulmans, la Fondation pour le cinquième centenaire de l'arrivée des séfarades en Turquie patronne nu suscite, cette année dans divers pays (dont la France, où est notamment prévue une table ronde à Paris), toute une série de manifestations à dominante culturelle. Renseignements pour l'ensemble du programme au Centre Beaugregard, tél. (1) 40-28-00-78, ou par Minitel 3615, code Pacha-Tours (le Monde du 3 mars).

Des récitals classiques sont fixés à Istanbul les 4 juin et 17 septembre. Les 5 et 6 août, l'ancienne métropole ottomane entendra l'Orchestre philharmonique d'Israël, sous la direction du maestro parsi Zubin Mehta; le même concert, donné le 9 août au théâtre d'Ephèse, sera retransmis dans le monde entier. Auparavant, du 1<sup>er</sup> au 3 juin, un Festival international de musique judéo-espagnole aura eu lieu à Istanbul. La même ville accueillera, du 31 mai au 4 juin, un symposium international sur « Les juifs dans l'Empire ottoman », sous l'égide du professeur Avigdor Lévy.

Les actes de ce colloque seront publiés. On peut d'ores et déjà trouver des informations sur l'histoire des judéo-turcs dans plusieurs ouvrages, notamment *Juifs en terre d'Islam*, de l'orientaliste anglo-américain Bernard Lewis (Calmann-Lévy, 1986, 260 p., 149 F); *L'Aventure séfard*, de la péninsule ibérique à la diaspora, de la médiévale Béatrice Leroy (Albin Michel, 1986, 205 p., 85 F; également disponible, en collection « Champs » chez Flammarion); ou encore dans *Bahî, juif-chrétien juif d'Istanbul*, de Marie-Christine Varol (Editions Isis, Sermsbey Sok, 10/2 81 201 Berleby, Istanbul, Turquie; publié en 1989, 70 p. grand format, 60 photos noir et blanc, 150 F franc).

L'Arche, mensuel du judaïsme français, a consacré son numéro de janvier 1992 à « l'épopée séfard » (14, rue Georges-Berger, 75017 Paris).

La chaîne cryptée internationale francophone TV 5 diffusera prochainement un reportage du jeune téléaste turc Ismail Yelkin sur les judéo-espagnols de Turquie.

*Pate. Stamboul. Travel*

### DECOUVREZ LE PACIFIQUE

Vols A/R + hébergement, base 2 personnes + assurance, assistance.

HAWAII - Oahu	9 jours/7 nuits	8 300 F*
AUSTRALIE - Sydney + Brisbane	15 jours/12 nuits	17 960 F*
NOUVELLE-ZELANDE - Auckland + Wellington	15 jours/12 nuits	18 300 F*

Et aussi :

- Fidji • Papouasie/Nouvelle-Guinée • Nouvelle-Calédonie •
- Vanuatu • Polynésie Française •

\*Prix à partir de, par personne et valable jusqu'au 31 mars 1992.

POUR LA RÉSERVATION : TEL (1) 49 23 26 27



SANS VISA  
JEUX

## Bridge

n° 1476

CONTRE-ATTAQUE  
MORTELLE

Cette donne a été jouée au cours de l'Open par paires du Festival de Juan-les-Pins de 1989. La défense de Philippe Poizat, qui a fait chuter 5 Trèfles, a contribué à sa large victoire dans ce tournoi où il avait Christian Desrousseaux pour partenaire.

♠ R54	♥ 72
♥ A732	♦ DV1084
♦ ADV853	♠ RV7
♦ D1093	♥ 42
♥ R6	♦ R107
♦ 9642	♠ 1053
♦ 1054	♥ 95
	♦ AD98632

Les enchères ont sans doute été les suivantes (O. don. Tous vuln.):

Ouest	Nord	Est	Sud
1	1	1	2
2	2	2	2
3	3	3	3

Ouest a entamé le Roi de Cœur, le déclarant a mis l'As du mort (pour le 5 de sa main), puis il a joué l'As de Carreau (sur lequel il a défaussé le 9 de Cœur) et la Dame de Carreau couverte et coupée. Ensuite, Sud a tiré l'As de Trèfle et la Dame de Trèfle (Ouest fouissant le 5 et le 4 de Trèfle). Comment Poizat, en Est a-t-il fait chuter CINQ TRÈFLES ?

## Réponse :

Quand on connaît en Sud la distribution 4-2-0-7 et que l'on a encore le Valet d'atout maître, il est facile de compter seulement dix levées chez le déclarant si, à côté de l'As de Pique, il n'a pas la Dame de Pique ou V10. Bref, il faut espérer que Ouest a 10 de Pique, mais que va-t-il se passer si Est continue Cœur comme il semble normal de le faire ? Sud va couper et rejouer Trèfle. Est va prendre, mais, même s'il contre-attaque Pique maintenant, il ne pourra pas empêcher Ouest d'être sursé à Pique et Carreau :

♠ D10 96	♥ R5 0 V8
	♦ V8 6 4 9

Sur le 9 de Trèfle, la défense d'Ouest libère le Valet de Pique ou le 8 de Carreau. Comment Poizat a-t-il détruit ce squeeze ?

Tout simplement en contre-attaquant Pique chaque fois qu'il a pris la main, afin de détruire la communication à Pique.

CORDE RAIDE  
A MEXICO

En principe, en championnat par équipes de quatre, il y a intérêt à déclarer un grand chelem s'il y a au moins deux chances sur trois de le réussir, mais ce n'était pas le cas dans cette donne du championnat du Mexique. Heureusement, la maîtrise technique du déclarant améliora le pourcentage :

♠ V762	♥ 1053
♥ A87	♦ V95
♦ 07	♠ RD942
♠ AR972	♥ V6
♦ D84	♥ 1053
♦ 42	♦ V95
♦ V1083	♠ RD942
♦ D1084	♥ V6
	♠ AR9
	♥ RD1063
	♦ A65
	♠ 53

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1	1	1	2
2	2	2	2
3	3	3	3
4	4	4	4
5	5	5	5
6	6	6	6
7	7	7	7

Ouest ayt entamé le Valet de Carreau, comment Herrera en Sud a-t-il gagné le GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense, les atouts étant 3-2 ?

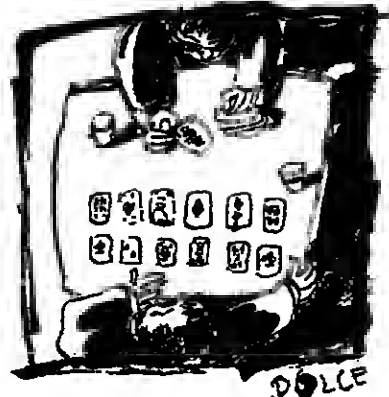
## Note sur les enchères :

L'enchère de « 4 SA » était un Blackwood K.C. (Key Card) dans lequel le Roi d'atout peut être compté comme un As. La réponse de « 5 Cœurs » promettait deux As, mais sans la Dame de Cœur ; enfin, la réponse de « 6 Carreaux », garantissait un Roi. Bref, il y avait bico tous les contrôles pour déclarer le grand chelem, mais pas forcément toutes les levées nécessaires, et il aurait été plus raisonnable de s'arrêter à « 6 Cœurs » !

COURRIER  
DES LECTEURS

La précaution invisible (n° 1464) : Un lecteur, P. Gilbert, a calculé que les chances de réussite du contrat de 5 Carreaux étaient de 33,3 %. « Cela prouve que ce contrat, où il n'y avait que 24 points Diff, était nettement optimiste. » C'est exact, mais une manche qui a une chance sur trois n'est pas un très mauvais pari si l'on ne risque pas d'être coité.

Philippe Brugnon



## Anacroisés (R)

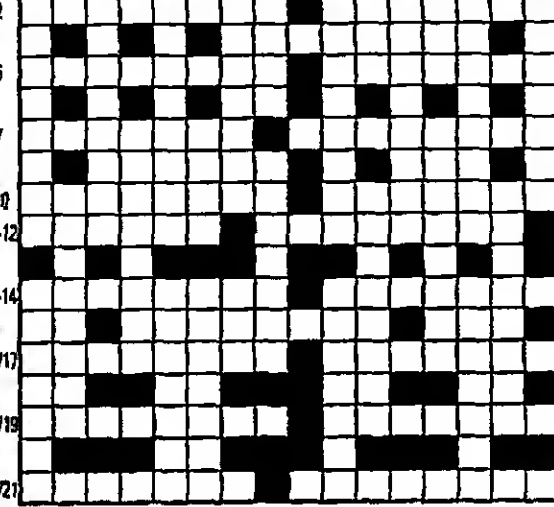
n° 707

Les anacroisés

sont des mots croisés dans les définitions des lettres de mots à retenir.

Les chiffres qui suivent les définitions correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais pas à la longueur du mot.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer, tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).



## HORIZONTALEMENT

1. BEEILOST. - 2. CEEGRUU. - 3. AEILRTU (+ 3). - 4. EILRSUV. - 5. ACELORU (+ 3). - 6. EERSTU. - 7. AEILMMS (+ 1). - 8. AEILMS (+ 6). - 9. EENRSUV (+ 1). - 10. AAILRTT (+ 3). - 11. AEILNN (+ 1). - 12. ACEENRS (+ 6). - 13. ADEMORT. - 14. BBEINRU (+ 1). - 15. AEILNRST (+ 5). - 16. ACEELNS. - 17. CEEIRU. - 18. EILNRST. - 19. AEEPTU (+ 2). - 20. ACERSSU (+ 6). - 21. AAEGRNU.

## VERTICALEMENT

22. AABINRT. - 23. CIMNORS. - 24. EELNORTU (+ 2). - 25. AADORSUV. - 26. AOEENRV (+ 2). - 27. EILNRV. - 28. AACELRR (+ 1). - 29. AEILLNS. - 30. AEILSS (+ 3). - 31. CEINROSS (+ 1). - 32. AEFGRSTU. - 33. BIOORRT. - 34. AEIMRRS (+ 3). - 35. AACNORRT. - 36. AEIMNNTU. - 37. EIOPTTU. - 38. EINRRU. - 39. AEIMORRS (+ 2). - 40. ACEELNT (+ 1).

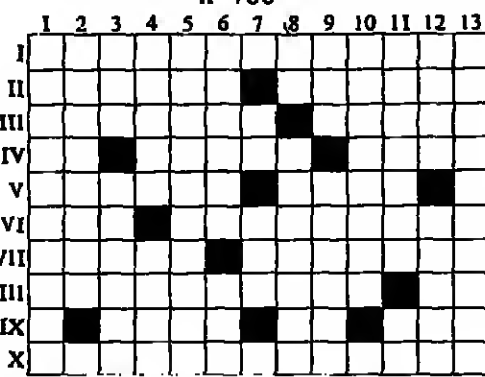
## SOLUTION DU N° 706

1. GRILLADE. - 2. CICLES, v.l. (hév.). pousser des cris perçants. - 3. AUBAINES. - 4. YTRIUM, métal rare. - 5. LORONGES (GRÉLONS RÉGLONS). - 6. NAGARIS, écriture moderne du sanskrit (GRAINAS SANGRIAL). - 7. ACQUITE (TACTIQUE). - 8. ROUSSEUR. - 9. DEROUGI. - 10. EPELISTE. - 11. AFFLUENT. - 12. PAULISTE. - 13. VISAGES (ESTIVAS VESAGES). - 14. REGICIDE. - 15. SEMONNE (MENERONS). - 16. AMNESIES (SEMAINES). - 17. OBYENUE. - 18. EMEUTTE (MEURETTE). - 19. ENTERREE. - 20. GAILLARD. - 21. APOLLON. - 22. COIFFAGE. - 23. IBERIQUE. - 24. FUSTIVE. - 25. USUELLE. - 26. LIGNAIS. - 27. PUISSANT. - 28. ENTETES. - 29. INTERNET. - 30. CERASTE, vipère (CASERET...). - 31. CORNARD. - 32. ENVENIME. - 33. GAIGNÉE (GAINÉE). - 34. COUGARS. - 35. SIESTE (TISSE). - 36. MOISSAC. - 37. AUTISTE. - 38. SOLIOAGO. - 39. BOEOAUX. - 40. NICOSSES.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

## Mots croisés

n° 706



## HORIZONTALEMENT

1. Il en faut de plus en plus pour les adultes et de moins en moins pour les enfants. - 11. Doivent être respectés ou alors jetés, selon l'accent. Vie vieux. - 111. Très nobles, à la grand. - 14. On le taille selon son goût. Pour la course. Fil Trôle. - V. Parvint à un accord. Au Japon. - VI. Ville antique. Sérieusement concurrencés par le 11. - VII. Je le ferai en dernier, c'est plus satisfaisant. Mettent dans des vapeurs. - VIII. Peut se suivre sur un plan. Montre du doigt. - IX. Crache le feu. Voyelles. Pour se faire reconnaître. X. Gagna des fortunes sous l'Ancien Régime.

## VERTICALEMENT

1. Pour les grandes émissions. - 2. Jouissance. - 3. Quand on va de l'un à l'autre, on a la bonne réponse. Antique stoïcien. - 4. Au Japon. Il a au moins l'esprit de contradiction. - 5. Reconnaissent des histoires. - 6. Col. Faiseur. - 7. Au calendrier. Un dne perturbé. - 8. Pour les deux trajets.

Indispensable parfois pour tenir debout. - 9. Un peu de tabac. Milieu un peu démodé. - 10. Montre du tranchant. - 11. Renfermer. Conjonction. - 12. Sa renommée nous est venue droit de Hollywood. On peut l'écrire comme ça même de nos jours. - 13. Plus important qu'on ne le croit.

## SOLUTION DU N° 705

Horizontalement : 1. Grandiloquent. - 11. Réduites. Suite. - 111. Admises. Tubes. - IV. Toise. Isère. - V. Tus. Clou. Posa. - VI. Et. Etanche. Am. - VII. Cadres. Rien. - VIII. Ithos. Emission. - IX. Elu. Idées. Est. - X. Lexicographes.

Verticalement : 1. Gratte-ciel. - 2. Redoutable. - 3. Admis. Doux. - 4. Muis. Ers. - 5. Directe. le. - 6. lie. Lardo. - 7. Léon. Meg. - 8. OS. Surrier. - 9. Te. Hissa. - 10. Usurpées. - 11. Eubée. Nieth. - 12. Nic. Sa. Osé. - 13. Testaments.

François Dorlet

## Echecs

n° 1479

TOURNOI  
DES HAUTS FOURNEAUX

Wijk aan Zee, 1992.  
Blancs : Tukmakov.  
Noirs : Finegold.  
Gambit-D. Défense slave.

1. d4. - 2. d5. - 3. c3. - 4. c4. - 5. e4. - 6. e5. - 7. f4. - 8. f5. - 9. g4. - 10. g5. - 11. h4. - 12. h5. - 13. g4. - 14. f4. - 15. e4. - 16. d4. - 17. c4. - 18. b4. - 19. a4. - 20. a5. - 21. b4. - 22. c4. - 23. d4. - 24. e4. - 25. f4. - 26. g4. - 27. h4. - 28. a4. - 29. b4. - 30. c4. - 31. d4. - 32. e4. - 33. f4. - 34. g4. - 35. h4. - 36. a4. - 37. b4. - 38. c4. - 39. d4. - 40. e4. - 41. f4. - 42. g4. - 43. h4. - 44. a4. - 45. b4. - 46. c4. - 47. d4. - 48. e4. - 49. f4. - 50. g4. - 51. h4. - 52. a4. - 53. b4. - 54. c4. - 55. d4. - 56. e4. - 57. f4. - 58. g4. - 59. h4. - 60. a4. - 61. b4. - 62. c4. - 63. d4. - 64. e4. - 65. f4. - 66. g4. - 67. h4. - 68. a4. - 69. b4. - 70. c4. - 71. d4. - 72. e4. - 73. f4. - 74. g4. - 75. h4. - 76. a4. - 77. b4. - 78. c4. - 79. d4. - 80. e4. - 81. f4. - 82. g4. - 83. h4. - 84. a4. - 85. b4. - 86. c4. - 87. d4. - 88. e4. - 89. f4. - 90. g4. - 91. h4. - 92. a4. - 93. b4. - 94. c4. - 95. d4. - 96. e4. - 97. f4. - 98. g4. - 99. h4. - 100. a4. - 101. b4. - 102. c4. - 103. d4. - 104. e4. - 105. f4. - 106. g4. - 107. h4. - 108. a4. - 109. b4. - 110. c4. - 111. d4. - 112. e4. - 113. f4. - 114. g4. - 115. h4. - 116. a4. - 117. b4. - 118. c4. - 119. d4. - 120. e4. - 121. f4. - 122. g4. - 123. h4. - 124. a4. - 125. b4. - 126. c4. - 127. d4. - 128. e4. - 129. f4. - 130. g4. - 131. h4. - 132. a4. - 133. b4. - 134. c4. - 135. d4. - 136. e4. - 137. f4. - 138. g4. - 139. h4. - 140. a4. - 141. b4. - 142. c4. - 143. d4. - 144. e4. - 145. f4. - 146. g4. - 147. h4. - 148. a4. - 149. b4. - 150. c4. - 151. d4. - 152. e4. - 153. f4. - 154. g4. - 155. h4. - 156. a4. - 157. b4. - 158. c4. - 159. d4. - 160. e4. - 161. f4. - 162. g4. - 163. h4. - 164. a4. - 165. b4. - 166. c4. - 167. d4. - 168. e4. - 169. f4. - 170. g4. - 171. h4. - 172. a4. - 173. b4. - 174. c4. - 175. d4. - 176. e4. - 177. f4. - 178. g4. - 179. h4. - 180. a4. - 181. b4. - 182. c4. - 183. d4. - 184. e4. - 185. f4. - 186. g4. - 187. h4. - 188. a4. - 189. b4. - 190. c4. - 191. d4. - 192. e4. - 193. f4. - 194. g4. - 195. h4. - 196. a4. - 197. b4. - 198. c4. - 199. d4. - 200. e4. - 201. f4. - 202. g4. - 203. h4. - 204. a4. - 205. b4. - 206. c4. - 207. d4. - 208. e4. - 209. f4. - 210. g4. - 211. h4. - 212. a4. - 213. b4. - 214. c4. - 215. d4. - 216. e4. - 217. f4. - 218. g4. - 219. h4. - 220. a4. - 221. b4. - 222. c4. - 223. d4. - 224. e4. - 225. f4. - 226. g4. - 227. h4. - 228. a4. - 229. b4. - 230. c4. - 231. d4. - 232. e4. - 233. f4. - 234. g4. - 235. h4. - 236. a4. - 237. b4. - 238. c4. - 239. d4. - 240. e4. - 241. f4. - 242. g4. - 243. h4. - 244. a4. - 245. b4. - 246. c4. - 247. d4. - 248. e4. - 249. f4. - 250. g4. - 251. h4. - 252. a4. - 253. b4. - 254. c4. - 255. d4. - 256. e4. - 257. f4. - 258. g4. - 259. h4. - 260. a4. - 261. b4. - 262. c4. - 263. d4. - 264. e4. - 265. f4. - 266. g4. - 267. h4. - 268. a4. - 269. b4. - 270. c4. - 271. d4. - 272. e4. - 273. f4. - 274. g4. - 275. h4. - 276. a4. - 277. b4. - 278. c4. - 279. d4. - 280. e4. - 281. f4. - 282. g4. - 283. h4. - 284. a4. - 285. b4. - 286. c4. - 287. d4. - 288. e4. - 289. f4. - 290. g4. - 291. h4. - 292. a4. - 293. b4. - 294. c4. - 295. d4. - 296. e4. - 297. f4. - 298. g4. - 299. h4. - 300. a4. - 301. b4. - 302. c4. - 303. d4. - 304. e4. - 305. f4. - 306. g4. - 307. h4. - 308. a4. - 309. b4. - 310. c4. - 311. d4. - 312. e4. - 313. f4. - 314. g4. - 315. h4. - 316. a4. - 317. b4. - 318. c4. - 319. d4. - 320. e4. - 321. f4. - 322. g4. - 323. h4. - 324. a4. - 325. b4. - 326. c4. - 327. d4. - 328. e4. - 329. f4. - 330. g4. - 331. h4. - 332. a4. - 333. b4. - 334. c4. - 335. d4. - 336. e4. - 337. f4. - 338. g4. - 339. h4. - 340. a4. - 341. b4. - 342. c4. - 343. d4. - 344. e4. - 345. f4. - 346. g4. - 347. h4. - 348. a4. - 349. b4. - 350. c4. - 351. d4. - 352. e4. - 353. f4. - 354. g4. - 355. h4. - 356. a4. - 357. b4. - 358. c4. - 359. d4. - 360. e4. - 361. f4. - 362. g4. - 363. h4. - 364. a4. - 365. b4. - 366. c4. - 367. d4. - 368. e4. - 369. f4. - 370. g4. - 371. h4. - 372. a4. - 373. b4. - 374. c4. - 375. d4. - 376. e4. - 377. f4. - 378. g4. - 379. h4. - 380. a4. - 381. b4. - 382. c4. - 383. d4. - 384. e4. - 385. f4. - 386. g4. - 387. h4. - 388. a4. - 389. b4. - 390. c4. - 391. d4. - 392. e4. - 393. f4. - 394. g4. - 395. h4. - 396. a4. - 397. b4. - 398. c4. - 399. d4. - 400. e4. - 401. f4. - 402. g4. - 403. h4. - 404. a4. - 405. b4. - 406. c4. - 407. d4. - 408. e4. - 409. f4. - 410. g4. - 411. h4. - 412. a4. - 413. b4. - 414. c4. - 415. d4. - 416. e4. - 417. f4. - 418. g4. - 419. h4. - 420. a4. - 421. b4. - 422. c4. - 423. d4. - 424. e4. - 425. f4. - 426. g4. - 427. h4. - 428. a4. - 429. b4. - 430. c4. - 431. d4. - 432. e4. - 433. f4. - 434. g4. - 435. h4. - 436. a4. - 437. b4. - 438. c4. - 439. d4. - 440. e4. - 441. f4. - 442. g4. - 443. h4. - 444. a4. - 445. b4. - 446. c4. - 447. d4. - 448. e4. - 449. f4. - 450. g4. - 451. h4. - 452. a4. - 453. b4. - 454. c4. - 455. d4. - 456. e4. - 457. f4. - 458. g4. - 459. h4. - 460. a4. - 461. b4. - 462. c4. - 463. d4. - 464. e4. - 465. f4. - 466. g4. - 467. h4. - 468. a4. - 469. b4. - 470. c4. - 471. d4. - 472. e4. - 473. f4. - 474. g4. - 475. h4. - 476. a4. - 477. b4. - 478. c4. - 479. d4. - 480. e4. - 481. f4. - 482. g4. - 483. h4. - 484. a4. - 485. b4. - 486. c4. - 487. d4. - 488. e4. - 489. f4. - 490. g4. - 491. h4. - 492. a4. - 493. b4. - 494. c4. - 495. d4. - 496. e4. - 497. f4. - 498. g4. - 499. h4. - 500. a4. - 501. b4. - 502. c4. - 503. d4. - 504. e4. - 505. f4. - 506. g4. - 507. h4. - 508. a4. - 509. b4. - 510. c4. - 511. d4. - 512. e4. - 513. f4. - 514. g4. - 515. h4. - 516. a4. - 517. b4. - 518. c4. - 519. d4. - 520. e4. - 521. f4. - 522. g4. - 523. h4. - 524. a4. - 525. b4. - 526. c4. - 527. d4. - 528. e4. - 529. f4. - 530. g4. - 531. h4. - 532. a4. - 533. b4. - 534. c4. - 535. d4. - 536. e4. - 537. f4. - 538. g4. - 539. h4. - 540. a4. - 541. b4. - 542. c4. - 543. d4. - 544. e4. - 545. f4. - 546. g4. - 547. h4. - 548. a4. - 549. b4. - 550. c4. - 551. d4. - 552. e4. - 553. f4. - 554. g4. - 555. h4. - 556. a4. - 557. b4. - 558. c4. - 559. d4. - 560. e4. - 561. f4. - 562. g4. - 563. h4. - 564. a4. - 565. b4. - 566. c4. - 567. d4. - 568. e4. - 569. f4. - 570. g4. - 571. h4. - 572. a4. - 573. b4. - 574. c4. - 575. d4. - 576. e4. - 577. f4. - 578. g4. - 579. h4. - 580. a4. - 581. b4. - 582. c4. - 583. d4. - 584. e4. - 585. f4. - 586. g4. - 587. h4. - 588. a4. - 589. b4. - 590. c4. - 591. d4. - 592. e4. - 593. f4. - 594. g4. - 595. h4. - 596. a4. - 597. b4. - 598. c4. - 599. d4. - 600. e4. - 601. f4. - 602. g4. - 603. h4. - 604. a4. - 605. b4. - 606. c4. - 607. d4. - 608. e4. - 609. f4. - 610. g4. - 611. h4. - 612. a4. - 613. b4. - 614. c4. - 615. d4. - 616. e4. - 617. f4. - 618. g4. - 619. h4. - 620. a4. - 621. b4. - 622. c4. - 623. d4. - 624. e4. - 625. f4. - 626. g4. - 627. h4. - 628. a4. - 629. b4. - 630. c4. - 631. d4. - 632. e4. - 633. f4. - 634. g4. - 635. h4. - 636. a4. - 637. b4. - 638. c4. - 639. d4. - 640. e4. - 641. f4. - 642. g4. - 643. h4. - 644. a4. - 645. b4. - 646. c4. - 647. d4. - 648. e4. - 649. f4. - 650. g4. - 651. h4. - 652. a4. - 653. b4. - 654. c4. - 655. d4. - 656. e4. - 657. f4. - 658. g4. - 659. h4. - 660. a4. - 661. b4. - 662. c4. - 663. d4. - 664. e4. - 665. f4. - 666. g4. - 667. h4. - 668. a4. - 669. b4. - 670. c4. - 671. d4. - 672. e4. - 673. f4. - 674. g4. - 675. h4. - 676. a4. - 677. b4. - 678. c4. - 679. d4. - 680. e4. - 681. f4. - 682. g4. - 683. h4. - 684. a4. - 685. b4. - 686. c4. - 687. d4. - 688. e4. - 689. f4. - 690. g4. - 691. h4. - 692. a4. - 693. b4. - 694. c4. - 695. d4. - 696. e4. - 697. f4. - 698. g4. - 699. h4. - 700. a4. - 701. b4. - 702. c4. - 703. d4. - 704. e4. - 705. f4. - 706. g4. - 707. h4. - 708. a4. - 709. b4. - 710. c4. - 711. d4. - 712. e4. - 713. f4. - 714. g4. - 715. h4. - 716. a4. - 717. b4. - 718. c4. - 719. d4. - 720. e4. - 721. f4. - 722. g4. - 723. h4. - 724. a4. - 725. b4. - 726. c4. - 727. d4. - 728. e4. - 729. f4. - 730. g4. - 731. h4. - 732. a4. - 733. b4. - 734. c4. - 735. d4. - 736. e4. - 737. f4. - 738. g4. - 739. h4. - 740. a4. - 741. b4. - 742. c4. - 743. d4. - 744. e4. - 745. f4. - 746. g4. - 747. h4. - 748. a4. - 749. b4. - 750. c4. - 751. d4. - 752. e4. - 753. f4. - 754. g4. - 755. h4. - 756. a4. - 757. b4. - 758. c4. - 759. d4. - 760. e4. - 761. f4. - 762. g4. - 763. h4. - 764. a4. - 765. b4. - 766. c4. - 767. d4. - 768. e4. - 769. f4. - 770. g4. - 771. h4. - 772. a4. - 773. b4. - 774. c4. - 775. d4. - 776. e4. - 777. f4. - 778. g4. - 779. h4. - 780. a4. - 781. b4. - 782. c4. - 783. d4. - 784



# Le bœuf en gelée

ISANT le remarquable Proust de Ghislain de Diesbach (qui vient de paraître chez Perrin), mes papilles ont retrouvé, ravies, la succulence du bœuf en gelée servi, chez les parents du jeune Marcel, à leur invité, M. de Norpois.

Les lecteurs d'A la recherche du temps perdu se souviennent sans doute de ce dîner pour lequel François, le cuisinier de la famille, était elle-même allée choisir aux Halles « les plus beaux quartiers de rumsteck, de jarret de bœuf et de pied de veau, comme Michel Ange possédait huit mois dans les montagnes de Carnore à choisir les blocs de marbre les plus parfaits pour le monument de Jules II ». Et le bœuf en gelée du repas, si savoureux, tira presque des larmes au vieux diplomate épiqueur qu'était Norpois. J'en ai déjà parlé, mais...

Il y aura soixante-dix ans cette année que Marcel Proust est mort. On avait fêté, en 1971, le centenaire de sa naissance et j'avais eu l'idée d'un dîner Proust, dont je

parlai au directeur du Ritz. Car enfin ne disait-on pas « le Proust du Ritz » ? N'avait-il pas élevé son maître d'hôtel, Olivier, au rôle de confident ? Et à l'aube du 12 novembre 1922, jour de sa mort, n'envoyait-il pas son domestique Odilon chercher, au Ritz, de la bière frappée, en murmurant : « Il en sera de la bière comme du reste, elle arrivera trop tard ! » ? Mais le directeur d'alors du grand hôtel de la place Vendôme me répondit bonnement : « Proust ? Mais pourquoi ? » Ce dîner eut lieu quelques mois plus tard chez Maxim's : crème Argenteuil, sole normande, bœuf en gelée, salade truffée et ananas, sorbet au thé avec les madeleines d'Illy-Cunbray.

Je me souviens qu'en avant-première M<sup>me</sup> Vaudable (alors avec Louis Vaudable, propriétaire du Maxim's) me convia à une prédigestion du fameux bœuf en gelée. Je me permis de lui suggérer - la

viande était un peu ferme - de remplacer le rumsteck par... de la joue de bœuf ! « De la joue de bœuf », s'indigna-t-elle. Je pense qu'au repas, du reste fort réussi, le chef avait remplacé le rumsteck par de l'anguille baronne, marceau voisin du bœuf. A moins que ce n'ait été du paleron.

Mais je n'en reste pas moins convaincu : c'est la joue de bœuf qui « nctuosifie », permettez-moi le mot, ce plat rustique autant qu'élégamment succulent. C'est d'elle que fut composé le bœuf en gelée proposé lors de la semaine « Fureur de lire » de la Bibliothèque nationale, en 1990, à la suite des repas du Grand Colbert (2, rue Vivienne) dédiés à Balzac, Proust, Zola, Simenon et Curmoussky.

Mais la recette ? *Grasso modo* il faut faire mariner deux heures les tranches de bœuf (joue ?) piquées de lardons gras, salées et poivrées, roulées dans thym en poudre et persil ciselé, dans du bourgogne



rouge (avec un verre de cognac et des échalotes émincées). Porter à ébullition et laisser bouillir cinq minutes dans de l'eau quelques couennes fraîches et un pied de veau désossé. Ensuite, les morceaux de viande égouttés, éponges, les faire dorer au beurre, puis en terrine, disposer par couches pied de veau, un tiers des viandes, carottes, aulx et oignons en

point trouver toujours d'excellente et épaisse chez le boucher, alors il utilise le paleron). Vous vous en régalez chez lui à la Ferme des Mathurins (17, rue Vignon, tél. : 42-66-46-39).

Mais pour honorer Marcel Proust, pourquoi l'ami Guy Legay, l'excellent chef du Ritz, ne mettrait-il pas à sa carte, en cette année 1992, sixième-dixième anniversaire de sa disparition, le bœuf en gelée de M. de Norpois ?

**La Reynière**  
P.S. - En 1909, déjà, Proust se régala d'un bœuf en gelée dont il remercia sa cuisinière en ces termes, après compliments d'usage : « Je voudrais bien que mon style soit aussi brillant, aussi clair, aussi solide que votre gelée, que mes idées soient aussi savoureuses que vos carottes et aussi nourrissantes et fraîches que votre viande... »

Et puisque nous en sommes à la joue de bœuf (marceau bien choisi), signalons que la carte de la Grosse Tartine (91, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, tél. : 45-74-02-77) propose une daube de joues de bœuf bien savoureuse, due au talent d'Odette Pilmis, dame d'ARC.

## LÉGUMES Les fèves de Rome

P ARMI les saveurs de la table d'hiver, n'ont figurent fèves, lentilles et haricots, ce dernier est roi. Il est même empereur à la caserne ou au lycée. Pour en avoir mangé de fort mal préparés, beaucoup de nos concitoyens gardent à S.M. le haricot une rancœur injustifiée lorsque cette savoureuse « légumineuse papilionacée » retrouve, par la grâce d'un accommodement congru, la pléiade de ses charmes. Qui songerait à médire du cassoulet, qui établit solidement la réputation gastronomique de la région de Toulouse ? L'on se souvient de l'anecdote du bon Curmoussky. Un basard dota en héritage un cuisinier toulousain d'une auberge à Liège, en Belgique. Il orna son établissement d'une enseigne enluminée : « Au cassoulet, à l'instar de Toulouse ». Et fit inscrire au-dessus de sa porte : « Entrée de l'instar ». C'est une vieille histoire. Mais il existe bien en Bourgogne un plat similaire, le cassoulet de Montbard. Le joli morceau de porc est cuit au gril sur le pot de haricots. De quoi ranimer la querelle. La flamée (4, rue Taine, Paris-12, tél. : 43-43-21-80) prépare le savoureux et classique cassoulet du Sud-Ouest.

A Castelnau-d'Aud avec le confit d'oie, à Carcassonne avec les côtelettes de porc, à Toulouse avec la saucisse et la poitrine de mouton, on utilise le même haricot. On a oublié qu'avant 1492 et Christophe Colomb on employait *Vicia fava*, la fève antique. L'usage du haricot *Phaseolus vulgaris* ne s'est généralisé en Europe qu'à la fin du dix-huitième siècle. Le haricot vient d'Amérique, comme le maïs. Un chanoine de Belluno, en Italie en reçut quelques graines du pape Clément VII, en 1528. A Mantoue, chez Il Cigno (piazza d'Arco 1, tél. : 0376-327-101), aujourd'hui, ce sont encore les délicieuses *faggioni* que l'on déguste avec des pâtes. Lors de son mariage en 1533, Catherine de Médicis en apporta un sac en France. Ils furent appelés « fèves de Rome », puis « fèves de haricot », car ils accompagnaient le « haricot de mouton ». Issu d'un mot germanique, haricot signifie « couper en morceaux ». L'ancêtre du cassoulet est donc un plat de fèves et la polémique

sur ce plat renommé de la cuisine française est récente.

Furètent, en 1690, signale que les haricots sont mangés en Carême. Une partie de leur destin est scellée. C'est alors la pitance des pauvres, des soldats, des prisonniers. Cependant, ce légume s'est incorporé à l'alimentation française, et les gastronomes peuvent alors débattre sérieusement, telle la Confrérie du cassoulet de Castelnaudary (1) des mérites gaulois du soisson, du coco, du michelet, du flageolet et du haricot rouge.

Sur le marché aujourd'hui, à Paris, on trouve, issu d'un choix sévère, chez Bernard Duval à la Convention, rue La Fontaine et avenue du Président-Wilson, cocos blancs d'Eure-et-Loir et cocos roses. Le haricot rouge n'existe plus en production nationale. Il est importé. Il ne pousse plus guère que dans quelques jardins de Bourgogne. Chez Duval, c'est la récolte de l'année, pour les connaisseurs - ceux qui aiment encore cuisiner - et non âgée de deux ans et plus, comme ailleurs ! Où sont les « gloires de Deuil », blanc et noir, ainsi que les flageolets d'Arpajon ? Disparus. Il ne subsiste que la statue du commandeur, celle de Gabriel Chevrier, inventeur de l'hybride. On en fera repousser, dit-on ? Où est le « maraîche marbré » bien rare et le « michelet » de Bretagne ? Ici, au maréchal de l'Alma, on achète encore le lingot et le flageolet vert national. Baissez tambours !

A l'Épicerie du monde, au Marais, on trouve le soisson blanc et ventru. C'est le *corom* importé d'Italie. A ne pas confondre avec le « tarbais » dont L'Oulette (15, place Lachambeaudie, Paris-12, tél. : 40-02-02-12) accompagne l'agneau de lait des Pyrénées, ni avec les « mojettes » du Poitou, partenaires, chaque mercredi, du gigot de Joséphine (Chez Dumonet, 117, rue du Cberche-Midi, Paris-6, tél. : 45-48-52-40). Parmi les trésors de cette épicerie des quatre coins du monde, on trouve aussi le haricot noir du Mexique, base de l'alimentation locale, voisin des *feijoa* noirs du Brésil, avec quoi l'on élabore la *feijoadá*. D'Amérique aussi provient la « cornille » à œil noir. C'est l'univers de Steinbeck et de A l'est d'Eden, où Jimmy Dean pleurait dans un champ de haricots.

cots, du côté de Salinas ! D'Egypte, on trouve le *souf* ou fève minuscule, à côté de l'imposante « fève du Portugal ». La lentille verte du Puy voisine avec la blonde anonyme d'importation et la *dahl* rose de Turquie, qui parsème en réalité toute la cuisine, si riche, de l'Inde. Le pois chiche à cuire pour confectionner le *hommos* libanais ou le *falafel* est aussi vendu en farine pour réaliser la *socca* nippoise. On dégustera une délicieuse *zuppa di ceci* avec moules, à L'Enoteca (25, rue Charles-V, Paris-4, tél. : 42-78-91-44). C'est l'Europe à table !

L'histoire mystérieuse du haricot et autres légumineuses n'est pas revendiquée par les mangeurs délicats des restaurants macrobiotiques ou *new age*. Ils n'ont pas tous rationalisé, comme Claude Aubert (2), leur désir de nourriture « à texture », qui leur fait oublier deux siècles d'histoire de la cuisine, tant en Italie qu'en France, pour préférer l'écologie de la table frugale, qui du haricot vante la « fibre » et l'abondance de « protéines végétales », à l'encontre de celles, animales, qui viennent du bœuf aux saveurs contestées et à l'hygiène aléatoire. Cette mode puisante affecte l'industrie agroalimentaire. On produit pour grandes surfaces et épiceries « bio » les légumineuses miracle qui voisinent avec l'allégé et l'argile verte. Préparez-vous donc à fricasser, au gré des journées d'hiver, le jovial haricot, le potage Conti, les haricots rouges à la bourguignonne, dont Colette écrit dans *Prisons et paradis*, à propos de la Paisaye : « Ce menu (...) est celui de mes goûters d'enfant. Une tranche de pain bis, longue d'un pied, exhaussée d'un doigt de haricots rouges froids figés dans leur sauce au vin rouge, une petite panerée de groseilles à maquereau ».

**Jean-Claude Ribaut**

(1) Confrérie du Cassoulet, mairie BP 66, 11400 Castelnaudary.  
(2) Fabuleuses légumineuses, par Claude Aubert, Terre vivante, 1989 (6, rue Sautier, Paris-9). On les croyait poétiques et indigestes. L'auteur, avec talent, bouscule toutes les idées reçues et livre 140 recettes savoureuses.

## Semaine gourmande

### Le Relais d'Autueil

Une étoile au Michelin (mais deux au Bottin Gourmand), 15/20 au Gault-Millau, une « assiette » au guide Pudlowki et une Tour Eiffel chez Claude Lebey, je le dis comme je le pense : n'est pas assez ! Il est vrai que ces notes datent d'avant des travaux d'embellissement qui ajoutent un « plus » certain (mais, disait le ober Curmoussky « on ne mange pas le lit »). Donc cette petite maison coquette, embellie et fleurie, vient de réouvrir. Mais l'accueil de M<sup>me</sup> Pignol « adorable », les tableaux éclatants aux murs, le confort écon et le service sont avant tout là pour mettre en valeur la cuisine de Patrick Pignol, imaginative, siroch mais surtout « sérieuse ». De la cassoulette d'oies aux pistils de safran à la sole de petit bateau (entière) parfumée de soja, du simple foie gras « maison » à la lotte au riz sauvage, de l'agneau de lait parfumé de romarin à la pomme de ris de veau à l'oseille, avant les desserts signés Alléou et les desserts (tarte tarte au chocolat amer, beurre d'oranges ou madeleines cuites « minute » au miel de bruyère avec la glace au miel et aux noix), c'est un régal bien escorté par la carte des vins. Mon voisin de table, lecteur du Monde, reproche avec raison aux meilleurs restaurants de servir du thé en sachet. Ici, il a pu constater qu'il n'en n'est rien, que le menu « parlé » des déjeuners (180 F) est bien intéressant, que les deux sortes de pain sont « maison ». A la carte, compter 400-500 F.

Le Relais d'Autueil, 31, boulevard 1181, Tél. : 48-51-09-54. Fermé samedi midi et dimanche. Parking voisin (s'adresser à la direction), A.E.C.B.

### Le Chat Grippé

Nouveau patron pour cette petite et bonne maison, Robert Remoncobia que nous avons connu en salle chez Drouot. Mais le chef Eric Thore, toujours fidèle au poste, traite fort bien le foie gras (en gelée au Banyuls), les filets de lisette juste poêlés, la mure « en parmentier », la daube de joues de bœuf aux pruneaux, et bien d'autres plats produits de qualité. Cabécous de Rocamadour en premier dessert avant un suiflé au jus de noix vertes et chocolat amer, le millisou « mode gasconne », la tarte aux pommes, raisins de Smyrne et noix de pécan. Bonne petite cave qui m'a fait découvrir le chennan rouge 1987 (98 F). A la carte compter 350-400 F, mais un menu à 150 F donne le choix

entre quatre entrées (dont un civet d'oies de caille, bûches et foie gras), huit poissons ou viandes (mignon de porclet aux épices indiennes) et desserts.

Le Chat Grippé, 87, rue d'Assas (8), Tél. : 43-54-70-00. Fermé samedi midi et lundi. Carte bleue.

**Le Grenadin**  
Patrick Cirotte est un chef de recherches autant que de modestie. En sa petite maison fleurie (fleure aussi de l'accueil de Mireille, son épouse) vous découvrirez que la salade de saumon fumé peut être aux caramboles (un

fruit exotique) et le méli-méli d'oies aux herbes d'ailaïa, l'émincé de saumon aux agrumes et l'agneau de lait en croûte de bière. Même parmi les fromages vous trouverez une tartelette de saint-croix aux physalis (lisez alkekage) et, dans les desserts, un entremets au chocolat amer et à la Guinness ! Splendide carte des vins. Compter 450-500 F mais otez deux menus « affaires » à 200 F (dont un vin compris) et des menus à 320 F et 370 F.

Le Grenadin, 40, rue de Naples (8), Tél. : 45-63-28-92. Fermé samedi et dimanche. Parking : Saint-Augustin. Carte

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

- |   |  |
|---|--|
| <p><b>Côte d'Azur</b></p> <p>NICE<br/><b>HÔTEL VICTORIA***</b><br/>33, boulevard Victor-Hugo<br/>06000 NICE - Tél. : 93-58-39-60.<br/>Plaisir centre-ville, calme.<br/>Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, cbbie.<br/>Téléphone direct, minibar.</p> <p><b>Côte basque</b></p> <p><b>HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF***</b><br/>(3 km de Biarritz)<br/>La « forme » de l'océan et le calme de la forêt de pins.<br/>Séjour en chambres tout confort, balcon, jardins (tél. direct, TV Canal+).<br/>Printemps 1992.</p> <p>Forfait 7 nuits et petits déj. + 6 « galls en liberté » (Chiberta-Biarritz-Hosseign-L. Nivelle-Seignosse-Aranguen). Prix par pers. en ch. double : à partir de 2800 F.</p> <p>Forfait 6 nuits et petits déj. + 6 jours de cure-thermalisme, aux Thermes marins de Biarritz. Prix par pers. en ch. double : à partir de 2718 F.</p> <p>Séjour semaine en chambre-studio 7 jours avec kitchenette pour 1 ou 2 pers. : 2170 F.</p> <p>Service de plateaux-repas, le soir.<br/>Navette Thermes marins.</p> <p>104, bd des Plages, 64600 ANGLET<br/>Tél. rés. : 59-52-15-16.<br/>Fax : 59-52-11-23.</p> <p><b>Paris</b></p> <p><b>SORBONNE</b><br/><b>HÔTEL DIANA**</b><br/>73, rue Saint-Jacques<br/>Chambres avec bains, w.c.<br/>Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F.<br/>FAX : 46-34-24-30.<br/>Tél. : 46-34-92-55.</p> | <p><b>Montagne</b></p> <p>05350 SAINT-VÉRAN<br/>(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)<br/>2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.<br/>Esté-hiver, plus haute comm. d'Europe.<br/>2 hôtels 2 étoiles.<br/>Logis de France.<br/>Ski de fond, piste, promenade.<br/>Meublé, chambres studios, chambres, 1/2 pers., pens. complète, séj. libres.<br/><b>HÔTEL LE VILLARD</b>, tél. : 92-45-82-08.<br/>« l'HÔTEL LE BEAUREGARD », tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.</p> <p><b>Sud-Ouest</b></p> <p><b>PÉRIGORD-DORDOGNE</b><br/><b>AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS</b><br/>« ANTI-LOGIS DE FRANCE »<br/>TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE<br/>24550 VILLERANQUE-DU-PÉRIGORD<br/>Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.</p> <p><b>Italie</b></p> <p><b>VENISE</b><br/><b>HÔTEL LA FENICE ET DES ARTISTES***</b><br/>San Marco N. 1936<br/>Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721<br/>et son Restaurant<br/>nouvelle ambiance « bohème »<br/><b>TAVERNA LA FENICE</b><br/>Tél. : (41) 52-23-856 Fax. 52-37-866.</p> <p><b>TOURISME</b><br/>Home d'enfants à la montagne<br/>(Jura 900 m altitude<br/>près frontière suisse)<br/><b>PRINTEMPS - ÉTÉ</b><br/>Agrément jeunesse ai sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ferme XVI<sup>e</sup> s. confortablement rénovée. 2 ou 3 chbres avec s. da bns w.c. Située au milieu des pâturages ai farêts. Accueil valant. limité à 15 enfants, idéal en cas 1<sup>re</sup> séparation. Ambiance familiale ai chaleur. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, initiat. échecs, fabric. du pain : 2 080 F semaine/enfant.<br/>Tél. : (18) 81-38-12-51.</p> |
|---|--|

**ALLIGATORS**  
**BAR AMÉRICAIN**  
Restaurant : cuisine italienne.  
Dîner avec orchestre de jazz  
de 21 h à 2 h du matin.  
Réservation : 42-84-11-27  
23, av. du Maine (15)

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 190 F.  
et ses soufflés.  
38, rue de MONTMARTRE  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42-89-22-18  
Fermé le dimanche.

**LA PIERRE DE BACCHUS**  
Cuisine française de tradition  
VOUS PROPOSE SES CINQ MENUS  
de 150 F à 235 F  
(Apéritifs, vins, café et services compris)  
30, rue Laçapelle 75006 Paris - 45-35-35-95.

**DRAGONS ÉLYSÉES**  
Décor futuriste : 150 places  
Spécialités chinoises &  
thaïlandaises 7 jours sur 7  
jusqu'à 23 h 30.  
11, rue de Berri (8)  
Tél. : 42-89-85-10



# Vikings, sauce barbare

L'ouverture à partir du 2 avril prochain au Grand Palais d'une exposition sur les Vikings devrait permettre de poursuivre la véritable réhabilitation d'un peuple (et d'une histoire qui est aussi la nôtre) malmené par une mythologie complaisante et sommaire depuis plus de mille ans. Un travail entrepris depuis de longues années par le professeur Régis Boyer, directeur de l'Institut de langues, littérature et civilisation scandinaves à la Sorbonne, qui, avec nous, fait le point de la question.

« Notre vision des Vikings est si stéréotypée qu'il est sans doute plus simple de cerner d'abord ce qu'ils ne sont pas. »

Les Vikings ne sont pas des brutes salaces, ce ne sont pas des violateurs et incendiaires par définition, ce ne sont pas des barbares au sens latin du terme, mais les porteurs de l'une des plus belles cultures. Les Anglais, dans une collection proche de « L'univers des formes » de Gallimard, leur accordent un volume, à égalité avec l'Égypte, l'Assyrie et le Sumer. Car leurs réalisations techniques, littéraires, ou artistiques, que nous nous obstinons à ne pas connaître, soutiennent la comparaison. Leur poésie scaldique, par exemple, n'a jamais trouvé d'équivalent en Occident. Ni depuis, ni avant on n'a fait quelque chose d'aussi sophistiqué.

D'où provient alors leur effrayant image ?

D'abord il faut détruire des légendes : ils n'ont jamais été nombreux. Aujourd'hui, les Scandinaves ne sont encore que dix-huit millions en tout. C'étaient des poignées d'hommes bien entraînés et hardis, mais qui n'ont jamais été de grands guerriers. Les mers fois où ils ont été contraints par les circonstances à se battre en rase campagne, ils ont été totalement écrasés. Ils pratiquaient le coup de main sur des points vulnérables, au premier rang desquels les couvents, les abbayes, les collèges et toutes les choses de l'Église, qui n'étaient pas défendues à l'époque. Et comme les seules personnes en état d'écrire étaient les clercs, les documents sur les Vikings sont leur émanation. Ils y ont vu le fléau de Dieu venu châtier l'Occident de ses péchés, en ont peint un tableau atroce et insoutenablement scientifique : la mer couverte de voiles à tel point qu'on ne voyait plus l'eau, les rivières charriant tant de cadavres qu'elles entraient en crue.

C'est cela que l'on véhicule au fond de notre inconscient collectif depuis mille ans. C'est le point de départ du mythe viking. Ensuite, au dix-huitième siècle, on en a fait les fondateurs de la chevalerie. Le brave Chateaubriand donne là-dessus une tête baissée. Puis, après Nietzsche, et alors cela devient très dangereux, on en a fait les incarnations de l'Übermensch, avec les prolongements que cela a pu avoir sous le Troisième Reich. Il n'y a aucun rapport entre les bandes vikings parties faire du commerce, lui substituant à l'occasion la brutalité, et les hordes hitlériennes ! Mais on s'obstine à faire le parallèle. Il faut qu'ils aient quelque chose de supérieur : aujourd'hui, ce seraient les maîtres des techniques, et là, c'est peut-être plus vrai.

Les Scandinaves aussi ont leur part de responsabilité dans la diffusion du mythe viking. Cela remonte à l'époque romantique. L'Islande comme la Norvège étaient sous domination danoise, elle-même dans la mouvance allemande. La Suède faisait la guerre au Danemark et venait, par force, de choisir un roi français (Bernadotte). Autrement dit, aucun n'était absolument indépendant, et ils étaient à la recherche d'une reconnaissance mondiale. Ils ont puisé dans leur passé, et ont gonflé leurs ancêtres vikings pour les installer au premier plan.

Vous dites que c'est le bateau qui fait le Viking.

C'était des commerçants. Et ils l'étaient bien avant l'âge viking qui dure deux cent cinquante ans, grosso modo de 800 à 1050. Des commerçants très doués, bien équipés, qui depuis longtemps avaient leurs comptoirs le long de la rive

sud de la Baltique, sur les fleuves russes, le long de nos côtes (comme à Quentovic que l'on voudrait tant fouiller), à Londres, York, Dublin. Autour de 800, il y a eu cette conjonction extraordinaire lorsque les Arabes ont coupé la Méditerranée, interrompant les échanges est-ouest, les contrainçant à remonter vers la Baltique, la mer du Nord et même la Manche, puis lorsque l'empire carolingien s'est effondré et qu'ont surgi des rois complètement pusillanimes comme tous nos Charles (le Simple, le Chauve), des incapables à proprement parler.

Les Vikings se sont aperçus un jour qu'il était plus facile de conclure une affaire d'un grand coup d'épée que de palabrer toute une après-midi. Petit à petit, ils ont substitué, là où c'était possible et quand c'était possible, la brutalité au négoce. Et comme cela marchait bien, ils ont institutionnalisé la chose, jusqu'en 900. L'Occident s'étant alors repris, comme leur but était d'acquiescer des richesses, ils ont colonisé. Les Vikings ont disparu lorsque l'axe des échanges est redescendu en Méditerranée, lorsqu'on est entré dans la pré-industrie, avec le transport de marchandises lourdes en grande quantité dans l'énorme coque frisonne.

Car leur bateau — qui s'appelle le *knorr*, et non pas le drakkar — était absolument impropre au transport des marchandises lourdes. L'embarquement pas beaucoup de monde, mais était parfaitement adapté au chargement des produits précieux en petite quantité, parfaitement adapté au transport des esclaves, parce que les Vikings étaient les maîtres esclavagistes du Moyen Âge, chose qu'on ne dit jamais. Ils raflaient des esclaves sur leur parcours, et allaient les revendre dans l'une ou l'autre de ces deux grandes places qu'étaient les villes de Hedeby et de Byzance.

Le *knorr* est un bateau élastique qui va par toutes les mers, par toutes les eaux, qui a un tirant d'eau tellement ridicule qu'il est capable de circuler sur une rivière ou un petit lac. Il s'affronte pas la lame, il se plie, il l'épouse. Il est capable aussi bien de traverser l'Atlantique que de remonter la Seine. C'est, de la quille au mat, l'ancêtre de nos bateaux de plaisance. D'ailleurs, le vocabulaire marin des Vikings est passé dans d'autres langues, y compris la nôtre : babord, tribord, la hune, la bitte, le hauban sont des mots scandinaves.

Ils ont causé plus de terreur que de maux, estimez-vous, mais vous dites aussi qu'ils ont tué en partie la culture irlandaise.

C'est un phénomène de colonisation. Aujourd'hui encore, les Scandinaves sont des hommes d'ordre, d'organisation, d'administration. Ce sont des gens qui n'aiment pas le hasard dans les constructions humaines, et c'est une supériorité qu'ils avaient sur leurs contemporains. La chronique de Nestor (Kiev, douzième siècle), qui nous décrit ce qu'ils ont fait en Russie, raconte qu'à l'époque les tribus slaves n'arrivaient pas à s'organiser entre elles et se faisaient constamment la guerre. Il n'y avait pas moyen d'obtenir un pouvoir stable. Et ces Vikings — appelés Varègues à l'est — circulaient jusqu'à Byzance depuis plusieurs siècles. Il n'y avait pas besoin d'être grand clerc pour constater qu'ils étaient bien organisés, qu'ils avaient des lois strictes. Nestor rapporte comment les Slaves désespérés se sont adressés à eux et leur ont dit : donnez-nous des



Evariste Luminais (1822-1896), « Pirates normands au neuvième siècle », 1894. Musée d'art et d'archéologie de Moulins.

princes qui soient capables de nous administrer. C'est comme cela qu'est née la Russie.

En Irlande, c'est un peu la même chose. Les Celtes sont, comme les Slaves, des gens instables, incapables de se gouverner, partis dans leur imagination et leurs rêveries. On a des preuves de relations entre les Norvégiens et l'Irlande dès le sixième siècle et les Irlandais n'ont pas pu ne pas constater, comme à Kiev, qu'ils étaient devant des hommes d'ordre. Ils les ont laissés s'implanter à Waterford, Cork, Limerick et, par la force des choses, les ont laissés organiser. Une des conséquences, ajoutée aux pillages, est que cela a déséquilibré la culture irlandaise.

Vous différenciez sensiblement les Scandinaves de la partie est (suoïsoise) de ceux de la partie ouest (dano-norvégienne).

Ce genre de caractérisation est toujours un peu absurde. Les Occidentaux seraient peut-être un peu plus pugnaces que les Orientaux. Leur trait commun, c'est qu'ils sont tous des commerçants de premier ordre. D'ailleurs, ils le demeurent. Il y a quatre millions de Norvégiens, cinq millions de Danois, et huit millions de Suédois, qui sont à la pointe des techniques, jusqu'au jambon de Bayonne que nous consommons et qui a toute chance d'être un jambon danois. Les Suédois allaient à l'est et ils avaient plus à se défendre qu'à attaquer, ils n'ont pas pu être violents au même titre que les Danois.

Ces marchands constituaient des confréries — la Hanse sera l'enfant de leur association — avec des lois strictes, très contraignantes quant au partage des bénéfices, lois auxquelles il n'était pas question de déroger sans à courir le risque d'être mis à mort. Ce type d'organisation peut si bien évoquer une forme militaire que Dumézil s'y est

laissé prendre. Car il a quand même donné dans le mythe militaire scandinave. Mais il s'agit bien d'organisations de marchands d'abord, qui, d'aventure et les circonstances aidant, ont pu devenir des groupements armés. Ces marchands savent qu'il leur faut des points d'escalade sûrs et qu'il faut une certaine morale au commerce. Les vrais pirates barbares de l'époque étaient les Hongrois et les Sarrasins.

Comment ont-ils pu se fonder dans des sociétés aussi différentes que l'était celle de Russie ?

Maintenant qu'il n'y a plus d'URSS, on va peut-être enfin savoir depuis quand ils avaient des comptoirs en Russie. Car cela fait des décennies que les savants soviétiques avaient fait des fouilles et refusaient de communiquer leurs résultats parce qu'ils considéraient que c'était Popov qui avait tout inventé. Maintenant on voit poindre des choses nouvelles. Pour la première fois en septembre dernier à Göteborg, des savants soviétiques ont reconnu que c'étaient les Suédois qui avaient fondé la Russie. Ils se sont implantés à Novgorod, à Kiev, ont fondé deux principautés qui ensuite se sont fait la guerre pour constituer un Etat unique auquel ils ont donné le nom de Russie puisqu'on les appelait Rus dans la langue locale.

Cette fusion s'est faite très rapidement.

Le premier roi de Novgorod s'appelle Rurik, son fils s'appelle Helgi (Oleg), son petit-fils Ingvar (Igor) et le quatrième Sviatoslav, un nom totalement impossible à scandinaver. Au bout de trois générations il n'y a plus de Scandinaves, ils se sont fondus dans la masse. On le voit également à l'ouest, en Normandie et plus nettement encore dans le Danelaw (région de York) en Angleterre, où,

de même, en trois générations ils auront des noms anglo-saxons. N'oublions jamais qu'ils n'étaient pas nombreux et se noyaient rapidement dans la masse.

En même temps ils sont appelés aux plus hautes fonctions.

Oui, parce qu'ils étaient des hommes d'ordre et non pas de grands guerriers. Ou alors, c'étaient des maîtres de la guerre-ruse, mais pas de la guerre-force. C'étaient des stratèges. Leur principal dieu, Odin, est un stratège, ce n'est pas un guerrier. Vous ne trouverez pas de batailles rangées, mais des coups de main, des commandos sous l'autorité d'un petit chef. Mais des hordes vikings disciplinées, non, jamais !

Leur conversion au christianisme se fait sans violence.

Il n'y a jamais eu la moindre trace de guerre sainte. Vous avez même des phénomènes aberrants, comme lorsque toute l'Islande en 999 décide par consentement collectif que tout le monde sera chrétien. On pourra continuer à sacrifier aux dieux anciens à condition de le faire en cachette. C'est renversant. Il faut se rappeler que pour pouvoir commercer avec un chrétien, et cela depuis Grégoire le Grand, il fallait avoir reçu la *prima signatio*, une espèce d'ondoiement. La preuve que vous avez déjà entendu parler du Pater noster. Alors, en réalités, en pragmatiques, ils se sont faits chrétiens pour commercer.

Ces décisions collectives reflètent un mode de vie communautaire.

C'étaient des pays difficiles, des pays terriblement marécageux. Avec peu de ressources agricoles et minières, ils ne pouvaient guère travailler que collectivement. On voit mal comment le pauvre paysan perçu dans sa forêt ou au fond de son fjord aurait réussi à faire

face tout seul. Donc ils avaient des formes de collaboration soit saisonnières, soit définitives, au sein de ce qu'ils appellent famille, qui est beaucoup plus large que ce qu'on imagine maintenant. Ce n'est pas pour rien que ça a été le terreau de la social-démocratie.

Leurs rois n'étaient-ils pas élus ?

Les rois étaient élus « pour une année féconde et pour la paix ». S'ils ne maintenaient pas la paix dans leur minuscule Etat, ils étaient pendus. Ce n'était pas un métier de tout repos. A la rigueur ils étaient renversés. Celui qui était monté sur une pierre sacrée pour devenir roi, on le faisait remonter dessus, on soulevait la pierre et on le renversait littéralement. Il tombait, il n'était plus roi.

Peut-on parler de société de droit ?

C'est ce qui explique leur force. Il y avait les Latins auparavant, bien sûr. Mais c'est une des deux cultures dont la base même est le droit ou la loi. Droit de type coutumier plutôt que fondé sur des principes abstraits, ce qui est difficile à entendre pour un Français, élevé dans une atmosphère latine basée sur de grands principes abstraits dont on tire les conséquences. Chez eux, il y a à tel cas concret et les réponses à apporter face à ce cas. Tout y est très détaillé. Ce sont des sociétés régies par des lois de type coutumier, par nécessité collective. Ils ont besoin de cela pour survivre.

Vous voyez dans leurs assemblées les ancêtres de nos jurys.

C'est peut-être autre chose, de l'ordre d'un droit coutumier. Puisqu'ils n'ont pas d'instance théorique, ce sont les sages qui décident de la sentence à adopter. Initialement, c'étaient les voisins. Il faut insister sur ces aspects si différents de nos. Les gardes des réflexes de ce genre-là. Aujourd'hui, ils se méfient des grandes formules et des abstractions. Ils vous jugent d'après ce que vous faites réellement, pas d'après vos discours.

Ont-ils touché l'Amérique ?

J'en suis convaincu. Mais la preuve irréfutable manque. On a retrouvé au Canada, dans l'anse aux Mesdows, des maisons longues, des traces de rivets, d'une enclume, mais ça ne paraît pas suffisant, parce que cela peut très bien provenir d'Esquimaux qui étaient en contact attesté avec les Islandais fixés au Groenland, et qui n'ont pas pu ne pas voir la supériorité de ce type d'habitat sur leurs igloos. Et puis les sagas parlent d'expéditions de soixante personnes au maximum, alors que ces bâtiments peuvent en contenir quatre cents. Mais il n'y a pas de raison qu'il n'y soient pas allés, les courants y conduisent. Pour ma part, je trouve aussi fantastique leur traversée par le cap Nord via la mer Blanche jusqu'à Arkhangelsk.

Propos recueillis par Jean-Louis Perrier

Régis Boyer vient de publier les *Vikings* (Pion, 442 p., 150 F.) et la *Vie quotidienne des Vikings* (Hachette, 300 p., 118 F.). Payot a réédité deux de ses ouvrages : *Yggdrasil. La religion des anciens Scandinaves* (252 p., 135 F.) et *Les Sagas islandaises* (230 p., 130 F.), ainsi que la traduction de *Le Sage de saint Olaf*, de Snorri Sturluson (316 p., 80 F.).